



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Rapport annuel de mise en œuvre

France - Rural Development Programme (Regional) - Poitou-Charentes

Rapport annuel de mise en œuvre	
Période	01/01/2018 - 31/12/2018
Version	2018.1
Statut - Nœud actuel	Accepté par la CE - European Commission
Référence nationale	
Date d'approbation par le comité de suivi	27/06/2019

Version du programme en vigueur	
CCI	2014FR06RDRP054
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Poitou-Charentes
Période de programmation	2014 - 2020
Version	7.1
Numéro de la décision	C(2018)5925
Date de la décision	06/09/2018
Autorité de gestion	Région Nouvelle-Aquitaine
Organisme de coordination	Agence de Services et de Paiement Mission de coordination des organismes payeurs des fonds agricoles (MCFA)

Les données et le contenu des tableaux F du rapport annuel de mise en œuvre concernant la réalisation des valeurs intermédiaires sont liés au dernier programme de développement rural adopté par la Commission.

Table des matières

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS.....	6
1.a) Données financières.....	6
1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées.....	6
1.b1) Tableau récapitulatif.....	6
1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire.....	14
1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F.....	32
1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif].....	33
1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes.....	33
1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro).....	36
2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION.....	37
2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.....	37
2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).....	37
2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).....	38
2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.....	40
2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.....	41
2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).....	41
2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).....	42
3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES.....	43
3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme.....	43
3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces.....	44
4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME.....	46
4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action.....	46
4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau).....	46
4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action.....	47
4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission].....	47

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE	52
6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES	53
7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	54
7.a) Questions d'évaluation.....	54
7.a1) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?.....	54
7.a2) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?	64
7.a3) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?.....	69
7.a4) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?.....	70
7.a5) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?.....	78
7.a6) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?.....	87
7.a7) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?	96
7.a8) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?.....	96
7.a9) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?	104
7.a10) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?.....	112
7.a11) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?	120
7.a12) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?	123
7.a13) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?.....	124

7.a14) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?.....	126
7.a15) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?	126
7.a16) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?	134
7.a17) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?	141
7.a18) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?	149
7.a19) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?	149
7.a20) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?	152
7.a21) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?	160
7.a22) CEQ22-EM - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 %?	167
7.a23) CEQ23-RE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie Europe 2020 visant à investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation?	174
7.a24) CEQ24-CL - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990, ou de 30 % si les conditions le permettent, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20 %, et à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique?	180
7.a25) CEQ25-PO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté?	187
7.a26) CEQ26-BI - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir?	194
7.a27) CEQ27-CO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC consistant à stimuler la compétitivité de l'agriculture?	201
7.a28) CEQ28-SU - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui consiste à assurer une gestion durable des ressources naturelles et l'action pour le climat?	209
7.a29) CEQ29-DE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui vise à réaliser un développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, y compris la création et le maintien de l'emploi?	217

7.a30) CEQ30-IN - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC visant la promotion de l'innovation?	225
7.a31) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	231
7.a32) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	231
7.a33) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	231
7.a34) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	231
7.a35) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme	231
7.a36) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	232
7.a37) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	232
7.a38) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	232
7.a39) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	232
7.a40) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme	232
7.b) Tableau des indicateurs de résultat	233
7.c) Tableau des indicateurs supplémentaires et spécifiques au programme utilisés pour étayer les constatations de l'évaluation	236
7.d) Tableau des indicateurs d'impact de la PAC	237
8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013	239
8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]	239
8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]	239
8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme	239
9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION	241
10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]	242
11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES	247
Annexe II	248
Documents	257

1. INFORMATIONS CLÉS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET SES PRIORITÉS

1.a) Données financières

Voir les documents joints

1.b) Indicateurs communs et spécifiques au programme et valeurs cibles chiffrées

1.b1) Tableau récapitulatif

Domaine prioritaire 1A						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2018			0,06	5,73	1,05
	2014-2017			0,01	0,96	
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1B						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2018					25,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 1C						
Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2018					0,00
	2014-2017					
	2014-2016					
	2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)		2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	5,23
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	533 241,08	12,37	402 386,42	9,33	4 312 500,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	26 042 831,71	55,17	19 879 195,75	42,12	47 202 109,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	26 576 072,79	51,59	20 281 582,17	39,37	51 514 609,00

Domaine prioritaire 2B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)		2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	4,13
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	14 809 004,73	41,72	9 327 797,82	26,28	35 500 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	14 809 004,73	41,72	9 327 797,82	26,28	35 500 000,00

Domaine prioritaire 3A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)		2014-2018	0,16	9,25	0,10	5,78	1,73
		2014-2017	0,19	10,99	0,01	0,58	
		2014-2016	0,04	2,31	0,11	6,36	
		2014-2015	0,06	3,47	0,03	1,74	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	525 888,49	82,83	27 249,95	4,29	634 921,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 400 405,18	44,11	1 363 874,67	42,96	3 174 603,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 926 293,67	28,29	1 391 124,62	20,43	6 809 524,00

Domaine prioritaire 3B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
Surface concernée par la reconstitution du potentiel agricole endommagé par des catastrophes naturelles (ha)		2014-2018					100,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2018			0,01	44,70	0,02
		2014-2017			0,01	44,70	
		2014-2016					
		2014-2015					
T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)		2014-2018					0,02
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015			0,01	44,70	
T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		2014-2018			7,39	1 582,12	0,47
		2014-2017			0,45	96,34	
		2014-2016					
		2014-2015					
T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		2014-2018			7,97	136,11	5,86
		2014-2017			3,17	54,14	
		2014-2016			0,13	2,22	
		2014-2015			0,13	2,22	
T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		2014-2018			24,40	278,14	8,77
		2014-2017			9,58	109,20	
		2014-2016			3,00	34,20	
		2014-2015			3,00	34,20	
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	8 046 320,57	93,63	5 091 889,88	59,25	8 593 651,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	3 949 682,14	25,76	1 700 280,29	11,09	15 333 333,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	22 059,02	2,77	14 178,39	1,78	794 984,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	132 457 890,90	77,32	55 652 530,40	32,49	171 311 761,00

M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	63 916 849,16	101,25	22 045 809,93	34,92	63 127 171,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	104 849 169,73	71,13	104 849 169,73	71,13	147 404 409,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	313 241 971,52	77,04	189 353 858,62	46,57	406 578 642,00

Domaine prioritaire 5A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)		2014-2018					5,39
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 696 974,73	2,79	349 496,00	0,57	60 793 651,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 696 974,73	2,79	349 496,00	0,57	60 793 651,00

Domaine prioritaire 5C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)		2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	3 174 603,00
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	588 908,11	46,38	248 967,40	19,61	1 269 841,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	588 908,11	46,38	248 967,40	19,61	1 269 841,00

Domaine prioritaire 5E							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)		2014-2018			0,01	2,62	0,38
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	548 636,35	57,27	139 499,52	14,56	957 940,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	548 636,35	57,27	139 499,52	14,56	957 940,00

Domaine prioritaire 6A							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)		2014-2018					135,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 961 318,00	30,89	1 460 758,71	23,01	6 349 206,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	393 650,31	10,05	427 855,00	10,92	3 916 978,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	300 000,00	18,90	0,00	0,00	1 587 302,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 654 968,31	22,40	1 888 613,71	15,93	11 853 486,00

Domaine prioritaire 6B							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		2014-2018					100,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)		2014-2018					4,49
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)		2014-2018			64,29	190,77	33,70
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	5 748 576,31	28,07	0,00	0,00	20 476 190,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	6 061 361,79	15,75	1 810 166,18	4,70	38 475 000,00
Total	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	11 809 938,10	20,03	1 810 166,18	3,07	58 951 190,00

Domaine prioritaire 6C							
Nom de l'indicateur cible		Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)		2014-2018					0,61
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
Mesure	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
Total	O1 - Total des dépenses	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00

	publiques						
--	-----------	--	--	--	--	--	--

1.c) Informations clés sur la mise en œuvre du PDR sur la base des données issues des points a) et b) par domaine prioritaire

Eléments introductifs

L'année 2018 est la cinquième année de la programmation 2014-2020. Les difficultés de démarrage liées notamment à l'adoption tardive des programmes ou encore aux problématiques d'instrumentation informatique des dispositifs ont largement retardé les premières réalisations du Programme de Développement Rural (PDR) Poitou-Charentes.

Pour autant, ce présent rapport permet de constater un certain nombre d'avancées dans la mise en œuvre effective des dispositifs. En effet, les modifications de programme de fin d'année 2016 dans le cadre de la fusion des Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes ont contribué à la simplification des dispositifs et à l'accélération de leur mise en œuvre. De plus, le PDR Poitou-Charentes est un des programmes les mieux instrumentés au niveau national ayant permis d'avoir un taux de paiement relativement élevé dès la fin d'année 2016 qui s'apprécie significativement à la lecture des tableaux annexés au présent rapport.

Ce constat est particulièrement notable sur les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers. Les dispositifs LEADER et de développement rural, plus complexes dans leur mise en œuvre et lancés tardivement, accusent quant à eux un retard important qui commence à se résorber en 2018.

Enfin, la modification stratégique de fin d'année 2017, préparée durant toute l'année avec le partenariat et les services de la Commission européenne, a elle aussi contribué à la simplification du PDR Poitou-Charentes. L'Autorité de gestion a fait le choix de fermer plusieurs dispositifs dans le cadre du PDR. Ce choix s'est orienté sur des dispositifs représentant un nombre réduit de dossiers et à plus faibles enjeux financiers. Ils ont, pour autant, continué d'exister à travers d'autres sources de financement de la Région ou d'autres financeurs, car répondant à des besoins réels au niveau du territoire picto-charentais. Cette décision a notamment permis de concentrer les capacités administratives de la Région et des services instructeurs délégués sur un nombre restreint de dispositifs dans le but d'accélérer la mise en œuvre et notamment les paiements aux bénéficiaires.

Précisions sur les données quantitatives présentées dans le rapport de mise en œuvre portant sur l'année 2018 :

L'Autorité de gestion souhaite attirer l'attention de la Commission européenne sur plusieurs éléments :

1. Conformément à la possibilité réglementaire introduite le 23 février 2018 dans le règlement n°215/2014 (règlement de mise en œuvre 216/2018), l'autorité de gestion a souhaité utiliser la nouvelle approche de comptabilisation des dossiers en intégrant les dossiers ayant reçu un premier paiement dans le RAMO 2017 et le RAMO 2018. Ainsi, la comparaison des données de ce RAMO avec les précédents RAMO qui intégraient uniquement les dossiers soldés (paiements à plus de 80% par rapport aux montants engagés), doit tenir compte de cette nouvelle méthode.
2. La disponibilité des données liées aux indicateurs RAMO dans les logiciels de gestion OSIRIS et ISIS est toujours incomplète notamment sur les dossiers 2014, 2015 et 2016 qui constituent le panel majoritaire de ce rapport. Aussi, cela a nécessité un important travail de reconstitution manuelle des données pour un nombre significatif de dossiers. Ce travail a pu générer quelques erreurs sans toutefois entacher la fiabilité des données constitutives du présent RAMO.
3. Les données quantitatives (programmation, engagement, paiement) fournies dans cette section

s'arrêtent au 31/12/2018. Elles peuvent parfois être complétées par des données 2019, identifiées en tant que telles, lorsque ces compléments permettent d'apporter quelques explications complémentaires sur les retards de mise en œuvre.

4. Certaines valeurs figurant dans les tableaux de la section 11 ne sont pas en cohérence avec les valeurs indiquées dans le RAMO 2017. Cela s'explique pour les valeurs de la mesure 8 (opération 8.2) des tableaux B par la prise en compte de dépenses initialement imputées sur la P4 mais qui en 2018 ont été ré-imputées sur le DP 5E suite à modification de maquette. Pour le montant des investissements de l'opération 6.1, il a été considéré qu'il était égal au montant de la dépense publique totale car cette opération n'est pas liée à un investissement spécifique. Le RAMO est ainsi conforme à la section 11 du PDR où le montant des investissements prévus sur cette opération est identique à la dépense publique totale. Par ailleurs en ce qui concerne la répartition des dossiers par Otex (tableaux C de la section 11) des différences peuvent apparaître car il a été décidé pour le RAMO 2018 de se baser uniquement sur l'otex de l'exploitation, comme recommandé par la Commission, alors que sur les RAMO précédents il pouvait s'agir pour certains dossiers de l'otex du projet aidé mais qui n'est pas forcément l'otex de l'exploitation.

5. *Etat d'avancement de la programmation 2014-2020 : années 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 :*

Malgré les retards de la programmation 2014-2020, la mise en œuvre des dispositifs du PDR Poitou-Charentes a continué de manière progressive sur le territoire et permis :

6. l'engagement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR POC de 389,82 M€ pour la période 2014-2016 répartie comme suit au sein des priorités et domaines prioritaires :
 - 11,79 % sur la priorité 2 dont 7,45 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,35 % sur le domaine prioritaire 2B ;
 - 0,60 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A ;
 - 73,39 % sur la priorité 4 ;
 - 0,75 % sur la priorité 5 dont 0,44 % sur le domaine prioritaire 5A, 0,18 % sur le domaine prioritaire 5C et 0,14 % sur le domaine prioritaire 5E ;
 - 13,46 % sur priorité 6 dont 0,91 % sur le domaine prioritaire 6A et 12,54 % sur le domaine prioritaire 6B ;
7. le paiement d'une dépense publique totale pour l'ensemble du PDR Poitou-Charentes de 235,35 M€ répartie comme suit au sein des domaines prioritaires et des mesures :
 - 14,28 % sur la priorité 2 dont 9,66 % sur le domaine prioritaire 2A et 4,62 % sur le domaine prioritaire 2B,
 - 0,63 % sur la priorité 3 entièrement sur le domaine prioritaire 3A
 - 82,03 % sur la priorité 4 ;
 - 0,41 % sur la priorité 5 dont 0,15 % sur le domaine prioritaire 5A, 0,15 % sur le 5C et 0,11 % sur le 5E ;

- 2,64 % sur la priorité 6 dont 1,26 % sur le domaine prioritaire 6A et 1,38 % sur le 6B.

8. **Etat d'avancement de la Priorité 1 - Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales**

Domaine Prioritaire 1A - Favoriser l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales

Cette priorité concerne la mesure 1 (soit 2 TO : 1.1.1 ; 1.2.1 ; 1.2.2) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1C ainsi que la mesure 16 (soit 3 TO : 16.1.1 ; 16.4.1 et 16.7.1) activée dans le cadre des domaines prioritaires 1A et 1B.

Pour la mesure 1, les TO 1.2.1 et 1.2.2 - Projets de démonstration et actions d'information ont été lancés en 2015. Aucune mise en œuvre de l'opération 1.1.1 (TO fermé en 2017).

Le type d'opération 1.2 a été modifié fin 2016 de façon à harmoniser ce dispositif à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine. En effet, la Région est le seul co-financeur de ce type d'opération. Les deux TO du PDR Poitou-Charentes ont été fusionnés dans un seul dispositif couvrant à la fois les actions d'information et les activités de démonstration.

Dans ce cadre, un appel à projets a été lancé début 2017 sur les 3 PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes. Cependant, étant donné les retards pris sur les années 2015 et 2016 et la complexité réglementaire de ce dispositif (dépenses de personnel nécessitant un certain nombre de vérifications de pièces, marchés publics), l'Autorité de gestion a souhaité fermer cet appel à projets. Une partie des projets déposés a tout de même été accompagnée sur des crédits Région exclusivement (50 dossiers sur 128 déposés). Les services de la Région ont travaillé durant l'année 2017 à l'élaboration de l'AAP 2018 et à la sécurisation des procédures sur le dispositif 1.2.

Au total fin 2018, pour le type d'opération 1.2.1 et 1.2.2, 38 dossiers sont programmés pour un montant total de FEADER de 653 286 € soit 18% de la maquette, 36 dossiers ont été engagés et 22 dossiers payés pour 260 251 € de FEADER.

La mesure 16 n'a pas été mise en œuvre sur la période 2014-2017. Aucune données de programmation, d'engagement ou de paiement ne sont donc disponibles sur cette mesure.

La modification du PDR effectuée en décembre 2016 nous a permis de lever ces freins et de travailler sur l'élaboration d'un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du Partenariat Européen pour l'innovation (PEI) (TO 16.1 fléché sur DP 2A) lancé début janvier 2018. Cet appel à manifestation d'intérêts avait notamment pour objectif de faire émerger des projets de coopération entre différentes structures et de mieux connaître les besoins du territoire afin de calibrer efficacement le futur appel à projets. L'appel à projets a été lancé en juin 2018 pour une clôture des candidatures à la fin de l'été 2018.

Pour l'instant, le dispositif de coopération en faveur des circuits courts (TO 16.4 fléché sur DP 3A) n'a pas été ouvert en Nouvelle-Aquitaine. L'Autorité de gestion a choisi de lancer un appel à projets hors FEADER en avril 2018 pour permettre de financer les projets sur cette thématique dans des délais plus restreints. Un appel à projets dans le cadre du FEADER pourra éventuellement être lancé

d'ici la fin de la programmation.

L'opération 16.7 sur la forêt a été fusionnée avec l'opération 16.1 dans une unique opération PEI au titre de laquelle les bénéficiaires du secteur forestier sont éligibles.

Domaine Prioritaire 1B - Renforcer les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement

Cf. éléments ci-dessus (1A) pour la mesure 16 non lancée.

1.2 Etat d'avancement de la Priorité 2 - Amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts

Cette priorité concerne les mesures 1 et 4 soit 4 TO : 1.2.1 ; 1.2.2 ; 4.1.1 ; 4.1.2, 4.1.4 dans le cadre du domaine prioritaire 2A et les TO 6.1.1, 6.1.2 dans le cadre du domaine prioritaire 2B.

La modification stratégique de décembre 2017 a permis à l'Autorité de gestion de fermer plusieurs dispositifs :

- 9. 1.1.1 Formation
- 10. 2.1.1 Conseils
- 11. 4.1.2 Investissements pour les cultures spécialisées : fermé dans le cadre de la modification stratégique 2017 mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés en 2014 et 2015
- 12. 6.1 2 Prêts bonifiés : fermé dans le cadre de la modification du cadre national mais pour lequel des dossiers ont été engagés et payés depuis la période de transition.

Domaine Prioritaire 2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole

5 TO lancés :

TO 1.2.1 - Activités de démonstrations

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

TO 1.2.2 - Activités d'information

Cf. éléments ci-dessus (DP 1A)

Ces deux TO sont maintenant fusionnés dans un seul et même TO harmonisé au niveau de la Nouvelle-Aquitaine et couvrant les activités de démonstration et d'information.

TO 4.1.1 - Investissements pour la modernisation des élevages :

Le TO 411 sur le territoire du PDR Poitou-Charentes est consacré depuis 2014 au "Plan de modernisation des Elevages". Les CUMA étaient précédemment éligibles à ce TO mais l'harmonisation des dispositifs dans le cadre de la fusion des Régions a consisté à créer un dispositif spécifique pour les investissements collectifs portés par les CUMA.

L'opération est inscrite dans le cadre du Plan de Compétitivité des Exploitations Agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser les investissements liés à la performance économique et la durabilité du secteur de l'élevage grâce à la modernisation des bâtiments et des équipements, la diminution de la consommation énergétique, l'autonomie alimentaire, l'amélioration des conditions de travail des exploitants, le bien-être des animaux, les conditions d'hygiène et la gestion des effluents.

Les appels à projets 2018 ont été ouverts sur 2 périodes de dépôts via deux appels à projets distincts : un sur la filière avicole (prise en compte de la crise de l'influenza aviaire) et un sur la filière hors avicole.

Les différents outils Osiris, pour les dispositifs des années 2014 à 2017, sont aujourd'hui en production. Les paiements peuvent être réalisés et les retards des années 2015 et 2016 sont rattrapés progressivement par les services instructeurs. A noter que les projets d'élevage sont la plupart du temps réalisés sur plusieurs années (projets longs en termes de réalisation des investissements) ce qui explique aussi la différence entre les montants engagés et payés.

Au total, depuis 2014 sur le dispositif 4.1.1, 1 062 dossiers ont été programmés représentant 12 655 612 € de FEADER soit 52% de la maquette. 940 dossiers ont été engagés et 670 ont fait l'objet d'un paiement soit 9 763 781 € de FEADER.

TO 4.1.2 - Investissements pour les cultures spécialisées

L'opération 4.1.2 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEA). L'objectif est de favoriser le développement de productions régionales spécialisées pour permettre le développement de marchés locaux et l'augmentation de la valeur ajoutée.

Au total, depuis 2014 sur ce dispositif, 70 dossiers ont été programmés représentant 675 852 € de FEADER soit 100 % de la maquette. Sur ses 70 dossiers, 58 ont été engagés et 58 ont fait l'objet d'un paiement soit 504 490 € de FEADER.

Ce TO a été fermé lors de la modification stratégique de 2017.

TO 4.1.4 - Investissements collectifs CUMA

Les CUMA étaient précédemment éligibles au sein du dispositif 4.1.1 du PDR Poitou-Charentes. Lors de la modification de fin d'année 2016 et dans le but d'harmoniser les dispositifs sur les 3 territoires des Régions Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes, le TO 4.1.4 a été créé.

Les investissements éligibles concernent principalement les matériels ou les investissements collectifs environnementaux (végétal), les matériels liés à l'élevage et ceux spécifiques aux filières fruits et légumes. Un appel à projets a été ouvert en 2018 avec deux périodes de dépôt :

- 34 dossiers ont été déposés
- 20 dossiers pour l'instant sélectionnés (le comité de sélection pour la deuxième période de dépôt)

sera en 2019)

- les 3 critères de sélection les plus utilisés ont été les pratiques agro-environnementales, la structuration et l'organisation des CUMA et enfin les Jeunes Agriculteurs ou les Nouveaux Installés.

Le logiciel Osiris est maintenant opérationnel sur les dispositifs avant et après harmonisation, ce qui permet de reprendre un bon rythme de paiement.

Domaine Prioritaire 2B - Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations

TO 6.1.1- Dotation jeunes agriculteurs (DJA)

On constate une sensible baisse des demandes de DJA depuis 2015 sur le territoire Poitou-Charentes (de 173 installations en 2015 à 161 en 2017).

Lors du dernier Comité régional sur l'installation et la transmission (CRIT) de février 2017 il a été décidé de faire converger les mesures de la DJA des 3 PDR Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes et de revaloriser la DJA dès le mois de mars 2017 en instaurant la 4ème modulation "Coût de reprise/modernisation important". L'objectif est d'améliorer la mise en œuvre de cette mesure et son équité sur le territoire.

On a pu observer en 2017, une légère baisse du nombre de DJA avec 161 DJA. La tendance est constante car en 2018, 161 DJA ont été sélectionnés pour 3 749 575€ de FEADER. Toutefois, ce nombre demeure inférieur à l'objectif fixé en CRIT qui était de 200 sur Poitou-Charentes.

Avec la mise en place de la 4ème modulation en mars 2017 "coût de reprise ou de modernisation important" le montant moyen de la DJA a été augmenté pour atteindre 23 000 €. Les bénéficiaires de la DJA demeurent pour 85% des hommes. La forme sociétaire demeure majoritaire et la grande majorité des installations (+90%) se font à titre principal. L'augmentation des installations hors cadre familial se confirme, comme la proportion des jeunes agriculteurs ayant plus de 35 ans et moins de 40 ans.

TO 6.1.2 - Prêts bonifiés

Suite à la suppression des prêts bonifiés (voir éléments 2016), pas d'éléments nouveaux en 2018.

Depuis 2014, sur les dispositifs DJA et prêts bonifiés, 1 432 dossiers ont été programmés pour un montant total de 12 690 636 € de FEADER.

1.3 Etat d'avancement de la Priorité 3 - Promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture

Cette priorité concerne les mesures 3, 4 et 16 sur le DP 3A soit 5 DTO (3.1.1 ; 3.2.1 ; 4.2.1 ; 16.1.1 ; 16.4.1) et la mesure 5 non activée sur le DP 3B.

Domaine Prioritaire 3A - Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une

valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles

3 TO lancés :

TO 3.1.1 - Favoriser les nouvelles participations des agriculteurs aux systèmes de qualité

En 2017, il n'y a pas eu de programmation ni de paiement. La mesure est clôturée depuis le 31 décembre 2017.

Au total, depuis le début de la programmation, 48 dossiers ont été programmés pour un montant de FEADER de 20 906 € soit 41% de la maquette. Tous les dossiers ont été engagés et 38 dossiers ont été payés pour un montant de 15 832 € de FEADER.

TO 3.2.1 - Opérations d'information et de promotion des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine

Jusqu'en 2017, cette opération n'avait pas fait l'objet d'une mise en œuvre par l'Autorité de Gestion dans l'attente des travaux de réflexion menés pour une convergence de cette opération au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine et qui s'est traduit par une modification du PDR Poitou-Charentes en ce sens en 2017.

En 2018, l'appel à projet a été ouvert jusqu'au 1er février 2018. 4 dossiers ont été déposés et 3 sont sélectionnés.

L'outil Osiris est disponible depuis le mois de février 2018, les dossiers sont en cours de saisie dans Osiris.

Au total, depuis le début de la programmation, 12 dossiers ont été programmés pour un montant total de 332 940 € de FEADER soit 95% de la maquette dont 6 dossiers engagés représentant 193 519 € de FEADER et 1 dossier payé soit 15 869 € de FEADER.

TO 4.2.1 - Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs

L'opération 4.2.1 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser le développement de la valeur ajoutée sur les exploitations agricoles, tous secteurs de production confondus, par la transformation des produits agricoles, en vue d'une commercialisation en circuits courts ou de proximité. L'opération vise à soutenir les investissements pour la rénovation et la création d'ateliers de transformation à la ferme et de commercialisation en points de vente individuels ou collectifs au sein de l'exploitation agricole ou en dehors.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2018, 121 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 1 037 119 € soit 51,9% de la maquette dont 114 dossiers engagés et 91 dossiers payés pour un montant FEADER de 728 629 €.

2 TO non lancés :

TO 16.1.1 et TO 16.4.

CF éléments en DP 1A

Domaine prioritaire 3B - Soutien à la prévention et à la gestion des risques au niveau des exploitations

TO 5.2.1 - Réparation des dommages sur les terres agricoles et reconstitution du potentiel de production

Cette mesure est composée d'une seule opération qui doit permettre de soutenir les actions de restauration de toute nature des terres agricoles et du potentiel de production. Elle sera mobilisée de manière principale pour répondre aux événements exceptionnels, dans le contexte du réchauffement climatique, à la restauration du potentiel de production agricole. Elle n'a pas été activée sur la période 2014-2018.

1.4 Etat d'avancement de la Priorité 4 - Restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie

Cette priorité concerne les mesures 4, 7, 8, 10, 11, 12 et 13 soit 9 TO sur le domaine prioritaire 4A (4.4.1 ; 7.1.1 ; 7.6.1 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.5, M10, M12, M13), 3 TO sur le domaine prioritaire 4B (4.1.3, 11.1.1 ; 11.2.2) et 2 TO sur le domaine prioritaire 4C (8.2.1 ; 8.5.1).

TO 4.1.3 - Investissements pour la réduction des pollutions

L'opération 4.1.3 fait partie intégrante du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE). L'objectif est de favoriser la lutte contre les pollutions dues aux pesticides et fertilisants et de réduire la pression des prélèvements existants sur la ressource en eau par une meilleure gestion de l'irrigation.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2018, 954 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 2 763 219 € soit 97 % de la maquette et 496 dossiers payés pour un montant FEADER de 1 622 568 €. Il est également important de noter que ce sont près de 10 M€ qui ont été engagés en dépenses publiques totales sur ce TO sur la période 2014-2018 grâce aux financements en top up.

TO 4.4.1 - Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques

L'opération 441 de la mesure 4 fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCAE).

Ce dispositif, a permis de financer sur fonds FEADER et sur la période 2014-2016, 9 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 34 823 € dont 8 dossiers engagés représentant 34 064 € de FEADER. 3 dossiers ont reçu un paiement pour 15 095 euros de FEADER.

Pour des raisons de simplification administrative cette opération est depuis 2017 uniquement financée sur fonds Région. Depuis cette date les Infrastructures Agri-Ecologiques (IAE) continuent d'être accompagnées par le biais de crédits régionaux uniquement. Ainsi, l'appel à projet IAE lancé uniquement sur fonds régionaux de décembre 2017 à juin 2018 a permis d'accompagner 121 projets

pour un montant de 1 157 000 €.

TO 7.1.1 - Etablissement et révision des plans de gestion liés aux sites NATURA 2000

Cette mesure du cadre national est dédiée à l'élaboration et à la révision des DOCOB des sites Natura 2000. Elle n'a pas été programmée en 2017 (pas de dépôt de dossiers sur recommandation de la DREAL). Cette mesure ne constitue pas une priorité par rapport à l'animation et aux contrats, dans la mesure où l'intégralité des documents d'objectif de la région sont approuvés. Néanmoins, plusieurs collectivités qui portent actuellement l'animation de sites Natura 2000 attendent le feu vert des services de l'État pour s'engager dans ces démarches de révision. Ce feu vert pourra être donné une fois l'outil disponible.

TO 7.6.1 - Animation NATURA 2000

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise la préservation et la valorisation des sites Natura 2000 et plus spécifiquement le soutien à l'animation des plans de gestion de sites Natura 2000 (proposés ou désignés). Le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site Natura 2000 est élaboré localement sous l'égide d'un comité de pilotage (COPIL) rassemblant l'ensemble des acteurs d'un site. L'animation du Docob a pour but de contribuer à la conservation ou à la restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000.

La programmation s'est poursuivie en 2018 sur cette aide : 28 projets ont été programmés pour 1 355 934 € de FEADER.

Au total, 48 dossiers ont été programmés pour 1 625 438 € de FEADER (dont 41 engagés) soit 32,5% de la maquette et 18 paiements pour 225 791 € de FEADER.

TO 7.6.2 - Contrats NATURA 2000 ni agricole ni forestier

Il s'agit d'une mesure du Cadre National. Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site. Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, coteaux, espaces littoraux...

Au total depuis le début de la programmation, 147 dossiers ont été programmés pour 924 099 € de FEADER soit 63% de la maquette dont 53 engagés pour un montant de 772 354 € de FEADER. L'outil Osiris complet a été livré en 2018 : 11 dossiers ont reçu un paiement pour 55 175 € de FEADER.

TO 7.6.3 - Contrats Natura 2000 en forêt

Il s'agit d'une mesure du cadre national. L'opération vise à financer des investissements visant l'entretien, la restauration ou la réhabilitation de milieux forestiers dans les sites Natura 2000. L'outil

a été rendu disponible en 2018 et 5 dossiers ont pu être programmés pour 12 888 € de FEADER soit 25% de la maquette.

TO 7.6.5 - Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'Agriculture Biologique

L'opération finance les actions d'animation, d'appui à la contractualisation et de communication nécessaires pour faire connaître, promouvoir et accompagner les agriculteurs dans le dispositif MAEC. Cette opération permettra aussi plus globalement d'informer les agriculteurs sur les enjeux environnementaux des territoires.

L'opération a été mise en œuvre en 2016.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2018, 88 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 1 225 668 € soit 81% de la maquette dont 88 dossiers engagés et 64 dossiers payés pour un montant FEADER de 759 548 €.

TO 8.2.1 - Mise en place de systèmes agroforestiers

Cette opération correspond au coût de mise en place de systèmes agroforestiers. Seule l'année de transition a été valorisée. Compte tenu des faibles montants d'investissements que représente cette opération, celle-ci est désormais mise en œuvre sans financement FEADER.

Ainsi sur ce TO, ce sont sur la période 2014-2016, 4 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 5 168,77 € soit 5,17 % de la maquette dont 4 dossiers engagés représentant 5 168,77 € de FEADER et 3 dossiers payés pour un montant FEADER de 4 349,98 €.

TO 8.5.1 - Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers

Ce TO n'a pas été lancé pour 2014-2017 compte tenu de la priorisation de l'instrumentation pour d'autres mesures. Un travail d'harmonisation a été conduit en 2017 à l'échelle des 3 ex régions et cette mesure est déployée en 2018 : 1 dossier a été programmé pour 4 652 € de FEADER.

M10 - Agroenvironnement – climat

Ces dispositifs MAEC sont en place depuis 2014 (volet 2 de la transition) et 2015 (mesures du PDR), mais les retards pris par l'instruction des dossiers PAC premier pilier (plan d'action FEAGA) n'ont pas permis d'engager et payer les demandes 2015, 2016 et 2017 sur un calendrier normal... Il faut noter que les demandeurs ont pu dans leur grande majorité bénéficier d'un apport de trésorerie remboursable (ATR) mise en place au niveau national par l'Etat.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel. A ce jour, la quasi-totalité des dossiers MAEC 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)).

L'instruction des dossiers MAEC 2016 a débuté en avril 2018 et l'instruction des dossiers 2017 a commencé en septembre 2018. L'objectif de l'Etat était de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 89 604 521 € de dépenses publiques ont été engagées soit presque 79% de la maquette pour les campagnes 2014 et 2015 dont 38 336 050 € de

payés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

M11 - Agriculture biologique

Comme pour la mesure 10, le retard important des aides du 1er pilier en raison du plan d'action FEAGA a considérablement ralenti l'instruction des mesures d'agriculture biologique.

En 2017, l'outil ISIS est devenu opérationnel.

A ce jour, la quasi-totalité des dossiers de maintien et de conversion en agriculture biologique de la campagne 2015 ont été instruits par les services instructeurs (DDT(M)).

L'instruction des dossiers 2016 a débuté en mai 2018 et la campagne 2017 a été instruite en septembre 2018. L'objectif de l'Etat était de résorber l'ensemble des retards d'instruction et de paiement (y compris 2017) à la fin de l'année 2018.

Au total, depuis le début de la période de programmation, 34 003 863 € de dépenses publiques ont été engagées soit 77% de la maquette initiale pour les campagnes 2014 et 2015 dont 12 324 966 € de payés soit 2 044 exploitants aidés. La campagne 2015 correspondait à un renouvellement des engagements et devrait donc être la campagne la plus significative en matière d'engagements financiers.

En Poitou-Charentes, nous assistons aujourd'hui à une dynamique de développement de l'Agriculture biologique nettement supérieure aux années passées ce qui explique le taux d'engagement. La modification stratégique de 2017 a permis de réajuster les sections financières en proposant notamment des mouvements de maquette en faveur de l'agriculture biologique. En effet, on observe aujourd'hui sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, et au niveau national, une dynamique de développement de l'Agriculture Biologique nettement plus rapide que celle initialement estimée. Les estimations actuelles montrent que ces surfaces auront plus que doublé d'ici à la fin de la programmation. L'Autorité de gestion a donc souhaité renforcer de manière significative l'intervention du FEADER sur cette filière dans le cadre de la mesure 11 des PDR. La fermeture d'un certain nombre de dispositifs au sein des PDR a permis d'alimenter en majeure partie cette mesure.

TO 12.1 – Paiement d'indemnités en faveur des zones agricoles Natura 2000

Aucune zone soumise à contrainte environnementale ou équivalent n'a été définie jusqu'à présent sur le territoire du PDR et il n'a par conséquent pas été nécessaire de déployer cette mesure.

TO 13.2 - Paiement d'indemnités pour les autres zones soumises à des contraintes naturelles importantes

En dépit des importants retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC (plan d'action FEAGA), deux années d'ICHN ont pu être payées aux bénéficiaires, avec une augmentation significative du montant de la deuxième année en raison de l'entrée en vigueur de la revalorisation des montants unitaires de ces aides et l'élargissement de la population d'éleveurs éligibles.

Pour la campagne 2017, les retards d'instruction des aides du 1er pilier de la PAC ont été

significativement réduits et les aides ICHN ont été payées aux bénéficiaires conformément au calendrier PAC habituel à savoir un acompte versé en décembre 2017 et le paiement en mode solde avec stabilisateur provisoire en février 2018.

La maquette initiale a été calibrée en prenant en compte l'augmentation du montant dès la deuxième année de programmation. De plus la révision du zonage des zones défavorisées simples qui doit entrer en vigueur en 2019 nécessitait une révision de maquette. Celle-ci est intervenue en 2018 dans le cadre du transfert du 1er au 2nd pilier réalisé par l'Etat.

Depuis le début du programme, 14 678 dossiers ont été programmés pour 79 941 550 € de FEADER.

Etat d'avancement de la Priorité 5 - Promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie

Cette priorité concerne la mesure 4 dans le cadre du domaine prioritaire 5A (TO 4.3.1 ;) les mesures 4 et 16 sur le domaine prioritaire 5C (TO 4.3.2, TO 16.7.1), le mesure 8 dans le cadre du domaine prioritaire 5E soit (TO : 8.1.1, 8.3.1 ; 8.4.1).

Domaine Prioritaire 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture

TO 4.3.1 - Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques.

Depuis 2015, 12 dossiers ont été programmés pour 425 563 soit 85% de la maquette globale. Sur ces 12 dossiers, 7 ont été engagés pour 315 855 € de FEADER et 7 payés pour 195 286 € de FEADER.

Les dossiers ne concernent que des études avant travaux. Aucun dossier de demande de travaux n'a été déposé à ce jour.

Domaine Prioritaire 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sousproduits, des déchets, des résidus et d'autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie

TO 4.3.2 Investissements pour l'accès aux ressources forestières

Le développement de la desserte forestière constitue un enjeu majeur pour faciliter l'exploitation et la gestion des massifs forestiers en Poitou-Charentes. L'objectif est d'améliorer l'approvisionnement de la filière aval afin de satisfaire les besoins en bois des entreprises locales de la transformation. Les investissements ont porté principalement sur la création de pistes et d'aires de stockage.

Depuis le début de la programmation, 26 dossiers ont été programmés pour 442 104 € de FEADER. 22 dossiers ont été engagés pour un montant FEADER de 353 111 €. Les paiements ont démarré tardivement à cause de retard de livraison de l'outil Osiris : 7 dossiers ont été payés pour 126 609 € de FEADER.

Il faut noter que cette mesure a fait l'objet en 2017 d'une harmonisation au niveau de la Région Nouvelle-Aquitaine afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR. Cette mesure est aujourd'hui gérée en appel à projets. Un AAP commun a été lancé en 2018 avec un comité de sélection fin 2018 : la programmation se fera au cours de l'année 2019.

TO 16.7 - Partenariats public-privé pour des stratégies locales de développement forestier

Les difficultés d'instrumentation de l'outil Osiris a nécessité une identification par l'Autorité de gestion de priorités. Compte tenu de l'enveloppe relativement faible prévue pour ce TO, il a été jugé opportun de fermer ce dispositif lors de la modification stratégique de 2017. Les besoins en animation forestière territoriale pourront être financés par les crédits régionaux.

Les crédits FEADER ainsi dégagés pourraient abonder l'opération 16.1 au titre de laquelle les bénéficiaires du secteur forestier sont éligibles.

Domaine Prioritaire 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie

TO - 8.1.1 - Création de surfaces boisées

L'opération 811 (création de surfaces boisées) répond à la priorité 5E (Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et la foresterie).

Elle n'a pas été mise en œuvre depuis le début de la programmation et il a finalement été décidé de fermer ce dispositif lors de la modification stratégique de 2017. Activée principalement pour la création de nouvelles peupleraies, un dispositif régional sans FEADER existe pour ce type de plantations. Ainsi l'activation du TO 8.1.1 n'a pas été jugée prioritaire.

TO - 8.3.1 - Prévention des dommages causés aux forêts

Aucun appel à projets n'a été lancé en 2017 car il était nécessaire d'actualiser les formulaires de demande de paiement ainsi que les outils Osiris. Un appel à projets a été lancé en janvier 2018 : 4 dossiers ont été déposés et les dossiers sont en cours d'instruction pour une programmation en 2019.

Au total, 13 dossiers ont été programmées pour un montant total de FEADER de 449 748 € soit 89% de la maquette dont 9 ont été engagés pour 338 892 € et 3 payés pour 78 726 € de FEADER.

TO - 8.4.1 - Restauration des dommages causés aux forêts

Cette opération ne sera mobilisée qu'en cas de dommages causés aux forêts. Aucun dommage dans les forêts de Poitou-Charentes n'a eu lieu sur la période 2014-2018.

1.6 Etat d'avancement de la Priorité 6 - Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales

Cette priorité concerne les mesures 4, 6 et 8 dans le cadre du domaine prioritaire 6A (TO 4.2.2, TO 6.4.1, TO 6.4.2, TO 6.4.3, TO 8.6.1), les mesures 7 et 19 sur le domaine prioritaire 6B (TO 7.4.1, TO 7.5.1, TO 7.6.4, M19), le TO 7.3.1 dans le cadre du domaine prioritaire 6C.

Domaine Prioritaire 6A - Faciliter la diversification, la création et le développement de petites entreprises ainsi que la création d'emplois

TO 4.2.2 - Investissements pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans

l'industrie agro-alimentaire

Ce dispositif a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE à l'exclusion des produits de la pêche, par les opérateurs de l'industrie agro-alimentaire. En 2018, 13 dossiers ont été déposés et 10 sélectionnés.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2018, 26 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 1 983 369 € soit 49% de la maquette dont 16 dossiers engagés représentant 1 501 418 € de FEADER et 6 dossiers payés pour un montant FEADER de 542 620 €.

TO 6.4.1 - Investissements pour la création-reprise d'activités non agricoles par des porteurs de projets non agriculteurs

Cette opération a pour objectif de favoriser la création, le développement ou la transmission-reprise d'activités non agricoles et non forestières en milieu rural. Elle vise à maintenir un tissu dense d'activités en milieu rural (commerciales, artisanales, etc) par le biais d'une aide à l'investissement lors de la création/ reprise d'entreprises. En 2016, un appel à projet a été lancé. 5 dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projet ont été programmés et seront engagés au 1er trimestre 2019 pour un montant de 16 811,03 €.

Ce TO n'a pas fait l'objet d'Appels à projets en 2018. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des entreprises concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur de l'économie territoriale (aide à l'installation et la modernisation des entreprises, opérations collectives de modernisation de l'artisanat et du commerce notamment). Les modalités de mobilisation de la maquette disponible sont à l'étude dans le cadre du projet de modification stratégique du PDR en 2019.

TO 6.4.2 - Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole

Ce dispositif soutient les investissements dans des activités équestres ou d'agritourisme portées par des agriculteurs. Cette opération fait partie du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des exploitations agricoles (PCAE). Ainsi en 2017, ce sont 4 opérations qui ont été programmées pour un montant FEADER de 45 283 €.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2017, 22 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 367 695,64 € soit 36,77% de la maquette dont 15 dossiers engagés représentant 232 383,18 € de FEADER et 7 dossiers payés pour un montant FEADER de 116 744,77 €.

TO 6.4.3 - Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs

L'opération vise à développer l'attractivité touristique en zone rurale par la création ou l'amélioration (modernisation, extension et réhabilitation) d'hébergements de petite capacité portés par des

opérateurs privés non agricoles.

Ainsi, sur ce TO ce sont sur la période 2014-2018, 10 opérations qui ont été programmées pour un montant total de FEADER de 101 873 € soit 20,37 % de la maquette. En 2018, 9 dossiers ont été engagés pour 91 406 € de FEADER et l'instruction des paiements est en cours.

Ce TO n'a pas fait l'objet d'Appels à projets en 2018. Sa complexité de mise en œuvre, notamment du fait du respect du taux fixe et les perspectives de délais de traitement et de versement des demandes d'aides ont été jugées incompatibles avec les contraintes des bénéficiaires concernées. La Région a néanmoins mis en place des politiques susceptibles de suppléer à ce dispositif dans le cadre de ses aides en faveur du tourisme. Les modalités de mobilisation de la maquette disponible sont à l'étude dans le cadre du projet de modification stratégique du PDR en 2019.

TO 8.6.1 - Aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière

Il se déploie sur le PDR Poitou-Charentes uniquement par appel à projet. Le type d'opération a été modifié en 2016 afin notamment d'homogénéiser les taux d'intervention dans les 3 PDR.

L'appel à projets 2018 a permis la programmation de 6 dossiers pour 189 000€ de FEADER (aucun paiement).

Domaine Prioritaire 6B - Promouvoir le développement local dans les zones rurales

Ce domaine prioritaire concerne les mesures 7 (soit 3 TO : 7.4.1 ; 7.5.1 et 7.6.4) et 19 (TO LEADER : 19.1 ; 19.2 ; 19.3 ; 19.4).

TO 7.4.1 - Développement des services de base pour la population rurale

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets de maisons de santé, les maisons de services au public, les équipements pour l'enfance et la jeunesse, les commerces de proximité, les équipements culturels et sportifs et les mobilités. La mise en place effective de ce TO date de 2016. En 2017 les outils réglementaires et informatiques ont été stabilisés.

En 2018, la sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée, portant le nombre total de dossiers programmés à 66 projets pour un montant de FEADER de 7 496 600 €. Sur ces 66 projets, 59 ont été engagés et les premiers paiements vont pouvoir être effectués en 2019 pour ces projets.

Parallèlement, un appel à projet permettant de mieux cibler les priorités de types de projets au sein de la mesure a été lancé en 2017-2018 pour 3 M€, plus de 30 projets ont été déposés à ce titre, ils ont été instruits en 2018 et seront sélectionnés, programmés et engagés en 2019.

Un transfert de maquette prévu en 2019 permettrait d'envisager un 2ème Appel à projets en 2020.

TO 7.5.1 - Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques

Ce TO permet de soutenir en zone rurale les projets touristiques d'infrastructures récréatives, les équipements d'information touristique et les vélos routes-voies vertes.

La mise en place effective de ce TO date de 2016. En 2017, les outils réglementaires et informatiques ont été stabilisés. En 2018, la sélection des projets au fil de l'eau s'est achevée, portant le nombre total de dossiers programmés en sélection au fil de l'eau à 9 projets pour un montant de

FEADER de 736 975 €. L'ensemble de ces projets, ont été engagés et l'instruction des paiements en prévue en 2019.

Parallèlement, un appel à projet permettant de mieux cibler les priorités de types de projets au sein de la mesure a été lancé en 2017-2018 pour 1,5 M€, plus de 10 projets ont été déposés à ce titre, ils ont été instruits en 2018 et seront sélectionnés, programmés et engagés en 2019.

Un transfert de maquette prévu en 2019 permettrait d'envisager un 2ème Appel à projets en 2020.

M19 - LEADER

En 2014, 19 territoires, couvrant la quasi-totalité du territoire Poitou-Charentes, ont porté une candidature GAL LEADER. En juin 2015, tous ont été sélectionnés par un comité de sélection composé d'experts, des services et des élus de la collectivité.

En 2018, la mesure 19 du PDR Poitou-Charentes a fait l'objet de différentes avancées :

L'ensemble des conventions AG-OP-GAL signées depuis 2017, sont mises à jour en 2018 par avenant pour modifier notamment : les structures porteuses et les périmètres des GAL suite aux réformes institutionnelles françaises, les circuits de gestion, les fiches actions, les mouvements de maquettes financières, la composition des Comités de programmation.

Le rythme d'engagement et de paiement est en forte accélération en 2018, cela s'explique notamment par la décision de l'Autorité de gestion de mettre en place d'importants moyens, dont :

- des avances aux GAL pour l'animation/ingénierie dans l'attente du versement des aides à hauteur de 2,3 Millions € ;

13. des avances aux bénéficiaires mises en place en novembre 2018 ; avec un budget réservé de 2,5 Millions € ;
14. la création et le recrutement de 31 ETP, à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine depuis 2017 pour gérer les dossiers LEADER ;
15. la mise en place de contreparties avec une enveloppe de crédits régionaux pour chaque GAL,
16. la prise en charge en plus des crédits européens, par le biais de crédits régionaux de l'ingénierie des GAL ;
17. la mobilisation de la Région Nouvelle-Aquitaine pour obtenir auprès de la Commission européenne la confirmation de la programmation au-delà de 2020 pour LEADER.

La sous-mesure 19.1 concerne 5 GAL pour une programmation de 88 797,68 € dont 48 711,92 € ont été payés en 2018.

La programmation des dossiers financés via les fiches actions des GAL au titre de la sous-mesure 19.2 a été soutenue avec 153 dossiers programmés et engagés pour un montant total de FEADER de 2 627 798 € en 2018 pour les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes. 26 dossiers engagés ont également été payés en partie ou en totalité pour un montant de 384 821 €.

Enfin les dossiers d'animation et de gestion des stratégies locales de développement (sous mesure 19.4) ont

fait l'objet de 15 dossiers programmés et engagés pour un montant total de 702 419 € de FEADER et de 17 paiements pour 784 542 € de FEADER.

L'Autorité de gestion a, par ailleurs, organisé plusieurs temps d'échanges avec les 19 GAL du PDR Poitou-Charentes afin d'assurer un dialogue régulier et de répondre aux difficultés rencontrées localement par les GAL, inhérentes au retard important que connaît la mesure Leader au niveau national. . En 2018 ont eu lieu :

- **INTERGAL** dédié aux animateurs et gestionnaires des GAL : les 4 juin et 3 décembre 2018
- **Comité d'Appui** dédié aux élus des GAL les 22 mai et 13 novembre 2018.

19 sessions de **formations** (soit 25 jours) orientées LEADER pour accompagner les instructeurs à l'utilisation de l'outil Osiris et à l'application des règlements (aides d'Etat et commande publique).

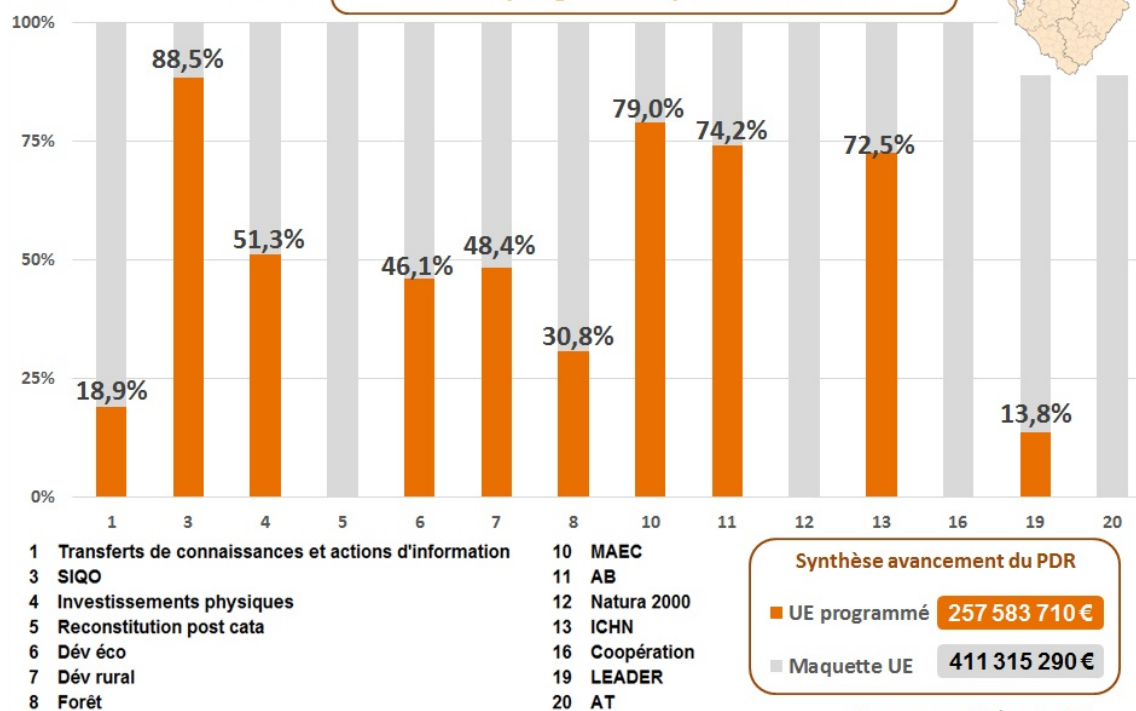
L'outil et les formulaires sont disponibles depuis le début de l'année 2019. La cellule d'animation du Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine, dont l'Assemblée Générale de lancement aura lieu le 19/06/2018, est identifiée pour apporter un appui technique aux GAL pour la coopération LEADER.

Domaine prioritaire 6C Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales

Ce domaine prioritaire concerne uniquement le TO 7.3.1 - Investissements dans les infrastructures de haut débit pour l'accès des espaces ruraux

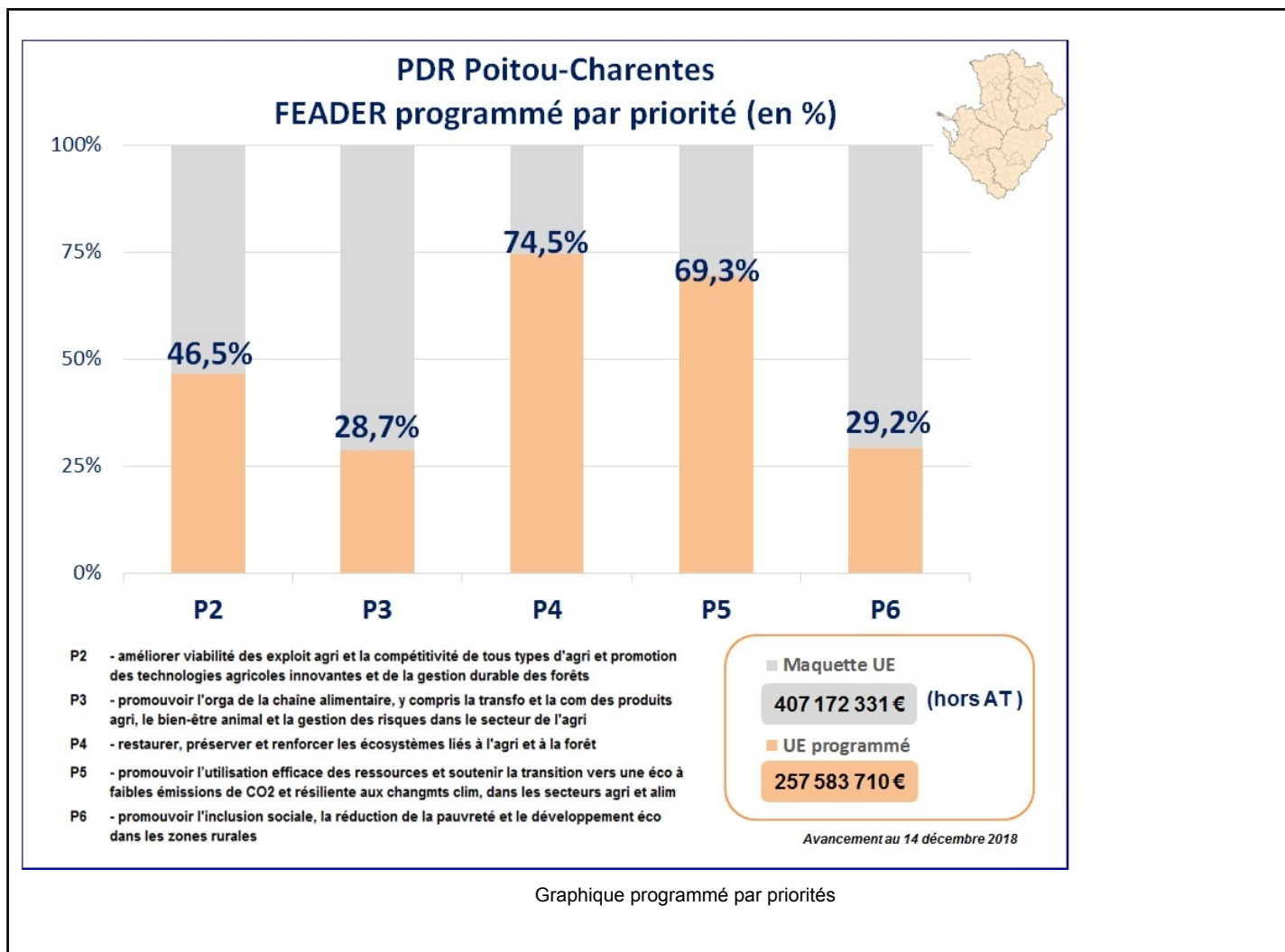
Ce TO n'a pas été ouvert et le choix a été fait par l'autorité, en lien avec les porteurs de projets, de modifier et simplifier les modalités de financement de ces projets. La mobilisation du FEDER et des crédits régionaux sera optimisée et se substituera au FEADER. Les investissements seront pour leur part bien réalisés et des propositions relatives à la mobilisation de l'enveloppe correspondantes seront formulées dans le cadre de la modification stratégiques 2019. Elles n'auront pas d'impact sur les projets initialement couverts par cette opération.

PDR Poitou-Charentes 2014-2020 **FEADER programmé par mesure en %**



Avancement au 14 décembre 2018

Graphique programmé par mesures



1.d) Informations clés sur les progrès réalisés par rapport aux valeurs intermédiaires définies dans le cadre de performance sur la base du tableau F

L'autorité de gestion du PDR Poitou-Charentes a rapidement pris la mesure des enjeux liés à la non réalisation des valeurs intermédiaires fixées pour le 31 décembre 2018. Grâce à un suivi régulier de l'état d'avancement des opérations, à la mobilisation des services de la Région pour résorber les retards accumulés et aux différentes modifications du programme intervenues depuis 2017, la Région Nouvelle-Aquitaine atteint au 31 décembre 2018 les valeurs intermédiaires fixées sur l'ensemble des priorités du PDR Poitou-Charentes, comme le montre les indicateurs de réalisation figurant dans le tableau F du présent RAMO.

1.e) Autre élément spécifique du PDR [facultatif]

Sans objet.

1.f) Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

Comme le prévoit le règlement (UE) n° 1303/2013, au paragraphe 3 de l'article 27, «Contenu des programmes», au paragraphe 3, point e), de l'article 96, «Contenu, adoption et modification des programmes opérationnels présentés au titre de l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», au paragraphe 3 et au paragraphe 4, point d), de l'article 111, «Rapports de mise en œuvre pour l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi"», et à l'annexe 1, section 7.3, «Contribution des programmes principaux aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes», ce programme contribue à la/aux stratégie(s) macrorégionale(s) et/ou aux stratégies relatives aux bassins maritimes:

- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique (EUSBSR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région du Danube (EUSDR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne (EUSAIR)
- ☐ Stratégie de l'UE pour la région alpine (EUSALP)
- ☐ Stratégie par bassin maritime: plan d'action pour l'Atlantique (ATLSBS)

1.g) Taux de change utilisé pour la conversion dans le RAMO (pays hors zone euro)

--

2. ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN D'ÉVALUATION

2.a) Description de toutes les modifications apportées au plan d'évaluation, dans le PDR au cours de l'exercice, avec leur justification.

Une conduite en commun des évaluations des 3 PDR

Le plan d'évaluation, tel qu'il a été rédigé dans le chapitre 9 du PDR pose les grands principes des activités de suivi et d'évaluation. Ces grands principes ne sont pas remis en cause, mais un travail a été réalisé pour préciser les modalités de conduite des activités d'évaluation, dans le contexte de la Nouvelle- Aquitaine.

Ainsi, pour faciliter le pilotage unique des 3 programmes, il semble pertinent de conduire en commun les évaluations des trois PDR. Cela présente également pour avantage de :

- permettre une définition en commun des orientations en matière d'évaluation,
- conduire ces évaluations avec une méthode partagée, pour réaliser plus facilement des analyses comparées entre les deux programmes,
- faire des économies d'échelle.

Pour autant, pour chaque évaluation, les spécificités liées aux trois territoires seront prises en compte afin d'analyser l'impact du FEADER sur chacun des territoires en lien avec les diagnostics et les analyses AFOM réalisés en début de programmation.

Parallèlement à cette construction du plan d'évaluation FEADER Nouvelle-Aquitaine, une réflexion a été menée sur la convergence des plans d'évaluation dans une vision multi fonds. L'objectif est de rationaliser les démarches d'évaluation en recherchant une mutualisation des méthodes et des études.

La convergence s'est faite en 2018 autour des objectifs thématiques de la contribution à l'UE 2020 en identifiant les questionnements communs aux différents FESI et en prenant en compte des questionnements transversaux tels que les principes horizontaux. Il sera maintenu la spécificité des questionnements liés à chaque fonds et à chaque programme pour répondre aux questions évaluatives initialement prévues dans chaque plan d'évaluation.

2.b) Description des activités d'évaluation menées au cours de l'année (en ce qui concerne la section 3 du plan d'évaluation).

Les activités d'évaluation ont débuté à l'été 2018 en lançant un appel d'offre pour choisir un prestataire et accompagner l'AG dans ses questions évaluatives. Le prestataire a débuté ses travaux en novembre 2018. Ses missions consistaient à :

- Etablir un référentiel d'indicateurs additionnels opérationnel ;
- collecter les données;
- mener des enquêtes bénéficiaires;
- alimenter les 3 rapports renforcés notamment en proposant les éléments de réponses aux questions évaluatives issues des règlements européens ;

Un comité technique et un comité de pilotage ont été constitués dans ce cadre. Le COPIL est composé des référents des dispositifs, des agents du service FEADER, des référents évaluations des 3 PDR ainsi que des évaluateurs et a permis de :

- choisir les indicateurs additionnels les plus pertinents
- orienter les travaux lors d'un point d'étape intermédiaire de l'évaluation;
- à partir des résultats obtenus pour les questions évaluatives, compiler des conclusions et recommandations pour la fin du programme et dans la perspective du prochain programme.

2.c) Description des activités entreprises dans le cadre de la fourniture et de la gestion des données (concernant la section 4 du plan d'évaluation).

Les données de suivi sont collectées à travers les demandes d'aide ou demandes de paiement. Au cours de la «phase d'outillage» de chacun des dispositifs d'aide, un certain nombre d'informations sont spécialement incluses dans les formulaires pour faciliter cette collecte

Lors de la formation des services instructeurs à l'outil informatique, un volet spécifique sur les indicateurs de suivi est développé.

Les travaux liés au monitoring (OSIRIS) et à la valorisation des données qui en sont issues (ValOsiris, expert valo) ont été engagés pour répondre aux besoins d'alimentation des tableaux du Rapport annuel et du cadre de performance. Pour les mesures HSIGC, l'outil OSIRIS permet l'extraction des données nécessaires au suivi financier du programme (codes et libellés des mesures et sous-mesures, période transitoire, domaine prioritaire, nombre de dossiers engagés, nombre de dossiers payés, montant FEADER, montant de la contrepartie nationale et du top up national, part et top up Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) / « autre Etat » / Région / Département / Agence de l'Eau / « autre hors Etat », engagements juridiques externes, paiements et paiements externes). Ces données permettent ainsi de suivre le taux d'engagement et le taux de paiement à différents niveaux (opération / type d'opération, sous-mesure, mesure, domaine prioritaire, priorité).

Un onglet spécifique « indicateurs » a été créé dans l'application et est disponible pour le paramétrage, depuis mars 2017. Les dispositifs sont instrumentés progressivement pour pouvoir extraire les données directement de l'outil via des valorisations de données (ValOSIRIS et profil expert valo). La saisie sera réalisée au fil de l'eau au moment de l'instruction et des contrôles avant paiement. L'outil ISIS permettra l'extraction des données des mesures SIGC. De plus, l'autorité de gestion met à jour mensuellement, un tableau de suivi des dossiers programmés suite à son instance de programmation.

En outre, un groupe de travail Suivi-Evaluation s'est formé au niveau national en 2015. Il réunit le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement (ASP), les Autorités de Gestion, et l'Observatoire du Développement Rural (ODR). Son objectif est d'établir une « bible » de l'évaluation en s'appuyant sur la note d'orientation d'août 2015 du comité de développement rural « suivi des programmes 2014-2020 - tableaux pour les rapports annuels de mise en œuvre » (traduction en français du document Monitoring 2014-2020 – Implementation report tables réalisée par le Ministère de l'Agriculture). Les travaux du groupe de travail portent sur les mesures HSIGC et les indicateurs européens avec pour objectif d'aboutir à un tableau des indicateurs de suivi 2014-2020 précisant : le type d'indicateur, à quelle opération et domaine

prioritaire il s'applique, les consignes de la Commission européenne, des règles communes de gestion, les données à extraire d'ISIS ou d'OSIRIS et comment procéder aux extractions/requêtes. Un groupe de travail restreint issu de ce groupe travaille par ailleurs spécifiquement sur le RAMO (élaboration des tableaux du RAMO et de requêtes pertinentes via l'ODR pour la préparation des RAMO).

Pour les mesures du Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC), des extractions du logiciel ISIS sont disponibles pour nous permettre de récolter les données ICHN, MAEC et BIO des différentes campagnes. Un groupe de travail "COMOP" SIGC est également formé au niveau national réunissant le Ministère de l'Agriculture, l'Agence de Services et de Paiement et les autorités de gestion. Les questions relatives à l'évaluation des mesures SIGC seront abordées dans ce groupe.

2.d) Une liste des évaluations réalisées, y compris des références à l'adresse où elles ont été publiées en ligne.

Aucune évaluation achevée définie

2.e) Un résumé des évaluations réalisées mettant l'accent sur les constatations de l'évaluation.

Aucune évaluation n'a été réalisée en 2018. De ce fait, il n'y a pas d'élément à apporter pour les sections 2 d, f et g.

2.f) Description des activités de communication entreprises dans le cadre de la publicité donnée aux conclusions de l'évaluation (concernant la section 6 du plan d'évaluation).

Aucune activité de communication définie

2.g) Description du suivi donné aux résultats de l'évaluation (en ce qui concerne la section 6 du plan d'évaluation).

Aucun suivi défini

3. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME AINSI QUE LES MESURES PRISES

3.a) Description des mesures prises pour assurer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre du programme

L'année 2018 a été l'occasion de mettre en place plusieurs mesures pour accélérer la mise en œuvre du PDR Poitou-Charentes :

- **Instrumentation OSIRIS** : stabilisation de l'équipe OSIRIS au niveau de la délégation régionale de l'ASP et de l'autorité de gestion chargée de développer les logiciels OSIRIS. Au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine, le service FEADER est chargé de l'instrumentation des dispositifs FEADER. 1 coordinateur OSIRIS en lien avec 2 agents se chargent du déploiement d'OSIRIS pour tous les dispositifs. Fin 2018, l'essentiel des dispositifs étaient instrumentés y compris les dispositifs harmonisés dans le cadre des modifications de fin 2016 et début 2017 nécessitant un nouvel outil. L'instrumentation en 2018 s'est concentrée sur les mesures qui n'étaient pas encore ouvertes (Mesure 16 sur le PEI) et sur l'assistance technique.

- **Modification du programme : l'année 2018 a été consacrée à 3 modifications :**

Une modification rédactionnelle sur le TO 8.5 résilience a visé à corriger une erreur de transcription du taux d'aide publique.

Puis une modification spécifique a eu lieu pour permettre l'intégration des crédits issus du 1er pilier et la création de l'instrument financier.

Enfin, une dernière modification a notamment permis un transfert des crédits pour abonder la maquette de la mesure 11 dédiée à l'agriculture biologique.

- **Stabilisation des équipes et de l'organisation de l'autorité de gestion suite à la fusion de Régions** : l'année 2018 a permis de stabiliser l'organisation de l'autorité de gestion et la répartition des missions en matière de mise en œuvre du FEADER au sein de la Région et avec les services instructeurs de l'Etat. Des avenants aux conventions de délégation de tâches ont notamment été pris pour redéfinir le champ d'intervention des services de l'Etat en matière d'instruction en fonction de leurs ressources.

Cette étape s'est poursuivie en 2018 par la signature d'avenants pour la reprise de l'instruction des mesures LEADER sur les PDR Aquitaine et Poitou-Charentes par les services de la Région. Cette organisation s'est stabilisée en 2019.

- **Accompagnement renforcé des services instructeurs** : l'autorité de gestion a mis en place en 2018 un certain nombre d'outils permettant un meilleur appui des services instructeurs. Pour les dispositifs agricoles, agroalimentaires et forestiers, la désignation d'un binôme référent métier au sein des services techniques de la Direction Agriculture et référent thématique au sein du service FEADER a permis de répondre plus efficacement aux questions posées par les services instructeurs. De plus, sur ces dispositifs des points réguliers sont organisés en comité technique ou lors de réunions regroupant

l'autorité de gestion, l'ASP, la DRAAF, la DREAL et les services instructeurs. Concernant les dispositifs LEADER et de développement rural, la constitution d'une sous-direction Fonds européens et Territoires au sein du Pôle Europe a permis aux partenaires et aux services instructeurs d'avoir des interlocuteurs identifiés sur ces dispositifs. Des réunions et comités d'appui aux GAL LEADER ont par exemple été mis en place par l'autorité de gestion pour traiter les questions liées à cette mesure.

3.b) Mécanismes de mise en œuvre de qualité et efficaces

Options simplifiées en matière de coûts (OSC) ¹, indicateur indirect calculé automatiquement

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR ²	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées) ³
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00	72,47	34,08

¹ Les options simplifiées en matière de coûts sont les coûts unitaires/taux forfaitaires/montants forfaitaires au titre de l'article 67, paragraphe 5, du RPDC, y compris les méthodes spécifiques du Feader visées au point e) du même article, comme les montants forfaitaires applicables à la création d'entreprises, les paiements forfaitaires versés aux organisations de producteurs et les coûts unitaires liés aux zones et aux animaux.

² Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 de la version du programme

³ Calculé automatiquement à partir des mesures 06, 09, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18 des déclarations de dépenses

Options simplifiées en matière de coûts (OSC), sur la base des données détaillées spécifiques de l'État membre [facultatif]

	Total de la dotation financière du PDR [Feader]	[%] Couverture OSC prévue par rapport à la dotation totale du PDR	[%] Dépenses réalisées au moyen d'OSC par rapport à la dotation totale du PDR (données cumulées)
Total au titre de l'article 67, paragraphe 1, points b), c) et d) + l'article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		
Méthodes spécifiques des Fonds, article 67, paragraphe 5, point e), du RPDC	411 315 290,00		

Gestion électronique des bénéficiaires [facultatif]

	[%] Financement du Feader	[%] Opérations concernées
Demande d'aide		
Demandes de paiement		
Contrôles et conformité		
Suivi et établissement de rapports pour l'autorité de gestion/organisme payeur		

Délai moyen pour la perception des paiements par les bénéficiaires [facultatif]

[Jours] Le cas échéant, délai de l'État membre pour le versement des paiements	[Jours] Délai moyen pour le versement des paiements aux bénéficiaires	Observations
---	--	--------------

aux bénéficiaires		

4. MESURES PRISES POUR METTRE EN ŒUVRE LE SOUTIEN TECHNIQUE ET LES EXIGENCES EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ DU PROGRAMME

4.a) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN et la mise en œuvre de son plan d'action

4.a1) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en place du RRN (structure de gouvernance et unité d'appui au réseau)

Les 3 programmes de développement rural de Nouvelle-Aquitaine mentionnent, dans leur section 17, le rôle, les missions, les instances de pilotage et les moyens de mise en œuvre d'un réseau rural régional (RRNA).

Une présentation de la gouvernance et des missions conférées au RRR a été réalisée lors du Comité de suivi du 21 juin 2017, puis lors du Comité de suivi du 27 juin 2018. Le RRNA a un éventail de missions larges et riches, permettant de répondre aux objectifs définis par l'Europe.

A l'échelle régionale, il s'agit de décliner de façon opérationnelle les objectifs mentionnés par la Commission. Le RRNA doit ainsi :

- Animer, avec un caractère opérationnel et depuis un ancrage territorial régional, la mise en réseau des acteurs régionaux de développement rural, en lien avec les autres échelons
- Communiquer sur la mise en œuvre des PDR et leurs résultats afin de donner à voir l'action publique au cœur des territoires ruraux et favoriser l'émergence de nouveaux projets
- Capitaliser, via une mission de veille et de repérage, sur les expériences menées afin de favoriser le transfert de connaissances, la diffusion de bonnes pratiques et la qualité des projets
- Décloisonner les relations entre acteurs du développement rural afin de promouvoir les actions transversales et multisectorielles, souvent vectrices d'innovation.

Le RRNA a, également, pour objectifs spécifiques de :

- diffuser de l'information sur le contenu des trois PDR et sur les opérations financées,
- mettre en relation les bénéficiaires du FEADER acteurs ruraux, potentiels bénéficiaires du FEADER,
- faire échanger des idées, capitaliser les expériences, générer des analyses, apporter un regard critique et innovant,
- favoriser l'atteinte des cibles fixées dans le PDR,
- apporter à l'Autorité de Gestion des éléments de justification pour ajuster les programmes européens,
- organiser des moments de réflexion sur des thématiques particulières liées aux mesures de développement rural,
- proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG,
- valoriser les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR,
- réaliser l'articulation avec le Réseau Rural National, notamment la remontée de données et relayer ses communications pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur

valorisation

- participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations.

La coordination et l'animation du Réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine se fait par un agent référent, au sein des équipes de la Région, appuyé par une cellule d'animation externe chargée d'animer les activités du réseau pour les 3 PDR sur la période 2018-2020.

La sélection de cette cellule d'animation s'est faite par le biais de la commande publique (prestation) dont les éléments préparatifs de recrutement avaient été élaborés fin 2017.

Un cahier des charges avait été établi sur la base des missions suivantes :

- Travailler sur les exemples de projets du PDR en lien avec RRN
- Proposer une offre de formations, de mise en réseau et d'échanges d'expériences pour les GAL Leader, avec une « assistance technique coopération », un rôle de plateforme de capitalisation et d'échanges d'expériences et un accompagnement collectif sur sujets transversaux, en lien avec la coordination Leader de l'AG
- Mettre en commun les données recueillies dans le cadre du suivi et de l'évaluation des PDR
- Relayer les communications émanant du Réseau rural national pour favoriser l'émergence de projet, et améliorer la qualité des projets et leur valorisation
- Participer aux actions du REDR au besoin (mission nationale principalement) et relayer ses informations

4.a2) Mesures prises et état d'avancement en ce qui concerne la mise en œuvre du plan d'action

Le marché a été lancé en mars 2018, classé sans suite, puis relancé en juillet 2018. La Commission d'Appel d'Offre du 04 octobre 2018 a retenu la candidature de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine. Le marché a été notifié à l'automne, et une première réunion de cadrage de la mission s'est tenue le 30 novembre 2018. En décembre, la cellule d'animation a travaillé aux prises de contacts, au calibrage des outils (fiche de capitalisation, questionnaire aux acteurs du monde rural, listing des membres, etc.) et a participé à l'AG du Réseau rural national du 14 décembre.

4.b) Les mesures prises pour assurer la publicité du programme [article 13 du règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission]

Afin de présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie

de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Cette stratégie s'appuie sur les stratégies préexistantes des 3 ex-territoires régionaux.

Une synergie avec la communication sur les programmes de coopération internationale et régionale est recherchée.

Une démarche participative associant les partenaires clés de la région permet d'optimiser les modalités de mise en œuvre de la stratégie. Il est recherché une corrélation avec les actions de communication de la Région, des partenaires et des relais.

La communication a été essentiellement dirigée vers le grand public et les porteurs de projet.

Les objectifs stratégiques sont :

- **Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens en communiquant sur les programmes et leur état d'avancement,**

Les actions de communication, mises en place pour atteindre cet objectif, sont :

-Une mise en ligne régulière sur le site internet et une présence sur les réseaux sociaux ont vocation à informer le grand public et à accompagner les partenaires et les bénéficiaires.

La cartographie permet de visionner en quelques clics les projets financés par l'Europe par thématiques, par territoires, par année de programmation.

Statistiques du site internet : 8 699 pages vues par mois (104 391 vues en 2018)

Pages les plus consultées :

1-« Je suis un bénéficiaire » page permettant au bénéficiaire de fonds européens d'accéder au dépôt et au suivi de son dossier / **10 435 vues**

2-« Que soutient l'Europe dans ma région » page présentant les différents types d'aides européennes possible en Nouvelle-Aquitaine / **7 670 vues**

3-« J'ai un projet » page avec un moteur de recherche permettant d'aiguiller un bénéficiaire potentiel sur un contact pour son projet / **3 650 vues**

4-« Projets soutenus » qui correspond à la cartographie des projets soutenus sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine. / **3 155 vues**

Statistiques réseaux sociaux :

Twitter : + 80 abonnés en 2018

Facebook : +432 abonnés en 2018

-La diffusion de diverses brochures permet de rendre compte de l'intervention européenne sur le territoire auprès du grand public. Ces documents, illustrés par des projets financés par l'Europe et

complétés par des chiffres, sont aussi des sources d'informations pour les journalistes.

-« L'Europe à nos côtés » distribué dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine à **2,7 millions** d'exemplaires

Exemples : L'Europe et vous, book thématique

Lien vers la page « Médiathèque » du site : <http://bit.ly/mediathèqueUE>

-Tous les 2 mois, après chaque instance de consultation, un communiqué de presse permet d'informer la presse des derniers projets programmés.

*Statistiques : + **de 140** retombées presse recensées en 2018 (fichier joint)*

*Nombre de Communiqués de presse après chaque instance de consultation : **5***
(http://bit.ly/espace_presseUE)

-Des vidéos de bénéficiaires qui témoignent de manière concrète du soutien de l'Europe :
<http://bit.ly/nouvelle-aquitaine-europe>

-Deux articles dans le journal de la Nouvelle-Aquitaine ont informé tous les néo-aquitains de l'apport de l'Europe en matière agriculture et de transition énergétique.

- le journal de la Nouvelle-Aquitaine est distribué dans toutes les boîtes aux lettres de la Nouvelle-Aquitaine soit : **2,7 millions d'exemplaires**.

-Le calendrier Europe 2018 a vocation à souligner les rendez-vous annuels de l'Union européenne. Ce support, distribué auprès de l'ensemble du partenariat et bénéficiaires (**+ de 300 structures**) , a permis de promouvoir le site internet.

-Une exposition permet, depuis 2018, de présenter les premiers résultats visibles des programmes européens avec des exemples concrets de projets.

*Statistiques : **7 expositions** mises à disposition des CIED et des partenaires notamment les conseils départementaux dans le cadre du JME.*

-La mise en place de supports de communication, Roll-up, oriflammes, fulangas a pour objectif de marquer la présence de l'Europe à l'occasion de manifestations et d'inaugurations.

-Deux affiches "La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe soutiennent l'apprentissage / la formation continue", et des goodies ont été transmis aux organismes de formation et CFA, pour promouvoir le FSE.

-Afin de sensibiliser la presse aux programmes européens, la Région est présente dans le cadre d'ateliers presse.

-La grande action annuelle de communication récurrente est le Joli Mois de l'Europe. Cet événement

fédérateur permet de marquer davantage la présence de l'Europe dans le quotidien des Néo aquitains. Labelliser tous les événements en lien avec l'Europe organisés en mai permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

*Statistiques : en 2018 c'est plus de **150 événements** labellisés dans les **12 départements**. **117 retombées médias** ont été recensées. **7 500 participants** au quizz de l'Europe via le site internet, Facebook et flyer distribués sur les événements.*

Audience des publications : Mai 2018 : 4259

Taux d'engagement :Mai 2018 : +210%

Impressions: (nombre de fois que les utilisateurs ont vu les tweets): 23 856

- **Faciliter la mise en œuvre de la programmation,**

Les actions de communication, mises en place pour atteindre cet objectif, sont :

-Une des actions à destination des bénéficiaires consistait à les accompagner dans leurs obligations de publicité. Les bénéficiaires ont à leur disposition des notices sur les obligations de publicité, d'autocollants Europe dans plusieurs formats, une plaque générique. Ces supports ainsi que les maquettes d'affiche A3, panneau de chantier, plaque, logos sont téléchargeables sur le site internet :

http://bit.ly/obligations_comUE

Des vidéos ludiques et humoristiques ont été réalisées pour dédramatiser les obligations de publicité. Celles-ci sont largement diffusées et mises en ligne sur le site et les réseaux sociaux.

Statistiques : les 5 vidéos ont été envoyées à **502 bénéficiaires** afin de leur rappeler leur rôle d'ambassadeur et leur dire que communiquer sur l'Europe c'est pas si compliqué que ça.

-Des plaquettes d'informations thématiques sont diffusées pour favoriser la mobilisation des fonds européens. Thématiques : Bois-énergie / Compétitivité des entreprises / Recherche, développement technologique et innovation / Accès aux technologies de l'information et de la communication / Développement intégré des territoires urbains. **<http://bit.ly/mediathèqueUE>**

-Moteur de recherche sur le site Europe en Nouvelle-Aquitaine.eu :

Moteur de recherche des contacts pour information et accompagnement multi-programmes européens (FEDER/FSE/FEADER/ERASMUS/HORIZON 2020/SUDOE...) disponible sur la page d'accueil du site europe-en-nouvelle-aquitaine.eu.

Objectif : Informer les bénéficiaires potentiels sur les possibilités de financements européens et leur permettre d'affiner leur projet en les orientant vers le bon contact

Résultat attendu : Cet outil d'orientation permettra au futur porteur de projet en 2-3 clics de trouver le bon contact pour son projet (cet objectif apparaîtra en introduction du moteur de recherche)

Nombre de mails envoyés aux services thématiques en 2018 : **84**

Pour la fin de la programmation nous mettrons l'accent sur la valorisation des résultats et la préparation de

la prochaine programmation.

5. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Cette section s'applique uniquement au ou aux rapports annuels de mise en œuvre 2015, 2016.

6. DESCRIPTION DE LA MISE EN ŒUVRE DES SOUS-PROGRAMMES

Sans objet.

7. ÉVALUATION DES INFORMATIONS ET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU PROGRAMME

7.a) Questions d'évaluation

7.a1) CEQ01-1A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'innovation, la coopération et le développement de la base de connaissances dans les zones rurales?

7.a1.a) Réponse à la question d'évaluation

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP (1218 caractères)

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée en tant que mesure contribuant de manière principale à ce domaine prioritaire (DP).

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP1A :

Différentes sous-mesures contribuent, à titre secondaire, au DP1A :

1.2 Projets de démonstration et actions d'information

16.1.1 Aide au fonctionnement des GO PEI pour l'innovation et sylvicole

16.4.1 Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux

On notera ici que la mesure 16, quels que soient les dispositifs listés ci-dessus, ne fait l'objet, à ce stade, de programmation. Aucun dossier n'est en effet engagé au titre des types d'opération 16.1 et 16.4.

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales (C11)	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	

Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales (C11)	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales (C11)		Evaluation des bénéficiaires (chambres d'agriculture) sur les actions d'information et de démonstration menées (via enquête)
Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales (C11)		Typologie des projets d'information et de démonstration par thématique et type de public (pertinence des thématiques par rapport à la stratégie)
Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire (C12)		Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

1. a3) Méthodes appliquées (3 725 / 7 000)

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Le niveau de programmation est, sur ce domaine prioritaire, plutôt faible. En effet, en ce qui concerne l'opération 1.2 Projets de démonstration et actions d'information, 36 dossiers d'aide sont engagés en date de Novembre 2018 pour un montant FEADER équivalent à 503 052€ sur les 3 450 000€ FEADER maquetés au total sur ce dispositif. Cela représente donc un taux d'engagement de 14,6% de la maquette associée. Par ailleurs, la mise en œuvre du Partenariat Européen pour l'Innovation au titre de la sous-mesure 16.1 et le dispositif d'appui à la coopération en faveur des circuits courts 16.4 n'ont donné lieu à ce stade à aucune programmation (lancement d'un appel à projet PEI en cours d'année 2018).

L'impact quantitatif à l'échelle du DP 1A, sera donc limité d'autant plus que la majorité des effets en termes d'appropriation de nouvelles pratiques, de valorisation et diffusion de nouvelles techniques

innovantes, etc. ne sont en vérité mesurables qu'à moyen ou long terme.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du T1 : « pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR »

Calcul du ratio : $T1 = Y/X$

Y = Dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013

X = Total des dépenses du PDR

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Pas de difficulté[mv1]

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Qu'il s'agisse des actions d'information et démonstration ou de projets de coopération (Mesure 16), il a été décidé que l'analyse porterait d'une part sur la caractérisation des opérations ou candidatures lorsqu'elle existe et, en ce qui concerne les réalisations du dispositif 1.2, sur une appréciation des effets de ces opérations du point de vue d'un échantillon de structures bénéficiaires consultées via enquête.

Description des méthodes utilisées

- Recherche d'informations qualitatives, lorsque celles-ci existent, au cœur même des dossiers programmés (puis soldés) ou des candidatures reçues dans le cadre d'appels à projets (profil des

bénéficiaires finaux, thématiques couvertes, nature des actions d'informations et de démonstration conduites, diversité du partenariat créé, etc.)

- Analyse des critères et modalités de sélection fixées dans les appels à projets régionaux
- Enquête menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires de la sous-mesure 1.2 « Projet de démonstration et actions d'information » en Nouvelle-Aquitaine, par retour de mail.

Après validation du questionnaire d'enquête par l'Autorité de Gestion (13 questions réparties en 2 parties : présentation de la structure et nature de l'(des) action(s) menée(s), et perception des effets de ces actions auprès des publics informés ou sensibilisés), l'AG a informé les bénéficiaires du lancement de l'enquête et de ses finalités. Un mail contenant le questionnaire d'enquête, à retourner dûment renseignés, a été transmis à 33 contacts ciblés en date du 1er Avril 2019 sur l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine.

Toutefois, en raison du faible nombre de dossiers engagés, le nombre de bénéficiaires auxquels l'enquête a été diffusée, en Poitou-Charentes, s'élève seulement à 9 contacts. Sur ces 9 destinataires, 5 retours ont été collectés et traités, en provenance d'acteurs au profil complémentaire : CIVAM, association et laboratoire d'expérimentation, interprofession...

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Le lancement puis la mise en œuvre des actions rattachées aux dispositifs de la Mesure 16 Coopération, et en particulier le Partenariat Européen pour l'Innovation ont été retardés. Il est donc difficile de réaliser des analyses détaillées et de répondre à la question évaluative sur ce dispositif clef du DP 1A.

Concernant les opérations 1.2 « Démonstration et diffusion des connaissances », afin de compléter les résultats d'enquête partiels (taille de l'échantillon faible), nous exploiterons un fichier de suivi détaillé des opérations soutenues en Poitou-Charentes précisant notamment les typologies d'actions, les publics visés, les thématiques couvertes.

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			Total des dépenses publiques (en €) (16.1 à 16.9) Osiris

Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			O1 : Total des dépenses publiques (en €) (formations, échanges d'exploitations, démonstrations) (1.1 à 1.3) OSIRIS
Indicateur de résultat commun	T1 : pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	Oui	0%			Osiris
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de public touchés par public cible	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets par thématique	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers
Indicateur de résultat	Evaluation par les					Enquête auprès d'un échantillon de

supplémentaire	bénéficiaires des actions d'information et démonstration menées	Non				bénéficiaires
----------------	---	-----	--	--	--	---------------

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Au 31/12/2018, aucun projet de coopération pour la mise en œuvre de la Mesure 16- Coopération, et en particulier aucun projet de coopération PEI, n'a donné lieu à une demande de paiement. Les analyses ne peuvent se baser pour ces T.O. sur des réalisations, limitant le calcul des indicateurs.

Par ailleurs, nous rappelons ici qu'une partie des analyses du dispositif 1.2 Projets de démonstration et actions d'informations est réalisée à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation et d'une enquête. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Par ailleurs, les retours d'enquête ne peuvent être exploités, au regard de la taille de l'échantillon, comme des résultats statistiquement extrapolables. Ces informations permettent néanmoins d'indiquer et d'expliquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'évaluation finale sur la base d'un nombre de dossiers soldés plus conséquent.

1. a6) Réponse à la question d'évaluation (9 782 / 10 500)

I. Bilan de la mise en œuvre

Pour rappel, le DP 1A mobilise, à titre secondaire, deux dispositifs clefs :

Le type d'opération 1.2 est mis en œuvre au sein du PDR pour soutenir des projets de démonstration, d'actions d'information et de diffusion des connaissances dans les secteurs agricoles et forestiers. Au 14/11/2018, cette sous-mesure représente un volume de 36 dossiers engagés, pour un montant total FEADER engagé de 503 052 €, soit 14,6% de la maquette envisagée pour ce T.O. Sur ces dossiers engagés, une vingtaine ont été soldés, pour un montant FEADER de 236 516€, soit un taux de paiement de l'ordre

de 47%.

Le T.O. 16.1 PEI est doté d'une enveloppe FEADER estimative de 1 450 000€ et le T.O. 16.4 Circuits courts d'une maquette FEADER de 1 950 000 €. Aucun de ces dispositifs n'a fait l'objet, à ce stade, de programmation. Le lancement du dispositif PEI a été retardé du fait du caractère novateur de l'approche (temps d'appropriation de la méthode associée à ce nouveau dispositif, complexité de traitement de dossiers rassemblant des partenaires de régions administratives limitrophes). Un appel à projet PEI a notamment été lancé en cours d'année 2018.

II. Analyse par critère de jugement

C11 - Le PDR a soutenu le développement de la base de connaissances permettant une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales

La promotion de l'innovation est un objectif transversal aux PDR. A ce stade de la mise en œuvre, il est encore difficile de mesurer les premiers impacts des dispositifs mobilisés. En effet, comme évoqué précédemment, les effets sur l'innovation de projets de diffusion de connaissance, de démonstration et d'expérimentation coopérative de nouvelles solutions prennent du temps. D'autre part, la mise en œuvre des dispositifs 1.2 et 16.1 et 16.4 reste à ce stade, partielle.

Indicateur additionnel : Typologie des projets d'information et de démonstration par thématique et type de public (fichier de suivi AG)

La question de la typologie du public est primordiale afin de savoir où ont été portés les efforts de diffusion de connaissances. Afin de se doter d'une vue d'ensemble, une analyse des typologies de projets par type de public (et par thématique) a été effectuée sur la base d'un fichier de suivi de dossiers réalisés ou soldés.

Les actions menées au titre du T.O. 1.2 visent prioritairement un public agricole. Elles s'adressent notamment à des exploitants et salariés agricoles, experts (techniciens, chercheurs), des petites et moyennes entreprises dans le domaine agroalimentaire, des scolaires, entrepreneurs, semenciers, distributeurs, enseignants... On notera l'absence de bénéficiaires et actions dans le domaine sylvicole.

Les actions soutenues présentent une grande diversité, que ce soit dans leur nature et dans les thématiques couvertes. On notera toutefois, en Poitou-Charentes, la prédominance d'actions menées au bénéfice de l'agriculture bio notamment au travers d'actions organisées par les chambres d'agriculture départementales, par les associations adhérant au réseau InPACT ou associations chargées de promouvoir l'agriculture biologique fédérées autour d'Agrobio Poitou-Charentes (devenue FRAB Nouvelle-Aquitaine en 2017). Ces actions d'information et de démonstration en faveur de l'agriculture biologique ont ainsi porté sur un champ diversifié de filières (maraîchages, grandes cultures, bovin lait, PPAM...).

Les actions restantes poursuivent un objectif d'évolution de pratiques favorables à l'environnement et de vulgarisation de techniques ou systèmes vertueux (par exemple : gestion durable de l'herbe, stratégies de semis sous couverts végétaux, pratiques autonomes et économes...). L'agroécologie, la performance environnementale, les innovations techniques et sociales, la qualité des produits, l'amélioration des conditions de travail des exploitants sont autant de thèmes ciblés par les répondants de l'enquête en Poitou-Charentes pour décrire leurs actions soutenues via le T.O. 1.2.

Les dossiers retenus reflètent la dynamique de triple performance que la Région a souhaité impulser à l'agriculture à l'échelle du territoire néo-aquitain.

En termes de modalités d'intervention, les actions les plus communément mises en œuvre consistent en :

- L'organisation et animation de journées d'informations, séminaires
- La production et diffusion de documents techniques ou d'information, bulletins d'information techniques, vidéos, articles, plaquettes, flyers, affiches, invitations, programme etc., diffusés en ligne et/ par voie papier
- L'organisation de rencontres ou travaux pratiques visant à présenter et expliquer une nouvelle technique ou méthode, l'utilisation de machines nouvelles ou améliorées, etc. Ces opérations de démonstration sont notamment passées par des visites de fermes pilotes (« fermes ouvertes », « fermes de démonstration »), tours de prairies, ou encore par des voyages d'études.

Ces types d'opérations sont le plus souvent cumulés (par exemple : une visite au cours de laquelle est diffusée un support technique de synthèse).

Indicateur additionnel : Evaluation des bénéficiaires sur les actions d'information et de démonstration

L'enquête a été l'occasion de recueillir auprès d'un échantillon de 16 structures bénéficiaires du T.O. 1.2 en Nouvelle-Aquitaine, la perception des effets de l'aide.

Au regard des 5 structures bénéficiaires consultées via enquête sur le territoire du PDR Poitou-Charentes, l'aide est perçue comme importante à déterminante dans la mise en œuvre des actions d'informations et de démonstration. Sans l'aide, ces structures bénéficiaires auraient modifié leurs actions (moindre envergure) ou les auraient abandonnées. Un répondant précise à ce titre qu'« il n'y a pas eu d'actions d'information 2017 et en 2018 faute d'accès au dispositif », témoignant de l'effet incitatif de l'aide pour cette structure.

Au-delà de cet effet incitatif, il s'agit surtout de souligner l'effet multiplicateur, de diffusion de ces actions auprès des publics finaux. En effet, par leurs réseaux d'influence, les structures bénéficiaires de l'aide touchent ces publics de manière large. A titre d'illustration, de manière cumulée, sur l'ensemble de la période, les répondants pictocharentais estiment avoir sensibilisé ou formé directement, et à eux seuls, plus

de 1900 personnes. A cela s'ajoute la portée des actions de communication immatérielle non comptabilisée (et susceptibles de compter pour près de 4000 personnes touchées en plus).

Les répondants en Poitou-Charentes estiment que leurs actions ont pleinement répondu aux attentes des publics visés, dont les principaux apports ont été, pour l'essentiel :

- L'amélioration de la base des connaissances des publics visés
- L'amélioration de la double performance (économique et environnementale) des entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire ou forestier
- L'amélioration des capacités d'innovation et d'adaptation aux changements

Les répondants perçoivent les retombées de ces actions menées au titre du T.O. 1.2. Celles-ci sont en effet jugées importantes. Parmi les retombées spécifiquement mises en avant par les répondants, on trouve ainsi :

- Le changement de pratiques agricoles et notamment la limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires au profit de méthodes alternatives comme la biodiversité fonctionnelle, les moyens de biocontrôle,
- L'amélioration de la connaissance des techniques de production dont les retombées sont d'ordre technique, économique, organisationnel (organisation du travail) et jusqu'à l'amélioration de la qualité des produits et adéquation avec les attentes sociétales
- La contribution à la définition de nouvelles orientations stratégiques et techniques pour les exploitations (exemple du développement de systèmes herbagers autonomes), et au renforcement des liens entre acteurs du monde agricole et de la Recherche (exemple : dispositif de recherche Patuchev).

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au-delà de ce constat, il est, à ce stade difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

C12 - Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire

A ce stade de la programmation, aucun des types d'opération de la mesure 16 Coopération n'a été programmés ou engagés. Ne disposant d'aucun élément de réalisation nous ne pouvons donc répondre formellement à ce critère de jugement ni émettre de recommandations. Toutefois, une première analyse succincte de l'appel à projet lancé a permis de déceler quelques premiers constats relatifs à la diversité des partenariats construits dans le cadre des candidatures à l'appel à projet PEI, lancé à l'échelle des 3 PDR

Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin.

Indicateur additionnel : Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

L'analyse des candidatures et grilles de sélection associées à l'appel à projets PEI fait état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Ces partenariats associent notamment des acteurs du conseil et développement, des experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

La diversité des partenariats repose également sur l'ouverture de l'appels à projet PEI à trois thématiques prioritaires, laissant ouverte la possibilité d'un décloisonnement sectoriel selon les projets :

- agriculture et environnement (climat, agroécologie/foresterie...),
- développement territorialisé (amont/aval, ressources locales, produits/ conso...)
- performance économique (productions/marchés, nouveaux produits/filières...)

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

7.a7) Conclusions et recommandations (3117 caractères)

7.a7.a) Conclusion / Recommandation

Conclusion C1:

Les premières analyses montrent que les types d'opération 1.2 et 16.1 à 16.4 sont susceptibles de contribuer significativement au développement de la base de connaissances, à l'innovation et à la coopération dans les zones rurales de la région Poitou-Charentes. La mise en œuvre de ces dispositifs reste pourtant à ce jour partielle (lancement de l'appel à projet PEI en 2018, 14,6% de la maquette allouée aux

actions d'information et de démonstration faisant effectivement l'objet de dossiers engagés en Poitou-Charentes en Novembre 2018...).

Recommandation R1 :

Une attention doit être portée à la dynamique de programmation des projets de démonstration et actions d'informations ainsi qu'à l'accélération du lancement des projets PEI afin de déployer pleinement le potentiel de ces actions sur les territoires et auprès des différentes filières régionales.

Conclusion C2 :

L'analyse des effets des interventions du programme en faveur de l'amélioration de la base des connaissances, de l'innovation et de la coopération dans les zones rurales s'est appuyée pour la présente évaluation sur une analyse de données de programmation ainsi que sur la perception qu'ont les structures bénéficiaires des effets de leurs actions.

Recommandation R2 :

En complément de cette approche, il conviendrait de collecter également la perception des effets de ces actions par les bénéficiaires finaux eux-mêmes. En effet, pour des effets de nature intangible et immatérielle tels que l'amélioration de la capacité d'innovation et de coopération des acteurs, un croisement de perceptions serait intéressant.

Il est par exemple envisageable, dans le cadre d'une enquête en ligne menée auprès des exploitants agricoles et forestiers (pour mesurer notamment l'impact économique d'aides à l'investissement ou encore leurs impacts environnementaux), de prévoir une courte liste de questions relatives à l'innovation (par exemple : avez-vous bénéficié par l'intermédiaire de vos partenaires (chambres d'agriculture, CIVAM, etc.) d'une action d'information, journée dédiée à la présentation d'une nouvelle technique ou expérimentation ?)

A ce titre, pour le T.O. 1.2 comme pour les dispositifs de coopération, l'existence de fichiers contacts sur les bénéficiaires, le plus à jour possible, est également un plus à anticiper en vue de l'évaluation finale de la contribution du programme à l'innovation.

7.a2) CEQ02-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles renforcé les liens entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances dans le domaine de l'environnement?

7.a2.a) Réponse à la question d'évaluation

7.a)CEQ01-1B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles favorisé le renforcement des liens

entre l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie, la recherche et l'innovation, y compris aux fins d'améliorer la gestion et les performances environnementales?

7.a1) Liste des mesures contribuant au DP (1218 caractères)

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée en tant que mesure contribuant de manière principale à ce domaine prioritaire (DP).

Mesures / sous-mesures dans le cadre d'autres DP qui présentent des « contributions secondaires » au DP1B :

16.1.1 Aide au fonctionnement des GO PEI pour l'innovation et sylvicole

16.4.1 Coopération pour le développement de circuits courts et des marchés locaux

On notera ici que la mesure 16, quels que soient les dispositifs listés ci-dessus, ne fait l'objet, à ce stade, de programmation. Aucun dossier n'est en effet engagé au titre des types d'opération 16.1 et 16.4.

7.a2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire (C12)	T2: nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n o 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	
Le PDR a soutenu le développement de projets de		Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers

coopération sur le territoire (C12)		déposés au titre du PEI
<p>1. a3) Méthodes appliquées</p> <p>Méthodes quantitatives :</p> <p><u>Raisons de l'utilisation de la méthode</u></p> <p>Le niveau de programmation est, sur ce domaine prioritaire, à 0. En effet, la mise en œuvre de la Mesure 16 Coopération (qu'il s'agisse du T.O. 16.1 Partenariat Européen pour l'Innovation au titre de la sous-mesure 16.1 ou du dispositif d'appui à la coopération en faveur des circuits courts 16.4) n'a donné lieu à ce stade à aucune programmation (lancement d'un appel à projet PEI en cours d'année 2018).</p> <p>L'impact quantitatif à l'échelle du DP 1B ne peut donc être mesuré à ce stade de la programmation, d'autant plus que la majorité des effets en termes d'appropriation de nouvelles pratiques, de développement d'expérimentations innovantes et de mise en place de nouvelles organisations de travail (coopératives) ne produisent in fine des effets qu'à un horizon de moyen ou long terme.</p> <p><u>Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)</u></p> <p>La valeur de l'indicateur T2 « Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) » devrait a priori être égal à 0, du fait de l'absence de programmation en date du 31/12/2018.[mv1]</p> <p>Méthodes qualitatives :</p> <p><u>Raisons de l'utilisation de la méthode</u></p> <p>Afin d'apprécier les premiers effets de la Mesure 16 Coopération (à la suite du lancement des appels à projets régionaux), il a été décidé que l'analyse porterait d'une part sur la caractérisation des candidatures lorsqu'elle existe et, d'autre part, sur l'analyse des critères de sélection des appels à projets.</p> <p><u>Description des méthodes utilisées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Recherche d'informations qualitatives, lorsque celles-ci existent, au cœur même des candidatures 		

reçues dans le cadre d'appels à projets (en particulier au regard de la diversité des partenariats créés dans le cadre des réponses à l'AAP PEI-Agri)

- Analyse des critères et modalités de sélection fixées dans les appels à projets régionaux

7.a4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	0,00			Total des dépenses publiques (en €) (16.1 à 16.9) Osiris
Indicateur de résultat commun	T2: nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupements, réseaux et pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	Oui	0%			Osiris
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI	Non				Information qualitative AG – Données de suivi de dossiers

7.a5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Au 31/12/2018, aucun projet de coopération pour la mise en œuvre de la Mesure 16- Coopération, et en particulier aucun projet de coopération PEI, n'a donné lieu à un engagement ou une demande de paiement. Les analyses ne peuvent se baser pour ces T.O. sur des réalisations, limitant le calcul des indicateurs.

Pour cette raison, plus globalement, il est difficile de proposer une réponse à la question évaluative n°2. Il conviendra de retravailler la méthode évaluative et d'approfondir les analyses sur la base de projets effectivement programmés et payés lors de l'évaluation finale du programme.

1. a6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de la mise en œuvre

Pour rappel, le DP 1B mobilise, à titre secondaire, deux T.O. relevant de la Mesure 16-Coopération :

Le T.O. 16.1 PEI est doté d'une enveloppe FEADER estimative de 1 450 000€ et le T.O. 16.4 Circuits courts d'une maquette FEADER de 1 950 000 €. Aucun de ces dispositifs n'a fait l'objet, à ce stade, de programmation. Le lancement du dispositif PEI a été retardé du fait du caractère novateur de l'approche (temps d'appropriation de la méthode associée à ce nouveau dispositif, complexité de traitement de dossiers rassemblant des partenaires de régions administratives limitrophes). Un appel à projet PEI a notamment été lancé en cours d'année 2018.

II. Analyse par critère de jugement

C12 - Le PDR a soutenu le développement de projets de coopération sur le territoire

A ce stade de la programmation, aucun des types d'opération de la mesure 16 Coopération n'a été programmés ou engagés. Ne disposant d'aucun élément de réalisation nous ne pouvons donc répondre formellement à ce critère de jugement ni émettre de recommandations. Toutefois, une première analyse succincte de l'appel à projet lancé a permis de déceler quelques premiers constats relatifs à la diversité des partenariats construits dans le cadre des candidatures à l'appel à projet PEI, lancé à l'échelle des 3 PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin.

Indicateur additionnel : Typologie de partenaires impliqués dans les dossiers déposés au titre du PEI

L'analyse des candidatures et grilles de sélection associées à l'appel à projets PEI fait état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Ces partenariats associent notamment des acteurs du conseil et développement, des experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de

la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

La diversité des partenariats repose également sur l'ouverture de l'appels à projet PEI à trois thématiques prioritaires, laissant ouverte la possibilité d'un décloisonnement sectoriel selon les projets :

- agriculture et environnement (climat, agro-écologie/foresterie...),
- développement territorialisé (amont/aval, ressources locales, produits/ conso...)
- performance économique (productions/marchés, nouveaux produits/filières...)

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

7.a7) Conclusions et recommandations (3117 caractères)

7.a7.a) Conclusion / Recommandation

Conclusion C1:

Les premières analyses montrent que les types d'opération 16.1 et 16.4 sont susceptibles de contribuer au renforcement des liens entre agriculture, production alimentaire, foresterie et le monde de la Recherche et Développement en Poitou-Charentes. Pour autant, la mise en œuvre de ces dispositifs n'a pas encore donné lieu à la programmation et l'engagement effectif de dossiers et projets de coopération (lancement de l'appel à projet PEI en 2018). Dès lors, l'appréciation de ces contributions n'est pas possible au stade du présent RAMO.

Recommandation R1:

Une attention devra être portée à l'accélération du lancement des projets de coopération (en particulier les projets PEI dont les modalités particulières nécessitent du temps d'appropriation de la part des bénéficiaires) afin de déployer pleinement le potentiel de ces actions sur les territoires et auprès des différentes filières régionales.

7.a3) CEQ03-1C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'apprentissage tout au long de la vie et la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.a4) CEQ04-2A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la performance économique, la restructuration et la modernisation des exploitations bénéficiant d'un soutien, notamment en augmentant leur participation au marché et leur diversification agricole?

7.a4.a) Réponse à la question d'évaluation

4.1 Liste des mesures contribuant au DP 2A

Ce DP 2A constitue la **2ème priorité du PDR de la région Poitou-Charentes**: garantir un secteur primaire diversifié, compétitif économiquement et environnementalement et pourvoyeur d'emplois notamment par le maintien de l'élevage.

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » au DP 2A

Deux mesures du PDR contribuent au DP 2A en ce qui concerne les exploitations agricoles :

- M01 - Transfert de connaissances et actions d'information
- M04 - Investissements physiques

Mesure M01

- Sous-mesure M.1.2 avec le TO 1.2.1 *Projets de démonstration et actions d'informations* ouvertes aux trois secteurs (agriculture, sylviculture et alimentation)

Mesure M04

Les sous mesures et TO qui répondent au DP 2A :

- De manière principale les TO suivants de la sous-mesure 4.1 – Aide aux investissements dans les exploitations agricoles avec:
 - TO 4.1.1 - *Investissements pour la modernisation des élevages*
 - TO 4.1.2 - *Investissements pour les cultures spécialisées* (opération inactive à compter du 1er décembre 2017)
 - TO 4.1.4 - *Investissements matériels collectifs*
- De manière secondaire les TO suivants des sous-mesure 4.1 et 4.2 :
 - 4.1.3 : Plan végétal environnement (DP 4B)
 - 4.2.1 Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles par des agriculteurs et leurs groupements (DP 3A)

7.e3) Méthode appliquée

Méthodes quantitatives

Pour la mesure M01 et le TO 1.2.1, le fichier OSIRIS reçu présente trop de lacunes pour permettre de

formuler un bilan des réalisations au 31/12/2018.

Il existe cependant un fichier de suivi consolidé des dossiers programmés au titre de ce TO permettant une première caractérisation des actions et projets : une partie de ces données de programmation a donc été exploitée.

Le TO 16.1.1 de la mesure M16 n'enregistre aucun dossier engagé en Novembre 2018 : il n'y a donc pas lieu d'en faire le bilan des réalisations.

Mesure M04 – sous mesures 4.1 et 4.2

Le TO 4.2.1 *Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles* enregistre 171 dossiers engagés pour 1,9 M€ de FEADER. Par contre, les deux TO des sous mesures 4.1 et 4.2 dénommés « *Instruments financiers* » n'enregistrent aucun dossier engagé à fin 2018.

Les différentes sources de données qui ont été mobilisées sont :

- le fichier OSIRIS de la sous mesure 4.1 (extraction février 2019) fourni par l'AG ;
- les fichiers spécifiques des services instructeurs fournis par l'Autorité de gestion ;
- les travaux de l'ODR INRA pour renseigner l'indicateur de résultat R2 ;
- l'enquête par courriel réalisée auprès des exploitations agricoles bénéficiaires d'au moins un type d'opération de la sous mesure 4.1.

Calcul du T4 « Pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation »

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X) \times 100$:

I . O4: Nombre d'exploitations agricoles ayant bénéficié d'un investissement dans au moins un des types d'opération de la sous mesure M0401. Le calcul se fait sans doublon, une exploitation ayant pu soit bénéficier de plusieurs TO de la sous mesure M0401 soit réaliser plusieurs dossiers sur un même TO.

II. X : Nombre total d'exploitations agricoles.

Il est recommandé le calcul de l'indicateur R2/T4 à partir de l'**année de base 2013**. La valeur de X pour le Poitou-Charentes est de 23 275 exploitations (source Agreste ESEA 2013).

Indicateur additionnel : « Nombre de projets de mise aux normes soutenus »

L'indicateur a été renseigné sur la base de 8 tableaux de suivi des projets d'investissements de la mesure M04 fournis par l'Autorité de gestion. Ces tableaux ont ensuite été traités pour isoler les projets répondant au critère « mise aux normes ».

Les dossiers concernés sont fléchés soit Projet à enjeu environnemental (2014), soit projets réalisés en Zones vulnérables (nouvelles et futures, cad 2012 et 2015) pour les années 2015 et 2016 soit, pour 2017 et 2018, « mise aux normes » en distinguant « filière avicole » et « filières hors avicoles ».

Indicateur additionnel « Pourcentage des investissements réalisés collectivement »

L'indicateur est le ratio entre :

X : montant total des investissements collectifs, c'est-à-dire investissements réalisés par une CUMA ou un GIEE ;

Y : montant total des investissements réalisés, toutes formes juridiques confondues.

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel « *Analyse et interprétation de l'amélioration de la production agricole et des revenus dans les exploitations soutenues* »

Deux sources sont mobilisées pour le renseigner :

- d'une part, les résultats de l'enquête auprès des bénéficiaires, notamment la partie 3 du questionnaire qui porte sur les effets de l'investissement aidé sur les performances économiques de l'exploitation ;
- d'autre part, les travaux de l'ODR INRA, qui au travers d'un modèle linéaire mixte, a calculé l'impact du PDR sur la production agricole et les revenus : l'indicateur retenu est l'assiette de cotisation brute par quantité de travail (UTA) exprimée en € qui présente une bonne corrélation avec le revenu. L'impact causal du PDR est la différence en 2017 entre les bénéficiaires et leurs jumeaux hypothétiques, c'est-à-dire ces mêmes bénéficiaires sans l'effet du PDR.

Enquête sur les effets des actions d'information et projets de démonstration et leurs effets sur les capacités d'innovation et d'adaptation aux changements des publics visés.

Une enquête qualitative a été menée par courriel : l'ensemble des contacts disponible à l'échelle de la région Nouvelle Aquitaine étaient de 33 mais seuls 9 d'entre eux concernaient des actions conduites en Poitou-Charentes.

Un courriel contenant le questionnaire d'enquête, à retourner dûment renseignés, a été transmis aux 9 structures en date du 1er Avril 2019 : 5 réponses ont été reçues pour cette région.

Enquête sur les impacts du soutien du fonds FEADER aux investissements dans les exploitations agricoles en termes de performances, de modernisation et de restructuration.

Cette enquête a été réalisée par courriel via des bénéficiaires d'au moins un dossier réalisé sur les différents types d'opérations de la sous mesure 4.1. On ne disposait que de 279 adresses internet pour la Région Poitou-Charentes.

L'échantillon de réponses reste limité : le taux de réponse a été de 36% soit 33 questionnaires validés.

Puis, les 279 questionnaires ont été envoyés par courriel en avril 2019 aux bénéficiaires des aides à l'investissement. 107 réponses ont été reçues soit un taux de réponse élevé de 38%.

7.e5) Problèmes rencontrés

Mesures M01

Les informations disponibles sont fragmentaires pour la sous mesure M 1.2 et le TO associé 1.2.1 et les réponses à l'enquête sont en nombre insuffisant (5) pour permettre de dégager des enseignements extrapolables.

Pour l'indicateur O4 et l'indicateur T4, le nombre de bénéficiaires uniques de la sous mesure 4.1 a été calculé comme suit :

- Un premier tri est effectué sur la forme juridique : tous les dossiers dont le bénéficiaire n'a pas un statut d'exploitation agricole sont supprimés ;
- Puis, sur cette base, pour les 150 dossiers dont la forme juridique est « non renseignée » dans le fichier OSIRIS, ils sont considérés comme *exploitation agricole* si la colonne « Nom prénom ou dénomination sociale » comporte le nom et le prénom d'une personne physique ;
- Ensuite les doublons sont supprimés sur la base du n° SIRET.

Enquêtes exploitations agricoles : le questionnaire utilisé est identique pour les 3 régions mais le fléchage des TO par DP diffère en fonction des 3PDR. Notamment en Poitou-Charentes, seuls deux TO (trois jusqu'au 1er décembre 2017) de la sous mesure 4.1 sont fléchés sur le DP 2A, les autres étant fléchés sur les DP 4B et 3A. Les résultats de l'enquête « exploitations agricoles » portent donc sur des TO qui ne concernent pas le DP 2A.

7.e6) Réponses à la question évaluative

I. Bilan de mise en œuvre des sous mesures M 1.2 et M 4.1

Le bilan des réalisations doit tenir compte de la spécificité du PDR de la région Poitou-Charentes concernant les mesures et les TO contribuant au DP 2A : seuls 3 TO de la sous mesure M 4.1 (puis 2 à partir de décembre 2017) contribuent à ce domaine prioritaire. Le PVE (TO 4.1.3) contribue pour sa part au DP 4B. La mesure M16, avec le TO 16.1.1 PEI contribue au DP 3B.

Sous mesure M 1.2

Les réalisations de la mesure 1.2 sont à ce jour limitées : 36 dossiers sont engagées, dont 55% ont été payés en date du 14/11/2018. Les engagements représentent seulement 14,6% de la maquette.

Sous mesure M 4.1

Sur la base du fichier OSIRIS de la sous mesure 4.1 et des seuls TO dont le DP est 2A :

- Le montant engagé total est de 16 266 730 € dont 53% de FEADER (soit 8 610 686 €)
- Le montant payé au 31/12/2018 est 15 809 838 € de dépenses publiques totales soit 97% des engagements. Le montant FEADER payé est de 8 438 508 € soit 98% du FEADER engagé. 89,5% des 553 dossiers engagés ont été payés en totalité.

Le bilan des réalisations au 31/12/2018 en fonction des 3 TO contribuant au DP 2A est le suivant :

- Le TO 4.1.1 *Modernisation des élevages* représente la quasi-totalité des réalisations avec 94% des engagements totaux (14 943 995 €) et de ceux du FEADER (8 087 691€) et ce pour 496 dossiers.

98% des dépenses publiques et 99% du FEADER ont été payées pour 453 dossiers (soit 82% des dossiers engagés sur ce TO) ;

- Les deux autres TO (4.1.2 *Cultures spécialisés* et 4.1.4 *Investissements collectifs*) mobilisent 6% des engagements totaux (1 010 493 €) et de ceux du FEADER (522 995 €) et ce pour 57 dossiers. 86% des dépenses publiques et 83% du FEADER ont été payées.

Le nombre de dossiers réalisés concernant des exploitations agricoles pour la sous mesure 4.1 est de 528. Le nombre de bénéficiaires uniques, calculé selon la méthode présentée au § 7.e3) *Méthode appliquée* est de **494 exploitations agricoles**.

Au 31/12/2018, la valeur de l'indicateur de résultat T4 (*pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation*) serait de 2,12%.

II. Analyse par critère de jugement

- a. Les exploitants ont bénéficié d'outils leur permettant d'améliorer leurs connaissances et leur capacité d'innovation et d'adaptation au changement.**

Typologie des projets d'information et de démonstration par thématique et type de public

En termes de thématiques couvertes, on notera une relative prédominance d'actions menées au bénéfice de l'agriculture biologique. Ces actions d'information et de démonstration en faveur de l'agriculture biologique ont ainsi porté sur une large diversité de filières (maraîchages, grandes cultures, bovin lait, PPAM...).

En termes de modalités d'intervention, les actions les plus communément mises en œuvre sont :

- L'organisation et animation de journées d'informations, séminaires
- La diffusion de documents techniques, bulletins d'information techniques, vidéos, articles, plaquettes, flyers, affiches, invitations, etc., diffusés en ligne et/ par voie papier
- L'organisation de rencontres ou travaux pratiques visant à présenter et expliquer une nouvelle technique ou méthode, machines etc.

Ces types d'opérations sont le plus souvent cumulés.

Evaluation des bénéficiaires sur les actions d'information et de démonstration

L'aide est perçue comme importante à déterminante dans la mise en œuvre des actions d'informations et de démonstration conduite.

L'enquête en Poitou-Charentes témoigne de retombées importantes des actions menées:

- Le changement de pratiques agricoles et notamment la limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires au profit de méthodes alternatives
- L'amélioration de la connaissance des techniques de production dont les retombées sont d'ordre technique, économique, organisationnel etc.
- La contribution à la définition de nouvelles orientations stratégiques et techniques en région et le renforcement des liens entre acteurs du monde agricole et de la Recherche

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones

rurales.

a. Les exploitations ont été modernisées et restructurées (7257)

La réponse à ce critère de jugement s'appuie sur les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires des TO de la sous mesure 4.1.

Les projets aidés et donc les effets identifiés sont à 86% liés à deux TO mais seul le TO 4.1.1 contribue au DP 2A :

- *Investissements pour la modernisation et la diversification des élevages* pour plus de 63% ;
- *Réduction des pollutions dans les productions végétales* pour 20%. **Mais ce TO n'est pas fléché dans le PDR sur le DP 2A.**

Les montants de l'investissement aidé restent limités: 60% des projets ont mobilisé moins de 100 K€ dont 33% moins de 30 K€.

L'aide attribuée par la Région sur la capacité des exploitations agricoles à réaliser ces investissements a été décisive pour 64% des exploitants interrogés.

L'aide financière s'avère déterminante : sans l'aide, 85% auraient modifié le projet. Mais l'effet d'aubaine s'avère non négligeable : sans l'aide, 14% auraient réalisé le même projet

Les effets de restructuration apparaissent assez limités : ils sont relativement diffus (aucun ne dépasse 20% des réponses) et le cumul de « non concerné » et « autres effets » représentent plus du tiers des réponses (34%).

Par contre, les effets du projet aidé sont très significatifs sur la modernisation de l'exploitation avec 4 effets qualifiés de « très importants » à « importants »:

- Amélioration des conditions de travail : double impact d'une part sur l'efficacité au travail et d'autre part sur le confort et la santé des exploitants agricoles ;
- Amélioration de la productivité / efficacité du travail : impact sur la compétitivité par UTA et sur le temps de travail par unité produite ;
- Amélioration de la qualité de la production : impact sur le niveau de valorisation de l'unité produite et/ou la compétitivité « hors prix » par la segmentation (référentiel de qualité) ;
- Amélioration des conditions sanitaires et de leur contrôle.

Les effets en termes économiques sont moins nets que ceux sur la modernisation. De plus, le lien de causalité entre ces évolutions économiques et la réalisation du projet aidé est qualifié de « modéré » par 41% des répondants et « absent » pour 23% soit en cumul près des deux tiers des réponses.

En résumé, le chiffre d'affaires (CA) progresse pour près d'un bénéficiaire sur deux, la valeur ajoutée (VA) pour 40% d'entre eux et l'excédent brut d'exploitation (EBE) pour 38%. La fréquence de la stabilité de ces trois indicateurs varie entre 31% et 43% des exploitations enquêtées.

L'effet sur la réduction des coûts et donc l'amélioration de la compétitivité de l'exploitation ou de l'atelier spécifique est significatif (60% des réponses).

L'effet sur l'emploi des projets aidés s'avère relativement limité en termes de fréquence : il ne concerne qu'un bénéficiaire sur cinq. La moyenne est de 1,1 ETP par projet réalisé déclaré comme créateur d'emploi.

Si on extrapole à l'univers des 528 projets de la sous mesure 4.1 réalisés par des exploitations agricoles, le bilan de la création d'emploi serait de 114 emplois pour la période 2014-2018. Les réponses concernant les emplois préservés ou supprimés sont trop peu nombreuses pour être exploitées.

Via le soutien à ces projets, le PDR a eu un effet sur l'amélioration des pratiques environnementales est significatif :

- une baisse de la consommation d'énergie par unité produite;
- une baisse de la consommation de matières premières par unité produite ;
- une baisse des nuisances liées à l'activité de production ;
- une baisse de la consommation de produits phytosanitaires par unité produite, témoignant d'une amélioration des pratiques favorables à l'environnement.

En termes de taux de pénétration, ces effets positifs se limitent cependant à un tiers des exploitations agricoles ayant répondu à l'enquête

a. La production agricole et le revenu se sont améliorés dans les exploitations soutenues

Les conclusions des analyses de l'ODR INRA sont très mitigées en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaire (CA), de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et de la valeur ajoutée (VA) par UTA :

- Pour le CA, l'ODR INRA conclue que, entre 2013 et 2017, le changement de production par quantité de travail des exploitants bénéficiant d'un soutien du PDR n'est pas significativement différent des exploitations non bénéficiaires;
- Il en est de même pour la VA : la différence de valeur de cet indicateur entre les 2 groupes d'exploitations agricoles n'est pas significativement différente entre 2013 et 2017;
- Enfin, pour l'EBE, l'ODR INRA conclut de façon identique. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est aussi très faible (+14,95 €)+

Le calcul de l'indicateur R2 amène à des conclusions plus favorables aux effets du PDR : les bénéficiaires des aides du PDR ont *un revenu par UTA* en 2017 supérieur de +12% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR.

Ces données de l'ODR INRA témoignent que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR sont supérieures à celles qui ne l'ont pas été et ce toutes choses égales par ailleurs.

7.e7) Conclusions et recommandations

Conclusion 1

La structure du PDR de la région Poitou-Charentes diffère de celle des deux autres régions de la Nouvelle-Aquitaine : le DP 2A ne mobilise que trois TO actifs des sous mesure 1.1 et 4.1 . Ces trois TO représentent en termes de dotation 29,1 M€ soit seulement 7% du sous total opérationnel FEADER (c'est-à-dire hors AT) ; de plus le TO 4.1.1 représente 82% de la dotation sur le DP 2A : **en clair, le DP 2A ne repose pratiquement que sur deux TO (1.2.1 et 4.1.1).**

Recommandation 1

Pourtant dans la description de la stratégie du PDR, le DP 2A affiche des ambitions importantes avec deux

dimensions :

- D'une part un volet s'adresse à toutes les exploitations : *Améliorer la performance économique et environnementale des exploitations agricoles par la modernisation des outils de production et la réduction des coûts* ;
- Le second volet vise à répondre à une problématique spécifique à la région Poitou-Charentes, celle du recul des filières élevage au profit des grandes cultures,

La question reste posée de savoir si la structure adoptée en termes de liaison entre DP et TO et le niveau de dotation FEADER sont susceptibles de permettre de répondre aux deux volets de la stratégie affichée, On peut aussi se demander si la valeur de l'indicateur cible T4 (5,23% soit 1220 exploitations bénéficiaires uniques), a bien pris en compte ce contexte spécifique du PDR de la région Poitou-Charentes. Certes, cette valeur est nettement plus faible qu'en Aquitaine et Limousin (T4 est supérieur à 8% pour ces deux régions)

Conclusion 2

En Poitou-Charentes, les actions menées et outils développés autour de l'agriculture biologique sont prédominants et portent sur un champ diversifié de filières (maraîchages, grandes cultures, bovin lait, PPAM...). Les actions restantes s'inscrivent dans un objectif d'évolution de pratiques favorables à l'environnement et de vulgarisation de techniques ou systèmes vertueux.

Même s'il est difficile de quantifier les effets de ces actions, les retombées perçues, conformément aux objectifs et à la nature des opérations, sont significatives.

Recommandation 2

Une courte liste de questions relatives à l'innovation posées directement aux bénéficiaires dans le cadre d'une enquête en ligne permettrait de compléter cette approche.

Conclusions 3

Le PDR joue un rôle clé dans la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles en leur fournissant la capacité de réaliser des investissements : l'aide financière s'avère déterminante dans la décision d'investir et les effets des projets réalisés sont manifestement très importants, notamment sur les points suivants :

- L'amélioration des conditions de travail ;
- L'amélioration de la productivité et de l'efficacité du travail ;
- L'amélioration de la qualité de la production ;
- L'amélioration des conditions sanitaires et de leur contrôle.

Recommandation 3

Malgré les interrogations formulées dans la conclusion 1 et la recommandation 1 et si le bilan en termes de restructuration semble limité, il est positif en termes de modernisation : ce constat est assez logique compte tenu du poids relatif du TO 4.1.1 *Modernisation des élevages* dans le bilan des réalisations.

Conclusion 5

Sur la base de l'enquête, les effets en termes économiques sont moins nets que ceux sur la restructuration et

la modernisation.

Les données de l'ODR INRA (indicateur R 2) témoignent cependant que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR Limousin sont supérieures à celles qui ne l'ont pas été : sur la base de l'indicateur R2 les bénéficiaires des aides du PDR ont un revenu supérieur de +12% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR.

Recommandation 5

Face à la complexité des analyses à conduire, il conviendra pour l'évaluation x-post de 2013 de maintenir un appui méthodologique fort et pris en charge au niveau national, pour réaliser les évaluations des effets économiques et ce sans biais de sélection, en renouvelant la robustesse de la méthodologie engagée par l'ODR INRA à l'occasion de ce RAMO 2019.

7.a5) CEQ05-2B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture, et en particulier le renouvellement des générations?

7.a5.a) Réponse à la question d'évaluation

7.e1) Liste des mesures contribuant au DP 2B (3 844 caractères)

Une seule sous-mesure contribue au DP 2B : la sous mesure 6.1 qui comporte deux types d'opérations

- Opération 6.1.1 : Dotation Jeune Agriculteur (DJA)
- Opération 6.1.2 : Prêts bonifiés (opération supprimée à partir du 9 mars 2017)

Seule l'opération 6.1.1 contribue directement au domaine prioritaire 2B ; elle répond à deux besoins :

- Besoin 06 : *Assurer d'urgence le renouvellement des générations par le soutien à l'installation en agriculture*
- Besoins 06 bis : *Favoriser l'accès au foncier et l'accompagnement des porteurs de projet et des cédants.*

Précisions relatives aux mesures concernées :

Au regard des fluctuations observées en termes de nombre annuel de bénéficiaires de la DJA (détails ci-après), il est important de rappeler que sur la période couverte par ce RAMO 2019 (2014-2018), la DJA a connu **deux réformes. En effet, toute réforme appliquée à un dispositif d'aide publique peut impacter, du fait des incertitudes engendrées chez les bénéficiaires potentiels, une baisse du nombre de dossiers de demandes d'aide déposés** :

- La 1ère réforme, en 2015 a modifié en profondeur certaines composantes du parcours à l'installation (durée de validité du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP), remplacement du PDE (Plan de Développement de l'Exploitation) par un Plan d'entreprise (PE) présentant un prévisionnel sur 4 ans). La seconde réforme est l'introduction d'une nouvelle grille de modulation à compter du 9 mars 2017 : le PDR de la Région Poitou-Charentes suit le cadre national sur la plupart des critères de

modulation mais introduit ses propres conditions sur les critères « **projet agroécologique** » et « **projets générateur de valeur ajoutée et d'emploi** » (voir page 367 et 368 du PDR de la Région Poitou-Charentes).

Ces deux réformes impactent notamment le montant moyen de l'aide consentie au titre de la DJA, globalement plus élevés. Le rythme des dépôts des dossiers pourrait aussi avoir été impacté du fait de l'évolution de leurs modalités de présentation et des incertitudes engendrées par ces réformes.

Nota : le fait que le contrôle définitif de l'installation n'ait lieu qu'au bout de 4 ou 5 ans maximum implique que le bilan définitif des réalisations ne pourra se faire qu'à partir des données de 2019 et de 2020.

TO 6.1.2 Prêts bonifiés

A noter que :

- le type d'opération relatif aux prêts bonifiés (TO 6.1.2) a été supprimé à compter du 9 mars 2017.
- dans le cadre du RAMO 2019, outre les dossiers réalisés entre 01/01/2015 et le 09/03/2017, sont pris en compte les dossiers prêts bonifiés dont la date d'installation du jeune agriculteur est 2013, ou antérieure pour les cumuls pour le RDR2, et 2008 pour les dernières DJA payées au titre du premier règlement de développement rural (2000-2006). Source : ODR INRA.

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP2B.

7.e3) Méthode appliquée

Méthodes quantitatives

Le bilan des réalisations étant significatif sur le TO 6.1.1 et les sources de données ayant permis de renseigner tous les indicateurs (avec une précision plus ou moins grande) sur la Région Poitou-Charentes et pour la période 2014-2018, l'approche quantitative a été privilégiée.

Trois sources de données ont été mobilisées :

- le fichier OSIRIS du DTO 6.1.1 (extraction février 2019) ;
- les données de contexte par ancienne région fournies par le SRISET de la région Nouvelle Aquitaine sur la base des travaux de l'ODR INRA ;
- les données de réalisation et de contexte fournies par les publications les plus récentes de l'observatoire de l'installation réalisées par la Chambre Régionale Nouvelle Aquitaine qui couvre la région Poitou-Charentes.

Pour obtenir une première vision du bilan des réalisations sur la période 2014-2018, il a été procédé à l'analyse des données issues d'OSIRIS en ne retenant que les dossiers dont le statut est « réalisé ». Tous ces dossiers sont qualifiés de « *retenus* » par le comité de sélection.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du R3/T5 « pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour

les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR » :

Calcul du ratio (en %) suivant = $(O4/X)*100$:

I . O4: Nombre d'exploitations ayant soutenu des investissements ciblant les jeunes agriculteurs sur la période de programmation. (Uniquement sur les données du TO 6.1.1)

II. X : Nombre total d'exploitations agricoles en activité.

La valeur cible est axée sur la sous-mesure 6.1 « aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs » en comparaison du nombre total d'exploitations agricoles existantes

L'appui méthodologique national sur les indicateurs de résultat recommande le calcul de l'indicateur R3/T5 à partir de l'**année de base 2013**, si la donnée 2013 existe. La donnée existe dans l'enquête d'Agreste sur la structure des exploitations agricoles de 2013 (ESEA 2013). La valeur de X pour la région Poitou-Charentes est de 23 275 exploitations agricoles.

Indicateur additionnel : « Moyenne d'âge des nouveaux exploitants »

OSIRIS fournit la date de naissance du bénéficiaire et la date prévisionnelle d'installation : on peut donc en déduire par année civile l'âge moyen des nouveaux exploitants à la date prévisionnelle de leur installation (indicateur plus précis que la date de demande d'aide)

L'analyse s'est faite par année sur la période 2015-2018 (de 119 à 170 données par année) et sur le cumul des 4 ans (625 données). Aucun dossier pour l'année 2014 n'est présent dans le fichier OSIRIS.

Indicateur additionnel « Nombre d'installation Hors Cadre Familial »

Le fichier OSIRIS précise dossier par dossier si l'installation a eu lieu « *Hors Cadre Familial* » : pour chacune des années de la période 2015-2018 on dispose donc du nombre d'installations HCF et de leur poids relatif dans le total des installations ayant bénéficié de la DJA.

Indicateur additionnel « Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant de la DJA »

X : nombre de dossiers dont le bénéficiaire a moins de 30 ans

Y : nombre total de bénéficiaires de la DJA sur la période 2014-2018

L'indicateur est le ratio X/Y. L'analyse a porté sur 625 dossiers.

Indicateur additionnel « Evolution du niveau de qualification des bénéficiaires de la DJA »

Le fichier OSIRIS précise l'intitulé complet du diplôme du demandeur de l'aide. Les intitulés ont été classés selon les 5 niveaux utilisés dans l'enseignement (Niveau I à V) en rajoutant la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE). Un calcul du poids relatif des niveaux de diplômes des dossiers retenus a été réalisé sur les années 2015 à 2018.

Indicateur additionnel « Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans »

Cet indicateur a été calculé sur la base du traitement des données de la MSA par l'ODR INRA sur la période

2014 à 2017 (2018 non disponible) : la base de données fournit le nombre d'agriculteurs par tranche de dix ans (de moins de 30 ans à plus de 70 ans). L'indicateur exprimé en % est calculé par année (2014 à 2017) comme le ratio X/Y :

X : nombre d'agriculteurs de « *moins de 30 ans* » et de « *de 30 à 39 ans* »

Y : nombre total d'agriculteurs dont l'âge est renseigné dans la base fournie

L'évolution de l'indicateur est commentée sur la période 2014 à 2017.

Indicateur additionnel « Taux de renouvellement des installations »

Cet indicateur a été défini comme le ratio entre :

X : nombre total d'installations en agriculture (hors transferts entre époux)

Y : nombre de cessations

Les données mobilisées sont celles fournies par l'observatoire de l'installation de la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle Aquitaine qui dispose d'une série complète 2014-2018 pour les cessations mais seulement de 2014 à 2016 pour le total des installations.

Indicateur additionnel « Nombre d'installations en zones défavorisées (par type de zone) »

Le fichier OSIRIS précise dossier par dossier la zone prévisionnelle de l'installation pour chacune des années de la période 2015-2018 en distinguant *zone de montagne*, *zone défavorisée* et *zone de plaine*. La répartition entre les trois types de zones et leur poids relatif est donc disponible : l'analyse porte sur chacune des années de la période 2015-2018 et sur un total de 625 dossiers.

Indicateur additionnel « Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018 »

Cet indicateur est le ratio entre :

X : nombre d'installations ayant bénéficié de la DJA et donc soutenues par le PDR

Y : nombre total d'installations en agriculture

Y : deux sources potentielles de données : le CFE et la MSA dont les chiffres divergent. Le choix a été fait de mobiliser les données de l'Observatoire régionale de l'installation qui fournit des données de la MSA sur la période 2014-2016.

Méthodes qualitatives : un entretien et plusieurs échanges de courriels ont été réalisés avec la responsable de l'Observatoire régional de l'installation de la Chambre régionale d'agriculture de la Nouvelle Aquitaine. L'observatoire régional de l'installation a fourni une quantité importante de données, notamment sur le renouvellement des générations (installations, cessations) et l'ensemble de ses récentes publications.

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

7.e5) Problèmes rencontrés

Compte- tenu des spécificités de l'aide à l'installation (TO 6.1.1) décrites ci-avant (déroulement et suivi sur 4 à 5 ans, avec un contrôle de 100% des dossiers à la fin du Plan d'Entreprise), les données fournies par le fichier OSIRIS ne permettent pas de présenter un bilan complet des réalisations de l'installation en Poitou-Charentes ; celui-ci ne pourra être réalisé a priori que lors de l'évaluation ex-post de 2023.

Concernant le calcul de R3/T5, un des enjeux est de définir pour la période 2014-2018 le nombre exact du total des exploitations agricoles en activité en Poitou-Charentes : la définition d'Agreste est à privilégier, les fichiers de la MSA portant sur la notion d'*agriculteurs* (personne physique) qui est différente.

Les autres difficultés portent essentiellement sur **les indicateurs de contexte** notamment le nombre total d'installations et de cessations en agriculture ; idéalement, pour le nombre total d'installations il faut exclure les transferts entre époux qui génèrent la création d'un nouveau SIRET mais sont hors champ (voir ci-dessus le paragraphe définissant la cessation).

Ainsi, le calcul de l'indicateur *Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018* reste fragile et difficile à interpréter, les données n'étant disponibles que sur une courte période..

Enfin, pour la question évaluative n°5, c'est l'opération 6.1.1 Dotation jeunes agriculteurs (DJA) qui a été analysée. Le second dispositif fléché sur le DP2B, portant sur les prêts bonifiés, n'a pas été pris en compte.

7.e6) Réponses à la question évaluative

I. Bilan de mise en œuvre du dispositif TO 6.1.1

Dans le cadre de la mise en œuvre du PDR, au 31/12/2018, sur la période 2015-2018, le nombre d'installations ayant bénéficié de la DJA est de 625 (sur la base du fichier OSIRIS), variant selon les années d'un minimum de 119 en 2015 à un maximum de 170 en 2017. La moyenne annuelle de la période est de 156 installations aidées par an.

Pour sa part, l'observatoire régional de l'installation enregistre sur les années 2014-2018 **un total de 891 installations effectives** avec une baisse significative en 2017 (-11%) puis une petite remontée en 2018. La différence entre la donnée OSIRIS et celle de l'observatoire régional s'explique en partie par la prise en compte des installations effectuées en 2014, absentes du fichier OSIRIS.

96,1% des installations se font à titre principal, 1,7% à titre secondaire et 2,3% sont des installations progressives.

Sur la base du fichier OSIRIS analysé :

- Le montant engagé total au 31/12/2018 est de 12 529 055 € dont 80% de FEADER (soit 10 025 220,00 €)
- Le montant payé au 31/12/2018 est de 56,9% : 7 135 325,00 € dont 80% de FEADER (soit 5 708 260 €). 513 dossiers ont été payés soit 82%.

La DJA de 498 dossiers a été payée à 80%, ce qui représente le 1er versement pour une installation à titre

principal ou à titre secondaire et celle de 15 dossiers a été payé entre 40% et 67%, correspondant à des installations progressives.

Sur la base du tableau de suivi par dispositif (10 novembre 2018), le taux d'engagement du FEADER sur le TO 6.1.1 est en Poitou-Charentes de 42,2%. La maquette V7.1 prévoit 25,7 M€ de FEADER sur ce dispositif.

Le montant médian de la DJA est de 17 050 €. Le montant moyen se situe à 19 070 € variant du fait de la modulation entre un minimum de 5 500 € à un maximum de 35 760 €.

La médiane du total investi par projet est de 282 500 € (la moyenne se situe à 327 000 €).

L'indicateur « *type d'exploitation du pré-installé, cad individuel ou sociétaire* » n'est pas renseigné pour l'indicateur *Forme juridique société*, les GAEC dominant très largement représentant 82% du total des installations en société.

75% des installations se répartissent au sein de 9 OTEX :

- Grandes cultures, Polyculture élevage et Viticulture d'appellation représentent ensemble 37% des projets d'installation (respectivement 14%, 13% et 10%)
- Bovin viande naisseur, Caprins lait et Bovins lait pèsent chacun de 7% à 8%
- Enfin, Maraîchage, Ovins viande et Bovins viande engraisseur de 4% à 5%

59% des projets d'installation concernent les filières élevage (avec 51% en herbivores et 9% en granivores) : près de 60% des JA s'installent donc dans des filières d'élevage. Un des objectifs assignés au TO 6.1.1 en Poitou-Charentes (maintien des filières élevage) a bien été atteint.

Au 31/12/2018, la valeur de l'indicateur de résultat R3_T5 serait de 2,7% ce qui signifie que le PDR a soutenu moins de 3% des exploitations agricoles à l'aide au démarrage pour les jeunes agriculteurs (DJA). La valeur cible 2023 est de 4,13%, pour 40,5 M€ de dépenses prévues (cf. PDR tableau 5.4 page 201).

II. Analyse par critère de jugement

Rappel des enjeux :

En région Poitou-Charentes, la mobilisation du TO 6.1.1 pour encourager l'installation en agriculture est justifiée par la pyramide des âges des exploitants : en 2010, près de 50% des chefs d'exploitation ont plus de 50 ans. Le défi du renouvellement des générations est donc central pour garantir le maintien d'une agriculture dynamique et d'une économie rurale diversifiée.

De plus, en Poitou-Charentes, les filières d'élevage reculent au profit des grandes cultures. En élevage, les charges de travail et les investissements sont plus importants ce qui rend la reprise ou la transmission plus complexes et plus lourdes financièrement.

Pour cette raison et de manière générale, il est important de soutenir les projets intégrant un fort coût de reprise ou de modernisation. L'objectif est donc d'encourager le maintien des activités agricoles dans leur diversité. Le soutien aux jeunes souhaitant s'installer est donc prioritaire.

- a. Le PDR a soutenu le renouvellement des générations par l'entrée de jeunes exploitants formés dans

le secteur agricole.

Moyenne d'âge des nouveaux installés et taux de nouveaux installés de moins de 30 ans

La moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA varie peu en fonction des années (2015-2018) : elle est de 27 à 29 ans pour une moyenne de 29 ans et une médiane à 28 ans, soit nettement plus jeune que l'ensemble des installations en région Poitou-Charentes. 58% des bénéficiaires de la DJA ont moins de 30 ans, ce taux pouvant atteindre 66% certaines années.

Nombre d'installations Hors Cadre Familial

Pour rappel, compte-tenu de l'urgence à rajeunir la pyramide des âges, le PDR soulignait sa volonté d'intégrer des jeunes dont l'origine n'était pas agricole.

C'est effectivement le cas avec près d'un projet sur trois concernant un bénéficiaire s'installant en dehors du cadre familial. En effet, en Poitou-Charentes, le poids relatif *des installations Hors cadre familial (HCF)* est de l'ordre de 32% (maximum observé 36% en 2017).

Evolution du niveau de qualification des bénéficiaires de la DJA

Les niveaux de diplômes / qualifications, présentent une légère variation en fonction des années : 88% à 96% des bénéficiaires de la DJA présentent des diplômes de niveaux IV (équivalent brevet professionnel) et III (niveau technicien supérieur). A noter que le niveau IV a tendance à baisser sur la période (seulement 59% en 2018) compensé par une hausse du poids relatif du niveau « technicien supérieur », le niveau I (ingénieur ou équivalent) reste stable (4% des installations).

Comme dans les deux autres régions de la Nouvelle Aquitaine, l'accès au métier d'agriculteur par la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) qui pouvait constituer une certaine ouverture, ne fonctionne pas (de 0% à 1% des bénéficiaires en fonction des années).

Selon l'observatoire régional de l'installation, ceci s'explique par la lourdeur administrative du dossier à préparer (notamment le candidat doit rédiger et présenter un mémoire). Les jeunes préfèrent faire un BPREA, le plus souvent en alternance, plutôt que de passer par la VAE.

Enfin, il doit être noté que pour être éligible à la DJA, il est nécessaire de disposer de la capacité professionnelle agricole qui exige au minimum un diplôme, titre ou certificat de niveau IV. La DJA constitue donc une incitation à l'atteinte du niveau de qualification requis pour être éligible. Par voie de conséquence les interventions du PDR soutiennent l'entrée d'exploitants qualifiés.

- a. Le dispositif a contribué à la stabilité de la part des exploitants de moins de 40 ans et la compensation des départs

Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans

Nota : les données disponibles concernent les agriculteurs en général, sans préciser s'ils sont chefs d'exploitation ou pas.

Sur la base des analyses de l'ODR INRA à partir des fichiers de la MSA, le pourcentage d'agriculteurs de

moins de 40 ans évolue lentement à la hausse sur la période 2014-2017 (la donnée n'est pas disponible pour 2018) : on passe ainsi de 18,0% en 2014 à 18,9% en 2017.

Taux de renouvellement des installations

Il est défini comme le ratio entre nombre total d'installations (aidées ou pas, hors transferts entre époux) et le nombre de cessations

En retenant les chiffres de l'observatoire de l'installation, il est notable que les différents dispositifs mobilisés ne permettent pas de compenser l'ensemble des départs. En effet, le **taux de renouvellement, qui fluctue fortement d'une année sur l'autre, est inférieur à 100% : 60% en 2015, 70% en 2016**. Ainsi, 10 cessations d'activité ne sont compensées que par 6 à 7 installations. Cela induit une réduction continue du nombre d'exploitations.

Une interrogation subsiste néanmoins sur le devenir des activités concernées par ces cessations sans reprise. En effet, les pertes en matière d'emploi, production, ... pourraient être en partie compensées par une évolution des structures déjà existantes : agrandissement par augmentation de la SAU, augmentation des formes sociétaires, ...

Nombre d'installations en zones défavorisées (par type de zone)

Une minorité d'installations se font en zones défavorisées (46% sur la période). Ce taux a tendance à reculer (49% en 2015, 41% en 2018) malgré différentes bonifications (DJA et certains TO de la mesure M04 pour les JA) visant à soutenir les projets au sein de ce type de territoire. Il est probable que le recul structurel des structures exploitant des herbivores dans des zones difficiles (bovins viande naisseur, ovins viande) soit responsable de cette évolution sans que les aides bonifiées ne parviennent à inverser la tendance.

Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018

Nota : comme expliqué au § 7.e5, les données ne sont disponibles que pour les années 2014 à 2016.

Cet indicateur est de l'ordre de 26% à 28% pour les deux premières années de la programmation, il recule en 2016 pour se situer à 21%. La région se caractérise donc par un dispositif DJA qui ne concernerait au maximum un quart des installations, situation proche de l'Aquitaine mais nettement en deçà du Limousin.

7.e7) Conclusions et recommandations

Conclusion

Le PDR au travers du dispositif « aide à l'installation – DJA » a soutenu le renouvellement générationnel : avec un *taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations* qui se situe pour la période 2014-2018 entre 20% et 28%, le dispositif favorise l'entrée dans le métier d'agriculteurs plus jeunes (en moyenne 29 ans) que l'âge moyen des non bénéficiaires. La légère hausse du poids relatif des agriculteurs de moins de 40 ans en Poitou-Charentes est ainsi à mettre au crédit du PDR. Près de 60% des installations se font sur des OTEX des filières élevage : le PDR contribue ainsi à enrayer le déclin de ces filières, ce qui constitue un des objectifs assignés au dispositif.

Recommandation

Ce dispositif, encadré au niveau national laisse des marges de manœuvre limitées, en région, à des modulations du montant de la DJA mais pas aux règles d'accès au dispositif.

Ainsi, il apparaît souhaitable de maintenir les critères de la grille de modulation du montant de la DJA qui répond aux objectifs définis par le PDR de la Région Poitou-Charentes.

Afin d'augmenter l'impact de ce dispositif sur les indicateurs démographiques étudiés il serait nécessaire de renforcer sa promotion auprès des candidats à l'installation, en particulier en élevage herbivores et notamment dans les zones défavorisées de la région.

Conclusion

La qualification des bénéficiaires de la DJA s'améliore avec un poids relatif des niveaux « technicien supérieur » en augmentation.

L'accès à la DJA via la validation des acquis de l'expérience (VAE) semble inopérante du fait de la lourdeur administrative de ce type de démarche et des alternatives plus simples offertes par le cadre national (capacité agricole acquise via une formation de type BPREA en alternance ou demande de dérogation de la capacité agricole).

L'importance des installations Hors Cadre Familial (près d'un tiers) permet de diversifier les origines sociales des nouveaux installés et acte de l'ouverture du dispositif à des candidats extérieurs au monde agricole.

Recommandation

La dynamique observée sur les installations de type HCF doit être particulièrement soutenue.

Après avoir réalisé une analyse du profil des rares candidats ayant bénéficié de la DJA via la VAE, serait-il envisageable soit de supprimer cet accès au dispositif soit au contraire d'alléger le parcours administratif imposé aux candidats faisant ce choix. Il faudrait répondre à aussi à la question : pourquoi ces candidats n'ont-ils pas choisi les alternatives plus simples qui s'offraient à eux pour accéder au dispositif TO 6.1.1 ?

Conclusion

Le PDR contribue au renouvellement de 60% à 70% des exploitations. Ainsi, 3 à 4 exploitations sur dix ne font pas l'objet d'une reprise en tant que telle, laissant potentiellement les SAU correspondantes inutilisées.

In fine, la baisse du nombre d'exploitations agricoles se maintient comme une tendance lourde qu'il sera difficile, dans le contexte économique actuel d'inverser. L'agrandissement des tailles d'exploitations et, ce faisant, des formes sociétaires apparaît comme un impératif à la survie économique des exploitations.

Recommandation

Seule une augmentation des installations et notamment des installations aidées pourraient permettre de stabiliser ce taux de renouvellement à 70%. La valeur cible de 4,13% pour l'indicateur T5 à échéance de 2023 semble trop faible pour répondre aux enjeux clairement identifiés dans l'analyse du PDR.

Une partie de ces données, notamment qualitatives, pourrait être recueillie dans le cadre d'une enquête auprès des bénéficiaires.

7.a6) CEQ06-3A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts, des groupements de producteurs et des organisations interprofessionnelles?

7.a6.a) Réponse à la question d'évaluation

7.e1) Liste des mesures contribuant au DP 3A

La stratégie du PDR de Poitou-Charentes est construite autour de 6 axes majeurs dont l'axe 4 est intitulé :

Valoriser les productions locales et de qualité pour consolider le lien entre producteurs et consommateurs et soutenir le développement d'une industrie agro-alimentaire moderne, innovante et ancrée dans les territoires.

Les mesures et sous-mesures qui contribuent principalement au DP 3A sont :

- M03 - Systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires
- M04 - Investissements physiques
- M16 - Coopération

Mesure M03

- Sous mesure 3.1 - *Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité.*
- Sous mesure 3.2 : *Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur.*

Mesure 4

- Sous mesure 4.2 : selon le PDR, **c'est l'opération 4.2.1** (*Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs*) **qui contribue de manière principale au DP3A.**

Le type d'opération 4.2.2 « *Aide aux investissements pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire* » contribue en région Poitou-Charentes au DP 6A.

Mesure M16

- Sous mesures 16.1 (TO Opération 16.1.1) : *Aide au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI et à la réalisation de leurs projets pilotes ;*
- Sous mesure 16.4 (TO 16.4.1) : *Coopération pour le développement des circuits courts et des marchés.*

Aucune mesure ou sous mesure ne présente de contributions secondaires au DP 3A.

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateurs de résultats communs	Indicateurs supplémentaires
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté.	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité,	
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement	des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté		Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations
La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté		Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion
La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement		Typologie des projets soutenus (filières, types d'investissements) IAA

7.e3) Méthode appliquée

Dans le référentiel d'évaluation défini par l'Autorité de gestion, la thématique prioritaire relative à la question QE6 est l'appui aux filières régionales agro-alimentaires ; s'y ajoutent deux autres thématiques : l'adhésion par les producteurs à des systèmes de qualité et les activités d'information et de promotion de ces produits de qualité.

Dans ce contexte le nombre d'indicateurs additionnels se limite à trois (voir ci-dessus 7.e2)

L'indicateur additionnel « *Evolution du résultat économique des entreprises ayant bénéficié d'un soutien IAA* » n'a pas été retenu par l'Autorité de gestion. Cet indicateur a été remplacé par une enquête réalisée par courriel auprès des bénéficiaires dont les projets aidés étaient finalisés.

La mesure M16, qui théoriquement contribue au DP 3A n'est pas mobilisée pour nourrir la réponse à la question évaluative : en effet les TO 16.1.1 et 16.4.1, sont ouverts mais, à la date de Novembre 2018, aucun dossier n'est engagé.

Méthodes quantitatives

Compte tenu des choix retenus par l'Autorité de gestion, le traitement de la question QE6 a fait l'objet d'une double approche :

- Une analyse du bilan des réalisations et du calcul des indicateurs additionnels pour les sous-mesures 3.1 et 3.2 ;
- Une analyse du bilan des réalisations du TO 4.2.2 sous contraintes des données disponibles dans l'extraction OSIRIS. En Poitou-Charentes, ce TO contribue au DP 6A et il est donc censé nourrir la réponse à la QE16 qui porte sur l'emploi.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contexte)

Calcul du T6 «Pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs»

L'appui méthodologique national sur les indicateurs de résultat préconise de procéder au calcul de la façon suivante :

Calcul du ratio a/b (en %) :

- a. Compte tenu de la structure et de l'avancement du PDR Poitou-Charentes, O4 se limite au nombre de bénéficiaires de la sous mesure 3.1 "*Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité*".

En effet :

- La mesure 9 n'est pas ouverte dans le PDR Aquitaine ;
- Les TO 16.1.1 n'enregistre aucun dossier engagé (Novembre 2018).

b) Nombre total d'exploitations agricoles d'une année de base du territoire du PDR.

L'année de base étant 2013, la valeur de b pour l'Aquitaine est de 23 275 exploitations agricoles (Source Agreste - ESEA 2013).

Indicateur additionnel : Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations

L'indicateur ne concerne que les nouveaux certifiés en Agriculture Biologique, les autres SIQO sont éligibles mais, du fait des contraintes de budget, les dossiers de conversion à l'agriculture biologique sont les seuls bénéficiaires. Cette mesure est cumulable et doit être coordonnée avec la mesure 11.

Indicateur additionnel : Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion

Cet indicateur a été renseigné pour les années 2017 et 2018 sur la base des fichiers de suivi des dossiers de la sous mesure 3.2 fournis par l'Autorité de gestion du PDR.

Indicateur additionnel : Typologie des projets soutenus par filière et par type d'investissements dans les

industries agro-alimentaires régionales. Cet indicateur n'est pas renseigné dans le fichier OSIRIS et n'est donc pas disponible.

Méthodes qualitatives

Enquête sur les impacts économiques et environnementaux du soutien régional à l'investissement dans les entreprises agro-alimentaires

Une enquête par courriel a été réalisée auprès de 5 entreprises de la région Poitou-Charentes ayant bénéficié d'une aide à l'investissement et dont le dossier était soit *soldé* soit *réalisé complet* au 31/12/2018.

Au préalable, l'Autorité de gestion a validé le questionnaire et a informé les entreprises du lancement de cette enquête et de son objectif.

Le questionnaire comportait 19 questions réparti en trois parties :

- Présentation du projet aidé
- Impact économique du projet aidé
- Impacts environnementaux du projet aidé

Les 5 questionnaires personnalisés ont été envoyés par courriel à la mi-mars 2019 aux entreprises bénéficiaires : 4 entreprises bénéficiaires ont répondu à cette enquête.

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur	Taux	Valeur de l'indicateur 2014-2018	Source de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1– Total des dépenses publiques	Non	AG	AG
Indicateur de réalisation commun	O2 – Total des investissements	Non	AG	AG
Indicateur de réalisation commun	O3 Nombre d'opérations aidées relatif au TO de la M4 contribuant à la Priorité 3 (4.2.2)	Non	0 Le 4.2.2 est sur le DP6A	AG
Indicateur de résultat commun	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de	Oui	0,15%	AG

	qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)			
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de nouvelles certifications soutenues / Nombre d'exploitations	Oui		OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Produits sous SIQO ayant fait l'objet de soutien à la promotion	Non	7 en 2017 8 en 2018	Données de suivi de l'AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Typologie des projets soutenus (filières, types d'investissements) IAA	Non	AG	OSIRIS

7.e5) Problèmes rencontrés

L'approche privilégiant trois thématiques, exclue de fait le bilan des réalisations sur le dispositif « *développement des circuits courts et des marchés locaux* ».

Pour l'indicateur T6, Compte tenu des mesures ouvertes dans le PDR Poitou-Charentes et du bilan des réalisations à la date de Novembre 2018, « *le pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs* » constitue un indicateur sans objet (voir ci-avant § 7 e3 – Méthode appliquée).

L'indicateur additionnel « *Typologie des projets soutenus par filière et par type d'investissements dans les industries agro-alimentaires régionales* » n'est pas disponible dans le système de suivi des données[PP1] .

A priori, aucune donnée ou étude récente ne sont disponibles pour étayer le critère de jugement « *La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté* ».

Points faibles de l'enquête auprès des industries agro-alimentaires.

Malgré un taux de réponse significatif (80%), le bilan des réalisation ne comptabilisant que 5 dossiers, le nombre de réponses disponibles se limite à 4.

7.e6) Réponses à la question évaluative (8298 caractères)

I. Bilan de mise en œuvre des dispositifs relatifs au DP 3A

Sous mesure 3.1 - TO 3.1.1 « Aide à la nouvelle participation à des systèmes de qualité ».

Au 31/12/2018, 36 dossiers sont soldés ou réalisés complet sur les deux DTO « Nouvelle participation à

un régime de qualité » ou « Qualité alimentaire-Volet2 ».

Sur la base du fichier OSIRIS analysé :

- Le total des aides engagées est de 24 357 € dont 63% de FEADER. Le montant d'aide par dossier engagé est en moyenne de 677 €.
- Le montant payé au 31/12/2018 est de 95% (23 558 € dont 63% de FEADER (soit 14 841,56 €)

Sur la base du tableau de l'avancement du PDR, le taux d'engagement du FEADER sur le TO 3.1.1 est en Poitou-Charentes de 41,5% pour 48 dossiers.

Ce bilan limité à fin 2018 s'explique par les modalités définies d'application de cette opération : le TO 3.1.1 vient en appui au TO M11.1.1 « Conversion à l'agriculture biologique » dont le bilan est très significatif (taux d'engagement de 60,1%, 1083 dossiers engagés en conversion et maintien).

Sous mesure 3.2 – « *Aide aux activités d'information et de promotion mises en œuvre par des groupements de producteurs sur le marché intérieur* »

Sur la base du tableau de l'avancement du PDR, le taux d'engagement du FEADER sur le TO 3.2.1 est en Poitou-Charentes de 18,8% pour 3 dossiers (soit 65 9667 €). La maquette V7.1 prévoit 350 000 € de FEADER sur ce dispositif.

Sur la base des fichiers de suivi 2017 et 2018 du service instructeur de la Région, les SIQO soutenus par ces opérations d'information et de promotion sont au nombre de :

- 7 SIQO en 2017 ;
- 6 SIQO en 2018.

Les actions de promotion des produits issus de l'agriculture biologique couvrent l'ensemble des 3 régions de la Nouvelle Aquitaine.

Sous mesure 4.2.2 Investissements de transformation-commercialisation dans les IAA

Sur la base du fichier OSIRIS fourni, 11 dossiers sont réalisés complets ou soldés pour un montant engagé de 1,16 M€ de FEADER et 1,86 M€ de dépenses publiques totales. Le montant moyen d'aides par dossier est de 168 158 €.

Sur la base du tableau de l'avancement du PDR (Novembre 2018), le taux d'engagement du FEADER sur le TO 4.2.2 est en Poitou-Charentes de 33,7% pour 14 dossiers (soit 1,346 M€).

Pour les 10 projets dont le montant investi est renseigné, la moyenne est relativement importante (près de 1 M€) dont 3 projets de plus de 1 M€ (entre 1,13 à 1,81 M€)

II. Analyse par critère de jugement

a. La valeur ajoutée et la notoriété des produits sous signes de qualité ont augmenté

Le bilan de la sous mesure 3.2 sur les années 2017 et 2018 témoigne que la PDR a permis de soutenir la promotion des produits sous SIQO de la région Poitou-Charentes mais leur nombre se révèle limité (moins de 10 en incluant l'agriculture biologique). Le taux d'engagement de l'enveloppe FEADER prévue sur cette sous-mesure 3.2 est particulièrement faible (moins de 20%).

Ce bilan apparaît mitigé au regard de l'importance de la segmentation par les référentiels de qualité de la production agricole de Poitou-Charentes. Mais, historiquement, cette segmentation des produits agricoles et agro-alimentaires a été gérée par l'IRQUA (Institut Régional de la Qualité fondé en 1998) qui a mis en place deux référentiels : le "Signé Poitou-Charentes" et « le Fermier Poitou-Charentes ». Dans ce contexte, la majorité des produits signés « Poitou-Charentes » hors SIQO ne sont pas éligibles à la mesure 3.2.

On ne dispose pas de données sur l'évolution de la valeur ajoutée de l'échantillon de SIQO soutenu sur la période 2014-2018 ni de leur dynamique de développement.

a. La compétitivité de la chaîne de valeur alimentaire a été favorisée par l'amélioration des processus de production, transformation et d'approvisionnement

La réponse à ce critère de jugement s'appuie sur les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires du TO 4.2.2.

Compte-tenu du bilan des réalisations à fin 2018 (seulement 11 dossiers) et du nombre limité de réponses à l'enquête auprès des bénéficiaires, il s'agit plus de rendre compte d'un témoignage des effets et des impacts du TO 4.2.2 que de présenter des résultats robustes concernant un échantillon représentatif.

Pour 3 des projets, les investissements concernent des équipements nouveaux dans le processus industriel et pour un projet de la création d'une fromagerie ex nihilo.

Les deux objectifs prioritaires des projets aidés visaient à :

- Améliorer ou rationaliser les processus de production / transformation
- Améliorer et contrôler les conditions sanitaires

Dans une moindre mesure :

- Augmenter les capacités de production / transformation
- Améliorer ou rationaliser les processus de conditionnement

Dans les quatre cas (c'est-à-dire 100%), l'aide attribuée par la Région constitue le facteur clé pour décider d'investir. Sans l'aide FEADER, deux entreprises auraient abandonné le projet et deux l'auraient modifié .

Le lien de causalité entre ces améliorations et la réalisation des projets aidés grâce au PDR est clairement établi par les réponses des bénéficiaires. Pour un des quatre projets finalisé en 2019, la question est sans objet.

En moyenne, chacun des projets aidés a permis la création de 4 emplois en équivalent temps plein. En extrapolant aux 11 projets du bilan des réalisations 2014-2018, le PDR aurait permis la création de 44 emplois. Si les 14 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 aboutissent, le bilan en termes d'emplois créés serait de 56 ETP.

Les projets aidés sont essentiellement à l'origine de la création de nouveaux produits, assurant de nouveaux débouchés.

Les impacts environnementaux des projets aidés apparaissent globalement relativement limités

7.e7) Conclusions et recommandations (6 363 caractères)

Conclusion 1

Le référentiel d'évaluation défini par l'Autorité de gestion a axé la réponse à cette question évaluative sur trois thématiques spécifiques : l'appui aux IAA régionales, l'adhésion par les producteurs à des systèmes de qualité et les activités d'information et de promotion de ces produits de qualité.

Les données disponibles ne permettent de renseigner que partiellement les indicateurs, notamment sur le bilan et la valeur ajoutée apportée par les SIQO d'Aquitaine.

Recommandation 1

Une réponse complète à la question nécessiterait de disposer d'analyse précise des effets et impacts du développement des SIQO en Poitou-Charentes.

Pour l'évaluation ex -post de 2023, il semblerait nécessaire de réaliser un bilan économique complet du développement des SIQO en Poitou-Charentes (hors filière viticole) sur la période 2014-2020 et des effets de ce développement sur la chaîne agro-alimentaire. Une vaste enquête pourrait être réalisée visant à recueillir un nombre minimum de réponses pour chacune des types de production bénéficiaires

De même, une réflexion sur l'efficacité des campagnes de promotions des produits sous SIQO soutenues par le FEADER permettrait de répondre précisément à une partie de la question évaluative QE6.

Conclusion 2

Le PDR a soutenu de façon limitée via le DP3A le développement de l'agriculture biologique en Poitou-Charentes. Le faible nombre de dossiers réalisés sur la période 2014-2018 s'explique par le fait que la contribution du DP3A est définie comme un soutien complémentaire au DP4A (TO 11.1.1) dont le bilan est très significatif.

Recommandation 2

La très forte demande sur la mesure M11 a contraint à réserver la mesure 3.1 à la conversion à l'agriculture biologique pour des raisons budgétaires. Mais, dans la logique d'intervention cette mesure est ouverte à tous les SIQO : il conviendrait de décider si certains SIQO (AOC/AOP, IGP, Label Rouge) auraient besoin eux aussi d'un soutien financier pour se développer.

Conclusion 3

Dans la mesure où la Région affiche clairement sa priorité de développer les filières agricoles et agro-alimentaires prioritairement pour la valorisation des productions régionales en démarche qualité et **en filières courtes**, l'opération « aides aux IAA » a été conçue comme un module complémentaire avec un budget limité dans la maquette FEADER (seulement 9,9% du total de la mesure M04). De plus, le TO 4.2.2 est fléché sur le DP6A, visant d'abord la création d'emplois.

Avec seulement 11 dossiers réalisés, le PDR n'a soutenu que de façon marginale la transformation et la commercialisation des produits agricoles.

Recommandation 3

La logique d'intervention du PDR Poitou-Charentes aboutit à un bilan mitigé : ce secteur des IAA ne constitue pas une priorité du programme.

L'enjeu est clairement de réussir à engager d'ici la fin de la programmation près des deux tiers de l'enveloppe FEADER de 4 M€ programmé sur cette sous mesure 4.2.2.

Conclusion 4

Même si l'échantillon de réponses est très limité, les effets et impacts des aides aux IAA ont mis en évidence la contribution du PDR Poitou-Charentes d'une part au développement économique global des bénéficiaires, au lancement de nouveaux produits permettant d'élargir leur portefeuille clients. Les effets sont significatifs sur l'amélioration des performances économique et sur la compétitivité.

Recommandation 4

Tel que conçu dans la logique d'intervention du PDR, le bilan des aides aux IAA ne répond que partiellement à la priorité affichée, à savoir le DP 6A et ce notamment du fait du faible nombre de dossiers réalisés ou engagés.

Une plu grande sélectivité des projets sur le critères « création d'emplois » ou « création de TPE/PME au sein des territoires ruraux » devrait permettre de mieux répondre aux objectifs assignés au DP 6A.

Conclusion 5

Certaines informations de base concernant le bilan des réalisations font défaut dans les fichiers OSIRIS (portrait des bénéficiaires et surtout typologie précise des projets aidés pour les aides aux IAA). Les données de base sur les effets en termes de création d'emplois et de bonnes pratiques environnementales sont aussi nécessaires pour nourrir la réponse à la question évaluative.

Recommandation 5

Pour l'évaluation ex-post (2023), il semble nécessaire que le système de collecte et de valorisation des informations de base des dossiers instruits permette de :

- Renseigner les indicateurs additionnels notamment concernant le portrait des bénéficiaires et la typologie des projets aidés ;
- Renseigner très finement les contacts au sein des entreprises (notamment l'identité de l'interlocuteur et son courriel), afin de réaliser des enquêtes par courriel qui apparaissent comme un moyen performant et économique pour mesurer certains effets et impacts des aides octroyées ;
- Fournir aux évaluateurs les éventuels fichiers de suivi des services instructeurs (services de l'Etat ou de la Région).

La recommandation concernant le secteur des SIQO formulée ci-avant constitue aussi une contribution nécessaire pour l'évaluation ex-post de 2013.

7.a7) CEQ07-3B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention et la gestion des risques agricoles?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Ce DP est rattaché de manière principale à la mesure 5 qui ne sera activée qu'en cas de catastrophe.

7.a8) CEQ08-4A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la restauration, la préservation et l'amélioration de la biodiversité, y compris dans les zones Natura 2000, les zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques et l'agriculture à haute valeur naturelle, et les paysages européens?

7.a8.a) Réponse à la question d'évaluation

7.h1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

4.4.1. Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques

7.1.1. Établissement et révision des plans de gestion (DOCOB) liés aux sites Natura 2000.

7.6.1. Animation Natura 2000

7.6.2. Contrats Natura 2000 ni agricole - ni forestier

7.6.3. Contrats Natura 2000 en forêt

7.6.5. Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique

M10 Agroenvironnement – climat (MAEC)

M12 Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau (DCE)

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (ICHN zones défavorisées)

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4A :

11 Agriculture biologique

1. h3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

En dehors des mesures surfaciques, aucun dossier n'a été soldé pour le DP4A et les données de programmation ne permettent pas d'analyse quantitative.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Calcul de l'indicateur de résultat R7 : % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ ou la préservation des paysages :

Calcul du ratio X/Y (en %) suivant :

X = Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et la préservation des paysages : le calcul prend en compte d'une part, les surfaces contractualisées sur des MAEt concourant au domaine prioritaire 4a et d'autre part, les surfaces contractualisées en PHAE. L'indicateur correspond aux surfaces physiques, aucun recouvrement entre MAEt et PHAE n'étant possible. L'indicateur ne prend pas en compte les surfaces bénéficiant de l'ICHN (il n'est pas possible de faire de recoupement entre surfaces physiques sur la mesure 10 et sur la mesure 13).

Y = Total des superficies des terres agricoles (en ha) sur le territoire du PDR (indicateur de contexte du PDR)

Superficies : si différentes mesures et dispositifs sont réalisés sur la même zone pour le même domaine prioritaire, le double comptage n'est pas autorisé.

Calcul des surfaces contractualisées en zone Natura 2000 : somme des surfaces contractualisées en MAEt sur des surfaces à enjeu Natura 2000 et des surfaces bénéficiaires de la PHAE situées en zone Natura 2000.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées :

Les données ne sont disponibles que pour 2014 (année de transition). Cette année est donc utilisée comme référence bien que les dispositifs et les territoires sélectionnés aient évolué ensuite.

Méthodes qualitatives :

Initialement, le référentiel d'évaluation prévoyait trois indicateurs qui ont dû être écartés ou ajustés :

- « *nombre d'opérations dans les zones à enjeux* ». Natura 2000 cible l'ensemble des sites regroupant les enjeux les plus aigus en termes de protection de la biodiversité régionale et européenne. En l'absence de définition exacte de "zone à enjeu" cet indicateur a été jugé non pertinent.

-selon la DREAL, les deux indicateurs « *nombre de contrats par nature* », et « *nombre de contrats par type d'opérations mise en œuvre* » (7.6.1 ; 7.6.2 ; 7.6.3 ; 7.6.5), ne sont pas parlants pris séparément. Ils ont été fusionnés au sein de l'indicateur "*Nombre de contrats*".

Les analyses produites sont issues d'une note adressée par la Division Natura 2000 DREAL Nouvelle-Aquitaine élaborée sur la base du suivi réalisé par les DDT(m) et la DREAL de Nouvelle-Aquitaine.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de la biodiversité

Les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité (enjeu biodiversité). Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares et la part des surfaces bénéficiaires de MAE à enjeu biodiversité. Ce taux se calcule sur la totalité des surfaces sous contrat de gestion (pour rappel : 159 722 ha source PDR p. 211). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué, Nbre de postes et jours d'animation MAEC

Le calcul de cet indicateur a été réalisé à partir des données de pilotage régional supervisées par la Région et la DRAAF Nouvelle-Aquitaine. Il n'a pas nécessité la mobilisation de méthode spécifique. A noter que l'indicateur surface est discutable puisque les MAEC ne concernent qu'une partie de la surface des sites N2000 concernés. Les données relatives au nombre de postes et jours d'animation MAEC n'étaient pas disponibles.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des surfaces converties et maintenue en Agriculture Biologique. Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares bénéficiaires d'aides à la conversion et au maintien. Afin de relativiser ces données, l'évolution des surfaces régionales certifiées ou en conversion en agriculture biologique a été analysées à partir des données du PDR (pour rappel : 34 625 ha étaient certifiés bio en 2012, 5 940 en conversion en 2010 soit 2,3% de la SAU certifiée et en conversion - source PDR, p.113). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC API. Il est donc possible de calculer le nombre de colonies engagées. Le calcul de l'indicateur a été réalisé à partir des données MAEC fournies par l'AG concernant le nombre de colonies à engager par le bénéficiaire sur 5 ans. La donnée fournie n'était disponible que pour 2015.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Une enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité a été menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires des mesures 10 (MAEC) et 11 (agriculture biologique).

Après validation du questionnaire (14 questions, réparties en 2 parties : présentation de la structure et de l'aide mobilisée, et changements de pratiques favorables à l'environnement) l'AG a informé les exploitants du lancement de l'enquête et de son objectif. 879 questionnaires ont été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure dont 216 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon. 90% des 216 répondants ont reçu un 1er paiement pour l'aide qui leur a été attribuée. Parmi

ceux ne l'ayant pas encore reçu, 74% ont néanmoins souhaité répondre à l'enquête. Activité principale des répondants : 32% à la polyculture et/ou au polyélevage, 30% aux céréales et oléoprotéagineux, 23% des exploitations sont dédiées à l'élevage extensif, 14% aux cultures générales, 13% à la viticulture, 9% à la production de légumes et champignons, 6% aux fruits et autres cultures permanentes et 3% à l'élevage hors sol. Les répondants ont majoritairement bénéficié de MAEC (64%), dont 17% pour les systèmes polyculture élevage. L'aide au maintien (MAB – 32%) et/ou à la conversion (CAB – 40%) de l'agriculture biologique constituent le reste de l'échantillon. 63% ont bénéficié de. La majorité des montants versés sont inférieurs à 15 000€ (71%), dont 49% entre 5 000€ et 15 000€, ou compris entre 15 000€ et 30 000€ (22%).

Indicateur additionnel : % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN

La donnée surfacique de référence mobilisée pour le calcul de cet indicateur est la « **surface primée ICHN** ». Il s'agit de la surface retenue et plafonnée en ha lors du calcul de l'ICHN sur la base de la déclaration PAC. A partir de la campagne 2016, cette surface est scindée en deux lignes pour les opérations « mixtes » et répartie par type de zone pour un même dossier pour les campagnes 2016 à 2018. La table mise à disposition par l'ODR reprend l'ensemble des dossiers depuis la campagne 2015 disponibles à ce jour sur la plateforme ODR.

A noter enfin que les indicateurs additionnels « *Nombre de DOCOB mis à jour* » et « *Nombre d'UGB concernées (PRM)* » n'ont pas été retenus pour la réponse à la question évaluative. En effet, le 1er n'est pas pertinent pour exprimer une évolution positive de la situation initiale dans la mesure où il s'agit d'une mesure de reconduite. Le 2nd a été jugé trop peu représentatif des enjeux de préservation de la biodiversité régionale.

7.h5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

Osiris présente des erreurs d'attribution des mesures non surfaciques par DP pour l'année de transition (2014). Les engagements correspondant ont été réaffectés aux DP correspondant à la LI indiquée dans le PDR pour les analyses qui suivent.

La principale difficulté vient du manque de disponibilité des données concernant les mesures surfaciques (MAEC et ICHN) en raison des retards de développement de l'outil informatique ISIS.

La réponse à la question évaluative s'appuie donc sur les données disponibles pour 2014 (période de transition) et les analyses qualitatives.

7.h6) Réponse à la question d'évaluation

I– Analyse par critère de jugement

a. Contribution à l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000, ...)

Indicateurs additionnels : NATURA 2000

- *Nombre de sites animés, nombre de postes et jour d'animation*

- *Nombre de contrats par types d'actions*

La Région Poitou-Charentes dénombre 79 sites Natura 2000 qui disposent tous d'un DOCOB approuvé dont 3 sont en révision et 5 seraient à réviser (estimation basée considérant une révision nécessaire tous les 15 ans).

Depuis le début de la programmation 2014/2020, le nombre de DOCOB dont l'élaboration ou la révision a été engagée est très faible du fait de retards de paiement de l'animation sur un grand nombre de sites et l'impossibilité de payer les contrats N2000 jusqu'en 2018 (Osiris). Cette dynamique reste à relancer dans un contexte de perte de confiance dans le dispositif.

L'animation consiste à payer un gestionnaire afin qu'il mette en œuvre le document d'objectifs d'un site Natura 2000. En Poitou-Charentes, 66 sites sont animés soit 83,5% des sites disposant d'un DOCOB approuvé, mobilisant 27 animateurs.

Les contrats Natura 2000 sont des actions de travaux et d'entretien des milieux naturels visant une préservation, voire une amélioration de l'état de conservation de la biodiversité sur les sites concernés. Depuis 2015, on estime le nombre de contrats à 101 au titre du PDR Poitou-Charentes (20, 19, 33, 14 et 15 de 2015 à 2019). Au regard de la programmation 2014/2020, très chaotique selon la DREAL, il est difficile d'en tirer des informations pertinentes sur des tendances. En effet, les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019.**

La classification des contrats N2000 par dominantes de contractualisation n'a pas été produite sur le PDR Poitou-Charentes. Notons néanmoins que les ouvertures de milieux restent dominantes.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité

La région est caractérisée par une richesse patrimoniale d'un point de vue écologique et biologique avec des zones importantes de biodiversité remarquable (plus de 80 000 ha de zones humides dont le Marais poitevin et les marais charentais et 13% du territoire régional en zone Natura 2000), mais aussi de biodiversité ordinaire (milieux bocagers par exemple) et de nombreuses variétés végétales et races animales domestiques.

Les MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **142 381 ha** soit **89% des surfaces sous contrat de gestion (ha)** et **8,3% de la surface agricole utile (SAU)** régionale (pour rappel : 1 721 280, données 2010).

Elles **ciblent très largement les opérations pour le maintien** (77 846 ha, soit 55%) **et l'évolution** (13 604 ha soit 9%) **des systèmes de polyculture/élevage d'herbivores « dominante élevage »** ainsi que les **surfaces en herbe** (38 506 ha soit 27%).

Indicateurs additionnels :

Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué

Nombre de postes et jours d'animation MAEC

Les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte, sélectionnés via appels à projets. Les MAEC à enjeux Natura 2000 sont des contrats Natura 2000 réalisés sur des surfaces agricoles. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

Pour le PDR Poitou-Charentes, **50 sites Natura 2000 ont bénéficié d'une MAEC dédiée en 2017** (53 en 2015 puis 48 en 2016) dans le cadre de 39 PAEC dont **20 à enjeux biodiversité**, 12 à enjeux eau et 7 à enjeu mixte. Cela représente donc **2/3 des 79 sites de la région**. Les sites Natura 2000 concernés en 2017 couvrent une surface de 313 670 ha (317 330 en 2015 et 296 035 en 2016) soit 94% des 333 197 ha des Superficie Natura 2000 du domaine terrestre picto-charentais (source : INPN, calculs SIG à partir de la BD-CARTHAGE). Notons, afin d'en relativiser l'impact surfacique, que les MAEC, qui ne concernent qu'une partie des sites N2000 bénéficiaires, ont impacté, sur cette période, environ 142 000 ha au total (Cf - indicateur précédent).

Enfin, entre 2015 et 2017, 4257 jours d'animation ont été assurés en Poitou-Charentes.

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

Concernant la protection de la biodiversité animale, le PDR Poitou-Charentes prévoyait 3 MAEC "non zonées" à vocation génétique dont la MAEC Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API).

région. L'opération soutenue consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles (ruches), à faire évoluer la localisation de leurs emplacements afin d'améliorer le service de pollinisation au profit de zones dites « intéressantes pour la biodiversité ». L'engagement est pluriannuel et a une durée de 5 ans. Pour pouvoir bénéficier de cette aide, chaque apiculteur doit engager un nombre minimal de 72 colonies (ruches). Le territoire d'application est l'ensemble de la région avec une priorité donnée aux territoires à enjeu biodiversité (tout ou partie du territoire aquitain sur les zones à enjeu biodiversité).

En 2015, les aides attribuées au titre de la MAEC API en Poitou-Charentes ont permis d'obtenir l'engagement de **8 908 colonies (ruches) sur 5 ans pour un montant de 467 670 € en coût total dont 350 752 € de FEADER**. Pour référence, la région Poitou-Charentes dénombrait 1 250 exploitations (RGA 2010) pour 40 000 ruches. 150 exploitations picto-charentaises possèdent entre 50 et 250 ruches et 100 plus de 250 (données MSA 2014). Le nombre moyen de ruche par bénéficiaire, de 185, indique que seules les ruches de taille importante ont bénéficié de cette aide. Ainsi, une part importante des petites exploitations apicoles ne bénéficient pas de cette aide, et le taux de couverture du potentiel est assez faible en nombre de producteurs : 3,8% (48 sur un total de 1 250 exploitations).

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **65 751 ha au total** dont **36 666 ha en conversion** (27 946 ha à engager pour 5 ans et 8 720 ha à engager sur une durée réduite) et **29 085 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 40 565 ha étaient certifiés (34 625) ou en conversion (5 940), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 370% pour les surfaces à engager pour 5 ans et **+ 517% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà

certifiée en 2012 (34 625), le rythme de conversion annuel (12 200 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +35% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accroître en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 4 départements de l'ex-région Poitou-Charentes présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +25% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Avec **une note moyenne de 7,23 / 10** (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), les répondants évaluent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des continuités écologiques dans leur exploitation après la mobilisation d'aide(s) au titre du FEADER 2014-2020.

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de six différents types de pratiques favorables à l'environnement

A cet égard, les types de pratiques les plus impactés sont les n°1 (bosquets & haies) et 2 (surfaces en herbe) avec des niveaux de maintien/adoption supérieurs à 84% et d'amplification supérieurs à 65%. Les pratiques n°3 (biodiversité génétique), 4 (zones humides), 5 (milieux ouverts) et 6 (mise en défens) ont bénéficié de niveaux d'amplification moindres (55%), et été non-adoptées à 25%.

Les niveaux de changements de pratiques sont assez proches quel que soit le type d'aide (MAB, CAB, MAEC) En termes de durabilité, il est notable que les pratiques 1, 2, 3 et 4 présentent une proportion plus élevée de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme (supérieur à 45%). Les mesures 5 et 6 présentent des niveaux inférieurs (25%) avec une forte proportion d'indécis (37%, contre 18% pour les autres mesures).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (37%) à déterminant (17%) pour 54% des répondants. 30% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 74% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

a. Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages

Indicateur additionnel : % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN

Au 11 novembre 2018, 14 620 opérations étaient engagées, pour 76 257 322 € et 61 013 960€ payés soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER. Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles soit 14,8% des exploitations picto-charentaises**. En termes de surface, cela représente **253 500 ha soit 14,7% de la SAU régionale**. 37% des exploitations (38,3% des surfaces) sont situées dans les Deux-Sèvres et 29% dans la Vienne (29,5%).

Comme indiqué dans la partie de présentation méthodologique, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN.

7.h7) Conclusions et recommandations

7.h7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1 : si la situation apparaît positive en termes de couverture des sites Natura 2000, tant en termes de DOCOB, d'animation ou de contrat, la période 2014-2018 n'a, à ce stade, peu apporté de plus-value au regard de la situation préexistante (nombreux DOCOB préexistants, ...).

R1 : il conviendra d'accélérer très significativement la dynamique de paiement et de réalisation des travaux prévus dans les contrats Natura 2000, au titre des documents de gestion.

7.h7.b) Conclusion / Recommandation 2

C2 : les constats réalisés en matière de concentration des aides à l'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles indiquent une importante concentration géographique des exploitations bénéficiaires (seuls 3,8% du total des exploitations) et, de ce fait, un impact environnemental limité en matière de préservation de la biodiversité à l'échelle régionale.

R2 : il apparaîtrait pertinent, en vue de la prochaine génération de PDR, d'engager une réflexion sur les modalités d'un élargissement des typologies de bénéficiaires de la mesure API afin d'intégrer plus largement les petites exploitations qui, si elles représentent quantitativement une minorité du total des ruches régionales, apparaissent indispensable à l'obtention d'un impact géographique sur l'ensemble du territoire régional.

Conclusion / Recommandation 3

C3 – Comme dans d'autres Régions métropolitaines, la dynamique de conversion en Agriculture Biologique dépasse les projections. Avec 32% de l'enveloppe FEADER prévue sur les mesures MAB et CAB restant à engager et 84,4% des aides au maintien de l'AB déjà programmées (60% pour CAB) le risque de consommation de l'intégralité de l'enveloppe consacrée aux mesures AB dès (voire avant) la fin de l'année 2020 est faible mais pas inexistante.

R3 – L'évolution du rythme d'engagement annuel (10 M€), devra être surveillée afin d'anticiper, le cas échéant, une perspective de consommation de l'intégralité de l'enveloppe avant la fin de la période d'engagement (31/12/2020).

Conclusion / Recommandation 4

C4 – Les MAEC ont impacté en partie, 2/3 des sites Natura 2000 picto-charentais. Comme précisé dans la partie méthode, la partie surfacique de cet indicateur est peu significative dans la mesure où elle considère la surface des sites Natura 2000 impactés par au moins une MAEC dans son ensemble. En l'espèce, il est donc difficile d'en tirer une conclusion au regard du critère de jugement concerné (adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu).

R4 – D'ici fin 2020, un objectif de 90% des sites gagnerait à être ciblé. Afin de donner plus d'intérêt au volet surfacique de ces indicateurs, il serait nécessaire, à l'avenir, de déterminer, et suivre, le % de la surface impactée par une / des MAEC au sein de chaque site bénéficiaire.

7.a9) CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides?

7.a9.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ09-4B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu l'amélioration de la gestion de l'eau, y compris la gestion des engrais et des pesticides ?

7.i1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

4.1.3. Plan Végétal environnement

M11 Agriculture biologique

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4B :

7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique

13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

7.i2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		% Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau (mesure 10)
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques		Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des

favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		engrais et phytos) imputables à l'intervention (= enquête)	
Autres indicateurs additionnels utilisés non identifiés dans le DSE:			
Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)		Surfaces converties et maintenues en AB (mesure 11)	
<p>1. i3) Méthodes appliquées (6 895 / 7 000)</p> <p>Méthodes quantitatives :</p> <p><u>Raisons de l'utilisation de la méthode</u></p> <p>Les données disponibles pour les mesures surfaciques engagées en 2014 permettent une première analyse quantitative sur les types de mesures et engagements unitaires mis en œuvre. Les données sur la mesure 11 ne sont pas disponibles.</p> <p>En ce qui concerne les mesures non surfaciques, aucun indicateur n'est renseigné dans l'extraction OSIRIS en dehors du montant des investissements. Une analyse quantitative n'est donc pas envisageable, au-delà des quelques données de programmation disponibles.</p> <p><u>Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, decontextes)</u></p> <p>R8 : Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau Calcul du ratio X/Y</p> <p>X : Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau : le calcul prend en compte les surfaces contractualisées sur des MAE et concourant au domaine prioritaire 4B.</p> <p>Y : Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR</p> <p>R9 : Pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau</p> <p>La valeur cible est à 0 pour cet indicateur. Il ne sera pas calculé.</p> <p><i>Indicateur additionnel : surfaces de terres agricoles des zones à enjeux ayant contractualisé des mesures à effet sur la gestion de l'eau (à partir de croisements ISIS, ODR)</i></p> <p>Le calcul prend en compte l'ensemble des surfaces MAE et concernées par les zones à enjeu eau (DCE).</p> <p><i>Surfaces converties en agriculture biologique</i></p> <p>Ensemble des surfaces en première année de conversion (C1) en 2015 (dernière année de conversion)</p>			

d'après les données de l'AgenceBio.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

La principale limite tient à la disponibilité des données, notamment en ce qui concerne la mesure 11 – aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique.

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau

Les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Elles encouragent la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratique.

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau (enjeu eau). Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares et la part des surfaces bénéficiaires de MAE à enjeu eau. Le calcul du taux nécessite de connaître les surfaces sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau. Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Nota : cet indicateur additionnel n'est pas identifié, en tant que tel, comme contributif à la réponse à cette question évaluative. Néanmoins, comme évoqué dans « méthode quantitatives » la donnée relative aux surfaces bénéficiant d'aides au maintien et à la conversion en agriculture biologique est nécessaire au calcul de l'indicateur de résultat commun : *Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau : le calcul prend en compte les surfaces contractualisées* (M10, M11, M12). En effet, le calcul de cet indicateur additionne les surfaces en MAEC (mesure 10 et en bio (mesure 11).

L'Autorité de Gestion (AG) dispose, via l'application ISIS, d'un fichier de suivi des surfaces converties et maintenue en Agriculture Biologique. Il est donc possible de calculer le nombre d'hectares bénéficiaires d'aides à la conversion et au maintien. Afin de relativiser ces données, l'évolution des surfaces régionales certifiées ou en conversion en agriculture biologique a été analysées à partir des données du PDR (pour rappel : 34 625 ha étaient certifiés bio en 2012, 5 940 en conversion en 2010 soit 2,36% de la SAU certifiée et en conversion - source PDR, p.113). Les données utilisées pour le calcul de cet indicateur sont plus récentes que celles valorisées dans le RAMO 2017 et couvrent les années 2015 à 2017. L'instruction des dossiers 2018 étant en cours, les données afférentes n'ont pu être valorisées.

Indicateur additionnel : % Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé

Cet indicateur nécessite l'addition des surfaces bénéficiaires au titre de la mesure 10 calculées via l'indicateur additionnel « *Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau MAE* » et de la mesure 11 calculées via l'indicateur additionnel « *Surfaces converties et maintenue en AB* ».

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Une enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention a été menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires des mesures 10 (MAEC) et 11 (agriculture biologique).

Après validation du questionnaire (14 questions, réparties en 2 parties : présentation de la structure et de l'aide mobilisée, et changements de pratiques favorables à l'environnement) l'AG a informé les exploitants du lancement de l'enquête et de son objectif. 879 questionnaires ont été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure dont 216 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon. 90% des 216 répondants ont reçu un 1er paiement pour l'aide qui leur a été attribuée. Parmi ceux ne l'ayant pas encore reçu, 74% ont néanmoins souhaité répondre à l'enquête. Activité principale des répondants : 32% à la polyculture et/ou au polyélevage, 30% aux céréales et oléoprotéagineux, 23% des exploitations sont dédiées à l'élevage extensif, 14% aux cultures générales, 13% à la viticulture, 9% à la production de légumes et champignons, 6% aux fruits et autres cultures permanentes et 3% à l'élevage hors sol.

Les répondants ont majoritairement bénéficié de MAEC (64%), dont 17% pour les systèmes polyculture élevage. L'aide au maintien (MAB– 32%) et/ou à la conversion (CAB – 40%) de l'agriculture biologique constituent le reste de l'échantillon. 63% ont bénéficié de. La majorité des montants versés sont inférieurs à 15 000€ (71%), dont 49% entre 5 000€ et 15 000€, ou compris entre 15 000€ et 30 000€ (22%).

7.i4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG 422 985,51			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	Mise à jour AG 47,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	Mise à jour AG 47,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	Oui	Mise à jour AG 0.13%			ISIS / ODR (Données 2014)
Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Excédent potentiel d'azote sur les terres agricoles (2011) (kg N/ha/year)	Non	Mise à jour AG 39,00			DREAL 2011

Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	1 721 280,00			Agreste
Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité faible (2011) (% of monitoring sites)	Oui	Mise à jour AG 36%			DREAL 2011
Indicateur de contexte commun	C40 - Qualité de l'eau - Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines : qualité faible (2011) (% of monitoring sites)	Oui	Mise à jour AG 16.9%			DREAL 2011
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'ha et % bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau		26 298 ha			Données suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention	Non	7,31 / 10			Enquête
Indicateur de résultat supplémentaire	Surfaces converties en agriculture biologique	Non	34 625			PDR
Indicateur de contexte supplémentaire	Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau	Non	?			?

7.i5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Nous rappelons ici que certaines analyses des dispositifs sont réalisées à partir de données et d'informations issues des données de suivi de programmation. Il s'agit donc d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets. Elles ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.i.6) Réponse à la question d'évaluation (8 466 / 10 500)

I. Bilan de mise en œuvre du dispositif

Le PDR vise à orienter les pratiques agricoles vers des cultures économes en eau et vers une utilisation moindre des pesticides et des engrais de synthèse. Les mesures mobilisées pour répondre à cet enjeu sont : le soutien aux investissements visant à limiter les transferts de polluants, la plantation de boisements dans les zones sensibles aux pollutions, les MAEC et le soutien à l'AB pour accompagner les agriculteurs vers des changements de pratiques limitant le recours aux intrants.

4.1.3. Plan Végétal environnement

743 opérations engagées, et 482 payées, pour 2 176 716 € engagés et 1 615 741 € payés, soit 76,4% d'engagement et 74,2% de paiement FEADER.

M11 Agriculture biologique

1 083 opérations engagées et 1 083 payées, pour 31 091 557 € engagés et 31 091 557 € payés, soit 67,8% d'engagement et 100% de paiement FEADER.

7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique

74 opérations engagées, dont 62 payées, pour 1 062 689 € engagés et 746 602 € payés, soit 70,8% d'engagement et 70,3% de paiement FEADER.

13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

620 opérations engagées, dont XX [TS5] payées, pour 76 257 322 € engagés et 61 013 960 € payés, soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER.

II. Analyse par critère de jugement

Les interventions du PDR ont contribué au maintien et au développement de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau (C91)

La question de la qualité de l'eau est un enjeu fort en Poitou-Charentes, avec 85% du territoire classé en zone vulnérable à la pollution diffuse par les nitrates d'origine agricole et 71 aires d'alimentation de captages d'eau potable (AAC) classées prioritaires. D'après la logique d'intervention du PDR, les mesures à effet sur la qualité de l'eau sont principalement les aides à l'agriculture biologique, les MAEC encourageant la réduction des intrants (Opération systèmes grandes cultures – changement, COUVER_03 - Enherbement sous cultures ligneuses pérennes, IRRIG - Développement des cultures de légumineuses dans les systèmes irrigués et l'ensemble des engagements PHYTO) et le soutien aux investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale. Le soutien à l'agroforesterie contribue également à l'amélioration de la qualité de l'eau mais les montants prévus sont beaucoup plus faibles et le TO doit être fermé pour être financé en dehors du FEADER.

L'animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique contribue indirectement en favorisant la mise en œuvre des MAEC, et l'ICHN contribue en favorisant le maintien de surfaces en herbe.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de

l'eau

Le soutien aux démarches contractuelles à travers la mesure 10 permet de répondre aux enjeux liés à la préservation de la ressource en eau, en mettant notamment en œuvre les objectifs fixés par les SDAGE y compris dans les zones Natura 2000. Ces deux enjeux concernent aussi les zones humides (p 464). Le Marais poitevin et les marais charentais sont particulièrement concernés (p 462).

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **26 298 ha soit X[RB6] % des surfaces sous contrat de gestion** pour un montant total d'aides FEADER de 9 475 041 €. Plus précisément, elles sont largement dominées par les opérations de maintien des système polyculture-élevage « dominante élevage » (10 889 ha, soit 41, 41%) et d'évolution des systèmes « dominante céréales » (4 294 ha, soit 16,33%). Les surfaces restantes se partagent en les grandes cultures (3 699 ha soit 14%), le maintien des systèmes de polyculture céréalières (2 412 ha, soit 9%), la viticulture (79 ha, soit 8,82%) ... Paradoxalement, alors que les marais salants constituent un enjeu de biodiversité, ils ne constituent pas un enjeu eau.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **65 751 ha au total** dont **36 666 ha en conversion** (27 946 ha à engager pour 5 ans et 8 720 ha à engager sur une durée réduite) et **29 085 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 40 565 ha étaient certifiés (34 625) ou en conversion (5 940), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 370% pour les surfaces à engager pour 5 ans et + **517% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (34 625), le rythme de conversion annuel (12 200 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +35% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 4 départements de l'ex-région Poitou-Charentes présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +25% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018.

Enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 7,31 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de gestion des consommations d'eau et de limitation des pollutions de l'eau dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de trois différents types de pratiques favorables à l'environnement

1. Diminution de l'utilisation d'intrants (engrais azotés, produits phytosanitaires)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux (effluents d'élevage)
3. Utilisation plus efficace et durable de la ressource en eau (développement de cultures légumineuses)

dans ls systèmes irrigués, en substitution de cultures dont les besoins en eau sont plus importants...)

A cet égard, la pratique n°1 (diminution des intrants) est la plus impactée avec un niveau de maintien/d'adoption supérieur à 93%, dont 47% de très forte amélioration. Les pratiques n°2 (diminution flux azotés) et 3 (utilisation de la ressource en eau) sont moins adoptées (80%). Néanmoins, plus de 60% des bénéficiaires ont adopté des changements sur ces deux pratiques, avec les niveaux d'amplification jugée très élevée entre 26% et 31%.

Ces changements de pratiques sont peu différenciés selon les types d'aides reçues. 83% des exploitations ayant bénéficié d'une aide CAB et 84% d'une aide MAB ont adopté des changements de pratiques, contre 85% pour les MAEC.

En termes de durabilité, il est notable que la pratique 1 présente une proportion plus élevée de répondants en capacité de maintenir ces pratiques sur le long terme (supérieure à 65%), en comparaison des mesures 2 et 3 (inférieures à 50%), également caractérisées par une forte proportion d'indécis (de 19% à 28%, contre 6% pour la pratique 1).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (37%) à déterminant (17%) pour 54% des répondants. 30% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 74% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

7.i7) Conclusions et recommandations (2 070 / 6 000)

7.i7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1 – Au regard des résultats de l'enquête relative aux “améliorations des pratiques environnementales” au sein des exploitations bénéficiaires d'aides au titre des mesures 10 et 11, il apparaît que **celles-ci ont un impact positif très élevé sur ce type de pratiques**. Au regard de l'échantillon enquêté (216 répondants), ces résultats apparaissent fiables et peu discutables d'un point de vue statistique. Néanmoins, ces éléments **ne permettent pas de quantifier les résultats et effets concrètement générés** par ces évolutions de pratiques, au bénéfice de la préservation de l'eau.

R1 – Il conviendrait, lors de l'évaluation finale, de reproduire cette enquête, afin de confirmer les résultats obtenus et de les croiser avec des éléments de quantification des effets de ces changements de pratiques au sein des exploitations agricoles. Différentes sources pourraient être mobilisées : études existantes sur les effets de la conversion en agriculture biologique, mesures contractualisées au titre des MAEC ou encore réalisation d'études de cas / enquêtes auprès d'exploitants agricoles. Ces éléments devront permettre de **produire des ratios permettant de convertir ces dynamiques d'amélioration de pratiques en termes d'indicateurs quantitatifs** (réduction d'utilisation de fertilisant phytosanitaires, surface de zones humides préservées, ...).

7.a10) CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols?

7.a10.a) Réponse à la question d'évaluation

1. CEQ10-4C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la prévention de l'érosion des sols et l'amélioration de la gestion des sols ?

7.j1) Liste des mesures contribuant au DP (1 511 / 3 000)

Mesures / sous-mesures programmées à titre principal :

Le mesure « 8.2.1. Mise en place de systèmes agroforestiers » est une aide à l'acquisition de matériel et fourniture et à la réalisation de travaux forestiers. Ce type d'opération a été retenu dans la continuité de la période de programmation 2007-2013. Il est à ce jour inactif depuis le 1er Décembre 2017.

La sous-mesure « 8.5.1. Résilience des écosystèmes forestiers » soutient les investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers. Toutefois, cette mesure n'a jamais été ouverte à ce jour.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 4C :

Pour répondre au Domaine Prioritaire 4C, le PDR Poitou-Charentes prévoit également un dispositif 4.4.1 « Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques » permettant de financer les investissements non productifs comme les haies où les bandes enherbées limitant l'érosion des sols où encore le matériel permettant d'avoir un meilleur respect des sols (limitation du tassement etc.).

Les mesures 10 (Mesures Agroenvironnementales et Climatiques) et 11 (Agriculture biologique) contribuent de manière secondaire au DP 4C notamment en soutenant l'adoption et le maintien de nouvelles pratiques telles que la mise en place de couverts permanents dans les zones sensibles.

Enfin, la mesure 13 (Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques) contribue secondairement à l'objectif d'amélioration de la gestion des sols par le maintien de systèmes d'élevage extensifs protégeant la qualité des sols dans les zones soumises à contraintes naturelles ou spécifiques.

7.j2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les interventions du PDR ont soutenu la prévention de l'érosion et l'amélioration de la gestion des sols (POC) (C101)	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	
Les interventions du PDR ont soutenu la prévention de l'érosion et l'amélioration de la gestion des sols (POC) (C101)	R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	
Les interventions du PDR ont soutenu la prévention de l'érosion et l'amélioration de la gestion des sols (POC) (C101)		Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion des sols

1. j3) Méthodes appliquées (5 175 / 7 000)

Méthodes quantitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

Les deux mesures mobilisées à titre principal sur le DP 4C sont toutes deux inactives (la mesure 8.5.1 n'a jamais été ouvertes) et représentent un très faible niveau de réalisations.

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- Calcul de R10 : Pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et / ou empêcher l'érosion des sols :

X : Superficie des terres agricoles (en ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols sur la base des croisements ISIS/ODR

Y : Total des superficies des terres agricoles (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

- Calcul de R11 : Pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols

X : Il s'agit ici des surfaces forestières visées par les investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (TO 8.5.1)

Y : Total des superficies forestières ou boisées (en ha) en 2013 sur le territoire du PDR

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Les réalisations du PDR en faveur de l'amélioration de la résilience et de la valeur environnementale des écosystèmes forestiers (T.O. 8.5.1) sont très modérées à ce stade de la mise en œuvre. Un dossier a été programmé pour un coût total 7 383 euros mais n'a pas fait l'objet de paiement à ce jour.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

L'appréciation des effets des interventions du PDR en matière de prévention de l'érosion et d'amélioration de la gestion des sols présente un point de complexité essentiellement lié aux choix de réorientation des financements du PDR Poitou-Charentes. En effet, les deux dispositifs contribuant à titre principal au DP 4C sont inactifs. Le dispositif 8.5.1 a donné lieu à la programmation d'un seul dossier (coût total 7 383€) dont le paiement n'a pas encore été effectué et ne contribue donc, sur la période, que faiblement à l'atteinte des objectifs relatifs au DP 4C.

Les réalisations pour le TO 8.2.1. sont par ailleurs extrêmement limitées (5 169€ FEADER maquetés). De plus, la mesure forestière 8.2.1 de soutien aux exploitations et actifs forestiers ne présente in fine pas une contribution directe significative à l'objectif sous-tendu de lutte contre de l'érosion et de meilleure gestion des sols. Cette mesure soutient en effet davantage l'acquisition de matériels, équipements et fournitures au profit des entreprises et/ou autres actifs forestiers. Des précautions ont été prises dans la sélection des projets de mécanisation (soutien à l'utilisation de pneus basse pression permettant d'atténuer l'impact des travaux forestiers sur les sols, par exemple) afin de prendre en compte l'enjeu de préservation des sols. Mais, au-delà de cette disposition très spécifique, l'Autorité de Gestion reconnaît une absence de lien de causalité directe entre ces mesures et les finalités exprimées par le DP 4C, et de fait, une « anomalie » dans la logique d'intervention du programme, résultant de l'exercice d'harmonisation des PDR Poitou-Charentes, Aquitaine et Limousin (fusion des régions).

Pour toutes ces raisons, aucun indicateur additionnel forestier n'a été retenu au titre du DP 4C.

A contrario, au titre des mesures contribuant à titre secondaire au DP 4C, on retrouve plusieurs dispositifs ambitieux susceptibles d'impacter significativement la gestion des sols et la lutte contre l'érosion. Il s'agit

en effet des dispositifs :

- 4.4.1 Infrastructures agroécologiques
- 10 (MAEC)
- 11 (Agriculture Biologique)
- 13 (ICHN)

On notera ici que les MAEC sont mises en œuvre dans le cadre de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) sur des territoires à enjeux Eau, Biodiversité ou Mixte. Il n'existe pas de MAEC à enjeu « Sol ». Elles encouragent néanmoins la mise en place de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, et à ce titre sont susceptibles de favoriser des pratiques favorables à l'amélioration de la qualité des sols et à la lutte contre l'érosion. Le montant de la MAEC correspond à une compensation de la perte engendrée par le changement de pratiques.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion du sol et à la lutte contre l'érosion imputables à l'intervention

Une enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion du sol imputables à l'intervention a été menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires des mesures 10 (MAEC) et 11 (agriculture biologique).

Après validation du questionnaire (14 questions, réparties en 2 parties : présentation de la structure et de l'aide mobilisée, et changements de pratiques favorables à l'environnement) l'AG a informé les exploitants du lancement de l'enquête et de son objectif. 879 questionnaires ont été envoyés par mail le 29 mars 2019 à destinations d'exploitations bénéficiaires de la mesure dont 216 ont apporté une réponse, soit 24% de l'échantillon. 90% des 216 répondants ont reçu un 1er paiement pour l'aide qui leur a été attribuée. Parmi ceux ne l'ayant pas encore reçu, 74% ont néanmoins souhaité répondre à l'enquête. Activité principale des répondants : 32% à la polyculture et/ou au poly-élevage, 30% aux céréales et oléo-protéagineux, 23% des exploitations sont dédiées à l'élevage extensif, 14% aux cultures générales, 13% à la viticulture, 9% à la production de légumes et champignons, 6% aux fruits et autres cultures permanentes et 3% à l'élevage hors sol.

Les répondants ont majoritairement bénéficié de MAEC (64%), dont 17% pour les systèmes polyculture élevage. L'aide au maintien (MAB– 32%) et/ou à la conversion (CAB – 40%) de l'agriculture biologique constituent le reste de l'échantillon. 63% ont bénéficié de MAEC. La majorité des montants versés sont inférieurs à 15 000€ (71%), dont 49% entre 5 000€ et 15 000€, ou compris entre 15 000€ et 30 000€ (22%).

7.j4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
-------------------	-------------------------------------	------	------------------------	-----------------------	-----------------------	-------------------------------------

Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	A mettre à jour AG 0,00			OSIRIS (TO 8.5.1)
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	A mettre à jour AG 194,00			ISIS
Indicateur de résultat commun	R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Oui	A mettre à jour AG 0.09%			ISIS/ODR (données 2014)
Indicateur de résultat commun	R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	Oui	A mettre à jour AG 0%			OSIRIS
Indicateur de résultat supplémentaire	Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion des sols	Non				
Indicateur de contexte commun	C42 - Érosion des sols par l'eau - surface agricole affectée (2006 - 2007) (% of agricultural area)	Oui	A mettre à jour AG 0.35%			Données 2006-2007 (PDR)

7.j5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Rien à signaler

1. j6) Réponse à la question d'évaluation **(7 202 / 10 500)**

I- Bilan de la mise en œuvre

La question 10 analyse les effets de l'intervention sur l'amélioration de la gestion des sols et en particulier la prévention de l'érosion. Les mesures à contribution principale sur le domaine prioritaire 4C, telle qu'identifiées dans la logique d'intervention du PDR, sont les investissements pour améliorer la résilience

et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers ainsi que le soutien à l'agroforesterie.

- Mesures mobilisées au titre du DP 4C à titre principal :

La mesure 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers contribue effectivement à l'objectif d'amélioration de la qualité des sols et de lutte contre l'érosion néanmoins les montants prévus sont beaucoup plus faibles qu'initialement envisagés et ce TO doit être fermé pour être financé en dehors du FEADER. Ce dispositif représente ainsi, in fine, 4 opérations engagées, dont 3 payées, pour 4 476 € engagés et 4 350 € payés, soit 86,6% d'engagement et 97,2% de paiement FEADER.

La mesure 8.5.1 concernant les investissements pour la résilience des écosystèmes forestiers, quant à elle, n'a pas été mise en œuvre.

- Mesures mobilisées au titre du DP 4C à titre secondaire :

4.4.1 Investissements pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques : 7 opérations engagées, dont 3 payées, pour 26 594€ engagés et 15 095 € payés, soit 3,3% d'engagement (pour lesquels 56,8% des paiements FEADER ont été réalisés).

M10 Agroenvironnement – climat (MAEC) : 6 006 opérations engagées, dont 5 674 payées, pour 86 605 213€ engagés et 36 996 435€ payés, soit 76,3% d'engagement et 42,7% de paiement FEADER.

M11 Agriculture biologique : 1 083 opérations engagées et 1 083 payées, pour 31 091 557 € engagés et 31 091 557 € payés, soit 67,8% d'engagement et 100% de paiement FEADER.

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques : 14 620 opérations engagées, pour 76 257 322€ engagés et 61 013 960€ payés, soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER.

II- Logique d'intervention et stratégie du PDR en matière de gestion des sols

En termes de stratégie poursuivie, le PDR Poitou-Charentes entend répondre au travers du DP4C à différents enjeux et besoins.

Tout d'abord, en ce qui concerne la lutte contre l'érosion des sols, le PDR précise que ce risque n'est pas un enjeu majeur en Poitou-Charentes. L'érosion est y en effet inférieure à 1 tonne/ha/an selon Eurostat. Selon les résultats d'une étude menée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) en 2010, mentionnée au PDR en page 77, environ 20% des surfaces de Poitou-Charentes sont classées en « aléa moyen » pour les risques liés à la perte de terres par érosion hydrique, ce qui positionne la région en 14ème position au niveau national. Ce constat est a fortiori renforcé en matière d'érosion de terres agricoles. Seuls 0,4% de la surface agricole régionale est concernée par l'érosion des sols en 2007. Ces données d'état des lieux justifient qu'aucune MAEC n'ait été réalisée sur des territoires identifiés comme zones à enjeu érosion par exemple. L'indicateur de résultat cible commun R10/T12 s'établissant dès lors à 0.

Pour soutenir l'amélioration de la qualité des sols, le PDR prévoyait initialement la mise en place de système agroforestiers et la mise en œuvre d'itinéraires sylvicoles respectant la qualité des sols (opérations 8.2.1 et 8.5.1 de manière principale). En raison du basculement de ces mesures forestières vers des financements hors FEADER, et du niveau limité de réalisations, les interventions du PDR n'ont pas

contribué à impacter positivement et significativement la qualité des sols. L'indicateur R11/T13 pourrait de même s'établir à 0 (aucun investissement réalisé pour l'amélioration de la résilience des écosystèmes forestiers).

Cependant, le programme soutient, à titre secondaire, sous ce DP4C, des mesures clefs encourageant des évolutions de pratiques favorables à l'environnement. Il s'agit en particulier des mesures 11 (Agriculture Biologique) et 13 (MAEC). Bien que celles-ci ne ciblent pas prioritairement la gestion des sols, elles peuvent néanmoins contribuer à l'adoption de pratiques favorables à la préservation et l'amélioration de la qualité des sols en agriculture. Pour apprécier ces effets, une enquête qualitative a été conduite auprès d'un échantillon large de bénéficiaires de ces mesures. De la même manière, le dispositif 4.4.1 Infrastructures agroécologiques peut contribuer au développement de pratiques favorables à la gestion des sols. Toutefois, il ne représente à ce stade de la programmation que 3 dossiers payés et 3% d'engagement sur la maquette FEADER envisagée.

Dès lors, un unique indicateur de résultat additionnel a été retenu pour le DP 4C : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à l'amélioration de la qualité des sols et à la prévention de l'érosion imputables à l'intervention.

Pour finir, un des enjeux principaux mentionnés dans le PDR au sujet de la gestion des sols concerne la lutte contre le « gaspillage » du foncier et la stérilisation définitive des sols. Or, cet enjeu n'est pas directement traité par des mesures du DP 4C et une réponse de nature indirecte se trouve davantage dans les soutiens du PDR au renouvellement des générations et au maintien de terres agricoles.

III. Analyse par critère de jugement

Les interventions du PDR ont soutenu la prévention de l'érosion et l'amélioration de la gestion des sols (C101)

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à l'amélioration de la qualité des sols et à la prévention de l'érosion imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 7,3 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants Pictocharentais observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux d'amélioration de la qualité des sols dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de trois différents types de pratiques favorables à l'environnement

1. Mise en place d'un couvert végétal des sols destiné à en améliorer les propriétés
2. Développement de pratiques agricoles sans labour (semis direct sous couvert végétal...)
3. Rotation culturale et maintien des jachères

Ainsi, la pratique n°1 (mise en place d'un couvert végétal) est mise en œuvre par plus de 90% des répondants à l'enquête. Cette pratique a notamment été renforcée et amplifiée (modérément, fortement ou très fortement) par 72% des répondants à la suite de l'aide FEADER accordée.

La seconde pratique (alternatives au labour) est maintenue ou adoptée, quant à elle, par 69,8% des répondants. On notera, de plus, que cette pratique a été amplifiée à la suite du soutien FEADER (changement de pratique jugé d'intensité modérée, élevée ou très élevée) par près de 45% des répondants.

Pour finir, en ce qui concerne la rotation culturale et le maintien de jachères, ce sont près de 90,2% des répondants en Poitou-Charentes qui ont adopté ce type de pratique 3. 69,4% d'entre eux ont d'ailleurs choisi de les amplifier modérément à fortement à la suite de l'aide FEADER.

En termes de durabilité, plus de la moitié des répondants en Poitou-Charentes mettant en œuvre les pratiques 1 et 3 déclarent être susceptibles de les maintenir à long terme (respectivement 51,9% pour le couvert végétal et 54,2% pour la rotation culturale et la mise en jachère). De manière générale, les exploitants qui ont répondu utiliser des alternatives au labour se disent significativement moins en capacité de maintenir ces pratiques au long cours (les réponses sont par ailleurs, pour cette pratique 2, caractérisées par une proportion d'indécis plus forte (32% ne se positionnent pas sur la durabilité de cette pratique contre 12 à 17% pour les pratiques 3 et 1).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (37%) à déterminant (17%) pour 54% des répondants. 30% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 74% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

En conclusion, la contribution des mesures principalement fléchées sur l'amélioration de la gestion des sols est positive mais néanmoins limitée aux effets transversaux de mesures telles que la conversion ou le maintien de l'agriculture biologique et les mesures agroenvironnementales et climatiques.

7.j7) Conclusions et recommandations

7.j7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion 1:

La contribution du PDR à l'amélioration de la gestion des sols provient principalement des effets secondaires des MAEC, de l'ICHN, et du soutien à l'Agriculture Biologique, plus que des mesures fléchées principalement sur ce DP et dont la mise en œuvre n'a in fine pas été activée. Au regard des résultats de l'enquête relative aux "améliorations des pratiques environnementales" au sein des exploitations bénéficiaires d'aides au titre des mesures 10 et 11, il apparaît néanmoins que **celles-ci ont un impact positif significatif sur l'adoption de pratiques favorables à l'amélioration de la qualité des sols**. Au regard de l'échantillon enquêté (216 répondants), ces résultats apparaissent fiables et peu discutables d'un point de vue statistique. Néanmoins, ces éléments **ne permettent pas de quantifier les résultats et effets concrètement générés** par ces évolutions de pratiques, au bénéfice de la préservation du sol.

Recommandation 1:

Il revient à l'Autorité de Gestion de déterminer si, dans le cadre de l'évaluation finale, une attention plus forte doit être portée à la mesure des effets du programme sur la préservation de la qualité des sols et la lutte contre l'érosion. En effet, ce domaine prioritaire n'apparaît pas aussi prioritaire que d'autres objectifs environnementaux (biodiversité, qualité de l'eau, etc.) au regard de la logique d'intervention retenue par le PDR Poitou-Charentes. Le cas échéant, il s'agira de compléter l'évaluation par une triangulation d'analyses : croisement des retours d'enquête qualitatifs avec l'interprétation de données de contexte quantifiées et extrapolation de résultats observés à une échelle microéconomique (échantillon de bénéficiaires).

7.a11) CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture?

7.a11.a) Réponse à la question d'évaluation

1. CEQ11-5A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture ?

7.k1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 4.3.1. Irrigation

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 5A :

- 4.1.3 Plan végétal environnement

7.k2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Des économies en eau ont été réalisées au niveau des exploitations permettant une préservation de la ressource en eau (C111)	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)	
Des économies en eau ont été réalisées au niveau des exploitations permettant une préservation de la ressource en eau (C111)	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A[mv1])	

7.k3) Méthodes appliquées

Méthodes qualitatives :

Aucun indicateur additionnel n'a été retenu pour le PDR POC concernant le DP 5A, et le dispositif 4.3.1 en faveur de l'hydraulique agricole.

Concernant les effets du type d'opération 4.1.3 Plan Végétal Environnement, contribuant de manière secondaire du DP 5A en Poitou-Charentes, nous nous appuyons sur une enquête en ligne menée auprès d'exploitants bénéficiaires d'au moins un dossier réalisé sur les différents types d'opérations de la sous mesure 4.1.

Cette enquête a été diffusée en ligne auprès de 279 bénéficiaires d'au moins un dossier réalisé sur les différents types d'opérations de la sous mesure 4.1 en Poitou-Charentes.

Au préalable, l'Autorité de gestion a validé le questionnaire et a informé les chefs d'exploitation du lancement de cette enquête et de son objectif. Le questionnaire comportait 24 questions réparties en trois parties :

- Partie 1 : présentation de votre exploitation agricole et du projet aidé (11 questions dont une question ouverte) et effets de l'aide sur la décision d'investir (3 questions)
- Partie 2 : Restructuration et modernisation (3 questions)
- Partie 3 : Performances économiques (5 questions)
- Partie 4 : Impacts environnementaux du projet (2 questions)

108 retours d'enquête ont été reçus en Poitou-Charentes, pour un taux de réponse de 39%.

Parmi ces répondants (bénéficiaires de la mesure 4.1), 22% déclarent avoir bénéficié d'un dispositif d'aide pour la réduction des pollutions dans les productions végétales (dont Plan Végétal Environnement - PVE). L'échantillon est limité mais permet néanmoins de dégager des tendances et constats sur les retombées environnementales du dispositif du point de vue des bénéficiaires.

7.k4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur brute calculée dont contribution primaire	Valeur brute calculée dont contribution secondaire, contribution du Leader/DLA L incluse	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG 0,00					OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	Mise à jour AG 0,00					OSIRIS

Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	Mise à jour AG 0,00					OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R13: développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture dans les projets soutenus par le PDR (domaine prioritaire 5A)*	Non	Mise à jour AG	0,00				
Indicateur de résultat commun	R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	Oui	Mise à jour AG 0%					OSIRIS/Agreste (donnée pas disponible dans OSIRIS pour les dossiers engagés)
Indicateur de contexte commun	C20 - Terres irriguées - total (2010) (ha)	Non	Mise à jour AG 148 310,00					Agreste

7.k5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Aucun indicateur additionnel n'a été retenu pour caractériser les économies d'eau réalisées au niveau des exploitations en Poitou-Charentes.

Plus spécifiquement, on précisera ici que le T.O. 4.3.1 finance en Poitou-Charentes la réalisation d'études et diagnostics. [mv2] Dès lors, les indicateurs additionnels relatifs au nombre de réserves de substitution créées ou agrandies, à la modernisation de réseaux collectifs d'irrigation ont été écarté.

Dès lors, l'appréciation des effets du domaine prioritaire, au travers du dispositif 4.3.1 – Irrigation, sur l'objectif de développement de l'utilisation efficace de la ressource en eau sera limitée à un bilan de programmation.

7.k6) Réponse à la question d'évaluation

Le Poitou-Charentes est classé sur 82% de son territoire en Zone de Répartition des Eaux. Ces zones sont définies par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Plusieurs

bassins connaissent même des déficits forts et récurrents.

La mesure mobilisée pour répondre de manière principale à cet enjeu est le TO 4.3.1 - Irrigation. Elle vise à soutenir les investissements hydrauliques agricoles permettant d'ajuster les apports d'eau en fonction des besoins des cultures, de faire des économies annuelles et de décaler les périodes de prélèvement pour l'irrigation dans le milieu naturel.

Le plan de financement prévoit 500 000 € de FEADER pour le TO 4.3.1. Au 14/11/2018, sept dossiers ont été engagés pour le T.O. 4.3.1, pour un montant FEADER de 315 855 € et une dépense publique totale de 1 696 975 €. Les engagements représentent dès lors 63,2% de la maquette FEADER initiale. Les paiements effectués s'élèvent quant à eux, à 195 286 € de FEADER, pour une dépense publique totale effective de 349 496€.

Contributions secondaires :

En ce qui concerne le TO 4.1.3 (Plan végétal environnement), qui contribue à titre secondaire au DP5A, il présente un haut niveau de programmation : 743 opérations sont ainsi engagées, et 482 payées, pour 2 176 716 € engagés et 1 615 741 € payés, soit 76,4% d'engagement et 74,2% de paiement FEADER.

Les résultats de l'enquête en ligne menée auprès d'exploitants agricoles Picto-Charentais, bénéficiaires de la mesure 4.1 dans son ensemble, permettent de confirmer l'impact de ces aides sur l'amélioration des pratiques environnementales des exploitants. Pour le T.O. 4.1.4, en revanche, seuls 23 retours d'enquête ont été collectés (sur un total de 108 retours collectés en Poitou-Charentes au total) et les effets du dispositif sur l'utilisation efficace de la ressource en eau sont plus ténus (prélèvements).

A la question « Le projet aidé a-t-il généré des impacts environnementaux en matière de consommation d'eau par unité produite ? », 4 répondent que le projet a contribué à une diminution de la consommation d'eau, 3 répondent que leur consommation d'eau est restée stable, et 4 que leur consommation d'eau a augmenté (10 s'abstiennent). A noter que les effets positifs de l'aide sont un peu plus marqués en ce qui concerne la préservation de la ressource sur le plan qualitatif (traitement des eaux résiduaires).

Aucun indicateur additionnel n'a été retenu en Poitou-Charentes

La réponse à la question évaluative sera donc centrée sur

- une description des finalités des dispositifs 4.3.1 Irrigation (et 4.1.3 PVE à titre secondaire)
- Les indicateurs de résultats communs transmis si jugés pertinents au regard du T.O.

7.a12) CEQ12-5B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à développer l'utilisation efficace de l'énergie dans l'agriculture et la transformation des produits alimentaires?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.a13) CEQ13-5C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, des déchets, résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie?

7.a13.a) Réponse à la question d'évaluation

Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures programmées qui présentent des « contributions principales » :

L'unique mesure et type d'opération mobilisée à titre prioritaire sous le Domaine Prioritaire 5C est le dispositif 4.3.2. : Dessertes forestières, soutenant la réalisation d'infrastructures de desserte supplémentaires des massifs forestiers. Cette mesure favorise ainsi la mobilisation de la biomasse forestière en améliorant l'approvisionnement local de la filière bois énergie.

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP et présentant des contributions secondaires au DP 5C :

Une mesure contribue de manière secondaire à l'objectif de renforcement de la fourniture et de l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, sous-produits et autres résidus à des fins de bioéconomie. Il s'agit du type d'opération 8.2.1 soutenant la mise en place de systèmes agroforestiers.

Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

- a. Raisons de l'utilisation de la méthode

Les indicateurs communs ne correspondent pas aux objectifs du PDR Poitou-Charentes pour le DP 5C étant donné que la production d'énergie renouvelable est largement soutenue en dehors du FEADER. Le soutien aux énergies renouvelables dans le cadre du FEADER se focalise sur l'accès à la ressource forêt-bois.

Le seul indicateur pertinent, retenu à titre d'indicateur additionnel, est la surface de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements.

- a. Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

Surfaces de massifs supplémentaires desservis par les nouveaux aménagements : cet indicateur correspond à la mesure 4.3.2 Dessertes forestières et est calculé à partir du linéaire de pistes aménagées, converties en surfaces desservies. La donnée est disponible sous OSIRIS

c) Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Indicateurs communs non pertinents au regard de la stratégie du PDR Poitou-Charentes, dont le soutien au développement des énergies renouvelables passe par l'amélioration de l'accès à la ressource et donc à la fourniture d'énergies renouvelables, non la production en tant que telle.

Réponse à la question d'évaluation

I- Bilan de mise en œuvre du dispositif

La production d'énergies renouvelables en Poitou-Charentes est principalement soutenue par le FEDER (méthanisation, opérations collectives à l'échelle d'un territoire ou de plusieurs exploitations agricoles et investissements dans la filière bois énergie).

La stratégie du PDR se focalise donc sur la mobilisation de la ressource forestière plutôt que sur la production d'énergie en tant que telle. D'après l'Agence Régionale d'Evaluation environnement et Climat (données 2013), 62% de la production énergétique d'origine renouvelable en Poitou-Charentes provient du bois (bois bûche et produits à partir de bois déchiqueté), mais la mobilisation de la ressource locale reste en-deçà du potentiel. En effet, certains secteurs du territoire régional, notamment en Charente présente une faible accessibilité aux boisements limitant leur valorisation économique.

Selon les données de l'IGN de 2010, l'exploitabilité des forêts de la région est globalement facile mais 10 % de la surface des forêts, soit environ 39 000 ha, reste encore classée comme difficile à exploiter en raison des conditions d'accès. 7% de la surface forestière est situé à plus de 500m d'une route. Ainsi pour essayer de la rendre optimale, la présence d'équipements adéquats est nécessaire pour que les travaux forestiers puissent être menés dans de bonnes conditions acceptées par la population de ces zones forestières.

L'allocation financière pour le DP 5C (enveloppe allouée au dispositif 4.3.2) s'élève à 800 000€ FEADER dédiés au développement du potentiel forestier régional. Au 10/11/2018, le volume de dossiers engagés représente 20 dossiers et 316 429€ de FEADER, soit 39,6% de cette maquette. 7 dossiers ont par ailleurs été payés pour un montant total de 200 967€ de dépense publique totale et 126 609 € de FEADER, dans le cadre de cette mesure 4.3.2.

Concernant les contributions secondaires vers le Domaine Prioritaire 5C, quatre dossiers ont été engagés pour le TO 8.2.1 pour un montant de 4 476€ de FEADER. Ils représentent toutefois un taux d'engagement de près de 87% sur ce T.O. 8.2.1 car la maquette et les objectifs associés à ce dispositif ont été revus significativement à la baisse (basculement des mesures forestières en dehors du FEADER[mv3] [CH4]).

II- Réponse par critère de jugement

La contribution du PDR à la fourniture d'énergie renouvelable concerne uniquement l'amélioration de la mobilisation de la ressource en bois.

C133 - Les projets soutenus ont permis d'augmenter l'accès à la ressource

Les investissements concernés incluent des créations de route forestières, d'aires de retournement, de places de dépôt de bois et de la mise aux normes de chemin de desserte.

Bien que l'amélioration de l'accès à la ressource forestière puisse contribuer à la production d'énergie renouvelable dans la région, les effets resteront probablement marginaux en comparaison des actions financées en dehors du DP5C, et plus largement en dehors du FEADER, au titre du soutien à la production d'énergies renouvelables.

Conclusions et recommandations

Conclusion:

C.1. Les effets attendus du FEADER sur la production et l'utilisation d'énergies renouvelables au titre du D5C sont marginaux en comparaison d'autres dispositifs, y compris déployés en dehors de Programme de Développement Rural Poitou-Charentes

Recommandation:

R.1. Pas de recommandation

7.a14) CEQ14-5D - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'ammoniac provenant de l'agriculture?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune mesure du PDR Poitou-Charentes n'est activée de manière principale pour ce DP.

7.a15) CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie?

7.a15.a) Réponse à la question d'évaluation

7.i)CEQ15-5E - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ?

7.o1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 8.3.1. Prévention des dommages causés aux forêts
- 8.4.1. Restauration des dommages causés aux forêts. Ce dispositif n'a toutefois pas été activé (aucun dossier programmé sur le T.O. 8.4.1).

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 5E :

- 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers
- 8.5.1 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale/des écosystèmes forestiers - On notera cependant que ce dispositif n'a pas été activé à ce jour en Poitou-Charentes.
- 8.6.1 L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière
- 10 Agroenvironnement - climat

7.o2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères (C151)	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères (C151)		Linéaires de pistes DFCI aménagées dans le cadre de la prévention des dommages
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères (C151)		Conversion des surfaces forestières desservies par le dispositif de prévention, en tonnage de carbone séquestré
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères (C151)		Surface soutenue au titre des MAEt/MAEc contribuant à la séquestration carbone (ha)
Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères (C151)		Conversion des surfaces en herbe sous contrat de gestion en tonnage de carbone

o3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Description des méthodes de calcul des ratios, brut ou net (le cas échéant) des indicateurs communs et additionnels ou d'autres indicateurs utilisés (résultats, impacts, de contextes)

- R20 : Pourcentage terres agricoles et forestières sous contrats de gestion pour favoriser la séquestration ou la conservation du carbone au titre du PDR

X : Superficie totale des terres agricoles et forestière sous contrats de gestion visant à favoriser la séquestration ou la conservation du carbone au titre du PDR (surfaces en herbe contractualisées)

Y : Total des terres agricoles et forestières sur une année de base

Le nombre total d'hectares est réduit aux zones effectivement concernées. Lorsque les hectares sont couverts par deux dispositifs/mesures visant à favoriser la séquestration/conservation de carbone, seul un hectare doit être compté.[mv1]

Indicateur additionnel : Conversion des surfaces soutenues contribuant à la séquestration carbone (MAEC), en tonnage de carbone séquestré

La surface soutenue au titre de la Mesure 10 ayant un impact favorable en termes de séquestration carbone concerne notamment les surfaces en herbe et les systèmes herbagers et pastoraux couvertes par des engagements agro-environnementaux.

Un fichier de suivi détaillé transmis par l'AG permet de calculer ces surfaces en ha pour les années 2015 à 2017.

Pour les convertir en en tonnage de carbone séquestré, les formules de calcul suivantes sont appliquées :

Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées : Nombre d'hectares contractualisés en engagements unitaires contribuant au DP5E*1000 (Moyenne de niveau de stockage net de carbone en kgC/ha/an des prairies, donnée issue de travaux de GreenGrass et CarboEurope**)

Stockage kgeqCO2/ha/an des surfaces contractualisées : Stockage kgC/ha/an des surfaces contractualisées * 3,67 (coefficient de conversion permettant de passer des kgC/ha/an à des kgeq/ha/an. Ce coefficient est égal au rapport des masses molaires : $44/12 = 3,666$)

** Sources : institut de l'élevage : « Le stockage du carbone dans les prairies, une voie d'atténuation de l'impact de l'élevage herbivore sur l'effet de serre » - 2012 – reprise de projets européens GreenGrass et

CarboEurope

Méthodes qualitatives :

Nous avons tout d'abord procédé à une analyse bibliographique et documentaire : Une revue de littérature scientifique a été mobilisée afin d'alimenter l'analyse sur le rôle de séquestration du carbone de la prairie.

Les résultats de l'enquête en ligne conduite auprès d'exploitants bénéficiaires de mesures agro-environnementales et climatiques (et/ou du soutien à l'agriculture biologique) ont par ailleurs été valorisés afin de compléter l'analyse des effets des MAEC sur l'adoption ou le renforcement de pratiques environnementales favorables à la séquestration du carbone.

7.o4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun	O1 - Total des dépenses publiques	Non	Mise à jour AG 4 649,97			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	Non	Mise à jour AG 1,00			OSIRIS
Indicateur de réalisation commun	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	Non	Mise à jour AG 1,00			OSIRIS
Indicateur de résultat commun	R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	Oui	Mise à jour AG 0.01%			Données ISIS/ODR 2014
Indicateur de résultat supplémentaire	Surface (ha) de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des dommages	Non				Autorité de Gestion[mv2]
Indicateur de résultat supplémentaire	Surface soutenue au titre des MAEC contribuant à la séquestration du	Non	40 208 ha			Données de suivi AG

	carbone (surfaces en herbe)					
Indicateur de résultat supplémentaire	Conversion en tonnage de carbone séquestré	Non	40 208 tC/an			Données de suivi AG, application d'un ratio de conversion carbone
Indicateur de contexte commun	C29 - Forêts et autres terres boisées (000) - total (2010) (1000 ha)	Non	Mise à jour AG 447,00			Agreste (2010)
Indicateur de contexte commun	C18 - Surface agricole - SAU totale (2010) (ha)	Non	Mise à jour AG 1 721 280,00			Agreste (2010)

7.o5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

En ce qui concerne le dispositif 4.3 Prévention des dommages causés par les incendies, il n'existe pas de fichier consolidé au sein des services de l'AG permettant de calculer le linéaire de pistes DFCI aménagées dans ce cadre. Une demande a été faite pour collecter ces informations auprès de la DDT. Au-delà des linéaires, le nombre d'ouvrages de franchissements, citernes, tours de guet créés ou rénovés avec l'appui du dispositif constituent des informations clefs, ici, manquantes.

Sans ces données de résultat, il est difficile de traduire de manière étayée et solide les effets du dispositif sur la préservation de la ressource forestière régionale.

1. o6) Réponse à la question d'évaluation

I- Bilan de la mise en œuvre

• Contributions principales du DP 5E

Le Domaine Prioritaire 5E est doté, en Poitou-Charentes, d'une enveloppe de 600 000€ de FEADER répartie sur deux dispositifs : à hauteur de 400 000€ vers le TO 8.3.1 (prévention des dommages causés aux forêts) et à hauteur de 100 000 € pour le TO 8.4.1 (restauration des dommages causés aux forêts).

T.O. 8.3.1 Prévention des dommages causés aux forêts

Concernant le dispositif prévention des dommages causés aux forêts, 9 dossiers ont été engagés au 14/11/2018, pour un montant FEADER de 338 892€, soit 67,8% de la maquette de ce TO. Sur ces 9 dossiers, 3 ont été soldés pour 78 726€.

T.O. 8.4.1 Restauration des dommages causés aux forêts

Ce dispositif n'a in fine pas été ouvert sur le PDR Poitou-Charentes et ne présente donc aucune

programmation.

- **Contributions secondaires vers le DP 5E**

T.O. 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers

Ce T.O. contribue effectivement à l'objectif de séquestration du carbone en soutenant la création de surfaces agroforestières. Néanmoins les montants prévus sont beaucoup plus faibles qu'initialement envisagés et le TO doit être fermé pour être financé en dehors du FEADER. Ce dispositif représente ainsi, en Poitou-Charentes, 4 opérations engagées, dont 3 payées, pour 4476 € engagés et 4 350 € payés, soit 86,6% d'engagement et 97,2% de paiement FEADER.

T.O. 8.5.1 Résilience des écosystèmes forestiers

La mesure 8.5.1 concernant les investissements pour la résilience des écosystèmes forestiers, quant à elle, n'a pas été mise en œuvre.

T.O. 8.6.1 Equipement des entreprises forestières

Au titre de ce T.O., 5 dossiers ont été programmés pour un montant de dépenses publiques de 157 500€ (15,8% de la maquette FEADER). Aucun dossier n'a été soldé.

M10 – MAEC

Les MAEC représentent en Poitou-Charentes, 6 006 opérations engagées, dont 5 674 payées, pour 86 605 213€ engagés et 36 996 435€ payés, soit 76,3% d'engagement et 42,7% de paiement FEADER.

II- Contribution à l'amélioration du stockage de carbone

D'après la logique d'intervention du PDR (et au regard des mesures FEADER in fine activées/ non-activées en Poitou-Charentes), les interventions contribuant à la conservation/séquestration de carbone en région, sont pour l'essentiel les suivantes :

- Des opérations en faveur de la prévention des dommages causés aux forêts (seul T.O. activé, à titre principal, sous le DP 5E) : ce dispositif visant une meilleure gestion des risques forestiers, en particulier le risque incendie, favorise en effet une gestion durable de la ressource forestière, préservant ainsi ses propriétés de puit de carbone
- Des soutiens en faveur de l'équipement des entreprises forestières : ce dispositif est, avant tout un levier de productivité au service de la compétitivité des entreprises sylvicoles ; cependant, de manière indirecte, en renforçant la performance du secteur, ce dispositif contribue par extension à une meilleure mobilisation du bois régional. Or, le stockage du carbone est maintenu dans la ressource en bois lorsque ce dernier est exploité et transformé à des fins de bois d'œuvre (bois de construction, mobilier...). Cette mesure contribue à titre principal au DP 6A.
- Les mesures agroenvironnementales et climatiques : elles jouent également un rôle clef en ce qui concerne la séquestration du carbone en région dans la mesure où elles favorisent le maintien et l'entretien de prairies et systèmes herbagers qui captent et stockent le carbone de manière

significative.

C151 - Les actions soutenues ont contribué à l'amélioration du stockage du carbone par le développement de la capacité forestière et le maintien des surfaces herbagères

Au regard de la stratégie rappelée ci-dessus et des réalisations observées, on peut estimer que le principal facteur d'amélioration du stockage du carbone relève du maintien des surfaces herbagères.

Indicateur additionnel : Surface soutenue au titre des MAEt/MAEc contribuant à la séquestration du carbone (surfaces en herbe)

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone se situant, en moyenne, autour de 1000 kgC/ha/an, soit 3 670 kgeqCO₂/ha/an (bien que variable selon les modalités de gestion - chargement animal, mode d'utilisation, fertilisation - de 500 et 1200 kgC/ha/an).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les MAEC représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **168 680 ha** soit 9,8% de la surface agricole utile (SAU) régionale (1 721 280 - données 2010).

Elles contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (40 208 ha soit 23,8%). Cela représente **21% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (40 208 ha/191 060 ha).

Indicateur additionnel : Conversion des surfaces soutenues en tonnage de carbone séquestré

Au total, les surfaces en herbe ayant bénéficié entre 2015 et 2017 de mesures agro-environnementales et climatiques en Poitou-Charentes représentent un stock annuel de carbone de 40 208 tC/an, soit 147 563 teqCO₂/an.

Par ailleurs, les résultats de l'enquête menée auprès d'exploitants agricoles ayant bénéficié d'un paiement agroenvironnemental et climatique (ou d'un appui à la conversion ou au maintien en agriculture biologique) montrent par ailleurs que ces aides soutiennent l'adoption de pratiques favorables au maintien des systèmes pastoraux et des surfaces en herbe en région.

Les répondants ont été amenés, au titre de cette enquête, à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements et adopté certains types de pratiques environnementales, dont le maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité.

Parmi les 185 exploitants ayant répondu à cette question,

- 18,4% estiment avoir maintenu cette pratique, à la suite de l'obtention de l'aide FEADER
- 65,4% estiment adopté cette pratique ou l'avoir renforcé, à la suite de l'aide FEADER, dont 43,8% des répondants pour lesquels l'intensité du changement de pratique est élevée ou très élevée.

In fine, les pratiques favorables au maintien de surfaces en herbe et de prairies sont fortement encouragées et amplifiées par les mesures clefs du programme que sont l'agriculture biologique et les MAEC. Le

niveau d'adoption ou maintien est, au total, de près de 84%.

Une majorité de répondants les appliquant, indiquent par ailleurs être en capacité de maintenir ces pratiques. 49% d'entre eux estiment en effet que cette pratique pourra être maintenue à long terme (plus 26% à moyen terme). Enfin, l'enquête montre que l'aide FEADER a un impact clair sur le maintien ou l'adoption de ces pratiques environnementales. 54% des répondants, dans leur ensemble, jugent son impact important (37%) à déterminant (17%) dans l'évolution de leurs pratiques.

Au-delà du maintien des surfaces herbagères, le dispositif de prévention du risque incendie en Poitou-Charentes contribue à la conservation de la ressource forestière et donc au maintien ou renforcement de son potentiel de séquestration de carbone.

A ce stade, parmi la dizaine de dossiers engagés, on trouve des projets visant la mise en place d'infrastructures de protection, la création ou mise aux normes d'équipements de prévention tels que les routes, pistes, points d'eau, vigies et tours de guet ou de surveillance automatisée, opérations de sylviculture préventive, l'établissement ou amélioration des installations de contrôle des incendies de forêt, des parasites et des maladies (matériel de surveillance et de communication, cartographie, SIG et constitution de bases de données descriptives et géoréférencées de prévention, etc.).

7.o7) Conclusions et recommandations

7.o7.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

Les interventions du PDR participent à la fois à la préservation de la ressource forestière vis-à-vis du risque incendie, au développement de la mobilisation du bois à des fins de transformation. Ce faisant, elles contribuent à l'amélioration de la séquestration du carbone en région. En revanche, l'impact quantitatif de ces interventions n'est pas mesurable à ce stade.

Cependant, à ce stade, les effets observés les plus importants en termes de séquestration du carbone dans le cadre du PDR s'apparentent aux surfaces en herbe maintenues et entretenues au travers des contrats de gestion MAEC (la mesure 10 contribue à titre secondaire au DP 5E).

Recommandation:

L'existence de données de résultats relatives aux linéaires de pistes de DFCI aménagées, ouvrages de franchissement, citernes et tours de guets créés ou rénovés, et l'équivalent de surfaces forestières ainsi préservées du risque incendie constituent des informations pertinentes à collecter et consolider dans la perspective de l'évaluation finale du PDR Poitou-Charentes.

7.a16) CEQ16-6A - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois?

7.a16.a) Réponse à la question d'évaluation

16.1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

4.2.2. Investissement pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire (IAA)

641 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non agriculteurs

642 Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole (Activités équestres ou le tourisme à la ferme)

643 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non agriculteurs

8.6.1. L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 6A :

741. Développement des services de base pour la population rurale

16.2) Méthodes appliquées

La question 16 vise à analyser les effets des mesures du PDR en faveur du dynamisme entrepreneurial et de la création d'emplois en milieu rural. Les mesures à contribution principale sur le domaine prioritaire 6A, telles qu'identifiées dans la logique d'intervention du PDR, sont les investissements orientés à la création de nouveaux emplois et de nouvelles activités en particulier dans les filières agro-alimentaires, l'agritourisme et les aides à la modernisation des entreprises forestières.

4.2.2 : Une enquête relative à l'évolution du résultat économique des entreprises ayant bénéficié d'un soutien à l'investissement a été réalisée auprès des entreprises agroalimentaires bénéficiaires (IAA) dans le cadre de la réponse à la Q.E n°6 (DP3A). Les réponses aux questions relatives aux impacts sur l'emploi sont valorisées ici.

Pour les TO 6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non-agriculteurs et 8.6.1. Aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière comme précisé ci-après, une enquête téléphonique auprès des bénéficiaires concernés a été réalisée.

Au titre des contributions secondaires, l'apport des stratégies Leader (M19 -Mise en œuvre des projets de la stratégie locale de développement) a été résumé, au regard d'éléments recueillis dans le cadre des RAMO Leader fournis par les 19 GAL. Il a été considéré, dans les analyses évaluatives, que ces éléments contribuaient de manière équivalente aux critères de jugement 161 (emploi) et 162 (petites entreprises)

rappelés dans le tableau ci-avant.

Inversement, aucune de ces mesures n'ont contribué de manière suffisamment directe au « critère 163 Les agriculteurs ont diversifié leur activité » pour que des éléments de réponse puissent y être apportés.

Méthodes quantitatives : (*précisions apportées point 9 du WD*)

- R21 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien : Nombre total d'emplois créés en équivalent temps plein (ETP) par le biais des projets aidés exprimés en ETP

Méthodes qualitatives :

Enquête sur les impacts économiques et environnementaux du soutien régional à l'investissement dans les entreprises agro-alimentaires

Au préalable, l'Autorité de gestion a validé le questionnaire et a informé les entreprises du lancement de cette enquête et de son objectif.

Le questionnaire comportait 19 questions réparties en trois parties dont deux questions ouvertes, les autres étant des questions fermées :

- Présentation du projet aidé (9 questions dont une question ouverte)
- Impact économique du projet aidé (7 questions dont une question ouverte)
- Impacts environnementaux du projet aidé (3 questions)

Puis, les 5 questionnaires personnalisés ont été envoyés par courriel à la mi-mars 2019 aux bénéficiaires des aides à l'investissement. Une relance a été effectuée par courriel le 27 mars 2019.

Sur ces 5 entreprises, 2 seulement avaient terminé leurs travaux avant fin 2017 ; pour les deux autres, l'investissement aidé était opérationnel en 2018.

Enquête sur les impacts du soutien du PDR à la diversification, la création et le développement de petites entreprises et la création d'emplois

Indicateur additionnel : dynamiques de maintien et de création d'emplois au titre du TO 643 et 861

Indicateur additionnel : dynamiques de soutien aux petites entreprises en milieu rural au titre du TO 643 et 861

Une enquête téléphonique a été menée durant le mois d'avril 2019 auprès de 7 bénéficiaires ayant bénéficié à minima d'un 1er paiement au titre des *TO 643 et 861*. Parmi ces bénéficiaires, il s'agissait d'un gîte : le gîte de Château Guyon (TO 643) et de 6 exploitations forestières : SARL Thomazeau Micheau, SARL Alain Brunet, SARL Cousin, SARL Champhoyaux et Fils et 2 exploitations individuelles. Le questionnaire était structuré en deux parties distinctes : 1) Présentation de votre entreprise et du projet aidé et 2) Impact économique du projet. En matière d'impact économique, des questions étaient notamment posées sur les types d'impacts sur l'activité d'hébergement ou de la foresterie, sur l'évolution des performances économiques de l'entreprise ainsi que sur l'évolution des emplois au sein de l'entreprise bénéficiaire.

Indicateurs additionnels valorisés au titre des contributions secondaires :

Indicateur additionnel : Typologie d'investissements prévus.

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant de répartir les nombres de projets, montants programmés et montants réalisés pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population.

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GAL

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant d'indiquer l'intensité des résultats des actions menées au titre de leur programme Leader pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population. L'intensité des résultats était notée de 1 basse à 4 très élevée.

10 GAL sur 11 ont renseigné le cadre de restitution de l'intensité des résultats de leurs actions dans le cadre de leurs programmes Leader. Il leur était demandé d'attribuer une note d'intensité (de 1 intensité basse à 4 intensité très élevée) à une liste de types de résultats proposés par thème d'intervention des GAL. Ne sont analysés que les résultats pour lesquels au moins 4 notes ont été attribuées. La mention autre précisez, permettait aux GAL d'identifier d'autres types de résultats. Elle a été peu mobilisée.

Le tableau ainsi renseigné permet de produire deux types d'indicateurs au regard des types de résultats de l'action des GAL :

- l'intensité du résultat, à partir de la moyenne des notes attribuées,
- le caractère plus ou moins répandu du type de résultat au sein des GAL à partir du nombre de GAL ayant attribué une note

Afin de produire cette analyse, nous avons associé ces deux dimensions afin de calculer un indice de synthèse à partir de la somme de l'ensemble des notes attribuées ramenée au nombre de résultats proposés : l'ampleur du résultat.

La formule de calcul est donc la suivante : **Indice de synthèse** = sommes des notes d'intensité attribuées pour chacun des résultats du thème / nombre de résultats

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives

aux typologies de projets ainsi que le montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique ont été fournis par l'AG.

16.3 Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

Il est notable que pour les TO 631, 861 et 422, **le petit nombre de dossiers ayant pu faire l'objet d'une enquête (1+6+5) rend les résultats purement illustratifs.**

16.4 Réponse à la question d'évaluation

Bilan de la mise en œuvre

Au 10/11/2018 :

Mesure 4.2.2 Investissement dans l'industrie agro-alimentaire : 25 dossiers ont été programmés, 14 engagés et 4 payés pour des montants de dépenses publiques de 1 742 202€ (43,6% de la maquette FEADER), 1 346 693€ (33,7%) et 505 155€ payés (37,5% des engagements).

Mesure 6.4.1 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non-agriculteurs : 4 dossiers ont été programmés pour un montant de dépenses publiques de 13 451€ (0,8% de la maquette FEADER). Aucun dossier n'a été soldé.

Mesure 6.4.2 Investissements dans des projets d'agritourisme et de centres : 23 dossiers ont été programmés, 18 engagés et 16 payés pour des montants de dépenses publiques de 325 387€ (88,5% de la maquette FEADER), 287 756€ (78,3%) et 235 904€ payés (82,0% des engagements).

Mesure 6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques : 10 dossiers ont été programmés, dont 2 engagés pour des montants de dépenses publiques de 101 873€ (20,4% de la maquette FEADER) et 20 720€ engagés(4,1%).

Mesure 8.6.1 L'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière : 5 dossiers ont été programmés pour un montant de dépenses publiques de 157 500€ (15,8% de la maquette FEADER). Aucun dossier n'a été soldé.

Analyse par critère de jugement

Le Poitou-Charentes est une des deux régions les plus rurales de France avec le Limousin et elle est riche d'un tissu de petites entreprises implantées dans le secteur forestier et de la transformation des produits agricoles (abattoirs, laiteries). Les entreprises agro-alimentaires, sont le premier secteur industriel régional en termes d'emplois salariés, de valeur ajoutée et d'exportations. La diversité des paysages, du patrimoine bâti et de l'histoire de la région offre des potentialités de développement touristique hors de la zone littorale.

Les interventions du PDR ont permis de maintenir/développer l'emploi dans les zones rurales (C161)

Indicateur additionnel : dynamiques de maintien et de création d'emplois au titre des TO 6.4.3 et 8.6.1

Les TO 6.4.3 et 8.6.1 visent à soutenir les investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non-agriculteurs et l'aide à l'équipement des entreprises

d'exploitation forestière.

Pour rappel :

-concernant le TO 6.4.3, le projet présentant au moins un paiement, pour lequel une interview du bénéficiaire a pu être réalisée concernait un projet de création de gîte

-concernant le TO 8.6.1, les 6 projets présentant au moins un paiement, pour lesquels une interview du bénéficiaire a pu être réalisée concernaient de l'achat de matériel agricole pour le secteur de la sylviculture (3 abbatteuses, 3 porteurs forestiers)

Concernant le projet d'hébergement, le montant total de l'investissement aidé s'est élevé à hauteur de 250 000€ et celui des aides attribuées était de 22 500€ (dont 12 500€ au titre du FEADER).

Concernant les équipements forestiers le montant total moyen de l'investissement aidé était de 398 500€ et celui des aides attribuées de 50 000€, sur une assiette éligible plafonnée à 250 000€.

Selon les répondants, l'impact de l'aide FEADER sur le plan de financement de l'investissement a été important. Ils mettent notamment en avant l'effet positif de la subvention publique au regard de la fragilité de la trésorerie des petites entreprises forestières et un effet psychologique de sécurisation du porteur de projet. De ces investissements dépendent directement le maintien et le fonctionnement de l'activité des entreprises aidées. Sans l'aide du FEADER, les bénéficiaires auraient été contraints de reporter dans le temps un projet identique ou auraient pu se voir obligés d'investir dans du matériel d'occasion moins fiable et performant (sylviculture).

L'impact des projets étudiés sur l'évolution des emplois au sein de l'entreprise bénéficiaire est modéré conformément à la nature des activités concernées et à l'échelle des projets soutenus. Au total, 1 emploi a été créé dans le cadre du projet de création de gîte et 4 emplois ont été créés, 6 préservés pour les projets d'équipements forestiers.

Selon les bénéficiaires, ces emplois devraient se maintenir sur le long terme.

Enfin, les projets soutenus ont un impact économique au-delà de l'établissement bénéficiaire, particulièrement en termes d'emplois indirects et induits, même si cet impact est difficile à quantifier :

- **pour l'hébergement touristique** : pourvoyeur de clientèles générant des dépenses dans la restauration, les lieux de visite, les loisirs, lors d'événements, ... (emplois induits) et travaux de modernisation et entretien du gîte (emplois indirects) ;
- **pour les exploitations forestières** : emplois dans les coopératives forestières (Alliance Forêt-Bois, Comptoir des Bois de Brive, ONF, etc.), les scieries, les usines (fabrication contreplaqués, ...), dans le transport de bois et plus largement pour les sous-traitants (emplois indirects).

L'opération 4.2.2 a pour objectif de favoriser la réalisation des investissements dans les domaines du stockage/conditionnement, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles relevant par les opérateurs de l'industrie agroalimentaire.

Pour le TO 4.2.2, la réponse à ce critère de jugement s'appuie sur les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires.

Compte-tenu du bilan des réalisations à fin 2018 (seulement 11 dossiers) et du nombre limité de réponses à l'enquête auprès des bénéficiaires (4 réponses sur 5 cibles), il s'agit plus de rendre compte d'un témoignage des effets et des impacts du TO 4.2.2 que de présenter des résultats robustes concernant un échantillon représentatif.

Pour 2 entreprises qui bénéficient de résultats économiques en forte hausse (CA et valeur ajoutée), les projets réalisés ayant bénéficié des aides ont joué un rôle déterminant dans ces évolutions. Le lien de causalité entre ces améliorations et la réalisation des projets aidés grâce au PDR est clairement établi par les réponses des bénéficiaires. Pour un des quatre projets finalisés en 2019, la question est sans objet.

En moyenne, chacun des projets aidés a permis la création de 4 emplois en équivalent temps plein. En extrapolant aux 11 projets du bilan des réalisations 2014-2018, **le PDR aurait permis la création de 44 emplois**. Si les 14 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 aboutissent, **le bilan en termes d'emplois créés serait de 56 ETP**.

A noter que l'aide attribuée par la Région sur la capacité des entreprises à réaliser ces investissements a été déterminante ou importante pour tous les projets. Sans l'aide FEADER, deux entreprises auraient abandonné le projet et deux l'auraient modifié. Le rôle joué par ce dispositif du PDR dans la création des emplois induits se révèle donc important.

• Les petites entreprises se sont développées dans les zones rurales (C162)

Les micros et petites entreprises constituent la base du tissu pictocharentais et sont également les principales pourvoyeuses d'emplois. Leur développement permet de renforcer l'attractivité des territoires en ayant un effet positif tant sur le développement de l'emploi sur le territoire que sur le renforcement de l'offre de services, facteurs d'attractivité du territoire.

Indicateur additionnel : dynamiques de soutien aux petites entreprises en milieu rural au titre des TO 6.4.3 et 8.6.1

Les TO 6.4.3 et 8.6.1 visent à soutenir les investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non-agriculteurs et l'aide à l'équipement des entreprises d'exploitation forestière.

A cet égard, l'analyse des impacts économiques des 6 projets soutenus pour des exploitations forestières permet d'identifier les impacts suivants sur l'activité des entreprises :

- Amélioration de la productivité de l'entreprise / efficacité du travail et des capacités de production (mentionné par les 6 bénéficiaires)
- Développement de l'activité de l'entreprise (mentionné par 5 porteurs sur 6)
- Amélioration des conditions de travail (mentionné par 5 porteurs de projet sur 6)
- Respect des normes environnementales et protection des sols (souligné par 4 entreprises sur 6)
- Diversification de l'activité / la production / l'offre de l'entreprise (mentionné par 2 bénéficiaires sur 6)
- Maintien de l'activité de l'entreprise (mis en évidence par 1 entreprise sur 6)
-

L'analyse de l'impact économique du projet d'hébergement soutenu révèle les types d'impacts suivants

(dans l'ordre décroissant d'intensité) :

- Amélioration des conditions et de la qualité de l'offre d'hébergement
- Augmentation des capacités d'hébergement
- Développement de l'activité touristique

Pour illustration, l'acquisition de matériel forestier (type abatteuse) a permis d'augmenter de manière sensible les niveaux de rendement (+ 10 à 15% par mois), d'envisager l'embauche de nouveaux salariés / apprentis, de diversifier l'activité dans un secteur concurrentiel (coupe de peupliers par exemple) et enfin de limiter les frais d'entretien et les risques de panne pour un matériel neuf et de qualité supérieure.

Concernant l'évolution des performances économiques des entreprises, leurs Chiffre d'Affaire (CA) et Valeur Ajoutée en % du CA ont eu tendance à augmenter (hormis 2 exploitations forestières dont les performances économiques sont restées globalement stables).

Dans 5 cas sur 7, l'investissement aidé peut être considéré comme la cause de ces évolutions.

Contribution aux critères 161 et 162 au titre de la mesure 19 LEADER,

L'attractivité des territoires est notamment abordée au sein des stratégies des GALs par le biais du développement touristique facteur de développement de l'emploi. Ce développement touristique portera à la fois sur l'amélioration des services au client, la valorisation des ressources locales, l'amélioration des infrastructures touristiques (patrimoines, hébergement, culturelles...). La valorisation touristique du territoire est également un facteur de promotion de ce dernier auprès de nouvelles populations. Cette dimension est largement intégrée au sein des stratégies déployées par les GAL.

L'analyse des résultats des actions des GAL de Poitou-Charentes positionne le développement de l'offre touristique comme le domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (17) avec 7 GAL sur 11 répondants y ayant contribué. Le renforcement de l'offre (2,9) et de la fréquentation (2,7) touristique du territoire présentent des intensités élevées.

A noter que 990.494,95 € ont été programmés (11 dossiers), dont 305.628,13 payés (2 dossiers) en faveur de l'amélioration de l'offre touristique au titre de la mesure 751 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques.

Autre contribution, le thème « Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire » mobilise 1,3M€ programmés (dont 46 000 payés) pour 44 projets,

D'autres thèmes d'intervention des GAL peuvent produire des résultats économiques mais de manière trop indirecte pour être valorisés ici.

16.5 Conclusions et recommandations

Conclusion / Recommandation 1

C1 – A l'échelle du PDR, les mesures identifiées comme contribuant à la création d'emploi et au développement des petites entreprises (DP6A) représentaient une contribution prévisionnelle très limitée. La faible mobilisation des TO 641 Activités non agricoles et 642 Activités équestres ou le tourisme à la ferme,

a encore réduit ce potentiel. In fine, seuls les TO 422, 6.4.3 et 8.6.1 y apportent une contribution directe. Celle-ci reste, à ce stade de la programmation très limitée, avec seulement 12 projets ayant bénéficié d'au moins un paiement. De fait, l'enquête menée auprès des bénéficiaires permet tout juste d'illustrer les types d'impacts économiques pouvant être générés par l'aide FEADER mais avec une possibilité d'extrapolation à une échelle plus globale très limitée.

R1 – Plusieurs pistes peuvent être évoquées pour mieux valoriser les impacts des projets aidés au titre du PDR sur l'emploi et les petites entreprises en milieu rural et leur valorisation. En termes de valorisation, il pourrait être envisagé de mieux valoriser les différents types de contributions des projets soutenus au titre de la mesure 19 (cf – recommandation suivante) en réalisant des études de cas. Surtout, d'autres mesures contribuent, de manière significative, à la création d'emplois en milieu rural (notamment les TO 0.411 - mesure Investissements de modernisation et de diversification dans les exploitations agricoles) mais leurs contributions n'ont pas été valorisées dans le PDR.

Conclusion / Recommandation 2

C2 - Les opérations programmées et prévues au sein des stratégies des GAL semblent favoriser globalement la structuration de services et la valorisation des territoires en faveur d'un maintien et d'un potentiel regain d'attractivité démographique. Leur contribution au développement économique de ces territoires est diffuse et notamment présente via leurs interventions au bénéfice du développement touristique et de l'économie locale.

R2 – Au regard des niveaux de paiement des opérations, l'évaluation des impacts sur l'emploi de ces dispositifs ne peut être réalisée à ce stade. Il serait néanmoins nécessaire de prévoir un dispositif permettant de les observer de manière directe, sur une typologie de projets portés par les GAL afférents aux principales thématiques potentiellement contributives au développement économique des territoires.

Recommandation générale relative à l'évaluation des effets sur l'emploi des mesures des PDR : au regard des aides financières consenties dans le cadre du FEADER et des enjeux économiques et d'emplois pour les territoires ruraux de Nouvelle-Aquitaine, il apparaîtrait intéressant, à l'issue de la programmation 2014-2020, de réaliser une évaluation transversale dédiée à l'analyse des effets des aides attribuées au titre des mesures des PDR sur les dynamiques économiques et d'emplois au sein des différentes filières économiques et, plus globalement, des territoires bénéficiaires.

7.a17) CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales?

7.a17.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ17-6B - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles soutenu le développement local dans les zones rurales ?

1. 7.q1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures principalement programmées :

- 7.4.1. Développement des services de base pour la population rurale

- 7.5.1. Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques
- 7.6.4. Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti
- M19 Soutien au développement local Leader :
- 19.1. Soutien à la mise en place des SLD
- 19.2. Stratégie LEADER
- 19.3. Coopération LEADER
- 19.4. Fonctionnement Animation LEADER

Mesures / sous-mesures programmées dans le cadre d'autres DP qui présentent des contributions secondaires au DP 6B :

Aucune mesure ou sous-mesure n'a été activée de façon secondaire sur ce domaine prioritaire.

7.q3) Méthodes appliquées

Les méthodes quantitatives décrivent les méthodes de calcul utilisées afin d'obtenir certains indicateurs. Les indicateurs de réalisation proviennent de l'outil OSIRIS.

Les méthodes qualitatives sont relatives à l'analyse de dossiers ou autres données dites « qualitatives » (enquête, étude, entretiens).

Méthodes quantitatives :

- R22 : Pourcentage de la population rurale concernée par les GAL créés au titre du PDR dans le cadre de LEADER

Calcul du ratio X/Y :

X : Nombre total de la population rurale concernée par les GAL créés au titre du PDR dans le cadre de LEADER sur la durée de programmation

Y : Population totale concernée dans les territoires du PDR

- R23 : Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures au titre du PDR soutenu par la mesure 7 Service de bases et rénovation des villages dans les zones rurales

Calcul du ratio : X/Y :

X : La définition de la population bénéficiant de services est la population usager : taille de la population du territoire (par exemple communal, inter-communal...) bénéficiant des services

/infrastructures

Y : Population rurale totale du territoire du PDR

- R24 : Nombre d'emplois créés en ETP des projets bénéficiant d'un soutien dans le cadre d'un SDL (LEADER), au titre du PDR

ETP créés décomposés par genre

Méthodes qualitatives :

Indicateur additionnel : Nombre de projets soutenus par typologie (Maisons de santé, maison de services publics, petite enfance, jeunesse) et population concernée par le service déployé

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de projets ainsi qu'à la population couverte par chacun des projets ont été fournies par l'AG. Le calcul des populations couvertes a été réalisé à partir de la somme des populations du territoire impacté. Ce territoire correspond au périmètre de l'Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de la commune où a été réalisé le projet.

Indicateur additionnel: Typologie d'investissements prévus.

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant de répartir les nombres de projets, montants programmés et montants réalisés pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population.

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GALS

Afin d'obtenir les données nécessaires au calcul de cet indicateur, il a été demandé aux GAL, dans le cadre de leur RAMO 2019, de renseigner un fichier Excel, leur permettant d'indiquer l'intensité des résultats des actions menées au titre de leur programme Leader pour chacune des 14 thématiques principales des stratégies des GAL : Tourisme, Culture/patrimoine, Santé, Numérique/TIC, Agriculture/circuit court alimentaire, Enfance/jeunesse, Sports/loisirs, Environnement/climat/transition énergétique, Lien ville-campagne, Bois/forêt, Mobilité, Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire, Logement/habitat/urbanisme rural, Accueil/services à la population. L'intensité des résultats était notée de 1 basse à 4 très élevée.

11 GAL sur 19 ont renseigné le cadre de restitution de l'intensité des résultats de leurs actions dans le cadre de leurs programmes Leader. Il leur était demandé d'attribuer une note d'intensité (de 1 intensité basse à 4 intensité très élevée) à une liste de types de résultats proposés par thème d'intervention des GAL. Ne sont analysés que les résultats pour lesquels au moins 4 notes ont été attribuées. La mention autre précisez, permettait aux GAL d'identifier d'autres types de résultats. Elle a été peu mobilisée.

Le tableau ainsi renseigné permet de produire deux types d'indicateurs au regard des types de résultats de

l'action des GAL :

-l'intensité du résultat, à partir de la moyenne des notes attribuées,

-le caractère plus ou moins répandu du type de résultat au sein des GAL à partir du nombre de GAL ayant attribué une note

Afin de produire cette analyse, nous avons associé ces deux dimensions afin de calculer un indice de synthèse à partir de la somme de l'ensemble des notes attribuées ramenée au nombre de résultats proposés : l'ampleur du résultat.

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

L'indicateur ne concerne que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de projets ainsi que le montant destiné à l'amélioration de l'offre touristique ont été fournies par l'AG.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Ces indicateurs ne concernent que les projets réalisés. Néanmoins le choix a été fait, afin de donner une vision plus large de la dynamique existante, de valoriser l'ensemble des projets programmés. Les données relatives aux typologies de patrimoine concerné et Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé ont été fournies par l'AG.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Sur cette question évaluative, 6 des 7 indicateurs additionnels ont pu être renseignés.

Cela a nécessité, la constitution de cadres de renseignement et de compilation ad hoc (tableau Excel mentionné plus haut), dans le cadre du dispositif de suivi-évaluation, aux formats de RAMO transmis aux GAL.

L'indicateur additionnel : « Composition des comités de programmation GAL (M19) partenariat public-privé, typologie des partenaires présents » n'a pu être valorisé du fait de données intermédiaires nécessitant un traitement approfondi de la gouvernance lors de l'évaluation finale des GAL.

Nous rappelons ici qu'afin de donner une vision élargie des dynamiques de concrétisation des objectifs du programme, les analyses des dispositifs présentées ci-après ne se sont pas limitées aux données de réalisation (projets et montants payés) mais ont été complétées à partir :

- de données de programmation (projets et montants programmés)
- d'informations déclaratives apportées par les porteurs de projets et capitalisées par les Services référents de l'AG.

Ces deux dernières sources d'informations ne doivent en aucun cas être considérées comme des données de réalisations (dépenses certifiées). Ces informations permettent d'indiquer des tendances qui devront être confirmées lors de l'analyse des projets soutenus et payés par le PDR FEADER après leurs réalisations.

7.q6) Réponse à la question d'évaluation

I. Bilan de mise en œuvre des dispositifs relatifs au DP 6B

Au 10 novembre 2018,

-la Mesure 7.4.1 Développement des services de base pour la population rurale soutenait 67 opérations programmées (16 opérations engagées) pour des montants de 8 245 56 / 1 844 155 € de contrepartie FEADER, soit 78,5% de programmation et 17,6% d'engagement du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

-la Mesure 7.5.1 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques soutenait 8 opérations programmées (3 opérations engagées) pour des montants de 708 777 / 281 009 € de contrepartie FEADER, soit 35,4%% de programmation et 14,1% d'engagement du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- la Mesure 7.6.4 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti soutenait 7 opérations programmées pour un montant de 305 680 € de contrepartie FEADER, soit 76,4% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

Le retard dans la réalisation des opérations 7.4.1, 7.5.1, 7.6.4 est attribuable aux difficultés liées à la livraison tardive de l'outil OSIRIS. Le comité technique a eu lieu à fin 2016.

Mesure 19 – LEADER

19 GAL ont été sélectionnés. Ils touchent 1 159 982 individus et 1 234 communes dont 3 avec plus de 20 000 habitants. Cela représente 65% de la population de Poitou-Charentes et 84% de ses communes. Le montant prévu est de 30,7 millions € soit 7,6% des crédits FEADER.

Au 10 novembre 2018,

-la Mesure 19.1 Soutien préparatoire à la mise en place des SLD soutenait 5 opération engagée pour un montant de 93 431 € de contrepartie FEADER, soit 12% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- la Mesure 19.2 Soutien à la mise en œuvre d'opérations dans le cadre de la SLD soutenait 140 opération engagée pour un montant de 2 661 831 € de contrepartie FEADER, soit 11% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO.

- la Mesure 19.3 Soutien technique préparatoire aux projets de coopération soutenait 0 opération.

- la Mesure 19.4 Soutien au fonctionnement et à l'animation des GAL soutenait 20 opérations engagées pour un montant de 1 017 941 € de contrepartie FEADER, soit 19,8% du budget prévisionnel FEADER pour ce TO

Analyse par critère de jugement

La question 17 cible l'analyse des effets des mesures du PDR favorables au développement local en zone rurale. L'analyse se focalisera en particulier sur la mise en œuvre de LEADER.

a. L'amélioration des infrastructures et services a renforcé l'attractivité des territoires, notamment l'accueil de nouvelles populations (C171)

Indicateur additionnel : Nombre de projets soutenus par typologie (Maisons de santé, maison de services publics, petite enfance, jeunesse) et population concernée par le service déployé

Au 30/03/2019, **75 dossiers ont été programmés** au titre du TO 741 (19 Maisons de santé, 12 projets Enfance Jeunesse, 22 Commerces de proximité, 20 Equipements culturels et sportifs et 1 Maison de service public et 1 projet mobilité) dont **13 ont perçu au moins un paiement au 30/03/2019** (5 Maisons de santé, 1 projet Enfance Jeunesse, 5 Commerces de proximité, 2 Equipements culturels et sportifs).

Calcul de la **population régionale** impactée.

Indicateur additionnel: Typologie d'investissements prévus.

Les données recueillies auprès des GAL permettent de donner à voir les thèmes d'intervention des projets programmés au titre du dispositif M19 et donc de contribuer à répondre au critère de jugement.

18 GAL sur 19 (pas de réponse du GAL Sud Est de la Vienne) ont renseigné le cadre de valorisation des typologies d'investissements consentis dans le cadre de leurs programmes Leader.

Sur les 14 thématiques, 12 ont été mobilisées :

- le thème le plus investi est le thème Culture/patrimoine avec 1,5 M€ (dont 126 k€ payés) et 71 projets programmés.
- Vient ensuite le thème développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire qui mobilise 1,3M€ programmés (dont 46K payés) pour 44 projets,
- 2 thèmes sont situés autour de 500 K€ programmés : Agriculture/circuit court alimentaire (505 k€ - dont 64 payés, 21 projets) et Environnement/climat/transition énergétique (507 k€- dont 22 payés, 28 projets),
- Viennent ensuite 3 thèmes situés entre 250 et 350 K€ : les thèmes Numérique/TIC (244 / 6 / 2), Tourisme (295 / 8 / 23), Logement/habitat/urbanisme rural (337 / 13 / 12),
- Les thèmes Enfance/jeunesse (120 / 0 / 11), Accueil/services à la population (138 / 0 / 8) mobilisent autour de 120 à 140 K€ ;
- Enfin, les thèmes Bois/forêt (31 / 30 / 2), Mobilité (63 / 0 / 2) et Lien ville-campagne (86 / 0 / 5) mobilisent moins de 100 K€

Les thèmes Santé et Sports/loisirs n'ont pas été investis par les GAL de Poitou-Charentes.

A ce stade de la programmation (2,6 M€ au titre du suivi de l'AG, 5,1 M€ selon les GAL) moins de 20% de la maquette prévue a été mobilisé. 229 projets ont été programmés par les 18 GAL répondants.

Globalement, il peut-être considéré que l'ensemble des projets concourent à l'amélioration de l'attractivité des territoires bénéficiaires. S'il n'est pas directement porteur de plus-value en termes de services à la

population, le thème « développement économique » **contribue néanmoins largement à l'attractivité du territoire à travers la création d'emplois et la dynamisation du tissu économique**. Pour les autres thèmes, **la contribution est directe, tant en matière d'offre de services que d'attractivité**.

Quelques ratios peuvent permettre de relativiser, à ce stade, l'impact Leader :

- la programmation représente un projet pour 5 communes couvertes (1234 communes au total) **ce qui apparaît très significatif** ;
- la programmation représente un projet pour 7000 habitants (1 780 379,00 habitants) **ce qui apparaît significatif** ;
- néanmoins, les **montants mobilisés restent faibles** (entre 2,6 M€ et 5,1 M€ à l'échelle de l'ensemble des GAL) alors que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 millions d'€ par GAL le seuil minimum pour avoir un véritable impact et permettre une compensation du coût de mise œuvre / gestion (masse critique).

b. Les stratégies LEADER ont apporté une plus-value en matière de réalisation et résultat (CI72)

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats des évaluations des GALs.

Au regard de l'indice de synthèse, les deux premiers thèmes, présentant des indices situés entre 16 et 17 sont liés au **développement de l'économie rurale**. Il s'agit du tourisme (17), et du thème Agriculture/circuit court alimentaire (16).

Sur ces deux thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est situé entre 2,5 et 2,7, soit une intensité élevée. En moyenne, 6 à 7 des 11 GAL répondants sont concernés par les types de résultats proposés sur ces thèmes.

Sur le thème Agriculture/circuit court alimentaire, pour exemple, le Rochefort Océan a soutenu la réalisation d'une étude sur le gaspillage alimentaire auprès 4 établissements scolaires. Un projet aussi été déposé pour favoriser le développement de l'économie de proximité.

Les 2 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 12 et 13 : il s'agit des thèmes Développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire (intensité 2,9) et Culture/patrimoine (intensité 2,9). Les niveaux d'intensité sont donc plus élevés mais 4 à 5 des 11 GAL répondants sont concernés par les types de résultats. Pour illustration, en matière de développement économique, dans le GAL du Ruffécois, 16 projets, principalement de micro-entreprises artisanales, ont été déposés. En matière de Culture/patrimoine, le GAL du Pays des Six Vallées a soutenu la structuration d'une offre de valorisation du patrimoine naturel et culturel via la réalisation d'un site internet collectif de promotion.

Les 2 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 7,5 et 9,5 : il s'agit des thèmes Accueil/services à la population (intensité 1,9) et Environnement/climat/transition énergétique (intensité 1,9). Les niveaux d'intensité sont peu élevés mais ils concernent tout de même 4 à 5 des 11 GAL répondants. Pour illustration, en matière de développement économique, dans le GAL du Ruffécois, 10 projets de travaux d'efficacité énergétique ont été déposés. En matière Accueil/services à la population, le GAL du Pays Mellois soutient la revitalisation de 3 bourgs.

Les 5 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 4 et 5 : il s'agit des thèmes Enfance/jeunesse (intensité 2), Mobilité (intensité 1,5), Numérique/TIC (intensité 2,6), Sports/loisirs (intensité 2,25) et Santé

(intensité 2,5). Seuls 2 à 3 des 11 GAL répondants sont concernés par ces types de résultats.

c.L'offre touristique en zone rurale s'est améliorée favorisant l'attractivité des territoires et leur développement (C173)

L'analyse des résultats présentée ci-avant positionne le développement de l'offre touristique comme le domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (17) avec 7 GAL sur 11 répondants y ayant contribué. Le renforcement de l'offre (2,9) et de la fréquentation (2,7) touristique du territoire présentent des intensités élevées. Il s'est notamment agi de partenariats visant à renforcer la communication sur l'offre touristique, certaines opérations ayant intégré les outils numériques. 295 000 € ont été programmés par les GAL en faveur du développement touristique (23 projets).

A noter que 990.494,95 € ont été programmés (11 dossiers), dont 305.628,13 payés (2 dossiers) en faveur de l'amélioration de l'offre touristique au titre de la mesure 751 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques. Les 2 projets ayant bénéficié d'au moins un paiement concernent 1 projet de Velo route voie verte et un projet de 1 diversification de l'offre. Pour les 11 dossiers programmés, il s'agit de 3 vélo route - voie verte, 2 sentiers d'interprétation - itinérance pédestre, 2 dossiers d'amélioration de l'accueil et 2 dossiers de diversification de l'offre.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Si aucun paiement n'a été enregistré à cette date au titre de la mesure 764 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti, il peut être noté que parmi les 5 projets programmés, se trouvent des projets de restauration d'écluse (réalisé), de four à pain (Balzac, réalisé), Fontaine et lavoir (Jauldes, en cours), de lavoir (Nancars, réalisé) ainsi qu'un programme de réhabilitation de 18 sites dont 1 site classé : chapelle de la commanderie à confolens (CdC Charente Limousine). Ces projets ciblent tous du patrimoine rural bâti.

7.q7) Conclusions et recommandations (1700 / 3000)

7.q7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1: Le soutien a permis de contribuer à l'amélioration des infrastructures et services. Au regard des nombres de projets, montants mobilisés et niveaux de réalisation observés, l'impact apparaît néanmoins limité à l'échelle des zones rurales régionales, à ce stade de la programmation.

R1 : Il conviendra d'accélérer et amplifier la dynamique de programmation afin d'atteindre un niveau d'intervention permettant d'apporter une plus-value significative et visible et, in fine, un réel effet levier en matière de renforcement de l'attractivité des territoires et d'accueil de nouvelles populations. Si des éléments ont permis de donner à voir la contribution des actions menées aux enjeux thématiques liés à l'amélioration de l'attractivité et de l'offre de services en milieu rural, aucune évaluation factuelle des effets de ces soutiens, basée sur une observation directe n'a pu être réalisée à ce stade. Il conviendra lors de l'évaluation finale de mesurer plus précisément ces effets, par exemple dans le cadre d'études de cas par domaine d'intervention.

7.q7.b) Conclusion / Recommandation 2

C2 : L'intensité des investissements réalisés en faveur de l'amélioration de l'offre touristique apparaît, à ce stade, limitée. Les GAL identifient néanmoins, au regard des projets en cours de programmation, cette thématique comme étant porteuse des impacts les plus importants à l'échelle de leurs stratégies d'intervention.

R2 : Il conviendra lors de l'évaluation finale de réaliser une analyse spécifique visant à donner à voir plus précisément les types et nombre de projets soutenus afin d'être en capacité d'en analyser les impacts réels.

7.a18) CEQ18-6C - Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles amélioré l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales?

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Seul le TO 7.3.1. est rattaché de manière principale à ce DP. Or le régime d'aide d'Etat lié à cette opération n'ayant pas été publié en 2016 celle-ci n'a pas pu être activée.

7.a19) CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

7.a19.a) Réponse à la question d'évaluation

7.i)CEQ19-PE - Dans quelle mesure les synergies entre les priorités et les domaines prioritaires ont-elles renforcé l'efficacité du PDR?

1. s1) Synergies du programme et effet transversal

Les matrices en annexes présentent les contributions principales et secondaires des mesures par DP (annexe 1) et les synergies entre domaines prioritaires du PDR de la région Poitou Charentes (annexe 2).

Ces contributions principales et secondaires des mesures du PDR Poitou-Charentes par Domaine Prioritaire (annexe 1) ont significativement évolué par rapport à la version initiale de la logique d'intervention du PDR.

En effet, le processus d'harmonisation des PDR Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes (engagé suite à la fusion des régions), d'une part, et les arbitrages de programmation ayant conduit à la non-activation de certains dispositifs, d'autre part, se sont traduits par des évolutions importantes en matière de contributions et de synergies entre mesures et DP du programme.

7.s2) Méthodes appliquées

L'analyse est basée sur une approche qualitative. Les éléments mobilisés sont :

- l'analyse de la logique d'intervention actualisée du PDR (annexe 1 : contributions principale et secondaire des mesures par Domaine Prioritaire) ;
- des matrices de cohérence (annexe 2 : Synergies entre domaines prioritaires du PDR en Poitou Charentes) ;

- les réponses aux autres questions évaluatives.

7.s3) Résultats quantitatifs basés sur le calcul des contributions secondaires des opérations aux domaines prioritaires

Conformément aux préconisations du Helpdesk Evaluation du Développement Rural, nous focalisons l'analyse sur une approche qualitative des contributions et synergies des mesures et DP, dont la lecture et l'analyse est facilitée par deux matrices jointes en annexes.

1. s5) Réponse à la question d'évaluation

La logique d'intervention du PDR Poitou-Charentes, dans sa dernière version, repose sur la mobilisation de 15 des 18 domaines prioritaires du développement rural.

Pourtant plusieurs de ces DP ne présentent à ce stade aucune programmation ou réalisation car le dispositif qui y était adossé n'a in fine pas été activé. C'est par exemple le cas du DP 3B au titre duquel est mobilisée la mesure 5.2.1 Reconstitution du potentiel de production agricole endommagé par des catastrophes naturelles. C'est aussi le cas du DP 6C abondé par la seule mesure 7.3.1 Investissements dans des infrastructures haut débit, non ouverte.

A ce stade de la programmation, on relève les principales synergies suivantes :

Synergies entre le DP2A et la Priorité 5

La mesure d'investissement 4.1.1 (modernisation des élevages) permet de financer différents types d'investissement. Parmi eux, le volet « photovoltaïque et l'amélioration des performances énergétiques » contribue au domaine prioritaire 2A mais aussi au DP 5C visant à faciliter la fourniture et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. De plus, cette synergie est confortée par le critère de sélection « excellence environnementale », présent dans les appels à projets de la mesure 4.2.2 (investissements dans les IAA), contribuant à la hiérarchisation des projets en faveur de l'« économie d'énergie et d'eau » et de l'« utilisation ou la production d'énergie renouvelables ».

Ces synergies sont confirmées par les résultats d'enquête menée auprès d'un échantillon d'exploitants bénéficiaires de la mesure 4-Investissements physiques. Ces résultats confirment en effet l'effet de l'aide FEADER sur la prise en compte de certains enjeux environnementaux, tels que la gestion efficace de l'énergie ou encore de la ressource en eau.

DP3A / DP4B

La mesure 4.2.1 visant à subventionner l'investissement pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs contribue au domaine prioritaire 3A « améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire ». Les circuits courts sont notamment soutenus indirectement par les investissements liés au conditionnement, à la stérilisation et au stockage. Un des critères de sélection permettant le classement des projets est la certification biologique. Ce qui contribue au domaine prioritaire 4B visant à améliorer la gestion de l'eau.

P4 / DP5E

Les mesures 4.1.3 (Plan végétal environnement), 4.4.1 (Investissements en faveur d'infrastructures

agroécologiques), 7.1.1 (DOCOB), 7.6.1 à 7.6.3 (Natura 2000), 7.6.5 (Animation MAEC), 10 (MAEC), 11 (AB) et 13 (ICHN) permettent d'encourager des pratiques dites plus durables, contribuant ainsi aux priorités 4 et 5.

Par exemple, ces pratiques réduisent ou suppriment les intrants et favorisent la mise en place des couvertures de sol ce qui contribue directement au DP4B (préservation de la qualité de l'eau), mais aussi au DP4A (préservation de la biodiversité) et au DP4C (prévention de l'érosion du sol) en limitant les impacts négatifs des intrants sur la faune et la flore des différents écosystèmes et notamment celui du sol.

Ces mesures permettent également un maintien des surfaces herbagères qui favorise la séquestration du carbone dans les sols (DP5E).

En synthèse, il convient de préciser qu'aucune externalité négative n'est observée à l'intérieur et entre les DP du PDR Poitou-Charentes.

7.s6) Conclusions et recommandations

7.s6.a) Conclusion / Recommandation 1

Conclusion:

C1. Les synergies entre priorités et DP sont importantes dans le PDR de la région Poitou-Charentes, cela est notamment dû :

- aux contributions transversales des actions d'information et projets de démonstration
- à la double performance (économique et environnementale) visée par les investissements financés
- aux critères de sélection à visée environnementale retenus dans le processus de sélection des projets d'investissement,
- aux critères de sélection liés au statut de jeune agriculteur,
- aux liens entre les différents TO de la priorité 4.

Recommandation

Dans la perspective de l'évaluation finale du PDR, il convient de prévoir une phase de concertation de bénéficiaires aidés. A cette occasion, nous recommandons que ces acteurs soient interrogés non seulement au regard des objectifs principaux de l'aide dont ils ont bénéficié, mais aussi de manière plus large par le prisme des domaines prioritaires par exemple. L'idée est de mieux comprendre dans quelle mesure chaque dispositif d'aide contribue à produire des synergies avec d'autres aides et objectifs du PDR.

7.a20) CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

7.a20.a) Réponse à la question d'évaluation

1. CEQ20-TA - Dans quelle mesure l'assistance technique a-t-elle contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 59, paragraphe 1 du règlement (UE) n° 1303/2013 et à l'article 51, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

7.t1) Liste des mesures contribuant au DP

Mesures / sous-mesures qui présentent des « contributions principales » :

Mesure 20 Assistance technique.

7.t2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)		Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR
Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)		Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)
Les capacités des partenaires au sens de l'article 5, paragraphe 1, du règlement UE n°1305/2013 ont été renforcées (C202)		Nombre et types de sessions de formation
Le public a été informé du PDR et l'information a été diffusée. (C203)		Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR
Le suivi a été amélioré (C204)		Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.
La mise en œuvre du PDR s'est améliorée. (C206)		Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

7.t3) Méthodes appliquées

Méthodes quantitatives :

Aucune méthode quantitative n'a été mobilisée.

Méthodes qualitatives :

Nota : les indicateurs ont été calculés intégralement à partir de fichiers fournis par l'Autorité de Gestion.

Indicateur additionnel : Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR

Les éléments présentés sont issus du « *Tableau des effectifs FESI - Région Nouvelle-Aquitaine* » transmis par l'AG au format Excel. Ce fichier présente la liste des agents impliqués sur la mise en œuvre des FESI en Région Nouvelle-Aquitaine. Il donne le détail des types de programmes et, notamment pour les PDR, les ex-Régions concernées. Ainsi, la répartition des ETP investis sur le FEADER s'établit 1) en additionnant les ETP dédiés et 2) en appliquant une clé de répartition aux ETP transversaux (échelle Nouvelle-Aquitaine). Cette clé de répartition est la suivante : 57% AQU, 12% LIM, 31% POC.

Indicateur additionnel : Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)

Les éléments présentés sont issus d'un tableau de la Région Nouvelle-Aquitaine transmis au format Excel détaillant les dépenses d'Assistance Technique selon 3 typologies d'opérations : dépense personnel interne, prestation externe réseau rural et prestation externe communication.

Indicateur additionnel : Nombre et types de sessions de formation

Les éléments présentés sont issus du fichier Excel « Bilan Formation » fourni par l'AG. Ce fichier présente notamment un onglet par année, de 2017 à 2019, présentant les sessions de formation, les nombres et types de stagiaires.

Indicateur additionnel : Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR

Les éléments présentés sont issus d'une note de synthèse rédigée par le chargé de communication de l'AG relative à la stratégie de communication mutualisée, transmise le 16 mai 2019.

Indicateur additionnel : Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.

La synthèse proposée a été rédigée sur la base de l'expérience vécue par l'évaluateur.

Indicateur additionnel : Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

Cet indicateur a été calculé à partir d'une extraction Osiris en date du 12 Mai 2019 pour chacun des 3 PDR de la Région Nouvelle Aquitaine. Le calcul de la durée est réalisé en considérant la date de dépôt du dossier et la date du 1er paiement. Les dossiers Osiris étant fléchés par TO, un tableau croisé dynamique a permis de décliner ce calcul par sous-mesures des PDR.

7.t4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de	Valeur brute	Valeur nette	Sources de données et
-------------------	-------------------------------------	------	-----------	--------------	--------------	-----------------------

			l'indicateur	calculée	calculée	d'information
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de réalisation commun			A renseigner AG			
Indicateur de résultat commun			A renseigner AG			
Indicateur de résultat supplémentaire	Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR	Non	18,5 ETP (2019) 1 ETP pour 7,5 M€ prog (hors AT, ICHN, MAEC et BIO)			Données suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)	Oui	92% RH 8% RRR 0% COM			Données suivi AG
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et types de sessions de formation	Non	16			Données suivi AG (échelle Nouvelle Aquitaine)
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR		187 évènements 177 retombées Presse			Données suivi AG (2017)
Indicateur de résultat supplémentaire	Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.					Dire de l'évaluateur

Indicateur de résultat supplémentaire	Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement	Non	569 jours			Osiris
---------------------------------------	--	-----	-----------	--	--	--------

7.t5) Problèmes rencontrés influençant la validité et la fiabilité des conclusions de l'évaluation

L'absence d'éléments explicatifs relatifs aux indicateurs calculés ne permet pas une interprétation optimale des données.

1. t6) Réponse à la question d'évaluation (11265/10 500)

I. Bilan de mise en œuvre

Au 10 novembre 2018, l'intégralité de l'aide au titre de la mesure 20, assistance technique reste à programmer (142 959 €).

I. Analyse par critère de jugement

Les capacités institutionnelles et administratives pour une gestion efficace du PDR ont été renforcées (C201)

Indicateur additionnel : Effectif du personnel impliqué dans la gestion du PDR

Pour la gestion du PDR Poitou-Charentes, l'effectif mobilisé a été renforcé de manière régulière depuis 2017 (en moyenne 6 ETP supplémentaire par an) : il est passé de 7,6 ETP à 18,5 en 2019 (12,8 en 2018).

10,8 ETP sont spécifiquement dédiés à la gestion du PDR Poitou-Charentes en 2017. Il est à noter que cet effectif a augmenté de manière régulière et importante (2 ETP en 2017, 5,4 en 2018 et 10,8 en 2019), ce qui démontre néanmoins une montée en puissance en termes de mobilisation de moyens humains dédiés à la gestion de ce PDR.

En termes de perspectives, selon les données de l'AG, cet effectif devrait se stabiliser à 18,8 ETP en 2020.

Indicateur additionnel : Répartition des dépenses par typologie d'opération (dépense personnel interne, prestation externe communication/contrôle/évaluation)

En termes de dépenses, en 2019, 1ère année durant laquelle le Réseau Rural Régional (RRR) sera actif, la répartition des dépenses par typologie d'opération est la suivante :

- Dépenses de personnel interne 92% (859 500,00 €)
- Prestations externes RRR 8% (75 000,00 €)

Il est à noter qu'aucune dépense n'a été engagée au titre de prestations externes de communication.

Le total des dépenses d'assistance technique dédiées à la gestion du PDR Poitou-Charentes s'élèveront à 934 500,00 € soit 22,5% de la maquette (4 142 959 €).

Les capacités des partenaires au sens de l'article 5, paragraphe 1, du règlement UE n°1305/2013 ont été renforcées (C202)

Indicateur additionnel : Nombre et types de sessions de formation

Nota : pour rappel, les données relatives aux formations ne sont disponibles qu'à l'échelle Nouvelle-Aquitaine.

En termes de dynamique de formation, 16 sessions de formation ont été organisées entre 2017 et 2019 : 6 en 2017 puis 5 en 2018 et 2019 (année en cours).

A chaque fois, cela a concerné 4 sessions différentes.

- 2017 a été dédiée à la formation services instructeurs au travers des sessions : Réviser les bases du FEADER, Aides d'état, Commande publique (3 sessions) et OSIRIS calcul de l'aide.
- 2018 a permis de former au suivi-évaluation, à l'utilisation d'OSIRIS, à la thématique Industries Agroalimentaires (FEADER) et au suivi des MAE BIO sur ISIS.
- 2019 a notamment permis de former à la commande et aux marchés publics (5 sessions), aux règles de gestion

Au total, 307 stagiaires ont bénéficié de ces formations : à 39% les services instructeurs Etat, principalement sur la commande et les marchés publics, à 20% les GAL Leader, notamment sur les aides d'Etat et la commande publique et à 18% les services instructeurs Région, notamment sur les bases du FEADER (2017), les aides d'Etat, Osiris et les IAA.

Le public a été informé du PDR et l'information a été diffusée (C203)

Indicateur additionnel : Nombre d'actions de communication et diffusion du PDR

Mise en œuvre

Pour présenter une vision large de l'intervention de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, une stratégie de communication commune aux 6 programmes européens FESI des 3 territoires est privilégiée.

Objectifs stratégiques

- Assurer la transparence et la notoriété des programmes européens,
- Faciliter la mise en œuvre de la programmation,
- Transmettre les valeurs européennes et régionales, et montrer l'impact des fonds européens pour le développement régional,
- Mieux faire connaître le rôle et l'implication de la Région et les nouveautés de la période de programmation 2014-2020,
- Démultiplier la communication en mobilisant le partenariat régional mais aussi national.

Les grands types de cibles

- Les bénéficiaires potentiels
- Les bénéficiaires
- Le grand public
- Les partenaires du programme
- Les élus
- Les relais
- Les médias

Le message

« La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire » est le message générique présent généralement sur les supports grand public. Lorsque l'on évoque les ressources humaines, en fonction des thématiques et des cibles, ce message est décliné et devient : « La Région et l'Europe agissent ensemble pour votre avenir ».

Principales actions mutualisées Nouvelle-Aquitaine – 2017

1. Les actions interfonds

La mise en ligne du nouveau site des fonds européens en Nouvelle-Aquitaine www.europe-en-nouvelle-aquitaine.ue et l'animation des comptes Facebook Europeennouvelleaquitaine et Twitter UEenNvelleAqui

Symbole de cette stratégie harmonisée, le site se substitue aux sites web des 3 ex-Régions. Il s'adresse prioritairement au grand public, aux porteurs de projets et bénéficiaires.

Le site permet de :

- s'informer sur les programmes européens et les différentes possibilités de financements européens, l'actualité européenne....
- identifier, selon le projet, les contacts pertinents avant de déposer une demande de subvention européenne en ligne.
- consulter et répondre aux appels à projets mobilisables
- télécharger les documents et outils mis à disposition (la réglementation, les différents programmes, les outils d'information et de communication, la liste des bénéficiaires, les communiqués de presse....)
- accéder directement aux intranets, plateforme d'échanges et de travail

Le joli mois de l'Europe (JME)

La Région consacre un espace dédié sur le web, où sont recensés tous les événements européens organisés en mai. L'utilisation d'un même visuel (le papillon) et d'un même message (le Joli Mois de l'Europe) permet de donner une plus grande visibilité sur l'Europe.

Elle dote en supports de communication (affiches, dépliants, goodies) toutes les structures recensées adhérant au Joli Mois de l'Europe. Via une agence spécialisée, elle assure également une couverture presse du JME durant tout le mois de Mai.

Chiffres clefs JME 2017 :

- **187 événements organisés par 90 structures pour près de 10 000 personnes touchées**
- **Impact sur les réseaux sociaux important**
- **177 retombées Presse**

2. Les actions spécifiques au FEADER

Le forum de la coopération le 23 novembre à Brive. Ce forum avait pour mission de réunir dans un même lieu tous les acteurs des territoires de la région. Organisé sous forme d'ateliers, de tables rondes et

d'un village européen, il a favorisé les échanges et les rencontres autour de la thématique de la coopération.

La mise en ligne des appels à projets sur le site <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr/appels-a-projets.html> . Une fois l'appel à projet clôturé, celui-ci reste archivé sur le site.

L'accompagnement des bénéficiaires dans leurs obligations de publicité : Une notice sur les obligations de publicité et des autocollants Europe ont été imprimés et largement diffusés. https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/sites/alpc_eu/files/2018-03/Notice_FEADER_NA_2018_0.pdf

Le suivi a été amélioré (C204)

Indicateur additionnel : Les données utiles à l'évaluation ont fait l'objet d'un suivi, et ont été facilement mobilisables pour les travaux d'évaluation.

Afin de porter un regard équilibré sur ce critère de jugement, il convient de relever les points forts, positifs en matière de suivi et d'évaluation des PDR de Nouvelle-Aquitaine ainsi que les points faibles, pouvant encore être améliorés.

En termes de points positifs il convient de relever les éléments suivants :

-l'AG dispose d'un référentiel de suivi-évaluation proposant une « Grille de réponse aux questions évaluatives communes (QEC) des programmes de développement rural 2014-2020 Nouvelle Aquitaine, PDR Aquitaine, Limousin, Poitou Charentes » finalisé à l'automne 2017. Ce document, présenté au format Excel, détaille, à partir du croisement entre mesures retenues et contributions considérées (principales et secondaires), un ensemble d'indicateurs communs ou additionnels permettant de contribuer à l'apport d'éléments de réponses aux critères de jugements et questions évaluatives de référence. Au total, ce fichier comporte 380 indicateurs dont environ 180 indicateurs additionnels.

-l'AG a mis à disposition de l'évaluateur un fichier intitulé « Etat_avancement_DPR_NA », proposant notamment, pour chaque PDR, un état d'avancement détaillé par sous-mesures en termes de nombre de dossiers et montants programmés, engagés et payés.

Ces deux documents ont été précieux tout au long du processus et ont permis à l'évaluateur de disposer d'éléments de référence en termes évaluatifs et de repères en termes de données chiffrées indispensables au bon déroulé de la démarche.

Lors de la 1ère phase de la mission, l'évaluateur a proposé, sur la base d'échanges avec les personnes référentes sur les mesures concernées, une redéfinition du périmètre des indicateurs additionnels. En effet, l'expertise des 180 indicateurs additionnels identifiés au sein de la grille de réponse aux QEC en termes d'opportunité et de faisabilité a révélé un important delta entre ce qui était proposé et ce qu'il était réellement possible et pertinent de mobiliser pour répondre aux QEC. Ce travail a abouti à la sélection d'une cinquantaine d'indicateurs additionnels qui, in fine, ont été renseignés et ont permis de répondre aux questions évaluatives.

L'importance de l'écart observé entre indicateurs définis et indicateurs maintenus démontre :

1. que cette étape de vérification d'opportunité et de faisabilité aurait dû être réalisée lors de la conception de ce DSE ;
2. que cela aurait permis de renforcer le niveau de connexion entre ce DSE et la réalité du dispositif de suivi mis en place par l'AG et de gommer le caractère parfois trop théorique des indicateurs

additionnels proposés.

De fait, il apparaît que ce DSE a été conçu en logique de déclinaison des informations potentiellement disponibles au regard des mesures identifiées comme contributives à la QEC de référence sans interroger la plus-value de chaque information collectée et, collectivement, leur complémentarité pour répondre, globalement, à cette QEC. Plus globalement, ce DSE ne prend pas ou trop peu en considération les données pouvant être recueillies auprès des bénéficiaires et permettant de produire des éléments pertinents pour les réponses aux QEC.

La mise en œuvre du PDR s'est améliorée. (C206)

Indicateur additionnel : Durées moyenne (et par mesure / instrument) pour la demande de soutien et pour le paiement

En moyenne globale, pour le PDR Poitou-Charentes, la durée moyenne entre la date de dépôt du dossier de demande de soutien et le 1er paiement afférent, est, sur la période 2014 à 2017 **de 569 jours soit 1,5 an et 18 mois**. Elle est relativement similaire à celle des autres PDR (respectivement 540 et 613 jours pour le PDR Limousin et le PDR Aquitaine). A noter cependant que le nombre de dossier traité en Poitou-Charentes est plus élevé que le Limousin (2 648 contre 1 614), mais très inférieur au PDR Aquitaine (9 429).

Par mesure, notons que les dossiers correspondants aux sous-mesures 19.1 Soutien à la mise en place des SLD*, 1.2.1 Activités de démonstration et d'information* et 1.2.2 Actions d'information ont des durées moyennes entre 1 200 et 1 500 jours, soit entre 39 et 49 mois (entre 3 et 4 ans). 6 sous mesures (4.3.1 Irrigation*, 19.2 Stratégie LEADER, 4.3.2 Dessertes forestières, 6.4.3 Hébergements touristiques*, 19.4 Fonctionnement animation LEADER, 4.2.2 IAA) présentent des durées moyennes entre 880 et 1 000 jours, soit 29 et 33 mois. Les mesures 4.4.1 Infrastructures agro-écologiques*, 6.4.2 Activités équestres/tourisme à la ferme, 7.6.1 Animation Natura 2000, 4.2.1 transformation à la ferme et 4.1.2 Cultures spécialisées ont des durées moyennes entre 710 et 830 jours, soit 23 et 27 mois. Enfin, les mesures 6.6.1 DJA*, 8.6.1 Équipements des entreprises forestières*, 8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers*, 3.2.1 Promotion des produits SIQO, 4.1.4 investissements collectifs, 8.3.1 Prévention des dommages causés aux forêts*, 4.1.1 Modernisation des élevages, 3.1.1 Système de qualité BIO, 7.6.2 Contrats Natura 2000 ni agricole, ni forestier, 4.1.3 Plan végétal environnement et 7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC présentent des durées inférieures à 2 voire 1,5 an.

**Sous-mesures pour lesquelles la durée moyenne est calculée avec entre 1 à 9 dossiers.*

Enfin, il doit être noté que **la durée constatée entre la date de dépôt du dossier de demande de soutien et le 1er paiement afférent a systématiquement diminué parfois de manière très importante** si l'on considère la 1ère (2015) et la dernière année de programmation (2017) des dossiers présents dans le fichier transmis par l'AG. Cette réduction est par ailleurs la plus significative des trois PDR.

7.t7) Conclusions et recommandations (2487 / 6000)

7.t7.a) Conclusion / Recommandation 1

C1 - In fine, l'efficacité du DSE mobilisé, c'est-à-dire le rapport entre l'énergie nécessaire à sa mise en œuvre et la qualité de l'information produite pour répondre aux questions évaluatives apparaît pouvoir être largement optimisée.

R1 - Il conviendrait, à l'issue de cette évaluation :

- de porter un regard à posteriori sur la plus-value réelle de chacun des indicateurs additionnels retenus in fine pour la réponse aux QEC
- de relever les critères de jugements et / ou questions évaluatives pour lesquelles les éléments de réponses apportés apparaissent insuffisants et / ou devoir être complétés
- de revoir ce dispositif en conséquence notamment en l'amendant afin d'y intégrer plus fortement les informations pouvant être recueillis en dehors du système de suivi classique (AG, Osiris, Isis, ODR, ...) notamment au travers d'enquêtes directes auprès des bénéficiaires

7.t7.b) Conclusion / Recommandation 2

C2 - L'absence d'éléments explicatifs relatifs aux indicateurs calculés ne permet pas une interprétation optimale des données relatives à la mise en œuvre du PDR (RH, durée 1er paiement, type de formations, types de dépenses d'assistance technique, ...).

R2 - Il conviendrait, dans le cadre de la prochaine évaluation, que l'AG puisse fournir à l'évaluateur des éléments permettant de relativiser les données chiffrées produites au regard d'éléments de contexte, notamment :

- l'adéquation des moyens humains mobilisés par PDR au regard des besoins constatés et de leur évolution
- les facteurs expliquant les durées moindres ou plus importantes en termes de traitement des dossiers par TO et les éventuels points d'amélioration
- les niveaux de satisfaction quant aux sessions de formations, leur plus-value et les éventuels besoins non satisfaits au regard des enjeux prioritaires de mise en œuvre des PDR

7.t7.c) Conclusion / Recommandation 3

C3 – Au-delà du bilan proposé par le chargé de communication, il n'existe pas d'éléments permettant d'évaluer l'efficacité des actions de communication auprès des publics ciblés.

R3 - S'il est difficile de mesurer la notoriété des PDR auprès du grand public, peu directement concerné, il apparaîtrait utile de disposer, à l'issue de cette programmation 2014-2020, de ce type d'informations pour les bénéficiaires (potentiels et confirmés). Cela pourrait être pertinent notamment en vue de la prochaine génération de programmes au regard de l'enjeu de mobilisation de porteurs de projets pour certaines mesures qui seraient insuffisamment programmées.

7.a21) CEQ21-RN - Dans quelle mesure le réseau rural national a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013?

7.a21.a) Réponse à la question d'évaluation

Q.E 21 : Dans quelle mesure le RRN a-t-il contribué à la réalisation des objectifs fixés à l'article 54, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013 ?

1. Liste des mesures contribuant au DP (3000 caractères max)
2. Lien entre critères d'appréciation, indicateur de résultats communs et supplémentaires
3. Méthode appliquée max 7000 caractères
4. Valeurs quantitatives des indicateurs
5. Problèmes rencontrés : 1750 caractères
6. Réponse à la QE 10 500 caractères
7. Conclusion (3000 caractères) et recommandations (3000 caractères)

7.e1) Logique d'intervention du RRR (1780 caractères)

La sélection d'un prestataire pour l'animation externalisée du réseau rural régional Nouvelle-Aquitaine, a été actée au cours du dernier trimestre 2018 (sélection au mois d'Octobre et première rencontre avec la cellule d'animation le 30 Novembre 2018). Le choix de l'autorité de gestion s'est porté sur la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine.

La logique d'intervention de ce réseau est, en date du 15 Avril, toujours en phase de consolidation et de validation par les principales parties prenantes de la mise en œuvre de ce RRR, et notamment les différentes Directions du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine.

A ce stade, ex-ante, les activités envisagées du Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine semblent en effet converger de manière satisfaisante vers les 4 objectifs d'un réseau rural tels qu'établis à l'article 54. 2) du règlement (UE) n° 1305/2013 :

1. Accroître la participation des parties prenantes à la mise en œuvre de la politique de développement rural : organisation d'assemblées générales du réseau et séminaires thématiques mobilisant largement le partenariat régional, implication spécifique des Groupes d'Actions locale autour de rencontres techniques sur la Coopération Leader ou encore l'évaluation des stratégies locales de développement...
2. Améliorer la qualité de mise en œuvre des programmes de développement rural : diffusion et communication d'outils en faveur de l'évaluation Leader, ou autres publications en provenance du réseau rural national ou du réseau européen du développement rural...
3. Informer le grand public et les bénéficiaires potentiels sur la politique de développement rural et sur les possibilités de financement : mise en avant de projets FEADER soutenus, animation de réunions et atelier de présentation des mesures du PDR auprès de bénéficiaires potentiels, ...
4. Favoriser l'innovation dans le secteur de l'agriculture, de la production alimentaire, les activités forestières ainsi que dans les zones rurales : exploration de sujets thématiques nouveaux, dans une logique de prospective (par exemple : numérique, mobilité, transition écologique et accueil des migrants en milieu rural...)

7.e2) Lien entre les critères d'appréciation, les indicateurs de résultat communs et supplémentaires utilisés pour répondre à la QEC

Critères d'appréciation	Indicateur de résultat commun	Indicateur de résultat supplémentaire
Le nombre et le type des partis prenantes contribuant aux actions d'animation du PDR ont augmenté (C211)		Nombre et répartition par typologie (voir ci-dessous) d'acteurs participant à des activités du réseau en tant qu'intervenants / contributeurs
Le nombre et le type des partis prenantes contribuant aux actions d'animation du PDR ont augmenté (C211)		Analyse de la couverture territoriale des interventions du RRR et des partenaires impliqués
Un large public et les bénéficiaires potentiels comprennent la politique de développement rural et les possibilités de financement grâce aux activités du RRN (C213)		% des acteurs du monde rural estimant disposer d'informations suffisantes sur le PDR et qualification du degré de compréhension des principaux objectifs et outils de financement mis leur à disposition
Un large public et les bénéficiaires potentiels comprennent la politique de développement rural et les possibilités de financement grâce aux activités du RRN (C213)		Nombre de personnes qui ont été informées à propos de la politique de développement rural et des opportunités de financement grâce aux outils de communication du RRR
Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés aux conseillers et/ou aux services de soutien à l'innovation
Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés à la coopération territoriale (yc. aux GAL)
Le Réseau a contribué à l'atteinte des objectifs du PDR en matière d'innovation et la coopération territoriale (priorités 1 et 6) (C214)		Perception de la plus-value des actions auprès des bénéficiaires des mesures visées

7.e3) Méthode appliquée (1298 caractères)

Méthodes quantitatives : non mobilisées

En raison du lancement tardif du Réseau Rural Régional Nouvelle Aquitaine, dont la mise en œuvre a démarré effectivement sur l'année 2019, aucune donnée de suivi des réalisations et résultats du réseau n'a pu être et n'a été exploitée. Ces éléments sont jugés non pertinents pour le présent RAMO remis en 2019.

Méthodes qualitatives :

Raisons de l'utilisation de la méthode

En raison de l'absence de réalisations et de résultats du réseau rural régional à valoriser à ce stade, il a été décidé par l'Autorité de Gestion et l'évaluateur d'apporter à la connaissance de la Commission, dans le cadre de la réponse à la question évaluative n° 21, des éléments de justification et de contexte qualitatifs permettant d'expliquer le lancement tardif du RRR.

Description des méthodes utilisées

Un entretien qualitatif a été conduit avec Cécile Bonnefoy-Claudet, chargée de mission au sein du Service Pilotage des mesures de développement local du Conseil Régional le 15 Avril 2019.

Cet entretien a permis de mettre en avant les facteurs explicatifs du lancement tardif du RRR ainsi que de projeter, à ce stade et dans les grandes lignes, sa logique d'intervention.

Limites et difficultés rencontrées lors de l'application de la méthode et les solutions apportées

Rien à signaler

7.e4) Valeurs quantitatives des indicateurs et sources de données

Type d'indicateur	Code et nom de l'indicateur (unité)	Taux	Valeur de l'indicateur	Valeur brute calculée	Valeur nette calculée	Sources de données et d'information
Indicateur de réalisation commun						
Indicateur de réalisation commun						
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre et répartition par typologie (voir ci-dessous) d'acteurs participant à des activités du réseau en tant qu'intervenants / contributeurs		0			
Indicateur de résultat supplémentaire	Analyse de la couverture territoriale des interventions du RRR et des partenaires impliqués		-			

Indicateur de résultat supplémentaire	% des acteurs du monde rural estimant disposer d'informations suffisantes sur le PDR et qualification du degré de compréhension des principaux objectifs et outils de financement mis leur à disposition		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre de personnes qui ont été informées à propos de la politique de développement rural et des opportunités de financement grâce aux outils de communication du RRR		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés aux conseillers et/ou aux services de soutien à l'innovation		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Nombre d'outils et d'interventions mis en œuvre consacrés à la coopération territoriale (yc. aux GAL)		0				
Indicateur de résultat supplémentaire	Perception de la plus-value des actions auprès des bénéficiaires des mesures visées		-				

7.e5) Problèmes rencontrés (211 caractères)

La principale limite rencontrée dans la réponse à la question évaluative tient à la mise en place effective du réseau rural régional sur l'année 2019, soit une absence de réalisation et de résultats à démontrer sur la

période d'observation 2014-2018.

7.e6) Réponses à la question évaluative (4816 caractères)

I. Bilan de mise en œuvre du réseau rural Nouvelle-Aquitaine

Une cellule externalisée a été recrutée par voie de consultation par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine afin d'animer et coordonner les activités du Réseau rural régional à l'échelle des 3 PDR Aquitaine, Poitou-Charentes, Limousin.

Une première consultation a ainsi été lancée en mars 2018. Elle a néanmoins été déclarée sans suite, faute de répondants, en avril 2018.

Une nouvelle phase de consultation a dès lors été relancée en Juillet 2018 sur la base d'un programme d'actions 2019-2020 plus ciblé, et notamment revu à la baisse en ce qui concerne la réalisation de vidéos communicantes (le présent marché ne concerne plus que le calibrage des vidéos – storyboard et le repérage des expériences à valoriser, et non plus la réalisation des films). Cette seconde vague d'appels d'offre a donné lieu à la sélection d'un prestataire et à la formation d'une cellule d'animation du RRR au mois d'Octobre 2018. Le candidat retenu est la Chambre Régionale d'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine, au travers de son antenne de Poitiers (laquelle avait été animatrice du réseau rural Poitou-Charentes sur la précédente période de programmation 2007-2013).

Le lancement officiel des discussions quant au programme d'actions du RRR a fait l'objet d'une première réunion de mobilisation des services de la Région Nouvelle-Aquitaine le 11 Février 2019. Cette réunion a notamment associé les 3 Directions impactées : la Direction des Fonds Européens, Direction des politiques contractuelles et la Direction de l'Agriculture, des IAA et de la Pêche, en plus des services attachés aux activités du développement rural (Patrimoine, Transport...). Ce premier temps de travail visait à définir les champs thématiques que le RRR pourraient explorer de manière prospective en complément des actions menées d'ores et déjà par la Région. L'objectif résidait à la fois dans le décloisonnement des actions (croisement entre le monde agricole, les Groupes d'Action Locale, les acteurs du PEI-Agri...) et dans l'émergence de champs exploratoires nouveaux.

Dans la poursuite de cette première étape, une enquête a été diffusée largement auprès de l'ensemble des acteurs du développement agricole, alimentaire, forestier et des zones rurales afin de collecter leurs besoins et attentes vis-à-vis de ce futur réseau. Cette enquête (ouverte jusqu'au 10 Mai 2019) doit permettre de préparer la feuille de route du RRR Nouvelle-Aquitaine pour 2019-2020, en s'appuyant sur les réponses, qui seront exploitées, présentées et débattues, à l'occasion de l'Assemblée Générale de lancement prévue le 19 juin prochain. Elle a été doublée, dans les mêmes délais, d'une enquête spécifique aux 52 GAL de la Région.

A ce stade, parmi les différentes missions du réseau, ont été prévues les activités suivantes :

- Animation d'échanges en faveur d'une implication large du partenariat régional en faveur de l'agriculture, l'agroalimentaire, la foresterie et les zones rurales (assemblées générales, séminaires thématiques) et gestion d'une base contacts actualisée des membres du réseau
- Actions visant à faire connaître les modalités de mise en œuvre du FEADER en Nouvelle-Aquitaine, notamment par le biais de réunions publiques de présentation du FEADER. Plus

largement, la cellule d'animation du réseau réalisera en continu différentes actions d'information et de communication autour des PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin (infolettre semestrielle...) et alimentera la page du Réseau Rural National dédiée au réseau rural Nouvelle-Aquitaine ou encore les actualités du site L' »Europe s'engage en Nouvelle-Aquitaine ».

- Mission d'appui spécifique auprès des 52 GAL de la région Nouvelle-Aquitaine via l'animation d'un séminaire annuel, d'un accompagnement dédié à la mise en œuvre de projets de Coopération Leader (appui à la recherche de partenaires...) et au suivi et à l'évaluation des stratégies locales de développement (production à venir d'un résumé citoyen par GAL, d'un résumé citoyen par PDR, et d'un résumé citoyen à l'échelle de l'ensemble des 52 GAL)
- Articulation avec les niveaux national et européen : diffusion des informations nationales et européennes aux publics concernés, remontée d'informations vers le site du RRN et de l'ENRD concernant les fiches de présentation des projets et les actions de coopération des GAL de la région, participation aux réunions nationales et européennes...
- Actions de capitalisation d'expériences et projets innovants sous la forme de fiches et de vidéos de valorisation.
- Travaux et temps d'animation spécifiques dédiés à de nouveaux champs d'investigation à valider lors de l'AG de lancement : par exemple, les questions générationnelles en agriculture, la question des migrations en milieu rural

II. Appréciation générale

En raison du démarrage réel des activités du Réseau Rural Nouvelle Aquitaine en 2019, il n'est pas possible de conclure que ce dernier a contribué de manière effective à la réalisation des objectifs fixés à l'Article 54.2) du règlement (UE) n° 1305/2013.

La mise en place de ce réseau en fin de période de programmation s'explique par un ensemble de facteurs externes cumulés. La fusion des régions a ainsi entraîné un processus d'harmonisation des PDR Aquitaine, Poitou-Charentes et Limousin ainsi qu'une réorganisation importante des services de la Région Nouvelle-Aquitaine et d'autres structures régionales. Par ailleurs, l'échec de la première consultation lancée début mars 2018 par la Région a largement retardé la sélection de la cellule d'animation externalisée du réseau.

Pour autant, bien que ces facteurs subis justifient cette mise en place tardive du Réseau Rural Nouvelle-Aquitaine, on peut s'attendre à une contribution in fine plus limitée de ce réseau aux objectifs communautaires, dans la mesure où son programme d'action ne couvre que deux années sur la totalité de la période de programmation : 2019 et 2020.

7.e7) Conclusions et recommandations

Conclusion 1

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 1

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Conclusion 2

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 2

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Oeuvre

Conclusion 3

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Œuvre

Recommandation 3

Non pertinent pour le présent Rapport Annuel de Mise en Oeuvre

7.a22) CEQ22-EM - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 %?

7.a22.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ22-UE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à porter le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans à au moins 75 % ?

16800 / 17500

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC**a - Rappel des priorités de référence :**

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Cible prioritaire : 75 % de la population âgée de 20 à 64 ans doit être employée.

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la priorité 6 :

DP6A – Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

M04 Investissements physiques

4.2.2 Investissement pour la transformation/commercialisation de produits agricoles dans l'industrie agro-alimentaire (notamment sous-mesure 4.2.1 IAA – 4 M€)

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

6.4.1 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non-agriculteurs

6.4.2 Investissements dans des projets d'agrotourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole

6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non-agriculteurs

M08 Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts

8.6.1 Équipements des entreprises forestières

DP6B – Promouvoir le développement local dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (10 M€)

7.4.1 Investissements dans les services de base pour la population rurale

7.5.1 Investissement à usage public dans les infrastructures récréatives et touristiques

7.6.4 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti

M19 Soutien au développement local Leader

DP6C – Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des TIC dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (10 M€)

7.3.1 Investissements dans les infrastructures de haut débit pour l'accès des espaces ruraux

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative au maintien de l'emploi agricole doivent être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment, par ordre d'importance décroissant :

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 45,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes

spécifiques (110,3 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 22 recouvre 10 mesures et 13 sous-mesures **pour un total de 227,6 M€ soit 67,5% de la maquette du PDR.**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, d'indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont maintenu et généré de l'activité et de l'emploi et contribué à l'augmentation du taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans	2B / 6A/ 6B	QE 4 / 5 / 6 / 16/ 17	I.14 : Taux d'emploi rural	<ul style="list-style-type: none"> -Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant d'un soutien -Taux de renouvellement des installations -Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations 2014-2018 -Nombre d'installations Hors Cadre Familial -Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 30 ans -Moyenne d'âge des bénéficiaires de la DJA. -Nombre et % d'exploitation bénéficiaires de l'ICHN (année n-1) -Poids économique de l'ICHN dans les revenus des exploitations agricoles -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les IA. -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les exploitations agricoles -Impacts de la conversion en agriculture biologique sur l'activité économique et l'emploi -Intensité des investissements et résultats des projets de développement dans des domaines impactant le dynamisme économique des territoires ruraux -Nombre d'ETP créés post-projet -T5 : % d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR -T20 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien -T23 : Emplois créés dans des projets bénéficiant d'un soutien

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif « taux d'emploi » présentent des types de contributions très différentes :

- les **mesures « défensives »** contribuent au maintien voire, dans certains cas, à la sauvegarde des activités et donc des emplois afférents à travers :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), **contribuant ainsi au « renouvellement » des emplois des agriculteurs en cessation d'activité**
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN), **contribuant ainsi au maintien de la viabilité économiques de ces activités et emplois associés qui, sans ces aides, seraient menacées.**
- les **mesures « offensives »** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique de l'activité** ;
 - la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires** et / ou **augmenter les revenus générés par l'activité**,
 - l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux, dont les impacts en matière d'emplois sont plus indirects mais bien réels, à travers **le dynamisme démographique et économique générés.**

Les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution au maintien du taux d'emploi.

31 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Concernant la **DJA**, la méthode vise à **isoler les impacts du PDR sur la dynamique de reprise d'activités agricoles**. Ces impacts se mesurent principalement à partir de trois indicateurs pertinents, déjà mobilisés pour la réponse à la QEC n°5.

Concernant l'**ICHN**, la méthode recommandée vise à **isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par l'activité.**

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur **deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes**, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles et, ce faisant, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

*Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) **sur le maintien des activités agricoles***

Comme évoqué dans la partie méthode, l'évaluation de l'impact net de l'ICHN sur le maintien de l'activité

des exploitations bénéficiaires ne peut être mesuré qu'au regard d'une analyse approfondie de son poids dans les recettes globales de l'exploitation et, in fine, la valeur ajoutée et les revenus produits. La 1ère estimation proposée ici nécessiterait d'être largement affinée et spécifiée en fonction des types d'exploitations bénéficiaires de l'ICHN.

Cela nécessiterait par ailleurs une étude plus approfondie de ces impacts économiques, qui pourrait comporter ou associer :

- une analyse « comptable » (excédent brut et résultat d'exploitation) reposant sur un échantillon plus pertinents pour représenter la réalité économique des 7817 exploitations agricoles ;
- une enquête directe auprès des bénéficiaires
- des études de cas permettrait de préciser cette mesure et, surtout, de qualifier plus précisément les incidences de l'aide sur les exploitations bénéficiaires.

Impacts des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles

Les impacts économiques relevés à partir de l'étude de l'INSEE « *Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ?* » ne le sont qu'à titre illustratif. Une évaluation plus fine des impacts économiques des aides à l'agriculture biologique, nécessiterait qu'une étude y soit consacrée.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « défensives » représentent **33,4% du sous-total opérationnel (hors AT) du PDR Poitou-Charentes 2014-2020**.

*Impacts de la **Dotation Jeunes Agriculteurs** sur la dynamique de reprise d'activités agricoles*

Sur la période 2014-2018, **891 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier de **19 070 €** (médiane : 17 050 €). Elles représentent **26,3% du total des installations en 2014, 21,4% en 2016**.

Globalement, **le taux de renouvellement fluctue entre 60% et 70%** sur les années 2015 et 2016. Il **conduit inéluctablement à une réduction continue du nombre d'exploitations et, ce faisant, du nombre d'emplois agricoles.**

Plus qualitativement, il peut être noté :

- que la moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA est de 29 ans et plus de la moitié des bénéficiaires de la DJA (58%) ont moins de 30 ans à la date prévisionnelle de leur installation. Cela impacte néanmoins faiblement l'augmentation du pourcentage d'agriculteurs de moins de 40 ans (+0,9%) sur la période 2014-2017 ;
- qu'en Poitou-Charentes, le poids relatif *des installations Hors cadre familial (HCF)*, représente 32% du total des installations aidées sur la période 2014-2018 ;
- que le poids relatif des installations en zones défavorisées représente 45,6% des installations aidées sur la période 2014-2018

Pour conclure, la DJA contribue, à travers le soutien d'une part significative des installations, au

renouvellement des chefs d'exploitation (rajeunissement, installations hors cadre familial).

Cela participe au maintien des activités et emplois agricoles notamment dans les zones défavorisées. Cependant, ce dispositif ne réussit pas à inverser la tendance lourde au non-renouvellement d'une minorité significative des exploitations agricoles en cessation d'activité.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur le maintien des activités agricoles

L'ICHN permet de diminuer l'écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l'ensemble des élevages, et, ce faisant, **au maintien des élevages herbagers et des emplois associés**.

Les ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles** soit **14,8% des exploitations picto-charentaises**. Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **20 300€ soit 5075 € par an sur 4 ans**.

L'analyse suivante **est proposée ici à titre uniquement illustratif**. En effet, les éléments relatifs au bilan comptable des exploitations et leur analyse n'ont pu être mobilisés que pour l'ex-région Aquitaine. À noter par ailleurs que cette analyse nécessiterait d'être largement affinée, et, comme présenté ci-après, croisée avec d'autres sources d'analyse. Compte tenu du faible écart des montants moyens attribués (5075 € contre 5650€ pour Aquitaine), il est néanmoins probable que l'impact mesuré ici sur un échantillon d'exploitation d'Aquitaine serait similaire pour Poitou-Charentes.

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Il peut être noté qu'en 2013 (source Agreste, chiffres et données du Réseau d'Information Comptable Agricole, n°123, mars 2015), en considérant l'échantillon des exploitations en OTEX bovin viande (pertinent au regard de l'ICHN) une exploitation produit, en moyenne, 92 500€ de recettes liées aux ventes d'animaux leur permettant de générer **16 800 € de valeur ajoutée hors fermage (VAHF)**. Dans le bilan comptable, la VAHF **est augmenté de 37 500 € de subventions d'exploitation et indemnités d'assurance** (36 400 € en 2012). Ces subventions d'exploitation permettent notamment aux exploitations **d'assumer l'amortissement des investissements nécessaires au maintien de l'activité** (dotation aux amortissements : -22 400€) pour, enfin, pouvoir « sortir » **un revenu moyen par UTA non salariée à hauteur de 18 100€**. Ainsi, si l'on considère ce modèle d'analyse, il peut être conclu que les subventions d'exploitations contribuent à hauteur de 68% à l'excédent brut d'exploitation et, in fine au revenu moyen par UTA non salariée **dont 10,3% au titre de l'ICHN**. Compte-tenu du fait que l'ICHN est versée à des exploitations présentant un potentiel de production inférieur à la moyenne, **il est probable que cet impact soit supérieur en considérant un échantillon plus adapté**.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « offensives » représentent **27,3% du sous-total opérationnel (hors AT) du PDR Poitou-Charentes 2014-2020**.

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur l'emploi

Selon l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires du TO 4.2.2. (Cf – réponse à la QEC n°6). En moyenne, **chacun des projets aidés a permis la création de 4 emplois en équivalent temps plein**. En extrapolant

aux 11 projets du bilan des réalisations 2014-2018, **le PDR aurait permis la création de 44 emplois**. Si les 14 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 aboutissent, **le bilan en termes d'emplois créés serait de 56 ETP**. **Cela représente 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Poitou-Charentes, 279 emails ont été envoyés pour 108 réponses obtenus (39%).

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **22 des 108 répondants** aux questions dédiées (21,3%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**.

In fine, 21 des 108 répondants (19,4%) identifient **un total de 22,6 ETP créés** (soit 1,1 ETP par répondant) et 10 répondants (9,2%) ont identifié **un total de 12,8 emplois préservés** (soit 1,3 ETP par répondant).

Si l'on extrapole ces ratios à l'ensemble des exploitations agricoles bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 soit 494 (source OSIRIS, extraction au 23/02/2019) :

- 105 emplois ont été créés ((494 bénéficiaires uniques x 19,4%) x 1,1 ETP))
- 59 emplois ont été préservés ((494 bénéficiaires uniques x 9,2%) x 1,3 ETP))

Au total 164 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. **Cela représente 0,5% de l'emploi agricole en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 64% des répondants, l'aide financière a été déterminante (23%) ou importante (41%)**. Seul 14,3 % des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculteur biologique sur les revenus des activités agricoles

En Poitou-Charentes, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 466 exploitations agricoles** (272 en conversion et 194 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 14 186€ en CAB et 4 316€ en MAB. Cela représente donc **1,8% des 25 450 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 112).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46% supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;
- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre

d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, alors que le taux d'emploi des 20 à 64 ans a progressé de 2,3% entre 2014 (69,3%) et 2018 (71,6%) en 2018 (source : Eurostat) le PDR aura contribué, à fin 2018 :

- au maintien ou à la création de 164 emplois, soit **0,5% de l'emploi agricole en région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les exploitations agricoles** (sous-mesure 4.1) ;
- à la création de **56 ETP soit 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les IAA** (sous-mesure 4.2) ;
- à la reprise de 891 exploitations agricoles via la DJA, soit 3,5% des exploitations picto-charentaises. Sachant que le Poitou-Charentes dénombrait, en 2013, 35 000 UTA (Source : Agreste - MSA) pour 25 400 exploitations (RGA 2010), cela représente un enjeu total de 1228 emplois en ETP soit 3,5% de l'emploi agricole régional ;
- à augmenter, au titre de l'ICHN, l'EBE et le revenus par UTANS **pour 3 757 exploitations**, soit 14,7% des exploitations et un potentiel **de 5177 emplois** ;
- en 2017, le soutien à l'agriculture biologique a bénéficié au renforcement des résultats économiques de 466 exploitations agricoles, soit 1,8% des exploitations picto-Charentaises et **643 emplois**.

In fine, à fin 2018, le PDR Poitou-Charentes a déjà contribué à créer, renforcer ou préserver 7268 emplois à des niveaux d'incidence variables soit 21% de l'emploi agricole régional (UTA) et 1% de l'emploi régional total.

7.a23) CEQ23-RE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie Europe 2020 visant à investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation?

7.a23.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Cible de la stratégie Europe 2020: «investir 3 % du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement/l'innovation».

Priorité 1 pour le développement rural 2014-2020 : transfert de connaissances et innovation

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : 1A et 1B (*cf. Guidelines assessing RDP achievements and impacts in 2019/ Part iii – Fiches for answering the CEQ 22-30 / 2018*)

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines

Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution directe aux DP1A et DP1B (pertinents au regard de la question évaluative n° 23) :

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations (3,45 M€)

M16 Coopération

16.1 Aide à la mise en place et au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (1,45 M€)

16.4 Aide à la coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place et du développement de circuits d'approvisionnement courts et de marchés locaux (0,95 M€)

Ces deux mesures représentent une **proportion faible de la maquette du PDR (hors AT), à hauteur de 1,4%.**

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, d'autres dispositifs susceptibles de porter des effets en termes d'innovation sur les territoires et auprès des acteurs du monde agricole, agroalimentaire ou forestier, méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M19 LEADER (30,78 M€)

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (30,9 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles et les IAA (7,6 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 23 recouvre 4 mesures identifiées uniquement à titre de contribution « secondaire » **pour un total de 75,1 M€ soit 18,5% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de rés, indicateurs additionnels)
---------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	---

Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	4A / 4B/ 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	I.07 : Emissions de gaz à effet de serre par l'agriculture Nombre de projets de coopération par axe thématique et par filière Caractère innovant des projets programmés Appréciation de l'émergence terrain de la démarche et de l'application opérationnelle du projet d'innovation (études de cas) (16.1) % de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus par le programme de développement rural Nombre et caractérisation de projets innovants (19) T1 : % des dépenses au titre des art 14,15 et 35 du reglt UE 1305/2013 qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR T2 : Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide de la mesure de coopération (art 35 du reglt UE 1305/2013) (groupes, réseaux et pôles, projets pilotes...) O16 : Nombre de groupes opérationnels créés (PEI) O17 : Nombre des autres opérations de coopération (groupes, réseaux, pôles, projets pilotes...)	
--	-----------------------------	------------------------	--	--

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Pour apprécier les impacts des interventions du programme en faveur de **l'objectif de stimulation de la R&D et de l'innovation implément**, deux types d'analyse sont mobilisés :

- Analyse du **niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation, mis en œuvre par le PDR** par rapport à la situation globale de l'investissement dans la R&D et l'innovation, en région Poitou-Charentes (et à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine)
- Analyse et caractérisation du **potentiel contributeur des mesures clefs du PDR en faveur de l'innovation** dans le domaine de l'agriculture, de la transformation alimentaire, de la foresterie et les zones rurales.

Ces mesures contribuant de manière la plus significative à l'objectif UE 2020 de soutien à l'innovation sont pour rappel les actions d'information et projets de démonstration, ainsi que la mesure Coopération. Elles ne couvrent cependant qu'1,4% de la maquette FEADER totale du PDR Poitou-Charentes. De plus, le dispositif M16 Coopération n'a pas

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 23 est la **nature transversale** des potentiels effets du programme sur l'innovation.

Cette question suppose non seulement l'analyse des mesures du PDR visant spécifiquement l'amélioration de la base des connaissances, la démonstration de solutions nouvelles, la coopération et l'expérimentation (M01/ M16) mais aussi une **appréciation des effets « diffus » des aides FEADER en faveur de l'innovation**.

Or, à ce stade de la programmation, du fait de niveaux de réalisation et/ou paiement partiels pour certaines mesures (aides à l'investissement dans les IAA ; mise en œuvre des stratégies locales de développement - T.O. 19.2 - des GAL dont le taux d'engagement est de 11,1% mi-Novembre 2018) il n'a pas été possible de

systématiser l'évaluation de ces effets « diffus » sur l'innovation. La plus-value de ces mesures n'est pas valorisable et valorisée dans le présent RAMO mais devra être traité dans le cadre de l'évaluation finale.

Étape 4 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 5- Réponse à la Question Evaluative Commune

Impact des interventions du PDR sur le niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation

Les interventions du programme directement orientées vers la recherche (expérimentale et appliquée) et l'innovation relèvent, pour l'essentiel, des actions d'information et de démonstration d'une part et de la mesure Coopération, d'autre part. Comme évoqué précédemment, ces deux mesures représentent 1,4% de la maquette totale du PDR, soit une proportion très faible des crédits FEADER régionaux.

En termes de dépenses effectives de R&D et d'innovation, ces mesures du PDR représentent, au 14/11/2018, 20 dossiers payés et une dépense publique totale de 325 642€, soit **0,08% du total de dépenses publiques totales versées ou générées au titre du PDR Poitou-Charentes**.

Impacts des projets d'information et de démonstration sur l'amélioration des connaissances, la diffusion de solutions et techniques nouvelles, et la propension à innover des acteurs

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les résultats des actions d'information et projets de démonstration associées aux T.O. 1.2, dont l'appréciation repose sur une enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires.

Cette sous-mesure représente un volume de 36 opérations engagées, pour un montant FEADER engagé de 503 052€, soit 14,67% de la maquette à mi-Novembre 2018. 5 retours d'enquête ont été collectés auprès de bénéficiaires de cette mesure en Poitou-Charentes (soit 25% des bénéficiaires dont les dossiers ont été soldés). Ces retours, non significatifs en termes statistiques, ont néanmoins permis de conforter, à ce stade, quelques enseignements se dégageant des données de suivi AG des projets.

Les actions réalisées ou programmées au titre du T.O. 1.2.1 visent essentiellement un public agricole et agroalimentaire. Elles s'adressent notamment à des exploitants et des salariés agricoles, experts (techniciens, chercheurs), des petites et moyennes entreprises dans le domaine agroalimentaire, des scolaires, entrepreneurs, semenciers, distributeurs, enseignants...

En termes de thématiques couvertes, on notera une relative prédominance d'actions menées au bénéfice de l'agriculture biologique notamment au travers d'actions organisées par les chambres d'agriculture départementales, par les associations adhérant au réseau InPACT ou associations chargées de promouvoir l'agriculture biologique fédérées autour d'Agrobio Poitou-Charentes (devenue FRAB Nouvelle-Poitou-Charentes en 2017). Ces actions d'information et de démonstration en faveur de l'agriculture biologique ont ainsi porté sur une large diversité de filières (maraîchages, grandes cultures, bovin lait, PPAM...).

En termes de modalités d'intervention, les actions les plus communément mises en œuvre sont :

- L'organisation et animation de journées d'informations, séminaires

- La diffusion de documents techniques, bulletins d'information techniques, vidéos, articles, plaquettes, flyers, affiches, invitations, etc., diffusés en ligne et/ par voie papier
- L'organisation de rencontres ou travaux pratiques visant à présenter et expliquer une nouvelle technique ou méthode, machines etc. Ces opérations passent notamment par des visites de fermes pilotes (« fermes ouvertes »), tours de prairies, voyages d'études...

Ces types d'opérations sont le plus souvent cumulés.

Les répondants à l'enquête en Poitou-Charentes estiment que leurs actions ont pleinement répondu aux attentes des publics visés, dont les principaux apports ont été, pour l'essentiel :

- L'amélioration de la base des connaissances des publics visés
- L'amélioration de la double performance (économique et environnementale) des entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire ou forestier
- L'amélioration des capacités d'innovation et d'adaptation aux changements

Ils perçoivent, enfin, les retombées directes de ces actions, en particulier :

- Le changement de pratiques agricoles et notamment la limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires au profit de méthodes alternatives
- L'amélioration de la connaissance des techniques de production dont les retombées sont d'ordre technique, économique, organisationnel etc.
- La contribution à la définition de nouvelles orientations stratégiques et techniques en région et le renforcement des liens entre acteurs du monde agricole et de la Recherche

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au vu du faible nombre de dossiers engagés, et de l'avancement de ces dossiers, il est, cependant, à ce stade, difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

Impacts des actions de coopération sur la mise en réseau et le décroisement d'acteurs, la recherche appliquée et la propension à innover des acteurs

La mise en place de Groupes Opérationnels PEI (16.1) constitue un levier nouveau au service de l'objectif général de soutien à l'innovation, en ce qu'il rassemble l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval, sous une forme interactive et ascendante. L'effet attendu du dispositif PEI est un gain de proximité entre le monde de la recherche et les acteurs agricoles afin que ces derniers gagnent en connaissances et mettent en place de nouvelles pratiques et des solutions innovantes.

Ne disposant d'aucun élément de réalisation, à ce stade de la mise en œuvre du programme, il n'est toutefois pas possible de répondre formellement au critère d'évaluation ci-dessus.

A défaut de pouvoir apprécier les effets de projets réalisés, une analyse des candidatures et grilles de sélection a permis d'apprécier la diversité des partenariats construits en vue de la réponse à l'appel à projet PEI (lancé à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine). Les candidatures font état de 239 partenaires en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Les structures les plus représentées sont les acteurs du conseil et développement, les experts. On notera que

certaines acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

En synthèse, à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine, les dépenses intérieures de R&D des entreprises et des administrations (DIRD) en 2016 atteignent 2,194 milliards d'euros, soit une **relative stabilité de l'effort de recherche rapporté au PIB depuis 2013, qui équivaut à 1,33% du PIB régional** (source SRDEEI/ MESRI-SIES). Ce taux est donc, encore, en 2016, significativement éloigné de l'objectif de 3% du PIB consacré aux dépenses de recherche et innovation.

En ce qui concerne la région **Poitou-Charentes**, ces dépenses s'élevaient, en 2013, à 241,9 euros par habitant, contre 218,6 euros/habitant en 2010 (Eurostat), soit une **tendance à la hausse (+10,7% entre 2010 et 2013) des dépenses de R&D par habitant**, qui sera à confirmer en ex post.

Dans la prolongation de cette évolution à la hausse, le PDR Poitou-Charentes pourrait jouer un rôle, quoique modéré, au travers :

- de l'accroissement des dépenses d'innovation via les actions d'information et projets de démonstration :

Les dépenses engagées par le programme en faveur de l'innovation reposent essentiellement sur le dispositif 1.2 Actions d'information et de démonstration (aucune programmation sur la mesure Coopération). Sur ce T.O. la dépense publique totale effectivement payée au 14/11/2018 atteint 325 642€.

L'indicateur DIRD (dépenses intérieures de R&D) en Poitou-Charentes est de 403,2 millions d'euros. Dès lors, en appliquant cette donnée (2012), on obtient un **poids relatif du PDR (et des contreparties associées) dans les dépenses intérieures de R&D équivalent à 0,08% en Poitou-Charentes**.

En ce qui concerne les effets de ces actions, l'enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires du T.O. 1.2.1 Actions d'information et de démonstration a permis de montrer un effort d'accompagnement à la montée en compétences et à l'innovation autour du thème de l'agriculture biologique, très prégnant en Poitou-Charentes. Les actions s'inscrivent dans un objectif de vulgarisation de techniques ou systèmes vertueux (par exemple : gestion durable de l'herbe, stratégies de semis sous couverts végétaux, pratiques autonomes et économes...).

Même s'il est difficile de quantifier les effets de ces actions (retombées en termes de capital social, effets

sur le niveau de connaissances, le changement de pratiques...), les retombées perçues, conformément aux objectifs et à la nature des opérations, sont principalement liées à l'amélioration environnementale des pratiques agricoles (accompagnement au changement favorisé par les actions), l'amélioration de la connaissance des techniques de production et conseils d'ordre techniques, économique, organisationnels, etc., permettant de mieux orienter les choix d'investissements des exploitants, la mise en évidence de nouvelles pistes d'expérimentations en région et renforcement des liens entre agriculture et recherche.

- du lancement d'une dynamique d'innovation, d'expérimentation et de coopération en particulier via l'appel à projet PEI-Agri

Les projets de coopération, en général, et le dispositif PEI en particulier (par sa dimension collaborative et expérimentale) requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants en termes d'innovation, de développement de la recherche appliquée, et de transformation des systèmes de production et des territoires. Or, à ce stade de la programmation, les coopérations se mettent juste en place (sélection des candidats en réponse à l'appel à projet PEI Nouvelle-Aquitaine lancé à 2018).

7.a24) CEQ24-CL - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990, ou de 30 % si les conditions le permettent, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20 %, et à augmenter de 20 % l'efficacité énergétique?

7.a24.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ24-UE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements et à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie UE 2020 de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% par rapport aux niveaux de 1990, à porter la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à 20% et à augmenter de 20% l'efficacité énergétique ?

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Stratégie UE 2020 : croissance durable : promouvoir une économie basée sur une utilisation plus efficiente des ressources, plus durable et plus compétitive

Objectif cible : la cible énergie/climat dite des 3x20 (baisse des émissions de gaz à effet de serre de 20 % par rapport aux niveaux de 1990, 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation globale, 20 % d'amélioration de l'efficacité énergétique)

Priorité 5 pour le développement rural 2014-2020 : promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : 5B, 5C, 5D (cf. *Guidelines assessing RDP achievements and impacts in 2019/ Part iii – Fiches for answering the common evaluation questions no. 22*)

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP5B, 5C et 5D (pertinents au regard de la question évaluative n° 24) :

DP 5C – Faciliter la fourniture et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, de déchets, de résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie

M04 Investissements physiques

4.3.2 Dessertes forestières (0,8M €)

Le PDR Poitou-Charentes ne mobilise, à titre principal, qu'un seul T.O pour le DP 5C et aucune mesure aux DP5B et 5D jugés pertinents au regard de la question évaluative susmentionnée. La part du budget du PDR directement affectée à cet objectif UE 2020 est donc très faible : 0,2% de la maquette totale FEADER.

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, l'ensemble des mesures contribuant de manière significative à l'amélioration de la performance énergétique des modes de production agricoles et agroalimentaires et au maintien d'activités extensives, peu consommatrices d'intrants (énergie, nitrates...) méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M04 Investissements physiques

4.1.1 Modernisation des élevages (24 M€)

4.1.3 Plan végétal environnement (2,85 M€)

M10 Agroenvironnement-Climat (113,5 M€)

M11 Agriculture Biologique (45,8M€)

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (110,3 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 24 recouvre 4 mesures **pour un total de 301,3 M€ soit 74% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de résultats et indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	4A / 4B / 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	I.07 : Emissions de gaz à effet de serre par l'agriculture	<p>-Constats d'économies d'énergie par les bénéficiaires (M4)</p> <p>-Energie renouvelable utilisée dans les structures soutenues par le programme</p> <p>Evolution du volume d'effluents valorisés dans les exploitations soutenues</p> <p>Conversion des surfaces en tonnage de carbone (M10)</p> <p>R15 : énergie renouvelable produite à partir de projets soutenus</p> <p>T16 : total des investissements dans la production d'énergie renouvelable</p> <p>T17 : pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (M.4)</p> <p>T18 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions</p> <p>de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (M10)</p> <p>R20 : % des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration ou à la conservation du carbone</p>

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif UE des « 20/20/20 » impliquent deux types de contributions différentes :

- les **mesures de transition « énergétique »**, contribuent à l'atténuation des changements climatiques, en minimisant les émissions de gaz à effet de serre de nature énergétique. Il s'agit essentiellement de soutiens à l'investissement dans les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires favorisant :
 - **une utilisation plus efficace de l'énergie par les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires** (réduction des consommations d'énergie par unité produite) : conversion

et maintien de l'agriculture biologique et de pratiques agroenvironnementales

- **l'amélioration de la fourniture et de la consommation d'énergie renouvelables (EnR)** par l'agriculture, les IAA et la forêt. En Poitou-Charentes, l'unique mesure fléchée à titre principal sur le DP5C soutient la fourniture d'énergies renouvelables de manière indirecte en favorisant l'accès à la ressource forestière et donc la valorisation du bois-énergie. Des investissements relevant du plan végétal environnement ou des investissements de modernisation peuvent également passer par une plus grande production/utilisation d'EnR...
- les **mesures visant la réduction des émissions agricoles de gaz à effet de serre, de nature « non-énergétique »**. Les émissions de gaz à effet de serre non énergétiques proviennent de la fertilisation des cultures et des activités d'élevage (fermentation entérique). Les mesures contribuant à cet objectif sont dès lors des mesures favorisant la réduction de l'utilisation d'intrants azotés ou encore une meilleure gestion des effluents d'élevage par les exploitations agricoles
- Certaines mesures favorisent par ailleurs la **séquestration du carbone par le maintien/ entretien de surfaces herbagères qui sont des puits nets de carbone** (maintien/ préservation des surfaces herbagères et pastoraux). Nb : En complément de ces effets, une analyse des effets des mesures forestières sur la capacité de séquestration du carbone par la forêt est proposée dans le cadre de la réponse à la QE n°28.

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 24 est l'absence de certaines données de contexte susceptibles de capturer les impacts des interventions du programme sur la transition énergétique des opérateurs agricoles et forestiers (efficacité énergétique, ENR).

Cette faible disponibilité des données renvoie plus globalement à la faible mobilisation de crédits FEADER sur cet enjeu. Pour rappel, les domaines prioritaires 5B et 5D ne sont pas retenus en Poitou-Charentes et un seul T.O (0,2% de la maquette FEADER totale du programme) est fléché à titre principal sur le DP 5C. L'essentiel de l'analyse évaluative repose dès lors sur l'appréciation d'effets indirects associés à certains dispositifs – aide à l'investissement, AB/MAEC/ICHN...

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la transition énergétique des exploitations agricoles et des entreprises agroalimentaires

Impacts des soutiens à l'investissement en faveur des exploitations agricoles sur la réduction et l'efficacité de l'utilisation d'énergie

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les effets environnementaux des aides à l'investissement associées aux T.O. 4.1 (dont 4.1.3. Plan végétal environnement) et 4.3.1 Irrigation.

Une enquête a notamment été menée auprès de bénéficiaires des **dispositifs 4.1 (exploitations agricoles)**. Les résultats de ces investigations qualitatives montrent en effet que les interventions du programme se sont accompagnées d'une amélioration des pratiques environnementales, et notamment d'une baisse de la consommation des intrants par unité produite. En termes de taux de pénétration, ces effets positifs se limitent cependant aux répondants de l'enquête (38% des exploitations agricoles).

L'amélioration de la performance environnementale de l'exploitation est l'un des 5 effets les plus

communément soulignés par les 98 répondants ayant apporté une réponse à cette question. 63,3% d'entre eux estiment ainsi que l'impact du projet aidé sur leur performance environnementale a été élevé (40,8%) ou très élevé (22,4%).

Parmi les types d'effets environnementaux soulignés par ces bénéficiaires, on retrouve des **effets positifs en termes de réduction de la consommation d'énergie**. Cet effet positif est signalé par 38% des répondants, dont 12% pour lesquels la diminution des consommations est « forte ».

D'autres effets sont également cités plus ponctuellement, mais ils apparaissent « sans objet » pour plus de la moitié des répondants. C'est le cas par exemple des impacts relatifs à l'utilisation de produits phytosanitaires (29% des répondants jugent l'effet du projet aidé positif sur ce point mais 51% s'abstiennent), la valorisation de sous-produits (19% des répondants soulignent un effet positif, 55% s'abstiennent) ou la production et/ou utilisation d'énergies renouvelables (9,2% des répondants perçoivent un effet positif de l'aide sur ce point et 57% s'abstiennent).

Impacts du soutien aux dessertes forestières en faveur d'un accès renforcé à la ressource forestière et, par extension à une amélioration de la fourniture d'énergie-bois en région

La production d'énergies renouvelables en Poitou-Charentes est principalement soutenue par le FEDER (méthanisation, opérations collectives à l'échelle d'un territoire ou de plusieurs exploitations agricoles et investissements dans la filière bois énergie).

La stratégie du PDR se focalise donc sur la mobilisation de la ressource forestière plutôt que sur la production d'énergie en tant que telle. D'après l'Agence Régionale d'Evaluation environnement et Climat (données 2013), 62% de la production énergétique d'origine renouvelable en Poitou-Charentes provient du bois (bois bûche et produits à partir de bois déchiqueté), mais la mobilisation de la ressource locale reste en-deçà du potentiel. En effet, certains secteurs du territoire régional, notamment en Charente présente une faible accessibilité aux boisements limitant leur valorisation économique (selon les données de l'IGN de 2010, 10 % de la surface des forêts - 39 000 ha - reste encore classée difficile à exploiter faute d'accès ; 7% de la surface forestière est situé à plus de 500m d'une route).

A ce titre, le dispositif 4.3.2 mobilisé sous le DP 5C vise le renforcement et l'optimisation des équipements et voiries de desserte nécessaires aux travaux forestiers dans ces zones. L'allocation financière associée s'élève à 800 000€ FEADER dédiés au développement du potentiel forestier régional. Au 10/11/2018, les engagements représentent 20 dossiers et 316 429€ de FEADER, soit 39,6% de cette maquette (dont 7 dossiers payés pour 126 609 €).

32 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) non énergétiques

Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'Agriculture Biologique et les MAEC sur la réduction des émissions de GES liées à l'utilisation d'intrants azotés et aux effluents

En Poitou-Charentes, le **soutien à l'agriculture biologique** couvre, sur la période 2015-2017, **65 751 ha** au total (dont 36 666 ha en conversion et 29 085 ha en maintien), **soit 3,8% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (1 721 280 ha - 2010).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les **MAEC représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, 168 680 ha soit 9,8% de la SAU régionale.**

Une enquête en ligne, conduite auprès d'un échantillon de bénéficiaires de ces deux dispositifs AB et MAEC, a permis de démontrer le rôle incitatif des aides sur la prise en compte d'un certain nombre d'enjeux associés à la gestion durable des ressources naturelles et les actions climatiques.

Une majorité des répondants indiquent avoir maintenu ou adopté les pratiques suivantes :

1. Diminution de l'utilisation d'intrants : engrais, phytosanitaires (maintien/ adoption 88%)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux : effluents (maintien/adoption : 68%)

Plus précisément, respectivement 66% et 46% des répondants estiment avoir amplifié ces deux types de pratiques grâce à l'aide accordée (i.e. les répondants jugent l'intensité du changement de pratique, élevée ou très élevée).

Ces retours témoignent (à l'échelle de l'échantillon interrogé) de la capacité du dispositif à soutenir des changements de comportements favorables à une réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'agriculture.

33 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur du maintien des surfaces herbagères et de la conservation du carbone par l'agriculture

*Impacts des **mesures agroenvironnementales et des paiements compensatoires de handicap (ICHN) sur le maintien de surfaces herbagères et la conservation du carbone***

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage de carbone en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits nets de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone des surfaces en herbe se situent, en moyenne, autour de de 1000 kgC/ha/an (bien que variable selon les modalités de gestion, de 500 et 1200 kgC/ha/an).

Les MAEC contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (40 208 ha soit 23,8%). Cela représente **21% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (40 208 ha/ 191 060 ha). Elles ont contribué à maintenir/renforcer un **potentiel de séquestration de carbone de l'ordre de 40 208 tC/an.**

Comme développé dans le cadre de la QEC n°8, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales qui sont bénéficiaires de l'ICHN (M13). Cette mesure est pourtant un dispositif clef en termes d'exploitations soutenues (entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles soit 14,8% des exploitations Picto-Charentaises**) et de surfaces couvertes (**253 500 ha soit 14,7% de la SAU régionale**).

*Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique **sur l'amélioration de la capacité de séquestration du carbone dans les sols***

Il n'est pas prévu, au titre du présent RAMO 2019, de produire une évaluation spécifique des impacts agroenvironnementaux du dispositif soutenant l'Agriculture Biologique. Néanmoins, des premières hypothèses quant aux effets des soutiens à la conversion et au maintien en AB sont proposées à titre exploratoire, en complément. Différentes études (étude ITAB/ INRA 2016 ; Gattinger et Al. 2012) estiment

en effet que les stocks de carbone organique conservés dans les sols sont plus importants en AB qu'en agriculture conventionnelle. Selon les typologies d'occupation des sols, le différentiel de séquestration moyenne AB/AC serait de l'ordre de 0,5 tC/ha. Extrapolés à l'échelle des surfaces converties et maintenues en bio en Poitou-Charentes (65 751 ha), les interventions du PDR (CAB et MAB) contribueraient également au maintien/ renforcement de 32 876 tC stockées.

A l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine, les émissions de gaz à effet de serre issues des secteurs agricole et forestier passe de 14,081 M tC en 2010 à 13, 956 M tC en 2016, soit une baisse de 0,88% environ (source AREC). Dans cette évolution, le PDR Poitou-Charentes a joué un rôle au travers des contributions suivantes :

- à la **réduction des consommations d'énergie de l'agriculture** :

Cet objectif est notamment atteint au travers des soutiens à l'investissement des exploitations agricoles. Pour 1/3 des bénéficiaires enquêtés en effet, les projets aidés ont permis une réduction des quantités d'énergie utilisées par unité produite, c'est-à-dire une efficacité énergétique plus marquée grâce aux projets aidés.

L'effet du programme sur la production ou la consommation d'énergies renouvelables par l'agriculture n'apparaît pas significatif sur la période. Si des actions ont effectivement été financées afin de faciliter l'accès à la ressource forêt-bois en vue d'une meilleure valorisation énergétique, elles représentent de faibles montants. Par ailleurs, le programme Poitou-Charentes ne soutient pas directement la production ou consommation d'énergies renouvelables par les exploitations et entreprises.

- à la **stabilisation/ réduction des gaz à effet de serre, de nature « non énergétique » émis par l'agriculture**

Les dispositifs de soutien à l'agriculture biologique et les MAEC jouent également un rôle clef en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, en favorisant en particulier la réduction de l'utilisation d'intrants azotés, mais aussi par une meilleure gestion des effluents d'élevage.

Plus de 46 % des répondants estiment avoir amplifié (fortement à très fortement) leurs pratiques dans ce domaine (et jusqu'à 66% des répondant en ce qui concerne l'utilisation réduite d'intrants azotés).

- A l'atténuation des effets du changement climatique par une **meilleure séquestration des gaz à effet de serre, en particulier du carbone, par les sols et la forêt**

Les émissions de gaz à effet de serre émises en 2010 en Poitou-Charentes représentaient en 2007, 19,5 millions de teq CO2/an. Les dispositifs MAEC et AB ont quant à eux permis de maintenir ou renforcer un potentiel de séquestration de 268 216 teq CO2, soit un impact (estimation basse) de compensation des émissions à hauteur de **1,4% du total des émissions de CO2 régionales (Poitou-Charentes)** pour l'année de référence (estimation basse sans prise en compte des effets de l'ICHN sur la préservation des systèmes herbagers et pâturages).

7.a25) CEQ25-PO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté?

7.a25.a) Réponse à la question d'évaluation

CEQ25-UE. Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie 2020 de l'Union européenne visant à réduire le nombre des européens vivant au-dessous du seuil national de pauvreté ? 18300 / 17500

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

Cible prioritaire UE : réduire de 20 millions les populations en situation de pauvreté

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée

A noter que, au regard des éléments d'analyse produits dans le cadre de la réponse aux QEC 16 et 17, les mesures correspondant aux DP6A et 6B (activités non agricoles, services à la population, développement local Leader) n'ont pas été retenues comme apportant une contribution significative en termes de réduction de la pauvreté. En effet, ces mesures présentent des niveaux de programmation trop restreints d'une part et des liens de causalité trop tenus au regard d'une participation à la réduction de la pauvreté.

Ainsi, n'ont été retenues comme pertinentes que les mesures ayant un impact direct et mesurable sur les revenus des acteurs économique du monde rural.

M04 - Investissements physiques

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles (notamment sous-mesure 4.2.2 – 4 M€)

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

6.4.1 Investissements pour la création-reprise d'activités non agricole par des porteurs de projets non-agriculteurs

6.4.2 Investissements dans des projets d'agrotourisme et de centres équestres portés par des agriculteurs ou les membres d'un ménage agricole

6.4.3 Investissements pour le développement d'hébergements touristiques par des porteurs de projets non-agriculteurs

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 45,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (110,2 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 25 recouvre 6 mesures et 9 sous-mesures **pour un total de 220,6 M€ soit 53% de la maquette du PDR.**

Dans la mesure où les logiques d'incidences en matière de revenus et de maintien / création d'emplois sont fortement corrélées, les analyses présentées dans les pages suivantes, reprennent, pour partie, les analyses présentées pour la réponse à la QEC n°22.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, d'impact et indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont contribué à l'augmentation des revenus de la population	2A/ 2B /3A / 4A	QE 4 / 5 / 6	I.14 : Taux d'emploi rural	<ul style="list-style-type: none"> -Impact de l'ICHN sur l'excédent brut et le revenu d'exploitation des bénéficiaires -Nombre et % d'exploitation bénéficiaires de l'ICHN (année n) -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les IAA -Impacts de l'aide à l'investissement sur les performances économiques dans les IAA -Impacts de l'aide à l'investissement sur l'emploi dans les exploitations agricoles (EA) -Impacts de l'aide à l'investissement sur les performances économiques dans les EA -Impacts de la conversion en agriculture biologique sur les revenus agricoles
				I.15 : Taux de pauvreté rural
				I.16 : PIB Rural par habitant

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

En France, un individu est considéré comme pauvre quand ses revenus mensuels sont inférieurs soit à 855 euros, soit à 1 026 euros (Insee, données 2016), selon la définition de la pauvreté utilisée (respectivement au seuil à 50 % et à 60 % du niveau de vie médian). Ces revenus sont mesurés après impôts et prestations sociales.

Les mesures contributives à l'objectif « réduction de la pauvreté » ont pour point commun de présenter des incidences directes sur les revenus des acteurs économiques bénéficiaires :

- les **« subventions d'exploitation »** contribuent directement à l'amélioration des revenus des agriculteurs à travers un apport au bilan comptable, impactant positivement l'excédent brut d'exploitation, et, ce faisant, le revenu de l'exploitant :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), représentent ainsi un abondement de 8000 à 30000 € (en fonction de la zone d'installation du jeune agriculteur - zone de montagne, défavorisée, plaine.) versé à 80 % l'année de l'introduction de la demande d'aide pour son installation comme chef d'exploitation et à 20 % au cours de la 5e année (après contrôle de la bonne mise en œuvre du projet).
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN) apporte, chaque année, une compensation financière venant corriger les différences de revenus qui perdurent entre les exploitations situées en zones défavorisées et celles du reste du territoire. Le montant annuel de l'aide peut varier, selon le type d'exploitation et la zone, de 1 700 à 21 500 euros
- les **mesures d'amélioration de la performance économique des exploitations** qui contribuent à l'amélioration des revenus à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique et les revenus de l'activité** ;
 - la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires** et / ou **augmenter les revenus générés par l'activité**,

Il doit être noté, compte-tenu de l'absence d'anticipation et de préparation de l'évaluation des incidences du PDR sur l'emploi, que les méthodes « complexes » type contrefactuelles et / ou économétriques n'ont pu être mobilisées.

Néanmoins, comme nous le démontrons par la suite, il est notable, au regard des types d'impacts évalués, que les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution à l'amélioration des revenus et à la réduction de la pauvreté. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « complexes ».

31 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « défensives » sur l'emploi

Concernant l'ICHN et la DJA, la méthode recommandée vise à **isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par**

l'activité. C'est une méthode quantitative, estimative, simple à appliquer et permettant de donner à voir globalement l'importance économique de l'aide. Cela n'a pu être réalisé, dans le cadre de la présente évaluation, que de manière illustrative et nécessiterait une étude plus approfondie de ces impacts économiques.

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur **deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes**, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement. Une partie des deux questionnaires concernés était dédiée au recueil d'informations sur les impacts de ces aides notamment en matière de performance économique. Ce sont les résultats de ces enquêtes qui sont valorisés ici.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles et, ce faisant, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

*Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) et de la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA) **sur le maintien des activités agricoles***

Comme évoqué dans la partie méthode, l'évaluation de l'impact net de l'ICHN et de la DJA sur le maintien de l'activité des exploitations bénéficiaires ne peut être mesuré qu'au regard d'une analyse approfondie de son poids dans les recettes globales de l'exploitation et, in fine, la valeur ajoutée et les revenus produits. La 1ère estimation proposée ici nécessiterait d'être largement affinée et spécifié en fonction des types d'exploitations bénéficiaires de l'ICHN et de la DJA.

*Impacts des aides à l'agriculture biologique **sur les revenus des activités agricoles***

Les impacts économiques relevés à partir de l'étude de l'INSEE « *Les exploitations en agriculture biologique : quelles performances économiques ?* » ne le sont qu'à titre illustratif. Une évaluation plus fine des impacts économiques des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des exploitations, serait nécessaire.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

A cet égard, il doit être noté, que le PDR Poitou-Charentes relève, dans ses indicateurs de contexte, un niveau de vie des agriculteurs à 31 828,5 € / UTA (PDR p.114 - niveau moyen français de 28 655€). L'intérêt de cet indicateur « niveau de vie » est qu'il permet de comparer des ménages de tailles et de composition différente et tient compte des économies d'échelle au sein du ménage. Il correspond au **revenu disponible par unité de consommation**.

En 1ère approche, il convient de noter :

- qu'il correspond à un revenu disponible par unité de consommation de 2 652,3€ soit largement supérieur aux seuils de pauvreté à 50% et 60%.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur les revenus agricoles

Nota : le nombre d'unités de consommation du foyer n'a pu être pris en considération ici afin de calculer le niveau de vie par unité de consommation. Cela nécessiterait en effet une prise en compte des revenus additionnels des couples et / ou cohabitations ce qui s'avère impossible en dehors d'une étude statistiques dédiée.

Au 11 novembre 2018, 76 257 322 € étaient engagés et 61 013 960€ payés (soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER). Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles** soit **14,8% des exploitations picto-charentaises**. Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **20 300€ soit 5075 € par an sur 4 ans**.

L'analyse suivante **est proposée ici à titre uniquement illustratif**. En effet, les éléments relatifs au bilan comptable des exploitations et leur analyse n'ont pu être mobilisés que pour l'ex-région Aquitaine. À noter par ailleurs que cette analyse nécessiterait d'être largement affinée, et, comme présenté ci-après, croisée avec d'autres sources d'analyse. Compte tenu du faible écart des montants moyens attribués (5075 € contre 5650€ pour Aquitaine), il est néanmoins probable que l'impact mesuré ici sur un échantillon d'exploitation d'Aquitaine serait similaire pour Poitou-Charentes.

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Il peut être noté qu'en 2013 (source Agreste, chiffres et données du Réseau d'Information Comptable Agricole, n°123, mars 2015), en considérant l'échantillon des exploitations en OTEX bovin viande (pertinent au regard de l'ICHN) une exploitation produit, en moyenne, 92 500€ de recettes liées aux ventes d'animaux leur permettant de générer **16 800 € de valeur ajoutée hors fermage (VAHF)**. Dans le bilan comptable, la VAHF **est augmenté de 37 500 € de subventions d'exploitation et indemnités d'assurance** (36 400 € en 2012). Ces subventions d'exploitation permettent notamment aux exploitations **d'assumer l'amortissement des investissements nécessaires au maintien de l'activité** (dotation aux amortissements : -22 400€) pour, enfin, pouvoir « sortir » **un revenu moyen par UTA non salariée à hauteur de 18 100€**. Ainsi, si l'on considère ce modèle d'analyse, il peut être conclu que les subventions d'exploitations contribuent à hauteur de 68% à l'excédent brut d'exploitation et, in fine au revenu moyen par UTA non salariée **dont 10,3% au titre de l'ICHN**. Compte-tenu du fait que l'ICHN est versée à des exploitations présentant un potentiel de production inférieur à la moyenne, **il est probable que cet impact soit supérieur en considérant un échantillon plus adapté**.

Ainsi, en prolongeant le cas de figure étudié ici au PDR Poitou-Charentes, il peut être considéré que l'ICHN contribue à 50% à la dotation aux amortissements et 50% au revenu d'exploitation (soit à hauteur de 2 537 €).

Estimation de l'impact de l'ICHN sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

Sans l'ICHN ce revenu serait donc de 15175 € soit 1264,5€ / mois. Ce revenu par UTA est supérieur de 23% au seuil de pauvreté à 60% (pour rappel 1026€). Il passe à 1500 € en tenant compte de l'ICHN soit 46% au-delà du seuil de pauvreté à 60%.

Ainsi, dans ce cas d'étude (échantillon bovin viande), **l'ICHN contribue à hauteur de 15,6% du revenu disponible par UTANS** et permet, en moyenne, **de doubler le niveau de dépassement du seuil de pauvreté à 60%** (de 23% à 46%).

L'impact de l'ICHN sur le revenu moyen par UTA est difficile à estimer précisément en dehors d'une

analyse détaillée des bilans comptables similaire à celle réalisée pour l'Aquitaine.

Cependant, **il est probable que son impact serait plus modéré** compte-tenu du fait que **le revenu moyen par UTA s'élève, en Poitou-Charentes à 35 894 €** (Eurostat 2011) **contre 20 850 € en Aquitaine** (PDR, p.159) ce qui place le revenu mensuel déjà très au-delà des seuils de pauvreté (le niveau de vie des agriculteurs est trois fois plus élevé qu'en Aquitaine). Il s'agit cependant d'une moyenne et il est probable que les revenus moyens du type d'exploitation du cas d'étude aquitain (échantillon bovin viande), bénéficiaires de l'ICHN de surcroît, seraient moins élevés. Quoi qu'il en soit, en Poitou-Charentes, la contribution de **l'ICHN au revenu disponible par UTANS** apparaît moins déterminant au regard **des seuils de pauvreté à 60%** et 50%.

*Impacts de la **Dotation Jeunes Agriculteurs** sur les revenus agricoles*

Nota : comme pour l'ICHN le nombre d'unités de consommation du foyer n'a pu être pris en considération ici.

Sur la période 2014-2018, **891 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier **de 19 070 €** (médiane : 17 050 €). Cette dotation est versée, en 2 versements, sur 5 ans soit, en moyenne, 3814€ par an.

Estimation de l'impact de la DJA sur le bilan comptable des exploitations bovines d'Aquitaine

En prolongeant **le cas de figure étudié pour l'ICHN, il peut être considéré que la DJA contribue à 50% à la dotation aux amortissement et 50% au revenu d'exploitation** (soit à hauteur de 1807 €). Sans la DJA ce revenu serait donc de 16193 € soit 1349€ / mois. Ce revenu par UTA est supérieur de 31% au seuil de pauvreté à 60% (pour rappel 1026€). Il passe à 1500 € en tenant compte de la DJA soit 46% au-delà du seuil de pauvreté à 60%.

Ainsi, dans ce cas d'étude (échantillon bovin viande), **la DJA contribue à hauteur de 10% du revenu disponible par UTANS** et permet, en moyenne, **d'augmenter d'un tiers le niveau de dépassement du seuil de pauvreté à 60%** (de 31% à 46%).

Comme pour l'ICHN, il est probable que **l'impact de la DJA serait plus modéré** compte-tenu du fait que **le revenu moyen par UTA s'élève, en Poitou-Charentes à 35 894 €** (Eurostat 2011) **contre 20 850 € en Aquitaine** (PDR, p.159).

Le revenu disponible de référence étant une moyenne, il est certain, que la DJA revêt, proportionnellement, une importance accrue dans les revenus d'une proportion non négligeable d'agriculteurs. En effet, considérant un revenu disponible par UTANS de 10 000 € (833 € mensuels), soit 34% inférieur au revenu moyen, l'impact de la DJA serait plus important : +18% sur le revenu disponible, +150€ mensuels permettant de se rapprocher à -42 € en-deçà du seuil de pauvreté à 60%.

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur les performances économiques des entreprises et l'emploi

En Poitou-Charentes, l'enquête sur les impacts économiques et environnementaux du soutien régional à l'investissement dans les entreprises agro-alimentaires n'a pu cibler que 5 bénéficiaires des aides à l'investissement. Sur ces 5 entreprises, 2 seulement avaient terminé leurs travaux avant fin 2017 ; pour les

deux autres, l'investissement aidé était opérationnel en 2018.

En moyenne, **chacun des projets aidés a permis la création de 4 emplois en équivalent temps plein**. En extrapolant aux 11 projets du bilan des réalisations 2014-2018, **le PDR aurait permis la création de 44 emplois**. Si les 14 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 aboutissent, **le bilan en termes d'emplois créés serait de 56 ETP**. **Cela représente 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur les performances économiques des exploitations et l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Poitou-Charentes, 279 emails ont été envoyés pour 108 réponses obtenus (39%).

Concernant l'effet de l'investissement sur les performances économiques des exploitations, près de la moitié des exploitations agricoles enquêtées observent une progression du CA (48%), de la VA (40%) et de l'EBE (45%). La fréquence de la stabilité de ces trois indicateurs varie entre 31% et 43%. Ainsi, les effets sont moins nets que ceux concernant les entreprises agroalimentaires ; cela s'explique notamment par l'importance des facteurs exogènes sur les performances économiques de l'exploitation (évolution des prix de vente, du coût des intrants) sans lien direct de causalité avec le projet aidé.

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **22 des 108 répondants** aux questions dédiées (21,3%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**.

In fine, 21 des 108 répondants (19,4%) identifient **un total de 22,6 ETP créés** (soit 1,1 ETP par répondant) et 10 répondants (9,2%) ont identifié **un total de 12,8 emplois préservés** (soit 1,3 ETP par répondant).

Si l'on extrapole ces ratios à l'ensemble des exploitations agricoles bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 soit 494 (source OSIRIS, extraction au 23/02/2019) :

- 105 emplois ont été créés ((494 bénéficiaires uniques x 19,4%) x 1,1 ETP)
- 59 emplois ont été préservés ((494 bénéficiaires uniques x 9,2%) x 1,3 ETP)

Au total 164 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. **Cela représente 0,5% de l'emploi agricole en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 64% des répondants, l'aide financière a été déterminante (23%) ou importante (41%)**. Seul 14,3 % des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles

En Poitou-Charentes, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 466 exploitations agricoles** (272 en conversion et 194 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 14 186€ en CAB et 4 316€ en MAB. Cela représente donc **1,8% des 25 450 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 112).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46 % supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;
- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, à fin 2018, **le PDR a contribué à améliorer les revenus de 5 114 exploitations agricoles par l'intermédiaire de subventions directes** : ICHN, DJA et aides à l'agriculture biologique.

Les aides à l'investissement attribuées au titre des sous-mesures 4.1 et 4.2 **ont permis une amélioration significative des performances économiques des exploitations bénéficiaires** (IAA, évolution positive de l'EBE dans 45% des cas).

Elles ont par ailleurs contribué :

- au maintien ou à la création de 164 emplois, soit **0,5% de l'emploi agricole en région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les exploitations agricoles** (sous-mesure 4.1) ;
- à la création de **56 ETP soit 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les IAA** (sous-mesure 4.2).

7.a26) CEQ26-BI - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir?

7.a26.a) Réponse à la question d'évaluation

QEC26-UE. Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'amélioration de l'environnement et à la réalisation de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité visant à enrayer la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques, et de les rétablir ?

16200 / 17500

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : durable : pour promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources,

plus verte et plus compétitive.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes tributaires de l'agriculture et de la sylviculture.

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée

Ont été retenues comme pertinentes que les mesures identifiées comme contributives aux DP4A, 4B et 4C :

4.1.3 Investissements pour la réduction des pollutions et une meilleure utilisation de l'eau en production végétale

4.4.1 Investissement pour la mise en place ou la restauration d'infrastructures agroécologiques

7.1.1 Établissement et révision des plans de gestion liés aux sites Natura 2000

7.6.1 Animation Natura 2000

7.6.2 Contrats Natura 2000 ni agricole ni forestier

7.6.3 Contrats Natura 2000 en forêt

7.6.5 Animation pour la mise en place des MAEC et le développement de l'agriculture biologique

8.2.1 Mise en place de système agroforestiers (maintien non soutenu)

8.5.1 Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers

M10 Agroenvironnement-climat

M11 Agriculture biologique

M12 Paiements au titre Natura 2000 et de la directive-cadre de l'eau

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques

Dans la mesure où cette question couvre l'ensemble du périmètre lié à la biodiversité, les analyses présentées dans les pages suivantes, constituent une compilation des réponses aux QEC n°8 à 11.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de	DP pouvant QEC	Indicateur	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de
------------	----------------	------------	--

Jugement	être associé(s)	pouvant être associées	commun d'Impact	indicateurs additionnels)
1. La biodiversité et les services écosystémiques ont été restaurés	4A	QE 8	I.08 : Indice des oiseaux en milieu agricole	<p>Nombre d'hectares (et % ?) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de la biodiversité</p> <p>Surfaces converties et maintenues en agriculture biologique (M)</p> <p>Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les ex</p> <p>Nbre de colonies engagées</p> <p>Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAE a contribué, Nbre de postes et jours d'animation MAEC</p> <p>% surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN</p> <p>T8 : pourcentage de forêts ou d'autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)</p> <p>T9 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)</p> <p>T12 : pourcentage de terres agricoles sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>T13 : pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau (mesure 10)</p> <p>Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention (enquête)</p>
2. Amélioration de la qualité de l'eau et de l'efficacité de sa gestion	4B	QE 9 et 11	I.09 : Système agricole à haute valeur naturelle	<p>T12 : pourcentage de terres agricoles sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>T13 : pourcentage de terres forestières sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion des sols et/ou empêcher l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p> <p>Nombre et % d'ha bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau (mesure 10)</p> <p>Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention (enquête)</p>
3. La prévention et la gestion des sols ont été	4C	QE 10	I.10 : Extraction d'eau pour l'agriculture	<p>Nombre de projets collectifs – Nombre de réseaux collectifs d'irrigation créés/soutenus (sauf POC)</p> <p>Nombre de réserves de substitution et/ou de réalimentation créées/agrandies (sauf POC)</p> <p>Cohérence entre grilles de sélection et projets sélectionnés dans le cadre du TO 4.3.1 (reformulation : quelle méthode de collecte ?)</p>
			I.11 : Qualité de l'eau	<p>T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)</p> <p>T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)</p> <p>T14: pourcentage de terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)</p>
			I.12: Matière organique du sol dans les terres arables	<p>Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion de l'eau</p> <p>T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant l'améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)</p>

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Concernant les étapes 3 et 5, les éléments de réponses à cette QEC reprenant les éléments issus des réponses aux QEC n°8, 9, 10 et 11, nous renvoyons vers ces QEC pour ce qui concerne les méthodes mobilisées et difficultés méthodologiques rencontrées.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

Critère n°1 - La biodiversité et les services écosystémiques ont été restaurés

a. Les opérations ont favorisé l'adoption durable de pratiques favorables à la biodiversité, en particulier dans les zones à enjeu (N2000...)

Indicateurs additionnels : NATURA 2000

-Nombre de sites animés, nombre de postes et jour d'animation

-Nombre de contrats par types d'actions

La Région Poitou-Charentes dénombre 79 sites Natura 2000 qui disposent tous d'un DOCOB approuvé dont 3 sont en révision et 5 seraient à réviser (estimation basée considérant une révision nécessaire tous les 15 ans).

66 sites sont animés soit 83,5% des sites disposant d'un DOCOB approuvé, mobilisant 27 animateurs.

Depuis 2015, on estime le nombre de contrats à 101 au titre du PDR Poitou-Charentes (20, 19, 33, 14 et 15 de 2015 à 2019). Au regard de la programmation 2014/2020, très chaotique selon la DREAL, il est difficile d'en tirer des informations pertinentes sur des tendances. En effet, les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019.**

La classification des contrats N2000 par dominantes de contractualisation n'a pas été produite sur le PDR Poitou-Charentes. Notons néanmoins que les ouvertures de milieux restent dominantes.

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité

Les MAEC pertinentes pour la préservation de la biodiversité représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **142 381 ha soit 89% des surfaces sous contrat de gestion (ha) et 8,3% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (pour rappel : 1 721 280, données 2010).

Elles **ciblent très largement les opérations pour le maintien** (77 846 ha, soit 55%) **et l'évolution** (13 604 ha soit 9%) **des systèmes de polyculture/élevage d'herbivores « dominante élevage »** ainsi que **les surfaces en herbe** (38 506 ha soit 27%).

Indicateurs additionnels :

Nombre et surfaces des sites N2000 auxquels l'animation MAEC a contribué

Nombre de postes et jours d'animation MAEC

Pour le PDR Poitou-Charentes, **50 sites Natura 2000 ont bénéficié d'une MAEC dédiée en 2017** (53 en 2015 puis 48 en 2016) dans le cadre de 39 PAEC dont **20 à enjeux biodiversité**, 12 à enjeux eau et 7 à enjeu mixte. Cela représente donc **2/3 des 79 sites de la région**. Les sites Natura 2000 concernés en 2017 couvrent une surface de 313 670 ha (317 330 en 2015 et 296 035 en 2016) soit 94% des 333 197 ha des Superficie Natura 2000 du domaine terrestre picto-charentais (source : INPN, calculs SIG à partir de la BD-CARTHAGE). Notons, afin d'en relativiser l'impact surfacique, que les MAEC, qui ne concernent qu'une partie des sites N2000 bénéficiaires, ont impacté, sur cette période, environ 142 000 ha au total (Cf - indicateur précédent).

Enfin, entre 2015 et 2017, 4257 jours d'animation ont été assurés en Poitou-Charentes.

Indicateur additionnel : Nombre de colonies engagées

Concernant la protection de la biodiversité animale, le PDR Poitou-Charentes prévoyait 3 MAEC "non zonées" à vocation génétique dont la MAEC Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (API).

En 2015, les aides attribuées au titre de la MAEC API en Poitou-Charentes ont permis d'obtenir l'engagement de **8 908 colonies (ruches) sur 5 ans pour un montant de 467 670 € en coût total dont 350 752 € de FEADER**. Pour référence, la région Poitou-Charentes dénombrait 1 250 exploitations (RGA 2010) pour 40 000 ruches. 150 exploitations picto-charentaises possèdent entre 50 et 250 ruches et 100 plus de 250 (données MSA 2014). Le nombre moyen de ruche par bénéficiaire, de 185, indique que seules les ruches de taille importante ont bénéficié de cette aide. Ainsi, une part importante des petites exploitations apicoles ne bénéficient pas de cette aide, et le taux de couverture du potentiel est assez faible en nombre de producteurs : 3,8% (48 sur un total de 1 250 exploitations).

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **65 751 ha au total** dont **36 666 ha en conversion** (27 946 ha à engager pour 5 ans et 8 720 ha à engager sur une durée réduite) et **29 085 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 40 565 ha étaient certifiés (34 625) ou en conversion (5 940), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 370% pour les surfaces à engager pour 5 ans et + **517% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (34 625), le rythme de conversion annuel (12 200 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +35% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 4 départements de l'ex-région Poitou-Charentes présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +25% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à une amélioration de la

prise en compte de la biodiversité sur les exploitations

Avec **une note moyenne de 7,23 / 10** (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), les répondants évaluent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de préservation de la biodiversité et des continuités écologiques dans leur exploitation après la mobilisation d'aide(s) au titre du FEADER 2014-2020.

Les résultats détaillés de cette enquête sont présentés dans la QEC n°8.

a. *Le maintien des prairies / bocages des systèmes herbagers et pastoraux a favorisé la préservation des paysages*

Indicateur additionnel : % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN

L'évaluation ex-post du PRDH 2007-2013 avait montré que les dispositifs ICHN et PHAE participent au maintien de l'occupation des sols en prairies, avec un maintien des surfaces en herbe.

Au 11 novembre 2018, 14 620 opérations étaient engagées, pour 76 257 322 € et 61 013 960€ payés soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER. Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles** soit **14,8% des exploitations picto-charentaises**. En termes de surface, cela représente **253 500 ha** soit **14,7% de la SAU régionale**. 37% des exploitations (38,3% des surfaces) sont situées dans les Deux-Sèvres et 29% dans la Vienne (29,5%).

Comme indiqué dans la partie de présentation méthodologique, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN.

Critère n°2 - Amélioration de la qualité de l'eau et de l'efficacité de sa gestion

Indicateur additionnel : Nombre d'hectares (et %) bénéficiant de MAE pertinentes pour la préservation de l'eau

Le soutien aux démarches contractuelles à travers la mesure 10 permet de répondre aux enjeux liés à la préservation de la ressource en eau, en mettant notamment en œuvre les objectifs fixés par les SDAGE y compris dans les zones Natura 2000. Ces deux enjeux concernent aussi les zones humides (p 464). Le Marais poitevin et les marais charentais sont particulièrement concernés (p 462).

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les MAEC pertinentes pour la préservation de l'eau représentent, en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **26 298 ha soit X % des surfaces sous contrat de gestion** pour un montant total d'aides FEADER de 9 475 041 €. Plus précisément, elles sont largement dominées par les opérations de maintien des système polyculture-élevage « dominante élevage » (10 889 ha, soit 41, 41%) et d'évolution des systèmes « dominante céréales » (4 294 ha, soit 16,33%). Les surfaces restantes se partagent en les grandes cultures (3 699 ha soit 14%), le maintien des systèmes de polyculture céréalières (2 412 ha, soit 9%), la viticulture (79 ha, soit 8,82%) ... Paradoxalement, alors que les marais salants constituent un enjeu de biodiversité, ils ne constituent pas un enjeu eau.

Indicateur additionnel : Surfaces converties et maintenue en AB

Les données fournies par l'AG permettent d'observer que les surfaces bénéficiant d'un soutien à

l'agriculture biologique (maintien + conversion) représentent en Poitou-Charentes, sur la période 2015-2017, **65 751 ha au total** dont **36 666 ha en conversion** (27 946 ha à engager pour 5 ans et 8 720 ha à engager sur une durée réduite) et **29 085 ha en maintien**. Les données de référence du PDR indiquent que 40 565 ha étaient certifiés (34 625) ou en conversion (5 940), en 2012.

Cela représente donc en termes de dynamique de conversion, une évolution de + 370% pour les surfaces à engager pour 5 ans et + **517% si l'on intègre l'ensemble des surfaces**. Au regard de la surface déjà certifiée en 2012 (34 625), le rythme de conversion annuel (12 200 ha) observé sur la période 2015-2017 **représente une progression annuelle de +35% des surfaces en AB**. Cette dynamique semble se maintenir voire s'accélérer en 2018 (absence de données) puisque selon les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique Nouvelle-Aquitaine les 4 départements de l'ex-région Poitou-Charentes présentent des taux de progression des conversions situés entre +11 et +25% entre le 1er janvier et le 1er octobre 2018.

Enquête sur les changements des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à la gestion de l'eau (gestion des engrais et phytos) imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 7,31 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux de gestion des consommations d'eau et de limitation des pollutions de l'eau dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les résultats détaillés de cette enquête sont présentés dans la QEC n°9.

Indicateur additionnel : Changement des pratiques des bénéficiaires favorables à l'amélioration de la qualité des sols et à la prévention de l'érosion imputables à l'intervention

Avec une note moyenne de 7,3 / 10 (sachant que 5 était le niveau intermédiaire et 10 le niveau maximal), globalement, **les répondants Pictocharentais observent un niveau assez élevé d'amélioration de la prise en compte des enjeux d'amélioration de la qualité des sols dans leur exploitation après la mobilisation d'aide (s) au titre du FEADER 2014-2020.**

Les répondants étaient amenés à préciser dans quelle mesure ils avaient changé leurs comportements au regard de trois différents types de pratiques favorables à l'environnement

1. Mise en place d'un couvert végétal des sols destiné à en améliorer les propriétés
2. Développement de pratiques agricoles sans labour (semis direct sous couvert végétal...)
3. Rotation culturale et maintien des jachères

Ainsi, la pratique n°1 (mise en place d'un couvert végétal) est mise en œuvre par plus de 90% des répondants à l'enquête. Cette pratique a notamment été renforcée et amplifiée (modérément, fortement ou très fortement) par 72% des répondants à la suite de l'aide FEADER accordée.

La seconde pratique (alternatives au labour) est maintenue ou adoptée, quant à elle, par 69,8% des répondants. On notera, de plus, que cette pratique a été amplifiée à la suite du soutien FEADER (changement de pratique jugé d'intensité modérée, élevée ou très élevée) par près de 45% des répondants.

Pour finir, en ce qui concerne la rotation culturale et le maintien de jachères, ce sont près de 90,2% des répondants en Poitou-Charentes qui ont adopté ce type de pratique 3. 69,4% d'entre eux ont d'ailleurs choisi de les amplifier modérément à fortement à la suite de l'aide FEADER.

En termes de durabilité, plus la moitié des répondants en Poitou-Charentes mettant en œuvre les pratiques 1 et 3 déclarent susceptibles de les maintenir à long terme (respectivement 51,9% pour le couvert végétal et 54,2% pour la rotation culturale et la mise en jachère). De manière générale, les exploitants qui ont répondu utiliser des alternatives au labour se disent significativement moins en capacité de maintenir ces pratiques au long cours (les réponses sont par ailleurs, pour cette pratique 2, caractérisées par une proportion d'indécis plus forte (32% ne se positionnent pas sur la durabilité de cette pratique contre 12 à 17% pour les pratiques 3 et 1).

Le niveau d'impact des aides attribuées au titre du FEADER sur ces changements de pratiques est important (37%) à déterminant (17%) pour 54% des répondants. 30% des répondants le jugent néanmoins modéré. Cette influence est liée à 74% à une/plusieurs aides FEADER de la période 2014-2020.

En conclusion, la contribution des mesures principalement fléchées sur l'amélioration de la gestion des sols est positive mais néanmoins limitée aux effets transversaux de mesures telles que la conversion ou le maintien de l'agriculture biologique et les mesures agroenvironnementales et climatiques.

7.a27) CEQ27-CO - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC consistant à stimuler la compétitivité de l'agriculture?

7.a27.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Un des cinq objectifs de la PAC est formulé comme suit : *accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique et en assurant un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre.*

Au sein du PDR de la région Poitou-Charentes, cet objectif de la PAC est pris en compte par la priorité P2 : amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts.

Cible prioritaire : dans le cadre de performance, la valeur cible est commune au DP 2A et DP 2B.

Définition ; *Nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A) + exploitations avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)*

Cible 2023 : 2 380,00 exploitations agricoles

Valeur intermédiaire 2018 (en %) : 15%

Valeur absolue de la valeur intermédiaire : 357,00

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Le terme « agriculture » est pris dans son sens restrictif : le secteur forestier et les IAA sont considérés comme hors champ de la QE.

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la priorité 2 :

DP2A - Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles, notamment en vue d'accroître la participation au marché et l'orientation vers le marché ainsi que la diversification agricole

M01 - Transfert de connaissances et actions d'information

1.2.1 Activités de démonstration et d'information

1.2.2 Actions d'information (**opération inactive à partir du 22 décembre 2016**)

M04 - Investissements physiques

4.1.1. Investissements pour la modernisation des élevages

4.1.2. Investissements pour les cultures spécialisées (**opération inactive à compter du 1er décembre 2017**)

4.1.4 Investissements matériels collectifs

4.2.1. Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs

4.3.1. Investissements d'hydraulique agricole liés à la substitution des prélèvements d'eau dans les milieux aquatiques

M16 – Coopération

16.1.1 Aide au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI et à la réalisation de leurs projets pilotes

DP6A - faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

Le DP 6A contribue à la diversification, à l'augmentation du chiffre d'affaires et des revenus des exploitations agricoles via la création d'activités nouvelles non agricoles.

M06 – Développement des exploitations agricoles et des entreprises

Sous mesure 6.4 - *Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles*

Deux types d'opérations sont ouverts dans le PDR de Poitou-Charentes et concernent les agriculteurs :

6.4.2 Activités équestres ou le tourisme à la ferme

6.4.3 Hébergements touristiques

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Les deux TO suivants, fléchés respectivement sur les DP 4B et 3A, participent à la stimulation de la compétitivité de l'agriculture :

- le TO 4.1.3 *Plan végétal environnement* est fléché sur le DP 4B : on peut cependant considérer que ce TO participe à stimuler la compétitivité des exploitations agricoles.
- Le TO 4.2.1. *Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs* est fléché sur le DP 3A.

Comme expliqué plus avant, les DP 3A et 4A contribuent aussi de façon secondaire à l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles.

Pour l'Poitou-Charentes, le périmètre pour la réponse à la QE 27 recouvre au minimum les mesures fléchées sur le DP 2A et 6A soit 4 mesures et 10 types d'opération **pour un total dans la maquette de 35,57 M€ soit 8,7 % du sous-total opérationnel (hors AT)** du FEADER en région Poitou-Charentes.

Certaines mesures des DP 3A et 4A mériteraient d'être incluses dans ce périmètre, même si le cadre méthodologique réalisé pour les 3 PDR de la région Nouvelle Poitou-Charentes ne le prévoit pas.

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de résultat, indicateurs additionnels)	
1. Le revenu des entreprises agricoles a augmenté	2A	QE 4	I.01 : revenu d'entreprise agricole I.02 : revenu des facteurs agricoles	Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)	
2. Des compléments de revenus ont été générés par les exploitants	2A/6A	QE 4 / QE 16		Typologie d'investissements réalisés (OTEX/filières, des investissements) (4.1; 4.2; 4.3; 4.4; 8.6) Nombre de bénéficiaires d'un soutien à l'investissement (pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles) (TO 4.2.1) Nombre de bénéficiaires (exploitations) percevant l'aide au démarrage d'entreprises/un soutien à l'investissement des activités non agricoles dans des zones rurales (6.2)	

3. La productivité agricole a augmenté	2A	QE 4	I.03 : Productivité totale des facteurs agricoles	Changement du poids des charges d'exploitations / C (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, d'intrants) (M4)	
				Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires	
				Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)	
				R2: changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien/UTA	

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Compréhension de la question évaluative

L'objectif de « *stimuler la compétitivité de l'agriculture* » recouvre deux sous-objectifs :

- Stimuler la compétitivité « prix ». Elle peut se mesurer par les soldes intermédiaires de gestion : marge brute, valeur ajoutée et excédent brut d'exploitation exprimés en € par UTA.
- Stimuler la compétitivité hors « prix » ou « structurelle » : elle consiste pour l'exploitation à choisir une stratégie de différenciation. Les deux principales sont soit la segmentation par la qualité (via les SIQO essentiellement) soit la transformation à la ferme et/ou la commercialisation en circuits courts.
 - Dans le premier cas le prix est a priori supérieur et moins volatil et la concurrence moins forte ;
 - Dans le second cas, la marge brute et la valeur ajoutée attendues sont a priori plus élevées. Par contre le niveau de l'EBE est très dépendant de la productivité du travail et notamment de celle des deux nouvelles fonctions introduites dans l'exploitation (transformation et commercialisation).

Si les 3 critères de jugement proposés par le cadre méthodologique national sont pertinents, **il semble manquer un critère de jugement sur la compétitivité structurelle portée par une stratégie de différenciation**. Plusieurs types d'opérations du PDR Poitou-Charentes soutiennent cette stratégie mais dans des domaines prioritaires différents du DP 2A :

- 3.1.1 Système de qualité (agriculture biologique) DP 3A
- 4.2.1 Investissements de transformation-commercialisation de produits agricoles DP 2A
- 11.1.1 Conversion à l'agriculture biologique DP 4A

Méthode quantitative

Les trois indicateurs d'impacts (revenu de l'exploitation agricole, revenu des facteurs agricoles et productivité totale des facteurs agricoles) nécessitent de disposer d'une analyse des résultats économiques d'un échantillon représentatif des bénéficiaires de l'univers des TO définis dans l'étape 1 et ce pour les années 2013 et 2017. Idéalement, pour que le jugement soit robuste, il faut conduire une analyse contrefactuelle avec un échantillon jumeau de non bénéficiaires.

Les travaux de l'ODR INRA permettent de renseigner certains indicateurs pour étayer le critère du jugement n°3 « *La productivité agricole a augmenté* ».

L'ODR fournit aussi, en se basant sur le RICA, l'évolution entre 2013 et 2017 de trois données économiques (CA, EBE et VA par UTA) pour les bénéficiaires du PDR, les non bénéficiaires et les bénéficiaires « jumeaux » c'est-à-dire les bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR.

L'ODR INRA a renseigné l'indicateur R2 « *changement de la production agricole dans les exploitations bénéficiant d'un soutien/UTA* » : le calcul de l'impact du PDR est basé sur l'indicateur « *assiette de cotisation brute par quantité de travail (UTA)* » exprimée en € qui présente une bonne corrélation avec le revenu. L'impact causal du PDR est la différence en 2017 entre les bénéficiaires et leurs jumeaux hypothétiques, c'est-à-dire ces mêmes bénéficiaires sans l'effet du PDR.

Méthode qualitative

Les résultats de l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires d'au moins un des types d'opérations de la mesure M04, aborde au travers de plusieurs questions les thématiques clés en rapport avec les deux types de compétitivité (prix et hors prix) :

- La partie 2 du questionnaire portait sur la restructuration et la modernisation : augmentation du volume de production (impact sur le CA), amélioration de la qualité de la production, amélioration de la productivité du travail et donc effets sur les soldes intermédiaires de gestion calculés par UTA.
- La partie 3 du questionnaire est consacrée à l'évolution avant et après projet des indicateurs économiques clés (CA, VA, EBE) et précise le lien de causalité entre le projet aidé et ces évolutions déclarées.

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Méthode quantitative

Face aux difficultés inhérentes et à la faisabilité sans doute assez faible d'une analyse contrefactuelle basée sur les données du RICA (2013 et 2017) concernant les résultats économiques des bénéficiaires des seuls TO contribuant au DP2A, l'Autorité de gestion a décidé de ne pas réaliser de travaux de ce type dans le cadre du RAMO 2019 et de s'appuyer exclusivement sur ceux de l'ODR INRA.

Les données fournies par l'ODR concernent tous les bénéficiaires du PDR, quel que soit le type d'opération réalisé. **On ne dispose donc pas d'une analyse spécifique de l'univers des bénéficiaires d'une part des mesures contribuant à l'amélioration de la compétitivité (voir la liste présentée en Etape 1) et d'autre part de la mesure M04.**

De ce fait, les indicateurs suivants ne sont pas disponibles :

- Changement du ratio REX/CA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)
- Changement du poids des charges d'exploitations / CA (focus sur les charges d'énergie, charges d'aliments, charge d'intrants) (M4)
- Evolution de l'EBE dans les exploitations bénéficiaires(M4)
- Changement de la VA Brute/UTA dans les exploitations bénéficiant d'un soutien (M4)

Faute de mieux, la réponse à la question évaluative se basera néanmoins sur les données fournies par l'ODR INRA.

Méthode qualitative

L'enquête a été réalisée par courriel : en ce qui concerne les évolutions des données économiques avant et après la réalisation du projet aidé, il s'agit **du déclaratif des chefs des exploitations agricoles enquêtées**. Il n'y a pas eu de collecte et d'analyse des documents comptables de ces exploitations agricoles.

Solutions aux problèmes identifiés

La priorité serait de réviser dans le document « *Grille de réponse aux questions évaluatives communes des PDR 2014-2020 Nouvelle Poitou-Charentes* » l'approche de la QE n°27 : le mot de « compétitivité » présent dans la question **recouvre aussi la compétitivité « hors prix » ou « structurelle »**. Or, celle-ci **n'est pas prise en compte dans l'approche proposée**.

Il faut donc rajouter à minima un critère de jugement portant sur ce sujet :

CJ 4 – Les exploitations ont amélioré leur compétitivité en adoptant des stratégies de différenciation.

Domaines prioritaires : 2A, 3A et 4A

QE n°6 : *Dans quelle mesure les interventions du PDR ont-elles contribué à améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire au moyen des programmes de qualité, en conférant une valeur ajoutée aux produits agricoles, et par le biais de la promotion sur les marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ?*

Indicateurs : R4/T6 « *pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts* »

De plus, compte tenu de la démarche adoptée pour traiter cette QE n°27, il semblerait logique que dans le cadre méthodologique présenté dans le tableau de la page précédente, les indicateurs qui sont, à ce stade, fléchés uniquement sur l'univers de la M04 prennent en compte l'ensemble de l'univers des TO identifiés lors de l'Etape 1.

Pour disposer des « autres indicateurs » de type comptable préconisés pour les critères de jugement n°1 et n°3, il conviendra de conduire une expertise lors de la préparation de l'évaluation ex-post 2023 sur la faisabilité et la pertinence de les renseigner pour l'univers défini dans l'étape 1 :

- Les données du RICA 2014-2020 seront-elles facilement disponibles et complètes (notamment sur le nombre d'UTA au sein de l'exploitation agricole) ?
- Les échantillons d'exploitations agricoles présentes dans la base RICA aussi bien en 2014 qu'en 2020 sont-ils de taille suffisante ?

- Une fois réalisée l'identification des bénéficiaires d'au moins un des TO de la M04 sur la période 2014-2020 via les fichiers OSIRIS, l'appariement via le N°SIRET entre ce fichier et la base de données du RICA fournit-il un échantillon de taille suffisante pour les principales OTEX bénéficiaires des principaux TO ?
- Quelle méthodologie pour réaliser l'analyse contrefactuelle sans biais de sélection ? Définition de l'échantillon des « non bénéficiaires » et de l'échantillon des bénéficiaires sans effet du PDR ?

En ce qui concerne le revenu, notion éminemment complexe à définir et à interpréter au sens comptable du terme, il convient de retenir la méthode de l'ODR INRA, à savoir que l'approche de l'évolution du revenu se fait via le « proxy » constitué par **l'évolution de l'assiette de cotisation brute par UTA** ; ce choix implique d'avoir accès aux données de la MSA et, comme pour le RICA, de pouvoir les apparier avec celles du fichier OSIRIS via le n° SIRET.

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

CJ 1 - Le revenu des entreprises agricoles a augmenté.

Les conclusions des analyses de l'ODR INRA sont très mitigées en ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaire (CA), de l'excédent brut d'exploitation (EBE) et de la valeur ajoutée (VA) par UTA :

- Pour le CA, l'ODR INRA conclue que, entre 2013 et 2017, le changement de production par quantité de travail des exploitants bénéficiant d'un soutien du PDR n'est pas significativement différent des exploitations non bénéficiaires. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 se limite à 127,13 € ;
- Il en est de même pour la VA : la différence de valeur de cet indicateur entre les 2 groupes d'exploitations agricoles n'est pas significativement différente entre 2013 et 2017. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est marginale (+19,43 €) ;
- Enfin, pour l'EBE, l'ODR INRA conclut de façon identique. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est aussi très faible (+14,95 €)+

Mais, selon l'ODR INRA, **pour isoler de façon robuste l'impact causal du PDR**, il faut se baser sur la différence en 2017 de l'assiette de cotisation entre les bénéficiaires et les bénéficiaires hypothétiques (échantillon jumeau) pour gommer tous biais de sélection.

Le calcul de l'indicateur R2 amène à des conclusions plus favorables aux effets du PDR : les bénéficiaires des aides du PDR ont *un revenu par UTA* en 2017 supérieur de +12% à celui des bénéficiaires hypothétiques sans effet du PDR. La double différence entre bénéficiaires et non bénéficiaires et entre 2013 et 2017 est de +796,46 €.

Ces données de l'ODR INRA témoignent que les performances économiques des exploitations soutenues par le PDR sont supérieures à celles qui ne l'ont pas été et ce toutes choses égales par ailleurs. Mais ce résultat ne répond que partiellement au critère de jugement car il n'est pas spécifique à l'univers des types d'opérations présenté dans le § Etape 1.

CJ 2 - Des compléments de revenus ont été générés par les exploitants.

Au sein du PDR de la Région Poitou-Charentes, la sous mesure 6.4 - *Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles* est ouverte avec 2,47 M€ de FEADER et un fléchage sur le DP 6A.

Seuls deux TO (6.4.2 *Activités équestres ou le tourisme à la ferme* et 6.4.3 *Hébergements touristiques*)

enregistrent des réalisations : sur le TO 6.4.2 16 dossiers ont été soldés et sur la TO 6.4.3, seulement 2 dossiers ont été engagés.

La sous mesure 4.2 avec le TO 4.2.1. *Investissements pour la transformation et la commercialisation des produits par les agriculteurs* a aussi contribué à générer des revenus complémentaires mais le nombre de bénéficiaires uniques n'est que de 63.

Cet effet reste cependant limité car le nombre de bénéficiaires se limite à 81 versus un nombre total d'exploitations agricoles en Poitou-Charentes de 23 275 en 2013 (source Agreste).

Le PDR Poitou-Charentes, à l'échelle de l'ensemble des exploitations agricoles éligibles aux actions du programme, a contribué de façon marginale à générer des compléments de revenus.

CJ3 - La productivité agricole a augmenté.

L'enquête auprès des bénéficiaires (107 réponses) témoigne des effets positifs de la réalisation des projets aidés par le PDR sur la compétitivité « prix » et « hors prix ».

Effets du projet aidé sur la restructuration et la modernisation de l'exploitation agricole.

Les effets du projet aidé sont manifestement très significatifs puisque pour 4 d'entre eux, ces effets sont qualifiés de « très importants » à « importants » à plus de 68%, ce taux variant de 77% à 85% pour les trois premiers :

1. Amélioration des conditions de travail : double impact d'une part sur l'efficacité au travail (compétitivité par UTA) et d'autre part sur le confort et la santé des exploitants agricoles ;
2. Amélioration de la productivité / efficacité du travail : impact sur la compétitivité par UTA et sur le temps de travail par unité produite ;
3. Amélioration de la qualité de la production : impact sur le niveau de valorisation de l'unité produite et/ou la compétitivité « hors prix » par la segmentation ;
4. Amélioration des conditions sanitaires et de leur contrôle : impact sur les performances zootechniques et donc sur le rendement des facteurs agricoles (cheptel).

Effets du projet aidé sur les performances économiques

L'approche dans le questionnaire se limitait à trois indicateurs clés (CA, VA et EBE) sans approfondir jusqu'au résultat d'exploitation ou au revenu, données perçues par les agriculteurs comme relativement confidentielles et pour lesquelles on sait que le taux de réponse aurait été très faible.

Les effets en termes économiques sont moins nets que ceux sur la restructuration et la modernisation ; cela s'explique aussi par l'importance des facteurs exogènes susceptibles d'impacter les performances économiques de l'exploitation. De plus le lien de causalité entre ces évolutions économiques et la réalisation du projet aidé est limité : ce lien est qualifié de fort à très fort dans seulement 36% des cas. Il est qualifié de « modéré » par 41% des répondants

En résumé, le chiffre d'affaires (CA) progresse pour près d'un bénéficiaire sur deux, la valeur ajoutée (VA) pour 40% d'entre eux et l'excédent brut d'exploitation (EBE) pour 38%. La fréquence de la stabilité de ces

trois indicateurs varie entre 31% et 43% des exploitations enquêtées.

In fine, le PDR Poitou-Charentes a contribué à stimuler la compétitivité des exploitations agricoles autant via la compétitivité dite structurelle (c'est-à-dire « hors prix ») que la compétitivité « prix » mais de façon limitée.

Dans ce contexte, le référentiel d'évaluation et le cadre méthodologique proposée pour cette question QE n°27 sont incomplets et mériteraient d'être enrichis d'un critère de jugement CJ 4 portant sur cette compétitivité structurelle.

Enfin, le calcul des indicateurs propres à cette question nécessite de réaliser un travail complexe de collecte et d'analyse de données (RICA et MSA) qui ne pourra sans doute se faire sans l'assistance d'une expertise extérieure.

7.a28) CEQ28-SU - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui consiste à assurer une gestion durable des ressources naturelles et l'action pour le climat?

7.a28.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

Priorité PAC: assurer une gestion durable des ressources naturelles et actions pour le climat

Priorités pour le développement rural 2014-2020 :

- Priorité de l'Union 4 : restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie ;
- Priorité de l'Union 5 : promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier

Les domaines prioritaires correspondants sont les suivants : DP4A, 4B, 4C, 5A, 5B, 5C, 5D, 5E

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale à la P4 :

DP 4A - Restaurer et préserver la biodiversité, y compris dans les zones relevant de Natura 2000 et les zones agricoles à haute valeur naturelle, et les paysages européens

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales

M04 Investissements physiques

M10 Agroenvironnement-Climat (113,5 M€)

M12 Paiements au titre de Natura 2000 et de la directive-cadre sur l'eau

M13 Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (110,3 M€)

DP4B - Améliorer la gestion de l'eau, y c. la gestion des engrais et des pesticides ;

M04 Investissements physiques

4.1.3 Plan végétal environnement (2,85 M€)

M11 Agriculture Biologique (45,8M€)

11.1 Conversion à l'agriculture biologique

11.2 Maintien de l'agriculture biologique

DP 4C - Prévenir l'érosion des sols et améliorer la gestion des sols

M08 Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts

8.2.1 Mise en place de systèmes agroforestiers (dispositif ouvert puis rapidement clôturé)

8.5 Résilience des écosystèmes forestiers (0,5 M€)

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution principale aux DP afférents à la Priorité 5 :

DP 5A - Développer l'utilisation efficace de l'eau dans l'agriculture

M04 Investissements physiques

4.3.1 Investissements en faveur des infrastructures liées à l'irrigation agricole (0,5M €)

DP 5C - Faciliter la fourniture et l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, de sous-produits, de déchets, de résidus et autres matières premières non alimentaires à des fins de bioéconomie

M04 Investissements physiques

4.3.2 Dessertes forestières (0,8M €)

DP 5E - Promouvoir la conservation et la séquestration du carbone dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie ;

M08 Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts

8.3.1 Prévention des dommages causés par les incendies (0,5M€)

8.4.1 Réparation des dommages causés aux peuplements forestiers (0,1 M€)

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative à la transition des modes de production agricoles, alimentaires et forestiers vers une double performance économique et environnementale méritent d'être considérées dans le cadre de la réponse à cette question :

M04 Investissements physiques

4.1.1 Modernisation des élevages (24 M€)

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations (3,45 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 28 recouvre 8 mesures **pour un total de 311,5 M€ soit 76,5% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de résultats, d'indicateurs additionnels)
Les activités soutenues par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à	4A / 4B / 4C / 5A / 5E	QE 8/ 9/ 10 11 / 15	<ul style="list-style-type: none"> I.08 : Indice des oiseaux en milieu agricole I.09 : Système 	<ul style="list-style-type: none"> -Nombre d'hectares (et % ?) bénéficiant de MAE pertinentes pour préservation de la biodiversité et/ou la préservation des paysages - Surfaces converties et maintenue en AB (M11) - Changement des pratiques des bénéficiaires imputables à l'intervention (M10 ; M11) - Amélioration de la prise en compte de la biodiversité sur les exploitations (M10 ; M11) - Caractérisation des effets de l'AB (sur la biodiversité, l'eau, les sols, l'action climatique)

l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	<p>agricole à - % Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau ayant contractualisé (M10)</p> <p>haute valeur - % surfaces herbagères régionales bénéficiaires de l'ICHN</p> <p>naturelle - Changement des pratiques favorables à la gestion de l'eau imputable à l'intervention (M10 ; M11)</p> <p>- Evolution de la qualité de l'eau (Nitrates...) dans les zones à forte contractualisation (M10 ; M11)</p> <ul style="list-style-type: none"> • I.10 : <ul style="list-style-type: none"> - Surfaces irriguées - Nombre de réseaux collectifs d'irrigation créés/ soutenus - Nombre de réserves de substitution et/ou de réalimentation créées - Changements de pratiques dues au PDR en lien avec la gestion durable • I.11 : <ul style="list-style-type: none"> - Typologie des équipements soutenus M8 - Constats d'économies d'énergie par les bénéficiaires (M4) - Conversion des surfaces en tonnage de carbone (M10) - Surface totale à protéger (ha) (8.3.A) • I.12 : <ul style="list-style-type: none"> - Surface de pistes aménagées dans le cadre de la prévention des dangers (8.3.A) - Nombre d'opérations d'action et d'information soutenus en faveur de la thématique sur une gestion durable de la forêt (0121) et changements de pratiques R7 : % des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et / ou la préservation des paysages R8 : % des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau T12 : pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols • I.13 : <ul style="list-style-type: none"> - érosion des sols R12 : % des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace R13 : Développement de l'utilisation efficace de l'eau par l'agriculture - les projets soutenus par le PDR R20 : % des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration ou à la conservation du carbone
---	---

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif « gestion durable des ressources et actions climatiques » présentent des types de contributions très différentes :

- les mesures en faveur de la qualité et de la résilience des écosystèmes naturels, agricoles et forestiers contribuent à une gestion durable des ressources ainsi qu'à un potentiel d'adaptation plus fort des écosystèmes aux effets du changement climatique, (augmentation des températures

moyennes, des épisodes de sécheresse, des phénomènes climatiques extrêmes, risques parasitaires renforcés, feux de forêts, etc.) à travers :

- **l'adoption de pratiques favorables à l'environnement** (réduction des pollutions, maintien de systèmes de production extensifs...) : conversion et maintien de l'agriculture biologique et de pratiques agroenvironnementales
- **la réduction des prélèvements** de l'agriculture et des IAA sur les ressources ; investissements relevant du plan végétal environnement, investissements de modernisation, investissements en matière d'irrigation agricole...
- **une meilleure gestion des risques portant sur les écosystèmes**, en particulier dans le contexte de risques aggravés par les changements climatiques
- les **mesures liées à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre par l'agriculture, la production alimentaire et la foresterie** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter l'efficacité énergétique et la réduction des consommations d'énergie fossile... et in fine, de **réduire les émissions de gaz à effet de serre par les secteurs agricoles et les IAA** ;
 - la création et la reconstitution de surfaces boisées, ainsi que le maintien et l'entretien de prairies et systèmes herbagers favorables à la **conservation du carbone par les écosystèmes**,
- De manière transversale, les **mesures liées à la sensibilisation des acteurs agricoles, alimentaires, forestiers et du grand public en faveur du changement climatique et de la préservation des ressources** naturelles contribuent également à ces objectifs.

La question évaluative n°28 a été élaborée sous la forme d'une méta-évaluation, reprenant pour l'essentiel les méthodologies et résultats évaluatifs mobilisés ou obtenus au titre des questions évaluatives 8 à 15 d'une part, et des questions évaluatives 24 et 26 d'autre part. Une triangulation des résultats est proposée à la lumière d'indicateurs de contexte/impact communs ou proxy. **Au regard des types d'impacts évalués, les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution à la préservation des ressources et à la lutte contre le changement climatique. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « avancées » de type contrefactuelles et/ou économétriques.**

Étape 5 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 6 - Réponse à la Question Evaluative Commune

31 - Evaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de la résilience des systèmes agricoles et forestiers, et des écosystèmes naturels, et de leur « adaptation » aux changements climatiques

Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'Agriculture Biologique et les MAEC sur la prise en compte de la biodiversité, de la ressource en eau et de la gestion des sols

En Poitou-Charentes, le **soutien à l'agriculture biologique** couvre, sur la période 2015-2017, **65 751 ha** au total (dont 36 666 ha en conversion et 29 085 ha en maintien), **soit 3,8% de la surface agricole utile (SAU) régionale** (1 721 280 ha - 2010).

A l'échelle régionale, et tous dispositifs confondus, les **MAEC représentent, en Poitou-Charentes, sur la**

période 2015-2017, 168 680 ha soit 9,8% de la SAU régionale.

Une enquête en ligne, conduite auprès d'un échantillon de bénéficiaires de ces deux dispositifs AB et MAEC, a permis de démontrer le rôle incitatif des aides sur la prise en compte d'un certain nombre d'enjeux associés à la préservation et la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes (biodiversité, eau, sols).

Plus de la moitié des répondants indiquent avoir maintenu ou adopté les pratiques suivantes :

- Pratiques favorables au **renforcement de la biodiversité**

1. Maintien / entretien de bosquets, haies bocagères, arbres isolés ou en alignement, talus enherbés (taux de maintien/adoption : 65% des répondants)
2. Maintien des surfaces pastorales et herbagères et de leur qualité (maintien/adoption : 65%)
3. Maintien/hausse de la biodiversité génétique de l'exploitation (maintien/adoption : 71%)
4. Préservation des zones humides et des milieux aquatiques (maintien/adoption : 57%)

- Pratiques favorables à une **gestion qualitative et quantitative efficace de l'eau**

1. Diminution de l'utilisation d'intrants : engrais, phytosanitaires (maintien/ adoption 88%)
2. Diminution des flux azotés rejetés dans les milieux : effluents (maintien/adoption : 68%)
3. Utilisation plus efficace et durable de la ressource en eau (maintien/ adoption : 61%)

- Pratiques favorables à la **qualité des sols et la lutte contre l'érosion**

1. Mise en place d'un couvert végétal des sols (maintien/ adoption : 78%)
2. Développement de pratiques agricoles sans labour (maintien/adoption : 54%)
3. Rotation culturale et maintien des jachères (maintien/ adoption : 75 %)

Dans la totalité des cas, au moins 30% des répondants estiment avoir amplifié ces pratiques grâce à l'aide accordée (i.e. les répondants jugent l'intensité du changement de pratique, élevée ou très élevée). Ces éléments et enseignements sont valorisés au titre de la QEC n° 26.

*Impacts des **soutiens à l'investissement** en faveur des exploitations agricoles et des industries agroalimentaires **en faveur de la réduction des pollutions et des prélèvements exercés sur les ressources naturelles et les écosystèmes***

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les effets environnementaux des aides à l'investissement associées aux T.O. 4.1 (dont 4.1.3. Plan végétal environnement) et 4.3.1 Irrigation.

Une enquête a notamment été menée auprès de bénéficiaires des **dispositifs 4.1 (exploitations agricoles)**. Les résultats de ces investigations qualitatives montrent en effet que les interventions du programme se sont accompagnées d'une amélioration des pratiques environnementales, et notamment d'une baisse de la consommation des intrants par unité produite. En termes de taux de pénétration, ces effets positifs se limitent cependant aux répondants de l'enquête (38% des exploitations agricoles).

L'amélioration de la performance environnementale de l'exploitation est l'un des 5 effets les plus communément soulignés par les 98 répondants ayant apporté une réponse à cette question. 63,3% d'entre eux estiment ainsi que l'impact du projet aidé sur leur performance environnementale a été élevé (40,8%) ou

très élevé (22,4%).

Parmi les types d'effets environnementaux soulignés par ces bénéficiaires, on retrouve en priorité des **effets positifs en termes de réduction de la consommation d'énergie et de matières premières et produits phytosanitaires par unité produite**. Un effet positif sur la **réduction des nuisances de l'activité de production** est également mentionné. Ces effets positifs sont signalés par 29 à 38% des répondants, dont 9 à 13% pour lesquels la diminution des consommations est « forte ».

D'autres effets sont également cités plus ponctuellement, mais de manière moins marquée. C'est le cas par exemple des impacts relatifs à la réduction de la consommation d'eau par unité produite. Pour 26% des répondants, les projets aidés ont contribué à la mise aux normes sanitaires et environnementales.

En ce qui concerne les effets du T.O. 4.1.3 Plan végétal environnement, en particulier, seuls 21 bénéficiaires ont répondu à l'enquête sur les effets du dispositif. A la question « Le projet aidé a-t-il généré des impacts environnementaux en matière de consommation d'eau par unité produite ? », 4 répondent que le projet a contribué à une diminution de la consommation d'eau, 3 répondent que leur consommation d'eau est restée stable, et 4 que leur consommation d'eau a augmenté (10 s'abstiennent). A noter que les effets positifs de l'aide sont un peu plus marqués en ce qui concerne la préservation de la ressource sur le plan qualitatif (traitement des eaux résiduaires).

En ce qui concerne la problématique de l'utilisation efficiente de **la ressource en eau pour l'irrigation agricole**, le Poitou-Charentes est marqué par une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources hydriques par rapport aux besoins. Plusieurs bassins connaissent même des déficits forts et récurrents. En réponse à cet enjeu, le programme mobilise la mesure 4.3.1 Irrigation, dotée d'un budget de 500 000€ de FEADER sur l'ensemble de la période de programmation.

Toutefois, on précisera ici que le T.O. 4.3.1 finance en Poitou-Charentes la réalisation d'études et diagnostics, et ne contribue dès lors qu'indirectement aux objectifs de soutien des investissements hydrauliques agricoles permettant d'ajuster les apports d'eau en fonction des besoins des cultures, de faire des économies annuelles et de décaler les périodes de prélèvement pour l'irrigation dans le milieu naturel. De ce fait, l'impact des interventions du PDR en matière d'irrigation agricole sont donc **à relativiser au regard de la nature des interventions aidées**.

Impacts des mesures de planification, animation et contrats Natura 2000 sur la préservation d'espaces naturels à haute valeur environnementale

Ce critère d'analyse renvoie à la question évaluative commune n° 26, qui détaille de nombreux résultats et impacts relatifs aux mesures de planification, animation et contrats Natura 2000.

Au regard des contrats Natura 2000 (travaux et entretien des milieux naturels), on notera toutefois que les retards liés à Osiris puis de paiements **ont largement freiné la réalisation des travaux qui n'ont commencé qu'en 2018 voire en 2019**.

*Impacts des **mesures forestières et actions d'information et démonstration** en faveur d'une gestion durable de la ressource forestière*

Avec la fermeture du T.O. 8.2.1 (systèmes agroforestiers) et l'absence de programmation sur les T.O. 8.4.1

(réparation des dommages causés aux forêts) et 8.5.1 (résilience des écosystèmes forestiers), le principal dispositif du programme visant spécifiquement la ressource forestière est le T.O. 8.3.1 (Prévention des dommages causés aux forêts).

Le dispositif de prévention du risque incendie en Poitou-Charentes contribue à la conservation de la ressource forestière et donc au maintien ou renforcement de son potentiel de séquestration de carbone. A ce stade, parmi la dizaine de dossiers engagés, on trouve des projets visant la mise en place d'infrastructures de protection, la création ou mise aux normes d'équipements de prévention tels que les routes, pistes, points d'eau, vigies et tours de guet ou de surveillance automatisée, opérations de sylviculture préventive, l'établissement ou amélioration des installations de contrôle des incendies de forêt, des parasites et des maladies. A ce stade, cependant, le niveau d'impact du PDR en faveur d'une gestion durable de la ressource forestière apparaît limité. [mv1]

Ce constat est renforcé par l'absence d'actions d'informations et de démonstration soutenues sur le thème forêt-bois. En Poitou-Charentes en effet, les actions menées au titre du T.O. 1.2 visent prioritairement un public agricole.

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des interventions du PDR en faveur de l'atténuation des effets du changement climatique (mitigation)

*Impacts des **mesures agroenvironnementales et des paiements compensatoires de handicap (ICHN)** sur le maintien de surfaces herbagères et la conservation du carbone*

Les MAEC ont un rôle à jouer en matière de stockage de carbone en ce qu'elles soutiennent l'entretien et la préservation de prairies, véritables puits nets de stockage du carbone. Les niveaux de stockage net de carbone des surfaces en herbe se situent, en moyenne, autour de de 1000 kgC/ha/an (bien que variable selon les modalités de gestion, de 500 et 1200 kgC/ha/an).

Les MAEC contribuent très fortement à la conversion et au maintien des **surfaces en herbe** (40 208 ha soit 23,8%). Cela représente **21% de la surface de prairies permanentes et pâturages régionale** (40 208 ha/ 191 060 ha). Elles ont contribué à maintenir/renforcer un **potentiel de séquestration de carbone de l'ordre de 40 208 tC/an.**

Comme développé dans le cadre de la QEC n°8, il n'est pas possible, en l'état des données disponibles, de réaliser un calcul précis de la part des surfaces herbagères régionales qui sont bénéficiaires de l'ICHN (M13). Cette mesure est pourtant un dispositif clef en termes d'exploitations soutenues (entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles** soit **14,8% des exploitations picto-charentaises**) et de surfaces couvertes (**253 500 ha** soit **14,7% de la SAU régionale**).

Impacts des soutiens à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique sur l'amélioration de la capacité de séquestration du carbone dans les sols

Il n'est pas prévu, au titre du présent RAMO 2019, de produire une évaluation spécifique des impacts agroenvironnementaux du dispositif soutenant l'Agriculture Biologique. Néanmoins, des premières hypothèses quant aux effets des soutiens à la conversion et au maintien en AB sont proposées à titre exploratoire, en complément. Différentes études (étude ITAB/ INRA 2016 ; Gattinger et Al. 2012) estiment en effet que les stocks de carbone organique conservés dans les sols sont plus importants en AB qu'en agriculture conventionnelle. Selon les typologies d'occupation des sols, le différentiel de séquestration moyenne AB/AC serait de l'ordre de 0,5 tC/ha. Extrapolés à l'échelle des surfaces converties et maintenues

en bio en Poitou-Charentes (65 751 ha), les interventions du PDR (CAB et MAB) contribueraient également au maintien/ renforcement de 32 876 tC stockées.

En conclusion, le PDR Poitou-Charentes aura contribué, à fin 2018 :

- à la **réduction des prélèvements (matières premières, énergie, eau...) et pressions (engrais, produits phytosanitaires) de l'agriculture sur les ressources**:

Cet objectif est notamment atteint au travers des soutiens à l'investissement des exploitations agricoles. Pour 38% des bénéficiaires enquêtés en effet, les projets aidés ont permis une réduction des quantités d'eau utilisées par unité produite, c'est-à-dire une plus grande efficacité de l'utilisation de la ressource en eau.

Les dispositifs de soutien à l'agriculture biologique et les MAEC jouent également un rôle clef en matière de réduction des prélèvements du secteur. Respectivement 40% et 66% des répondants à l'enquête estiment avoir amplifié (fortement à très fortement) leurs pratiques en faveur d'une utilisation plus efficace et durable de l'eau d'une part, et de la réduction de leurs intrants d'autre part.

- A l'atténuation des effets du changement climatique par une **meilleure séquestration des gaz à effet de serre, en particulier du carbone, par les sols et la forêt**

Les émissions de gaz à effet de serre émises en 2010 en Poitou-Charentes représentaient en 2007, 19,5 millions de teq CO₂/an. Les dispositifs MAEC et AB ont quant à eux permis de maintenir ou renforcer un potentiel de séquestration de 268 216 teq CO₂, soit un impact (estimation basse) de compensation des émissions à hauteur de **1,4% du total des émissions de CO₂ régionales** pour l'année de référence (estimation basse sans prise en compte des effets de l'ICHN sur la préservation des systèmes herbagers et pâturages).

- Une appréciation des impacts des interventions du programme sur la **biodiversité et la qualité de l'eau** est proposée au titre de la QEC 24

7.a29) CEQ29-DE - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC qui vise à réaliser un développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, y compris la création et le maintien de l'emploi?

7.a29.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

11 - Rappel des priorités de référence :

Priorité UE 2020 : croissance inclusive : favoriser une économie à fort taux d'emploi, source de cohésion sociale et territoriale.

Priorité pour le développement rural 2014-2020 n°6 : promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique des zones rurales

12 - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines

Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution aux DP afférents à la priorité 6 :

DP6A – Faciliter la diversification, la création de petites entreprises et la création d'emplois

M04 Investissements physiques

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

M08 Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts

DP6B – Promouvoir le développement local dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (10 M€)

M19 Soutien au développement local Leader

DP6C – Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des TIC dans les zones rurales

M07 Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (10 M€)

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

L'ensemble des mesures contribuant de manière significative au maintien de l'emploi agricole doivent être considérées dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment, par ordre d'importance décroissant :

M04 - Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (notamment sous-mesure 4.1.1 Plan de modernisation des élevages – 24 M€)

M06 Développement des exploitations agricoles et des entreprises

6.1 Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs (notamment sous-mesure 6.1.1 Dotations aux jeunes agriculteurs - DJA – 25,8 M€)

M11 - Agriculture biologique (CAB et MAB – 45,8M€)

M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (110,3 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 22 recouvre 10 mesures et 13 sous-mesures **pour un total de 227,6 M€ soit 67,5% de la maquette du PDR.**

Étape 2 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Les mesures contributives à l'objectif développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, y compris la création et le maintien de l'emploi présentent des types de contributions très différentes.

Concernant l'amélioration de l'offre de services et l'attractivité des territoires ruraux, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes, la méthode vise, à ce stade, à valoriser les investissements consentis et résultats des projets soutenus par le PDR sur des thématiques potentiellement bénéfiques pour le développement territorial et / ou génératrices de dynamisme économique et, ce faisant, d'emplois.

En matière d'impacts directs sur la **création et le maintien de l'emploi**, deux types de mesures coexistent :

1. les **mesures « défensives »** contribuent au maintien voire, dans certains cas, à la sauvegarde des activités et donc des emplois afférents à travers :
 - l'aide à la reprise des exploitations agricoles (DJA), **contribuant ainsi au « renouvellement » des emplois des agriculteurs en cessation d'activité**
 - la compensation de fragilités économiques de certaines d'exploitations agricoles (ICHN), **contribuant ainsi au maintien de la viabilité économiques de ces activités et emplois associés qui, sans ces aides, seraient menacées.**

Concernant la **DJA**, la méthode vise à **isoler les impacts du PDR sur la dynamique de reprise d'activités agricoles**. Ces impacts se mesurent principalement à partir de trois indicateurs pertinents, déjà mobilisés pour la réponse à la QEC n°5 :

1. Taux de nouveaux installés de moins de 30 ans bénéficiant de la DJA ;
2. Taux de renouvellement des installations ;
3. Taux d'installations soutenues par le PDR sur le total des installations sur 2014-2018.

Au-delà de ces trois indicateurs clés, d'autres indicateurs, apportent une information plus qualitative sur ces impacts : 1) Nombre d'installés DJA de moins de 40 ans, 2) -Nombre d'installations Hors Cadre Familial, 3) Evolution du pourcentage de chef d'exploitation de moins de 40 ans et 4) Moyenne d'âge des bénéficiaires de la DJA.

Concernant l'**ICHN**, la méthode recommandée vise à **isoler l'impact de l'aide sur la capacité des exploitations bénéficiaires à maintenir leur activité et sur les niveaux de revenus générés par l'activité**. C'est une méthode quantitative, estimative, simple à appliquer et permettant de donner à voir globalement l'importance économique de l'aide. Cela n'a pu être réalisé, dans le cadre de la présente évaluation, que de manière illustrative et nécessiterait une étude plus approfondie de ces impacts économiques.

1. les **mesures « offensives »** qui contribuent au maintien voire au développement de l'emploi à travers :
 - le soutien aux investissements dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires, permettant d'augmenter les capacités, la productivité, la qualité, la sécurité sanitaire, ... et in fine, de **renforcer la performance économique de l'activité** ;
 - la diversification / conversion des activités (non agricoles, agriculture biologique) en vue de **générer des revenus complémentaires et / ou augmenter les revenus générés par**

l'activité,

Concernant les **aides à l'investissement dans les exploitations agricoles et les industries agroalimentaires**, la méthode repose sur **deux enquêtes menées auprès des bénéficiaires des mesures afférentes**, ayant bénéficié d'au moins un 1er paiement. Une partie des deux questionnaires concernés était dédiée au recueil d'informations sur les impacts économiques de ces aides notamment en matière de maintien et / ou de création d'emplois. Ce sont les résultats de ces enquêtes qui sont valorisés ici.

Concernant le **soutien à l'agriculture biologique** la méthode mobilisée vise à donner à voir, à partir d'une étude de référence (INSEE), les types d'impacts positifs générés par la conversion en agriculture biologique sur les revenus des activités agricoles, la consolidation de modèle économique, et, ce faisant, le maintien voire la création d'emplois.

Il doit être noté, compte-tenu de l'absence d'anticipation et de préparation de l'évaluation des incidences du PDR sur l'emploi, que les méthodes « complexes » type contrefactuelles et / ou économétriques n'ont pu être mobilisées.

Néanmoins, comme nous le démontrons par la suite, il est notable, au regard des types d'impacts évalués, que les méthodologies mobilisées apparaissent satisfaisantes afin de produire des valeurs approchantes en termes de contribution au maintien du taux d'emploi. La fiabilité et, inversement, la marge d'erreur ne présente pas d'écart significatif avec des méthodes dites « complexes ».

Étape 3 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

Les éléments de réponses à cette QEC reprenant les éléments pour lesquels les difficultés méthodologiques ont déjà été exposées, nous renvoyons vers QEC 22 et 25. Pour la présentation des méthodologies employées pour le développement rural (partie 61), nous renvoyons vers la QEC n°17.

Étape 4 - Réponse à la Question Evaluative Commune

61 - Contribution du PDR à l'amélioration de l'offre de services et l'attractivité des territoires ruraux

Indicateur additionnel : Typologie d'investissements prévus.

Les données recueillies auprès des GAL permettent de donner à voir les thèmes d'intervention des projets programmés au titre du dispositif M19 et donc de contribuer à répondre au critère de jugement.

18 GAL sur 19 (pas de réponse du GAL Sud Est de la Vienne) ont renseigné le cadre de valorisation des typologies d'investissements consentis dans le cadre de leurs programmes Leader.

Sur les 14 thématiques, 12 ont été mobilisées :

- le thème le plus investi est le thème Culture/patrimoine avec 1,5 M€ (dont 126 k€ payés) et 71 projets programmés.
- Vient ensuite le thème développement économique/ressources locales/ESS/économie circulaire qui mobilise 1,3M€ programmés (dont 46K payés) pour 44 projets,

- 2 thèmes sont situés autour de 500 K€ programmés : Agriculture/circuit court alimentaire (505 k€ - dont 64 payés, 21 projets) et Environnement/climat/transition énergétique (507 k€- dont 22 payés, 28 projets),
- Viennent ensuite 3 thèmes situés entre 250 et 350 K€ : les thèmes Numérique/TIC (244 / 6 / 2), Tourisme (295 / 8 / 23), Logement/habitat/urbanisme rural (337 / 13 / 12),
- Les thèmes Enfance/jeunesse (120 / 0 / 11), Accueil/services à la population (138 / 0 / 8) mobilisent autour de 120 à 140 K€ ;
- Enfin, les thèmes Bois/forêt (31 / 30 / 2), Mobilité (63 / 0 / 2) et Lien ville-campagne (86 / 0 / 5) mobilisent moins de 100 K€

Les thèmes Santé et Sports/loisirs n'ont pas été investis par les GAL de Poitou-Charentes.

A ce stade de la programmation (2,6 M€ au titre du suivi de l'AG, 5,1 M€ selon les GAL) moins de 20% de la maquette prévue a été mobilisé. 229 projets ont été programmés par les 18 GAL répondants.

Globalement, il peut être considéré que l'ensemble des projets concourent à l'amélioration de l'attractivité des territoires bénéficiaires. S'il n'est pas directement porteur de plus-value en termes de services à la population, le thème « développement économique » **contribue néanmoins largement à l'attractivité du territoire à travers la création d'emplois et la dynamisation du tissu économique**. Pour les autres thèmes, **la contribution est directe, tant en matière d'offre de services que d'attractivité**.

Quelques ratios peuvent permettre de relativiser, à ce stade, l'impact Leader :

- la programmation représente un projet pour 5 communes couvertes (1234 communes au total) **ce qui apparaît très significatif** ;
- la programmation représente un projet pour 7000 habitants (1 780 379,00 habitants) **ce qui apparaît significatif** ;
- néanmoins, les **montants mobilisés restent faibles** (entre 2,6 M€ et 5,1 M€ à l'échelle de l'ensemble des GAL) alors que les évaluations européennes réalisées sur les GAL estiment à 3 millions d'€ par GAL le seuil minimum pour avoir un véritable impact et permettre une compensation du coût de mise œuvre / gestion (masse critique).

Indicateur additionnel : Valorisation des résultats de l'évaluation des GALs.

Au regard de l'indice de synthèse, les deux premiers thèmes, présentant des indices situés entre 16 et 17 sont liés au **développement de l'économie rurale**. Il s'agit du tourisme (17), et du thème Agriculture/circuit court alimentaire (16).

Sur ces deux thèmes, il doit être noté que le niveau d'intensité moyen est situé entre 2,5 et 2,7, soit une intensité élevée. En moyenne, 6 à 7 des 11 GAL répondants sont concernés par les types de résultats proposés sur ces thèmes.

Sur le thème Agriculture/circuit court alimentaire, pour exemple, le Rochefort Océan a soutenu la réalisation d'une étude sur le gaspillage alimentaire auprès 4 établissements scolaires. Un projet aussi été déposé pour favoriser le développement de l'économie de proximité.

Les 2 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 12 et 13 : il s'agit des thèmes Développement

économique/ressources locales/ESS/économie circulaire (intensité 2,9) et Culture/patrimoine (intensité 2,9). Les niveaux d'intensité sont donc plus élevés mais 4 à 5 des 11 GAL répondants sont concernés par les types de résultats. Pour illustration, en matière de développement économique, dans le GAL du Ruffécois, 16 projets, principalement de micro-entreprises artisanales, ont été déposés. En matière de Culture/patrimoine, le GAL du Pays des Six Vallées a soutenu la structuration d'une offre de valorisation du patrimoine naturel et culturel via la réalisation d'un site internet collectif de promotion.

Les 2 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 7,5 et 9,5 : il s'agit des thèmes Accueil/services à la population (intensité 1,9) et Environnement/climat/transition énergétique (intensité 1,9). Les niveaux d'intensité sont peu élevés mais ils concernent tout de même 4 à 5 des 11 GAL répondants. Pour illustration, en matière de développement économique, dans le GAL du Ruffécois, 10 projets de travaux d'efficacité énergétique ont été déposés. En matière Accueil/services à la population, le GAL du Pays Mellois soutient la revitalisation de 3 bourgs.

Les 5 thèmes suivants obtiennent des indices situés entre 4 et 5 : il s'agit des thèmes Enfance/jeunesse (intensité 2), Mobilité (intensité 1,5), Numérique/TIC (intensité 2,6), Sports/loisirs (intensité 2,25) et Santé (intensité 2,5). Seuls 2 à 3 des 11 GAL répondants sont concernés par ces types de résultats.

Indicateur additionnel : Montant destiné et réalisé à l'amélioration de l'offre touristique

L'analyse des résultats présentée ci-avant positionne le développement de l'offre touristique comme le domaine d'intervention bénéficiant de l'indice de résultat le plus élevé (17) avec 7 GAL sur 11 répondants y ayant contribué. Le renforcement de l'offre (2,9) et de la fréquentation (2,7) touristique du territoire présentent des intensités élevées. Il s'est notamment agi de partenariats visant à renforcer la communication sur l'offre touristique, certaines opérations ayant intégré les outils numériques. 295 000 € ont été programmés par les GAL en faveur du développement touristique (23 projets).

A noter que 990.494,95 € ont été programmés (11 dossiers), dont 305.628,13 payés (2 dossiers) en faveur de l'amélioration de l'offre touristique au titre de la mesure 751 Investissements à l'usage du public dans les infrastructures récréatives et touristiques. Les 2 projets ayant bénéficié d'au moins un paiement concernent 1 projet de Vélo route voie verte et un projet de 1 diversification de l'offre. Pour les 11 dossiers programmés, il s'agit de 3 vélo route - voie verte, 2 sentiers d'interprétation - itinérance pédestre, 2 dossiers d'amélioration de l'accueil et 2 dossiers de diversification de l'offre.

Indicateurs additionnels : Nombre d'opérations portant sur un patrimoine classé & Typologie de patrimoine concerné

Si aucun paiement n'a été enregistré à cette date au titre de la mesure 764 Préservation et réhabilitation du petit patrimoine bâti, il peut être noté que parmi les 5 projets programmés, se trouvent des projets de restauration d'écluse (réalisé), de four à pain (Balzac, réalisé), Fontaine et lavoir (Jauldes, en cours), de lavoir (Nancars, réalisé) ainsi qu'un programme de réhabilitation de 18 sites dont 1 site classé : chapelle de la commanderie à Confolens (CdC Charente Limousine). Ces projets ciblent tous du patrimoine rural bâti.

Contribution du PDR au maintien et à la création d'emplois

*Impacts de la **Dotation Jeunes Agriculteurs** sur la dynamique de reprise d'activités agricoles*

Sur la période 2014-2018, **891 installations effectives ont bénéficié de la DJA** pour un montant d'aide moyen par dossier **de 19 070 €** (médiane : 17 050 €). Elles représentent **26,3% du total des installations en 2014, 21,4% en 2016**.

Globalement, **le taux de renouvellement fluctue entre 60% et 70%** sur les années 2015 et 2016. Il **conduit inéluctablement à une réduction continue du nombre d'exploitations et, ce faisant, du nombre d'emplois agricoles.**

Plus qualitativement, il peut être noté :

1. que la moyenne d'âge des nouveaux installés bénéficiaires de la DJA est de 29 ans et plus de la moitié des bénéficiaires de la DJA (58%) ont moins de 30 ans à la date prévisionnelle de leur installation. Cela impacte néanmoins faiblement l'augmentation du pourcentage d'agriculteurs de moins de 40 ans (+0,9%) sur la période 2014-2017 ;
2. qu'en Poitou-Charentes, le poids relatif *des installations Hors cadre familial (HCF)*, représente 32% du total des installations aidées sur la période 2014-2018 ;
3. que le poids relatif des installations en zones défavorisées représente 45,6% des installations aidées sur la période 2014-2018

Pour conclure, la DJA contribue, à travers le soutien d'une part significative des installations, au renouvellement des chefs d'exploitation (rajeunissement, installations hors cadre familial).

Cela participe au maintien des activités et emplois agricoles notamment dans les zones défavorisées. Cependant, ce dispositif ne réussit pas à inverser la tendance lourde au non-renouvellement d'une minorité significative des exploitations agricoles en cessation d'activité.

Impacts de l'Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel (ICHN) sur le maintien des activités agricoles

Les résultats de l'évaluation ex-post du PDRH 2007-2013 portant sur le dispositif ICHN concluaient « *l'indemnité compensatoire de handicap naturel, en permettant de diminuer l'écart de revenu entre les élevages bénéficiaires et l'ensemble des élevages, participe largement au maintien des élevages herbagers, en particulier en zone de montagne* ». Cela implique donc que ce dispositif, **en permettant le maintien des élevages herbagers, contribue au maintien des emplois associés.**

Au 11 novembre 2018, 76 257 322€ étaient engagés et 61 013 960€ payés (soit 69,2% d'engagement et 80% de paiement FEADER). Ces ICHN ont bénéficié, entre 2015 et 2018, à **3 757 exploitations agricoles** soit **14,8% des exploitations picto-charentaises**. 37% des exploitations (38,3% des surfaces) sont situées dans les Deux-Sèvres et 29% dans la Vienne (29,5%). Le montant moyen d'aide par exploitation bénéficiaire est de **20 300€ soit 5075 € par an sur 4 ans.**

32 - Méthodes d'évaluation de l'impact des mesures dites « offensives » sur l'emploi

Pour rappel, les mesures dites « offensives » représentent **27,3% du sous-total opérationnel (hors AT) du PDR Poitou-Charentes 2014-2020**.

Impacts des aides à l'investissement dans les industries agroalimentaires sur l'emploi

Selon l'enquête réalisée auprès des bénéficiaires du TO 4.2.2. (Cf – réponse à la QEC n°6). En moyenne, **chacun des projets aidés a permis la création de 4 emplois en équivalent temps plein**. En extrapolant

aux 11 projets du bilan des réalisations 2014-2018, **le PDR aurait permis la création de 44 emplois**. Si les 14 dossiers engagés à la date de Novembre 2018 aboutissent, **le bilan en termes d'emplois créés serait de 56 ETP**. **Cela représente 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

Impacts des aides aux investissements dans les exploitations agricoles sur l'emploi

Une enquête en ligne a été réalisée auprès d'un échantillon de bénéficiaires d'au moins un dossier au titre de la sous mesure 4.1. Pour le Poitou-Charentes, 279 emails ont été envoyés pour 108 réponses obtenus (39%).

Concernant l'effet de l'investissement sur l'emploi, **22 des 108 répondants** aux questions dédiées (21,3%) **ont considéré que l'investissement aidé avait eu des impacts directs en matière d'emploi**.

In fine, 21 des 108 répondants (19,4%) identifient **un total de 22,6 ETP créés** (soit 1,1 ETP par répondant) et 10 répondants (9,2%) ont identifié **un total de 12,8 emplois préservés** (soit 1,3 ETP par répondant).

Si l'on extrapole ces ratios à l'ensemble des exploitations agricoles bénéficiaires d'une aide au titre de la sous-mesure 4.1 soit 494 (source OSIRIS, extraction au 23/02/2019) :

- 105 emplois ont été créés ((494 bénéficiaires uniques x 19,4%) x 1,1 ETP))
- 59 emplois ont été préservés ((494 bénéficiaires uniques x 9,2%) x 1,3 ETP))

Au total 164 emplois ont été impactés par la mesure 4.1. **Cela représente 0,5% de l'emploi agricole en Région Poitou-Charentes** (33 100 emplois, PDR p.111 – 2012).

L'analyse de l'impact net **doit cependant être pondérée par l'importance de l'aide sur la décision d'investissement**. A cet égard, **pour 64% des répondants, l'aide financière a été déterminante (23%) ou importante (41%)**. Seul 14,3 % des répondants auraient réalisé un projet identique en l'absence de cette aide.

Impacts des aides à l'agriculteur biologique sur les revenus des activités agricoles

En Poitou-Charentes, en 2017, le **soutien à l'agriculture biologique concerne 466 exploitations agricoles** (272 en conversion et 194 en maintien) pour un montant d'aide moyen de 14 186€ en CAB et 4 316€ en MAB. Cela représente donc **1,8% des 25 450 exploitations agricoles régionales** (PDR p. 112).

Dans une approche plus qualitative, non exhaustive, notons qu'une étude dédiée à la comparaison des performances économiques des exploitations en agriculture biologique par rapport aux conventionnelles (INSEE, 2017 données 2013), met en avant les écarts suivants :

- en viticulture, le chiffre d'affaires (CA) à l'hectare est de 46% supérieur au conventionnel et l'excédent brut d'exploitation (EBE) de 42% malgré des frais de personnel plus d'une fois et demie supérieurs en bio (près de 0,14 ETP salarié contre 0,08 en);
- en maraîchage biologique, la maîtrise des consommations intermédiaires permet de compenser une productivité moindre à l'hectare et de retrouver un EBE supérieur au conventionnel (3300 contre 2500) soit +24% ;

- pour la production biologique de lait de vache d'EBE est de +20%;

Pour s'approcher d'un « revenu » agricole, il convient néanmoins de pondérer l'EBE au regard du nombre d'exploitants ou « unité de travail agricole non salarié » (Utans). A cet égard, le différentiel de performance en faveur de l'agriculture biologique se réduit. Néanmoins, globalement, le retour sur investissement est favorable en agriculture biologique.

Enfin, concernant **l'amélioration de l'offre de services et de l'attractivité des territoires ruraux**, dont les incidences en matière d'emplois sont plus indirectes et impossibles à quantifier à ce stade, nous renvoyons à la réponse à la QEC n°17 dédiée au développement local dans les zones rurales.

En conclusion, alors que le taux d'emploi des 20 à 64 ans a progressé de 2,3% entre 2014 (69,3%) et 2018 (71,6%) en 2018 (source : Eurostat) le PDR aura contribué, à fin 2018 :

- au maintien ou à la création de 164 emplois, soit **0,5% de l'emploi agricole en région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les exploitations agricoles** (sous-mesure 4.1) ;
- à la création de **56 ETP soit 0,1% de l'emploi dans l'Industrie Agroalimentaire en Région Poitou-Charentes au titre des investissements dans les IAA** (sous-mesure 4.2) ;
- à la reprise de 891 exploitations agricoles via la DJA, soit 3,5% des exploitations picto-charentaises. Sachant que le Poitou-Charentes dénombrait, en 2013, 35 000 UTA (Source : Agreste - MSA) pour 25 400 exploitations (RGA 2010), cela représente un enjeu total de 1228 emplois en ETP soit 3,5% de l'emploi agricole régional ;
- à augmenter, au titre de l'ICHN, l'EBE et le revenus par UTANS **pour 3 757 exploitations**, soit 14,7% des exploitations et un potentiel **de 5177 emplois** ;
- en 2017, le soutien à l'agriculture biologique a bénéficié au renforcement des résultats économiques de 466 exploitations agricoles, soit 1,8% des exploitations picto-Charentaises et **643 emplois**.

In fine, à fin 2018, le PDR Poitou-Charentes a déjà contribué à créer, renforcer ou préserver 7268 emplois à des niveaux d'incidence variables soit 21% de l'emploi agricole régional (UTA) et 1% de l'emploi régional total.

7.a30) CEQ30-IN - Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à l'objectif de la PAC visant la promotion de l'innovation?

7.a30.a) Réponse à la question d'évaluation

Étape 1 - clarification de la logique d'intervention des PDR liée à la QEC

a - Rappel des priorités de référence :

La question évaluative 30 relève des trois objectifs généraux de la PAC, et de l'ensemble des Priorités du développement rural 2014-2020 et leurs domaines prioritaires

b - Présentation hiérarchisée et argumentée des principales mesures du PDR (et Domaines Prioritaires afférents) apportant une contribution au regard de l'objectif évalué :

Mesures et sous-mesures identifiées comme apportant une contribution directe aux DP1A et DP1B (pertinents au regard de la question évaluative n° 30) :

M01 Transfert de connaissances et actions d'informations (3,45 M€)

M16 Coopération

16.1 Aide à la mise en place et au fonctionnement des groupes opérationnels du PEI pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (1,45 M€)

16.4 Aide à la coopération entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place et du développement de circuits d'approvisionnement courts et de marchés locaux (0,95 M€)

Ces deux mesures représentent une **proportion faible de la maquette du PDR (hors AT), à hauteur de 1,4%.**

c - Autres mesures du PDR pouvant présenter une contribution significative à l'objectif phare de la stratégie 2020 concernée :

Toutefois, d'autres dispositifs susceptibles de porter des effets en termes d'innovation sur les territoires et auprès des acteurs du monde agricole, agroalimentaire ou forestier, méritent d'être considérés dans le cadre de la réponse à cette question évaluative notamment :

M19 LEADER (30,78 M€)

M04 Investissements physiques

4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles (30,9 M€)

4.2 Aide aux investissements dans la transformation, la commercialisation et/ou le développement de produits agricoles et les IAA (7,6 M€)

Ainsi, le périmètre pertinent pour la réponse à la QE 30 recouvre 4 mesures identifiées uniquement à titre de contribution « secondaire » **pour un total de 75,1 M€ soit 18,5% de la maquette du PDR (hors AT).**

Étape 2 - Vérification de la cohérence entre la QEC, les critères de jugement et les indicateurs

Étape 4 - Identification des besoins en données et des sources d'impact supplémentaire commun et suggéré

Critère de Jugement	DP pouvant être associé(s)	QEC pouvant être associées	Indicateur commun d'Impact	Autres indicateurs (indicateurs communs de réalisation, de rés, indicateurs additionnels)
---------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	---

Les activités 4A / 4B/ 4C / 5A / 10 11 / 15 soutenu

QE 8/ 9/ 10 11 / 15

I.07 : Emissions de gaz à effet de

Nombre de projets de coopération par axe thématique et par filière

par le programme ont favorisé une gestion plus durable des ressources naturelles, contribué à l'adaptation des systèmes aux changements climatiques et à l'atténuation de ces changements	5E	serre par l'agriculture	<p>Caractère innovant des projets programmés</p> <p>Appréciation de l'émergence terrain de la démarche et de l'application opérationnelle du projet d'innovation (études de cas) (16.1)</p> <p>% de dépenses au titre de projets innovants sur l'ensemble des projets soutenus par le programme de développement rural</p> <p>Nombre et caractérisation de projets innovants (19)</p> <p>T1 : % des dépenses au titre des art 14,15 et 35 du reglt UE 1305/2013 qui concerne le montant total des dépenses pour le PDR</p> <p>T2 : Nombre total des actions de coopération bénéficiant d'une aide de la mesure de coopération (art 35 du reglt UE 1305/2013) (groupes, réseaux et pôles, projets pilotes...)</p> <p>O16 : Nombre de groupes opérationnels créés (PEI)</p> <p>O17 : Nombre des autres opérations de coopération (groupes, réseaux, pôles, projets pilotes...)</p>	
---	----	-------------------------	--	--

Étape 3 - Description de la méthodologie pour répondre à la question d'évaluation

Pour apprécier les impacts des interventions du programme en faveur de **l'objectif de stimulation de la R&D et de l'innovation impliquent**, deux types d'analyse sont mobilisés :

- Analyse du **niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation, mis en œuvre par le PDR** par rapport à la situation globale de l'investissement dans la R&D et l'innovation, en région Poitou-Charentes (et à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine)
- Analyse et caractérisation du **potentiel contributeur des mesures clefs du PDR en faveur de l'innovation** dans le domaine de l'agriculture, de la transformation alimentaire, de la foresterie et les zones rurales.

Ces mesures contribuant de manière la plus significative à l'objectif UE 2020 de soutien à l'innovation sont pour rappel les actions d'information et projets de démonstration, ainsi que la mesure Coopération. Elles ne couvrent cependant qu'1,4% de la maquette FEADER totale du PDR Poitou-Charentes. De plus, le dispositif M16 Coopération n'a pas

L'un des challenges méthodologiques posés par la présente QE n° 30 est la **nature transversale** des potentiels effets du programme sur l'innovation.

Cette question suppose non seulement l'analyse des mesures du PDR visant spécifiquement l'amélioration de la base des connaissances, la démonstration de solutions nouvelles, la coopération et l'expérimentation (M01/ M16) mais aussi une **appréciation des effets « diffus » des aides FEADER en faveur de l'innovation**.

Or, à ce stade de la programmation, du fait de niveaux de réalisation et/ou paiement partiels pour certaines mesures (aides à l'investissement dans les IAA ; mise en œuvre des stratégies locales de développement - T.O. 19.2 - des GAL dont le taux d'engagement est de 11,1% mi-Novembre 2018) il n'a pas été possible de systématiser l'évaluation de ces effets « diffus » sur l'innovation. La plus-value de ces mesures n'est pas

valorisable et valorisée dans le présent RAMO mais devra être traité dans le cadre de l'évaluation finale.

Nota : les résultats proposés pour la présente question évaluative n° 30 sont issus des constats et enseignements relevés dans le cadre de la question évaluative commune n° 23 du PDR 'Dans quelle mesure le PDR a-t-il contribué à la réalisation de l'objectif phare de la stratégie UE 2020 visant à investir 3% du PIB de l'Union européenne dans la recherche et le développement et l'innovation ?'

Étape 4 - Fourniture de solutions aux éventuels problèmes et risques

RAS

Étape 5 - Réponse à la Question Evaluative Commune

Impact des interventions du PDR sur le niveau d'investissement dans la R&D et l'innovation

Les interventions du programme directement orientées vers la recherche (expérimentale et appliquée) et l'innovation relèvent, pour l'essentiel, des actions d'information et de démonstration d'une part et de la mesure Coopération, d'autre part. Comme évoqué précédemment, ces deux mesures représentent 1,4% de la maquette totale du PDR, soit une proportion très faible des crédits FEADER régionaux.

En termes de dépenses effectives de R&D et d'innovation, ces mesures du PDR représentent, au 14/11/2018, 20 dossiers payés et une dépense publique totale de 325 642€, soit **0,08% du total de dépenses publiques totales versées ou générées au titre du PDR Poitou-Charentes**.

Impacts des projets d'information et de démonstration sur l'amélioration des connaissances, la diffusion de solutions et techniques nouvelles, et la propension à innover des acteurs

Nous nous efforcerons ici de mettre en lumière les résultats des actions d'information et projets de démonstration associées aux T.O. 1.2, dont l'appréciation repose sur une enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de structures bénéficiaires.

Cette sous-mesure représente un volume de 36 opérations engagées, pour un montant FEADER engagé de 503 052€, soit 14,67% de la maquette à mi-Novembre 2018. 5 retours d'enquête ont été collectés auprès de bénéficiaires de cette mesure en Poitou-Charentes (soit 25% des bénéficiaires dont les dossiers ont été soldés). Ces retours, non significatifs en termes statistiques, ont néanmoins permis de conforter, à ce stade, quelques enseignements se dégageant des données de suivi AG des projets.

Les actions réalisées ou programmées au titre du T.O. 1.2.1 visent essentiellement un public agricole et agroalimentaire. Elles s'adressent notamment à des exploitants et des salariés agricoles, experts (techniciens, chercheurs), des petites et moyennes entreprises dans le domaine agroalimentaire, des scolaires, entrepreneurs, semenciers, distributeurs, enseignants...

En termes de thématiques couvertes, on notera une relative prédominance d'actions menées au bénéfice de l'agriculture biologique notamment au travers d'actions organisées par les chambres d'agriculture départementales, par les associations adhérant au réseau InPACT ou associations chargées de promouvoir l'agriculture biologique fédérées autour d'Agrobio Poitou-Charentes (devenue FRAB Nouvelle-Poitou-Charentes en 2017). Ces actions d'information et de démonstration en faveur de l'agriculture biologique ont ainsi porté sur une large diversité de filières (maraîchages, grandes cultures, bovin lait, PPAM...).

En termes de modalités d'intervention, les actions les plus communément mises en œuvre sont :

- L'organisation et animation de journées d'informations, séminaires
- La diffusion de documents techniques, bulletins d'information techniques, vidéos, articles, plaquettes, flyers, affiches, invitations, etc., diffusés en ligne et/ par voie papier
- L'organisation de rencontres ou travaux pratiques visant à présenter et expliquer une nouvelle technique ou méthode, machines etc. Ces opérations passent notamment par des visites de fermes pilotes (« fermes ouvertes »), tours de prairies, voyages d'études...

Ces types d'opérations sont le plus souvent cumulés.

Les répondants à l'enquête en Poitou-Charentes estiment que leurs actions ont pleinement répondu aux attentes des publics visés, dont les principaux apports ont été, pour l'essentiel :

- L'amélioration de la base des connaissances des publics visés
- L'amélioration de la double performance (économique et environnementale) des entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire ou forestier
- L'amélioration des capacités d'innovation et d'adaptation aux changements

Ils perçoivent, enfin, les retombées directes de ces actions, en particulier :

- Le changement de pratiques agricoles et notamment la limitation de l'utilisation des produits phytosanitaires au profit de méthodes alternatives
- L'amélioration de la connaissance des techniques de production dont les retombées sont d'ordre technique, économique, organisationnel etc.
- La contribution à la définition de nouvelles orientations stratégiques et techniques en région et le renforcement des liens entre acteurs du monde agricole et de la Recherche

Ces premiers éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle le PDR a contribué, par la diffusion de connaissances, à une plus grande capacité d'innovation et d'adaptation au changement dans les zones rurales. Au vu du faible nombre de dossiers engagés, et de l'avancement de ces dossiers, il est, cependant, à ce stade, difficile de quantifier plus en détail l'impact de ce type d'opérations sur le public final des actions et sur les territoires.

Impacts des actions de coopération sur la mise en réseau et le décroisement d'acteurs, la recherche appliquée et la propension à innover des acteurs

La mise en place de Groupes Opérationnels PEI (16.1) constitue un levier nouveau au service de l'objectif général de soutien à l'innovation, en ce qu'il rassemble l'ensemble des acteurs de l'amont à l'aval, sous une forme interactive et ascendante. L'effet attendu du dispositif PEI est un gain de proximité entre le monde de la recherche et les acteurs agricoles afin que ces derniers gagnent en connaissances et mettent en place de nouvelles pratiques et des solutions innovantes.

Ne disposant d'aucun élément de réalisation, à ce stade de la mise en œuvre du programme, il n'est toutefois pas possible de répondre formellement au critère d'évaluation ci-dessus.

A défaut de pouvoir apprécier les effets de projets réalisés, une analyse des candidatures et grilles de sélection a permis d'apprécier la diversité des partenariats construits en vue de la réponse à l'appel à projet PEI (lancé à l'échelle de la grande région Nouvelle-Aquitaine). Les candidatures font état de 239 partenaires

en Nouvelle-Aquitaine, répartis en 7 catégories.

Les structures les plus représentées sont les acteurs du conseil et développement, les experts. On notera que certains acteurs (chambres d'agriculture, IDELE, INRA...) peuvent être mobilisés sur plusieurs projets et de fait, comptés deux fois. D'autre part, les partenariats s'appuient largement sur la participation d'acteurs de la production agricole. Ces deux typologies d'acteurs représentent ainsi, chacune, plus du quart des partenaires composant les groupes opérationnels candidats. S'ajoutent ensuite des acteurs techniques ou de la recherche, des structures de formation, centres d'expérimentations ainsi que des collectivités.

A ce stade, sur 23 projets PEI ayant candidaté, 8 ont d'ores et déjà été retenus. Ces projets permettent la coopération de près de 110 structures ou acteurs sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Toutefois, il s'agit de manier ces données chiffrées avec précaution. D'une part, tous ces partenaires n'ont pas vocation à être financés ; ils sont parfois seulement parties prenantes du projet bien que perçus comme porteurs de plus-value pour le projet de coopération. D'autre part, le chiffrage précis des partenaires présente certaines limites ici liées aux doubles comptes, et à la difficulté à rendre compte de la dimension partenariale de certains projets (ex : partenariat Beef CO2 incluant toute la profession des bouchers de Nouvelle-Aquitaine).

Au-delà de ces premiers enseignements, on rappelle que ces partenariats se mettent en place actuellement et que la dimension coopérative des projets PEI porte ses fruits sur le long court. Le dispositif PEI (dimension collaborative et expérimentale) de manière générale requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants pour les systèmes de production et les territoires ruraux.

La contribution du PDR Poitou-Charentes à l'objectif de promotion de l'innovation (quoique modérée, à ce stade de la programmation) repose sur :

- un accroissement des dépenses d'innovation en région au travers des actions d'information et projets de démonstration :

Les dépenses engagées par le programme en faveur de l'innovation reposent essentiellement sur le dispositif 1.2 Actions d'information et de démonstration (aucune programmation sur la mesure Coopération). Sur ce T.O. la dépense publique totale effectivement payée au 14/11/2018 atteint 325 642€.

L'indicateur DIRD (dépenses intérieures de R&D) en Poitou-Charentes est de 403,2 millions d'euros. Dès lors, en appliquant cette donnée (2012), on obtient un **poids relatif du PDR** (et des contreparties associées) **dans les dépenses intérieures de R&D équivalent à 0,08% en Poitou-Charentes.**

En ce qui concerne les effets de ces actions, l'enquête qualitative menée auprès d'un échantillon de bénéficiaires du T.O. 1.2.1 Actions d'information et de démonstration a permis de montrer un effort d'accompagnement à la montée en compétences et à l'innovation autour du thème de l'agriculture biologique, très prégnant en Poitou-Charentes. Les actions s'inscrivent dans un objectif de vulgarisation de techniques ou systèmes vertueux (par exemple : gestion durable de l'herbe, stratégies de semis sous couverts végétaux, pratiques autonomes et économes...).

Même s'il est difficile de quantifier les effets de ces actions (retombées en termes de capital social, effets sur le niveau de connaissances, le changement de pratiques...), les retombées perçues, conformément aux objectifs et à la nature des opérations, sont principalement liées à l'amélioration environnementale des pratiques agricoles (accompagnement au changement favorisé par les actions), l'amélioration de la

connaissance des techniques de production et conseils d'ordre techniques, économique, organisationnels, etc., permettant de mieux orienter les choix d'investissements des exploitants, la mise en évidence de nouvelles pistes d'expérimentations en région et renforcement des liens entre agriculture et recherche.

- du lancement d'une dynamique d'innovation, d'expérimentation et de coopération en particulier via l'appel à projet PEI-Agri

Les projets de coopération, en général, et le dispositif PEI en particulier (par sa dimension collaborative et expérimentale) requiert un pas de temps significatif avant de produire des effets structurants en termes d'innovation, de développement de la recherche appliquée, et de transformation des systèmes de production et des territoires. Or, à ce stade de la programmation, les coopérations se mettent juste en place (sélection des candidats en réponse à l'appel à projet PEI Nouvelle-Aquitaine lancé à 2018).

7.a31) PSEQ01-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a32) PSEQ02-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a33) PSEQ03-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a34) PSEQ04-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a35) PSEQ05-FA - Question d'évaluation spécifique au programme liée aux domaines prioritaires spécifiques au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a36) PSEQ01-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a37) PSEQ02-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a38) PSEQ03-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a39) PSEQ04-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.a40) PSEQ05-TOPIC - Question d'évaluation spécifique au programme liée à un sujet d'évaluation spécifique au programme

Cette question est indiquée comme non pertinente pour cette version du RAMO

Aucune évaluation spécifique au programme prévue

7.b) Tableau des indicateurs de résultat

Nom et unité de l'indicateur de résultat (1)	Valeur cible (2)	Valeur principale (3)	Contribution secondaire (4)	Contribution du Leader/DLAL (5)	Total PDR (6)=3+4+5	Observations (max. 500 caractères)
R1 / T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	5,23	3,04	Sans objet	0,00	3,04	
R2: Change in Agricultural output on supported farms/AWU (Annual Work Unit) (focus area 2A)* (GROSS VALUE)	Sans objet	-1 081,05			-1 081,05	Indicateur calculé par l'ODR.
R2: Change in Agricultural output on supported farms/AWU (Annual Work Unit) (focus area 2A)* (NET VALUE)	Sans objet	796,46			796,46	Indicateur calculé par l'ODR.
R3 / T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	4,13	2,62	Sans objet	0,00	2,62	
R4 / T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	1,73	0,10	Sans objet	0,00	0,10	
R5 / T7: pourcentage d'exploitations participant aux programmes de gestion des risques (domaine prioritaire 3B)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R6 / T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	0,02	0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R7 / T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	8,77	24,40	Sans objet	0,00	24,40	
R8 / T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	5,86	7,97	Sans objet	0,00	7,97	
R9 / T11: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R10 / T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	0,47	7,39	Sans objet	0,00	7,39	
R11 / T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des	0,02	0,01	Sans objet	0,00	0,01	

sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)						
R12 / T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	5,39	0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R13: Increase in efficiency of water use in agriculture in RDP supported projects (focus area 5A)*	Sans objet					Le PDR Poitou Charentes à travers T.O. 4.3.1 finance seulement la réalisation d'études et diagnostics. Cela ne permet de calculer l'indicateur R13.
R14: Increase in efficiency of energy use in agriculture and food-processing in RDP supported projects (focus area 5B)*	Sans objet					Le PDR Poitou-Charentes n'est pas concerné par ce DP.
R15: Renewable energy produced from supported projects (focus area 5C)*	Sans objet					Cet Indicateur commun est non pertinent au regard de la stratégie du PDR Poitou-Charentes, dont le soutien au développement des énergies renouvelables passe par l'amélioration de l'accès à la ressource et donc à la fourniture d'énergies renouvelables, non la production en tant que telle. Dans ce contexte, il n'est pas possible de compléter cet indicateur.
R16 / T17: pourcentage d'UGB concernées par les investissements dans la gestion du gros bétail visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)			Sans objet	0,00	0,00	
R17 / T18: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre et/ou d'ammoniac (domaine prioritaire 5D)		0,00	Sans objet	0,00	0,00	
R18: Reduced emissions of methane and nitrous oxide (focus area 5D)*	Sans objet					Le PDR Poitou-Charentes n'est pas concerné par ce DP.
R19: Reduced ammonia emissions (focus area 5D)*	Sans objet					Le PDR Poitou-Charentes n'est pas concerné par ce DP.
R20 / T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	0,38	0,01	Sans objet	0,00	0,01	
R21 / T20: Jobs created in supported projects (focus area 6A)	135,00	0,00			0,00	Le PDR Poitou-Charentes n'est pas concerné par ce DP. (pas de réalisation)
R22 / T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	33,70	64,29	Sans objet		64,29	
R23 / T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	4,49	0,00	Sans objet	0,37	0,37	
R24 / T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	100,00	0,00	Sans objet		0,00	
R25 / T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs	0,61	0,00	Sans objet	0,00	0,00	

services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)						
---	--	--	--	--	--	--

7.c) Tableau des indicateurs supplémentaires et spécifiques au programme utilisés pour étayer les constatations de l'évaluation

No additional or programme-specific indicators defined

7.d) Tableau des indicateurs d'impact de la PAC

Nom de l'indicateur commun d'impact	Unité	Valeur mise à jour de l'indicateur	Contribution du PDR	Observations (max. 500 caractères)
1. Revenu d'entreprise agricole / Niveau de vie des agriculteurs	EUR/UTA			données indisponibles
2. Revenu des facteurs agricoles / revenu total	EUR/UTA			données indisponibles
3. Productivité totale des facteurs dans l'agriculture / productivité totale (indice)	Indice 2005 = 100			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / total de l'agriculture (CH ₄ , N ₂ O et émissions/absorptions des sols)	1000 tonnes d'équivalent CO ₂			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / part des émissions totales de GES	% du total d'émissions nettes			données indisponibles
7. Émissions de gaz à effet de serre provenant de l'agriculture / ammonia emissions from agriculture	1000 t of NH ₃			données indisponibles
8. Indice des populations d'oiseaux des champs / total (indice)	Indice 2000 = 100			données indisponibles
9. Agriculture à haute valeur naturelle / total	% de la SAU totale			données indisponibles
10. Prélèvements d'eau dans l'agriculture / total	1000 m ³			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Excédent potentiel d'azote sur les terres agricoles	kg N/ha/année			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Excédent potentiel de phosphore sur les terres agricoles	kg P/ha/année			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité élevée	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité moyenne	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux superficielles: qualité faible	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans	% des sites faisant l'objet d'un			données indisponibles

l'eau douce - Eaux souterraines: qualité élevée	suivi			
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines: qualité moyenne	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
11. Qualité de l'eau / Nitrates dans l'eau douce - Eaux souterraines: qualité faible	% des sites faisant l'objet d'un suivi			données indisponibles
12. Matière organique dans le sol des terres arables / Estimation totale du stock de carbone organique	Mégatonnes			données indisponibles
12. Matière organique dans le sol des terres arables / Teneur moyenne en carbone organique	g/kg			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / taux de perte de sols par érosion hydrique	Tonnes/ha/année			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / surface agricole affectée	1000 ha			données indisponibles
13. Érosion des sols par l'eau / surface agricole affectée	% de la surface agricole			données indisponibles
14. Taux d'emploi / * zones rurales (peu peuplées) (15-64 ans)	%			données indisponibles
14. Taux d'emploi / * rural (thinly populated) (20-64 years)	%			données indisponibles
15. Taux de pauvreté / total	% de la population totale			données indisponibles
15. Taux de pauvreté / * zones rurales (peu peuplées)	% de la population totale			données indisponibles
16. PIB par habitant / * zones rurales	Indice PPA (UE - 27 = 100)			données indisponibles

8. MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS VISANT À PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES ÉNONCÉS AUX ARTICLES 5,7 ET 8 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

8.a) Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination [article 7 du règlement (UE) n° 1303/2013]

La promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et de la non-discrimination sont des principes généraux applicables à tous les FESI. Dans le cadre du PDR, toutes les opérations sont accessibles à l'ensemble des bénéficiaires éligibles sans faire de discrimination.

La mise en accessibilité des bâtiments (construction ou réhabilitation) financée dans le cadre des opérations du PDR est une obligation réglementaire qui participe à la non-discrimination.

8.b) Développement durable [article 8 du règlement (UE) n° 1303/2013]

Pour tenir compte de l'exigence de prise en compte du développement durable, celle-ci figure dans de nombreux critères de sélection pour toutes les mesures du PDR. De plus, cette exigence est également formalisée dans des critères spécifiés dans les appels à projets.

Chaque porteur de projet est donc invité à réfléchir au positionnement de son projet dans le cadre de cette problématique de développement durable.

8.c) Rôle des partenaires visés à l'article 5 du règlement (UE) n° 1303/2013 lors de la mise en œuvre du programme

Conformément au PDR (section 16), l'Autorité de gestion a pris des mesures pour associer les partenaires à la réalisation, au suivi et à l'évaluation du programme notamment dans le cadre des instances et des modalités permettant la mise en œuvre de l'intervention des fonds européens.

Devenue Autorité de gestion en 2016 pour 6 programmes, la Région Nouvelle-Aquitaine a mis en place un Comité de suivi interfonds auquel participent des représentants du niveau communautaire, national et régional qui réunit au total près de 250 organismes pour les trois anciennes régions. Le Comité se réunit au minimum 1 fois par an et des consultations écrites peuvent être organisées en complément.

Avec la constitution de la grande Région, la procédure d'instance de sélection dématérialisée permettant de consulter les partenaires sur une durée de 10 jours, a été généralisée et a été renommée instance de consultation partenariale (ICP). Sa fréquence est mensuelle pour le FEADER et bimensuelle pour le PO FEDER-FSE (ainsi que pour le volet régional du FEAMP pour information). L'ICP est constituée des principaux partenaires financiers et stratégiques : les conseils départementaux, les agglomérations (organismes intermédiaires ou pas), les services ou établissements de l'Etat (SGAR, Préfets de département, Directeurs régionaux des services déconcentrés, l'Autorité de certification, ASP, agences de l'eau ou ADEME, BPI, CDC, Banque de France), les organismes consulaires, les organismes intermédiaires du PO national FSE, et les GAL.

En amont de ces Instances de Consultation des Partenaires, des réunions techniques se tiennent

régulièrement en fonction du rythme calendaire des Appels à projets, Appels à candidature ou bien du dépôt des dossiers gérés au fil de l'eau. Elles réunissent les partenaires par thématique et permettent de faire un point sur les dossiers présentés à la programmation.

Afin d'approfondir la concertation menée avec les partenaires dans le cadre du comité de suivi, un comité d'animation inter-fonds a été mis en place. Il s'est réuni 1 fois en 2015 (sur le territoire Poitou-Charentes) et 2 fois en 2016 sur chaque territoire. Il est le lieu d'un débat stratégique sur l'avancement des programmes dans l'ensemble des composantes de leur gestion et permet d'assurer une bonne information et communication, dans le respect des principes de transparence et de partenariat promus par le code européen de bonne conduite du partenariat. Il est constitué des mêmes membres que l'instance de consultation partenariale (des experts extérieurs ou des représentants de la Commission européenne peuvent y participer en fonction des points inscrits à l'ordre du jour) et la Commission y est invitée.

Par ailleurs, la mise œuvre du plan de communication associe les partenaires notamment au travers d'actions ciblées (comme par exemple les événements du joli mois de l'Europe) ou spécifiques pour la promotion du programme (actions accompagnant les Comités de suivi ou autres instances du programme). Les partenaires sont également associés par l'intermédiaire d'un réseau Europe des chargés de communication et référents des institutions concernées.

9. PROGRÈS ACCOMPLIS EN VUE DE GARANTIR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE L'UTILISATION DU FEADER ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS DE L'UNION

Cette section porte sur les progrès accomplis en vue de garantir une approche intégrée du FEADER et des autres instruments financiers de l'UE.

Il s'agit donc ici d'assurer la cohérence dans la mise en œuvre du FEADER avec les autres instruments financiers de l'Union que sont le FEAGA, les PO FEDER/FSE et la Coopération territoriale.

Le PDR décrit les principaux moyens destinés à assurer la complémentarité et la cohérence avec ces instruments. Ils sont mis en œuvre en Nouvelle Aquitaine à travers :

- une Autorité de Gestion unique pour les programmes FEADER, FEDER et FSE
- un Comité de Suivi pluri fonds au niveau des programmes ESI (FEADER, FEDER et FSE)
- une définition de lignes de partage entre les différents instruments
- une Stratégie de communication et action d'information pluri-fonds (cf section 4)
- une feuille de route évaluation multi fonds (cf section 2).

Le Comité de Suivi inter fonds est aussi à l'échelle Nouvelle-Aquitaine (fusion des 3 ex comités de suivi), il permet d'assurer une plus grande cohérence dans la mise en œuvre des programmes ESI (FEADER, FEDER et FSE).

Les particularités de chacun des PDR perdurent encore pour répondre aux spécificités territoriales, mais les dispositifs sont majoritairement harmonisés.

Même si des progrès peuvent encore être réalisés, la gouvernance de certains dispositifs se fait au niveau de la Nouvelle-Aquitaine à l'instar du comité régional Installation et Transmission (CRIT) ou du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations agricoles (PCEAE).

Par ailleurs une procédure de contrôles croisés a été mise en œuvre à destination de l'ensemble des services instructeurs, afin de garantir une utilisation des différents instruments financiers sans double financement.

10. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS [ARTICLE 46 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

30A L'évaluation ex ante a-t-elle commencé?	Oui
30B L'évaluation ex ante est-elle terminée?	Oui
30. Date d'achèvement de l'évaluation ex ante	11-09-2018
31.1. Le processus de sélection ou de désignation a-t-il commencé?	Oui
13A L'accord de financement a-t-il été signé?	Oui
13. Date de signature de l'accord de financement avec l'organisme mettant en œuvre l'instrument financier	12-11-2018

Liste des instruments financiers

Nom de l'instrument financier	Type d'instrument financier	Fonds de fonds associé
Alter'NA	Fund of funds	

I. Identification of the programme and priority or measure from which support from the ESI Funds is provided (Article 46(2)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
1. Priority axes or measures supporting the financial instrument, including fund of funds, under the ESI Fund programme.	
1.1 Reference (number and title) of each priority axis or measure supporting the financial instrument under the ESI Fund programme	M04 - Investments in physical assets (art 17)
2. Name of ESI Fund(s) supporting the financial instrument under the priority axis or measure	EAFRD
3.01 Amount of ESI Fund committed in the Funding Agreement to the individual focus areas(s) referred to in art 5 of 1305/2013 by measure	M04 / 2A: 4,000,000.00 Total: 4,000,000.00
3.1. Amount of ESI Funds committed to this thematic objective	T03: 4,000,000.00 Total: 4,000,000.00
4. other ESI Fund programmes providing contribution to the financial instrument	
4.1. CCI number of each other ESI Fund programme providing contributions to the financial instrument	
30. Date of completion of the ex ante assessment	Sep 11, 2018
31. Selection of bodies implementing financial instrument	
31.1. Has selection or designation process already been launched	Yes
II. Description of the financial instrument and implementation arrangements (Article 46(2)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
5. Name of the financial instrument	Alter'NA
6. Official address/place of business of the financial instrument (name of the country and city)	
7. Implementation arrangements	
7.1. Financial instruments set up at Union level, managed directly or indirectly by the Commission referred to in Article 38(1)(a) of Regulation (EU) No 1303/2013, supported from ESI Fund programme contributions	No
7.1.1. Name of the Union-level financial instrument	
7.2. Financial instrument set up at national, regional, transnational or cross-border level, managed by or under the responsibility of the managing authority referred to in Article 38(1)(b), supported from ESI Fund programme contributions under point (a), (b), (c) and d) of Article 38(4) of Regulation (EU) No 1303/2013	Entrustment of implementation tasks to another body governed by public or private law
7.3. Financial instrument combining financial contribution from MA with EIB financial products under European Fund for Strategic Investment in accordance with Article 39a, referred to in Article	

38(1)(c)	
8. Type of the financial instrument	Fund of funds
10. Legal status of the financial instrument, pursuant to Article 38(6) and Article 39a(5)(b) of Regulation (EU) No 1303/2013 (for financial instruments referred to in Article 38(1)(b) and (c) only): fiduciary account opened in the name of the implementing body and on behalf of the managing authority or separate block of finance within a financial institution	Fiduciary account
III. Identification of the body implementing the financial instrument, and the body implementing fund of funds where applicable, as referred to under point (a), (b) and (c) of Article 38(1) of Regulation (EU) No 1303/2013 (Article 46(2)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
11. Body implementing the financial instrument	
11.1. Type of implementing body pursuant to Article 38(4) and Article 39a(5) of Regulation (EU) No 1303/2013: existing or newly created legal entity dedicated to implementing financial instruments; the European Investment Bank; the European Investment Fund; international financial institution in which a Member State is a shareholder; a publicly-owned bank or institution, established as a legal entity carrying out financial activities on a professional basis; a body governed by public or private law; managing authority undertaking implementation tasks directly (for loans or guarantees only)	European Investment Fund
11.1.1. Name of the body implementing the financial instrument	Fonds européen d'investissement
11.1.2. Official address/place of business (country and town name) of the body implementing the financial instrument	37B, avenue JF Kennedy, L-2968 Luxembourg, Luxembourg
12. Procedure of selecting the body implementing the financial instrument: award of a public contract; other procedure	Designation of the EIB, EIF or international financial institutions
12.1. Description of the other procedure of selecting the body implementing the financial instrument	
13. Date of signature of the funding agreement with the body implementing the financial instrument	Nov 12, 2018
IV. Total amount of programme contributions, by priority or measure, paid to the financial instrument and management costs incurred or management fees paid (Article 46(2)(d) and (e) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
14. Total amount of programme contributions committed in the funding agreement (in EUR)	M04: 6,080,000.00 Total: 6,080,000.00
14.1. out of which ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 4,000,000.00 Total: 4,000,000.00
14.1.1. out of which ERDF (in EUR) (optional)	
14.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR) (optional)	
14.1.3. out of which ESF (in EUR) (optional)	
14.1.4. out of which EAFRD (in EUR) (optional)	M04: 4,000,000.00

	Total: 4,000,000.00
14.1.5. out of which EMFF (in EUR) (optional)	
15. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument (in EUR)	M04: 6,080,000.00 Total: 6,080,000.00
15.1. out of which amount of ESI Funds contributions (in EUR)	M04: 4,000,000.00 Total: 4,000,000.00
15.1.1. out of which ERDF (in EUR)	
15.1.2. out of which Cohesion Fund (in EUR)	
15.1.3. out of which ESF (in EUR)	
15.1.4. out of which EAFRD (in EUR)	M04: 4,000,000.00 Total: 4,000,000.00
15.1.5. out of which EMFF (in EUR)	
15.2. out of which total amount of national co-financing (in EUR)	M04: 2,080,000.00 Other: 0.00 Total: 2,080,000.00
15.2.1. out of which total amount of national public funding (in EUR)	M04: 2,080,000.00 Total: 2,080,000.00
15.2.2. out of which total amount of national private funding (in EUR)	
16. Total amount of programme contributions paid to the financial instrument under Youth Employment Initiative (YEI) (in EUR)	
17. Total amount of management costs and fees paid out of programme contributions (in EUR)	
17.1. out of which base remuneration (in EUR)	
17.2. out of which performance-based remuneration (in EUR)	
18. Capitalised management costs or fees pursuant to Article 42(2) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant only for final report) (in EUR)	
19. Capitalised interest rate subsidies or guarantee fee subsidies pursuant to Article 42(1)(c) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant to final report only) (in EUR)	
20. Amount of programme contributions for follow-on investments in final recipients pursuant to Article 42(3) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
21. Contributions of land and/or real estate in the financial instrument pursuant to Article 37(10) of Regulation (EU) No 1303/2013 (relevant for final report only) (in EUR)	
VI. The performance of the financial instrument, including progress in its set-up and in selection of bodies implementing the financial instrument (including the body implementing a fund of funds) (Article 46(2)(f) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
32. Information whether the financial instrument was still operational at the end of the reporting year	Yes

32.1. If the financial instrument was not operational at the end of the reporting year, date of the winding-up	
VII. Interest and other gains generated by support from the ESI Funds to the financial instrument, programme resources paid back to financial instrument from investments as referred to in Articles 43 and 44, amounts used for differentiated treatment as referred to in Article 43a, and the value of equity investments with respect to previous years (Article 46(2)(g) and (i) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
35. Interest and other gains generated by payments from ESI Funds to the financial instrument (in EUR)	
37. Amounts of resources attributable to ESI Funds used in accordance with Article 44 and 43a	
37.1. out of which amounts paid for differentiated treatment of investors operating under the market economy principle, who provide counterpart resources to the support from the ESI Funds to the financial instrument or who co-invest at the level of final recipient (in EUR)	
37.2. out of which amounts paid for the reimbursement of management costs incurred and payment of management fees of the financial instrument (in EUR)	
37.3. out of which amounts to cover losses in the nominal amount of the ESI Funds contribution to the financial instrument resulting from negative interest, if such losses occur despite active treasury management by the bodies implementing financial instruments (in EUR)	
VIII. Progress in achieving the expected leverage effect of investments made by the financial instrument and value of investments and participations (Article 46(2)(h) of Regulation (EU) No 1303/2013)	
38. Total amount of other contributions, outside ESI Funds, raised by the financial instrument (EUR)	
38.1. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (in EUR)	2,080,000.00
38.1A. Contributions under EIB financial product committed in the funding agreement with the body implementing the financial instrument (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	
38.2. Total amount of other contributions, outside the ESI Funds paid to the financial instrument (in EUR)	2,080,000.00
38.2.1. out of which public contributions (EUR)	2,080,000.00
38.2.2. out of which private contributions (EUR)	
38.2A. Contribution under EIB financial product paid to FI (only for the instruments under Article 38(1)(c)) (in EUR)	

11. TABLEAUX D'ENCODAGE DES INDICATEURS COMMUNS ET SPÉCIFIQUES AU PROGRAMME ET VALEURS CIBLES CHIFFRÉES

Voir annexe relative au suivi

Annexe II

Tableau détaillé décrivant le niveau de mise en œuvre par domaines prioritaires incluant les indicateurs de réalisation

Domaine prioritaire 1A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1A	T1: pourcentage des dépenses relevant des articles 14, 15 et 35 du règlement (UE) n° 1305/2013 dans le total des dépenses au titre du PDR (domaine prioritaire 1A)	2014-2018			0,06	5,73	1,05
		2014-2017			0,01	0,96	
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1B	T2: nombre total d'opérations de coopération soutenues au titre de la mesure de coopération [article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013] (groupes, réseaux/pôles, projets pilotes...) (domaine prioritaire 1B)	2014-2018					25,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 1C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
1C	T3: nombre total de participants formés en vertu de l'article 14 du règlement (UE) n° 1305/2013 (domaine prioritaire 1C)	2014-2018					0,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					

Domaine prioritaire 2A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2A	T4: pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la modernisation (domaine prioritaire 2A)	2014-2018	2,90	55,49	3,04	58,17	5,23
		2014-2017	3,47	66,40	2,09	39,99	
		2014-2016	0,49	9,38	0,49	9,38	
		2014-2015	1,98	37,89	0,31	5,93	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	26 576 072,79	51,59	20 281 582,17	39,37	51 514 609,00
M01	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	533 241,08	12,37	402 386,42	9,33	4 312 500,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	26 042 831,71	55,17	19 879 195,75	42,12	47 202 109,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			84 606 804,16	56,50	149 749 149,00
M04.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			19 879 195,75	44,41	44 760 328,00
M04.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			738,00	55,49	1 330,00

Domaine prioritaire 2B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
2B	T5: pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan d'entreprise/des investissements pour les jeunes agriculteurs soutenus par le PDR (domaine prioritaire 2B)	2014-2018	2,62	63,50	2,62	63,50	4,13
		2014-2017	4,99	120,95	1,94	47,02	
		2014-2016	1,09	26,42	1,09	26,42	
		2014-2015	1,34	32,48	0,66	16,00	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
2B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	14 809 004,73	41,72	9 327 797,82	26,28	35 500 000,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	14 809 004,73	41,72	9 327 797,82	26,28	35 500 000,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2018			9 082 722,00	25,59	35 500 000,00
M06.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			9 327 797,82	26,28	35 500 000,00
M06.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			668,00	63,62	1 050,00

Domaine prioritaire 3A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3A	T6: pourcentage d'exploitations agricoles percevant un soutien pour participer à des systèmes de qualité, des marchés locaux et des circuits d'approvisionnement courts ou des groupements/organisations de producteurs (domaine prioritaire 3A)	2014-2018	0,16	9,25	0,10	5,78	1,73
		2014-2017	0,19	10,99	0,01	0,58	
		2014-2016	0,04	2,31	0,11	6,36	
		2014-2015	0,06	3,47	0,03	1,74	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 926 293,67	28,29	1 391 124,62	20,43	6 809 524,00
M03	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	525 888,49	82,83	27 249,95	4,29	634 921,00
M03.1	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			26,00	7,65	340,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 400 405,18	44,11	1 363 874,67	42,96	3 174 603,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			5 557 996,76	52,52	10 582 011,00
M04.1 M04.2	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			91,00	45,50	200,00
M16	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
M16.4	O9 - Nombre d'exploitations participant à des régimes qui bénéficient d'un soutien	2014-2018			0,00	0,00	100,00

Domaine prioritaire 3B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
3B	Surface concernée par la reconstitution du potentiel agricole endommagé par des catastrophes naturelles (ha)	2014-2018					100,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
3B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00
M05	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	79 365,00

Priorité P4							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
P4	T13: pourcentage des terres forestières sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2018			0,01	44,70	0,02
		2014-2017			0,01	44,70	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T8: pourcentage des forêts ou autres zones boisées sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)	2014-2018					0,02
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015			0,01	44,70	
	T12: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)	2014-2018			7,39	1 582,12	0,47
		2014-2017			0,45	96,34	
		2014-2016					
		2014-2015					
	T10: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)	2014-2018			7,97	136,11	5,86
		2014-2017			3,17	54,14	
		2014-2016			0,13	2,22	
		2014-2015			0,13	2,22	
	T9: pourcentage des terres agricoles sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)	2014-2018			24,40	278,14	8,77
		2014-2017			9,58	109,20	
		2014-2016			3,00	34,20	
		2014-2015			3,00	34,20	
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
P4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	313 241 971,52	77,04	189 353 858,62	46,57	406 578 642,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	8 046 320,57	93,63	5 091 889,88	59,25	8 593 651,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			18 808 092,44	98,23	19 146 825,00
M04.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			3,00	1,50	200,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	3 949 682,14	25,76	1 700 280,29	11,09	15 333 333,00
M07.1	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	30,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	22 059,02	2,77	14 178,39	1,78	794 984,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			14 178,39	1 063,65	1 333,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			4,95	49,50	10,00
M08.5	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	793 651,00

M08.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	10,00
M08.5	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			0,00	0,00	100,00
M10	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	132 457 890,90	77,32	55 652 530,40	32,49	171 311 761,00
M10.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			461 788,54	271,64	170 000,00
M11	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	63 916 849,16	101,25	22 045 809,93	34,92	63 127 171,00
M11.1	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			40 532,30	65,28	62 090,00
M11.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			35 804,93	139,86	25 600,00
M12	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	13 333,00
M13	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	104 849 169,73	71,13	104 849 169,73	71,13	147 404 409,00
M13.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			244 843,85	132,35	185 000,00

Domaine prioritaire 5A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5A	T14: pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace (domaine prioritaire 5A)	2014-2018					5,39
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 696 974,73	2,79	349 496,00	0,57	60 793 651,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 696 974,73	2,79	349 496,00	0,57	60 793 651,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			2 236 484,73	1,47	151 984 127,00
M04	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			0,00	0,00	8 000,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			7,00	70,00	10,00

Domaine prioritaire 5C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5C	T16: total des investissements (€) dans la production d'énergie renouvelable (domaine prioritaire 5C)	2014-2018	564 748,60	17,79	564 748,60	17,79	3 174 603,00
		2014-2017	581 372,37	18,31	218 714,06	6,89	
		2014-2016	198 944,06	6,27	198 944,06	6,27	
		2014-2015	270 467,66	8,52			
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	588 908,11	46,38	248 967,40	19,61	1 269 841,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	588 908,11	46,38	248 967,40	19,61	1 269 841,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			564 748,60	17,79	3 174 603,00
M04.1 M04.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			8,00	20,00	40,00

Domaine prioritaire 5E							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
5E	T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone (domaine prioritaire 5E)	2014-2018			0,01	2,62	0,38
		2014-2017			0,01	2,62	
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
5E	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	548 636,35	57,27	139 499,52	14,56	957 940,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	548 636,35	57,27	139 499,52	14,56	957 940,00
M08.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	533 333,00
M08.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			4 943,60	88,93	5 559,00
M08.2	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018			10,61	35,37	30,00
M08.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			134 555,92	16,95	793 651,00
M08.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	158 730,00

Domaine prioritaire 6A							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6A	T20: emplois créés dans les projets soutenus (domaine prioritaire 6A)	2014-2018					135,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6A	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	2 654 968,31	22,40	1 888 613,71	15,93	11 853 486,00
M04	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	1 961 318,00	30,89	1 460 758,71	23,01	6 349 206,00
M04	O2 - Total des investissements	2014-2018			13 271 946,45	41,81	31 746 032,00
M04	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018					40,00
M06	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	393 650,31	10,05	427 855,00	10,92	3 916 978,00
M06	O2 - Total des investissements	2014-2018			1 613 340,15	13,55	11 908 847,00
M06.2 M06.4	O4 - Nombre d'exploitations/de bénéficiaires soutenus	2014-2018			18,00	6,92	260,00
M08	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	300 000,00	18,90	0,00	0,00	1 587 302,00
M08	O5 - Superficie totale (ha)	2014-2018					15,00
M08.6	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	1 587 302,00
M08.6	O2 - Total des investissements	2014-2018			0,00	0,00	3 968 254,00

Domaine prioritaire 6B							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6B	T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)	2014-2018					100,00
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T22: pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (domaine prioritaire 6B)	2014-2018					4,49
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
	T21: pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local (domaine prioritaire 6B)	2014-2018			64,29	190,77	33,70
		2014-2017			64,29	190,77	
		2014-2016			64,29	190,77	
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6B	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	11 809 938,10	20,03	1 810 166,18	3,07	58 951 190,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	5 748 576,31	28,07	0,00	0,00	20 476 190,00
M07.1 M07.2 M07.4 M07.5 M07.6 M07.7 M07.8	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2018			0,00	0,00	100 000,00
M07.4	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			14,00	7,00	200,00
M07.5	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	20,00
M07.6	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	30,00
M19	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	6 061 361,79	15,75	1 810 166,18	4,70	38 475 000,00
M19	O18 - Population concernée par les groupes d'action locale	2014-2018			1 144 631,00	190,77	600 000,00
M19	O19 - Nombre de groupes d'action locale sélectionnés	2014-2018			19,00	100,00	19,00
M19.1	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			66 889,90	6,86	975 000,00
M19.2	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			720 328,55	2,40	30 000 000,00
M19.3	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			0,00	0,00	1 062 500,00

M19.4	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018			1 022 947,73	15,89	6 437 500,00
-------	-----------------------------------	-----------	--	--	--------------	-------	--------------

Domaine prioritaire 6C							
FA/M	Nom de l'indicateur cible	Période	Basé sur ceux approuvés (le cas échéant)	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Valeur cible pour 2023
6C	T24: pourcentage de la population rurale bénéficiant de nouveaux ou meilleurs services/infrastructures (TIC) (domaine prioritaire 6C)	2014-2018					0,61
		2014-2017					
		2014-2016					
		2014-2015					
FA/M	Indicateur de réalisation	Période	Engagés	Utilisation (%)	Réalisés	Utilisation (%)	Prévu pour 2023
6C	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07	O1 - Total des dépenses publiques	2014-2018	0,00	0,00	0,00	0,00	12 698 413,00
M07.3	O15 - Population bénéficiant de meilleurs services/infrastructures (informatiques ou autres)	2014-2018			0,00	0,00	10 850,00
M07.3	O3 - Nombre d'actions/opérations soutenues	2014-2018			0,00	0,00	8,00

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Total de contrôle	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé à l'intention des citoyens de l'année 2018	Résumé à l'intention des citoyens	26-06-2019		Ares(2019)7145713	3501822993	Résumé à l'intention des citoyens de l'année 2018	19-11-2019	nazouzfa
AIR Financial Annex 2014FR06RDRP054	Annexe financière (systèmes)	28-08-2019		Ares(2019)7145713	1795422266	AIRfinancialAnnex2014FR06RDRP054_fr.pdf	19-11-2019	nazouzfa

